

## La guerre de 1914-1918

libérale de Longueuil, mais qui évolue. Thurber l'emporte, sans écraser Viger, et le voilà devenu "Son Honneur le Maire".

Son règne débute sans éclat. Des séances entières du conseil s'enlisent dans l'examen des réclamations contre le rôle d'évaluation. Des travaux de voirie se poursuivent sous le régime de la Loi des bons chemins. La Ville établit une échelle de salaires pour les employés à son service, qui toucheront un minimum de 15 cents de l'heure et un maximum de 22 cents 1/2. Le Conseil proteste contre la Canada Steamship Lines qui vient d'absorber la Compagnie de navigation de Richelieu et Ontario et commence par hausser les tarifs. On se plaint aussi de la Montreal and Southern Counties Railway qui ne pousse pas son service jusqu'au quai de la Canada Steamship. La ville de Montréal-Sud voudrait être desservie par des extensions du système d'aqueduc et du système d'égout de Longueuil, qui fait la sourde oreille.

La guerre? Des compagnies industrielles de Montréal se transforment: la Canada Cement, par exemple, fabrique des obus. La Compagnie Armstrong Whitworth, qui se classe d'emblée comme la plus grosse industrie de Longueuil, bénéficie des commandes de guerre sans modifier ses fabrications. Un bataillon canadien-français, le 22e, commence son instruction aux casernes de Saint-Jean. La visite aux soldats constitue un but d'excursion, le dimanche. Le gouvernement fédéral, au lieu de recruter lui-même, se borne à stimuler l'initiative privée. Adolphe Dansereau - fils d'Arthur - a servi en France. Blessé, il revient au Canada en congé de convalescence et se fait autoriser à lever un bataillon, le 69e. Bombardé lieutenant-colonel à 24 ans, il est le plus jeune colonel de l'armée, mais aussi le premier "retour du front" à lever un bataillon. Les recruteurs organisent des soirées en plein air, avec fanfares et discours, à la manière de l'Armée du Salut. La plupart d'entre eux, d'âge militaire, s'abstiennent les premiers, et leur ton comminatoire déplaît. Dansereau demande l'autorisation d'organiser un "tag day" - une vente d'insignes - à Longueuil, au bénéfice de son régiment. Accordé avec empressement. Cependant le recrutement est plus fructueux parmi les Canadiens de langue anglaise, dans l'ancien Longueuil-Ouest ou dans Montréal-Sud. Les Anglo-Canadiens, restés plus près de la "mère patrie", comptent l'orgueil de l'Empire dans leur héritage. Les fils de la famille Hill, par exemple, ne manquent pas un exercice et à plus forte raison une parade, dans les régiments écossais de Montréal auxquels ils appartiennent. Et ce n'est pas de leur part un jeu. Les fils Hill s'enrôlent, du plus âgé au plus jeune. Pour les Canadiens français, c'est bien différent. Rien n'a entretenu parmi eux l'esprit militaire. La situation faite aux écoles françaises - bilingues - de l'Ontario réveille des animosités latentes. Les doctrinaires nationalistes critiquent et cherchent à freiner la participation aux guerres de l'Empire. Ils comptent sur *le Devoir*, d'Henri Bourassa, et sur *l'Action* où l'inclassable Olivar Asselin reproche non seulement aux chefs politiques, mais aux évêques, leurs déclarations favorables au recrutement. Asselin est surtout un inquiet, sujet aux retournements subits. Un beau jour, il pose la plume, sollicite et obtient

l'autorisation de lever un bataillon, le 163e. Asselin demande à recruter dans Longueuil. Le Conseil "n'y voit pas d'objection". Aux assemblées de recrutement dans les quartiers populeux de Montréal, commencent à jaillir des interruptions, des huées. Puis des bagarres se produisent. Rien de tel à Longueuil. Mais Armstrong Whitworth et la Standard Foundry, stimulées par les commandes de guerre, embauchent avec plus de succès que les recruteurs. Les personnages officiels apportent leur appui aux campagnes de recrutement. On suggère aux municipalités d'ouvrir des souscriptions pour l'achat de mitrailleuses. La Ville de Montréal-Sud propose une souscription de toutes les municipalités de la rive sud pour l'achat d'une mitrailleuse, offerte à l'Etat. Ce n'est pas extravagant de générosité. La répartition devant être proportionnée aux populations, Longueuil paierait les sept dixièmes. Le Conseil "félicite la municipalité de Montréal-Sud de son esprit patriotique, de même que de l'esprit de corps qu'elle désire développer chez les municipalités de la rive sud", mais préfère payer la mitrailleuse à lui seul.

La question prohibitionniste paraît plus brûlante. La loi provinciale prévoit un référendum, par municipalité, sur requête d'un certain nombre de citoyens - vote à scrutin découvert, les femmes ayant voix au chapitre. Le clergé mène la campagne. Les premiers efforts portent sur les terrains les mieux préparés: Trois-Rivières et Lévis. A Trois-Rivières, Mgr Cloutier intervient en personne contre le conseil municipal. Au scrutin ouvert, sous l'oeil des prêtres et des sociétés de tempérance, il faut une manière d'héroïsme pour s'afficher antiprohibitionniste. Les hôteliers luttent tout de même; les femmes s'en mêlant, ils sont battus. *L'Action catholique*, de Québec, célèbre la victoire et prépare d'autres assauts. Après Trois-Rivières, Lévis, Lachine, Sainte-Agathe, Louiseville, Sainte-Rose et Terrebonne votent successivement la prohibition. Mgr Bruchési a envoyé ses encouragements aux prohibitionnistes de Sainte-Rose. A Montréal, la population cosmopolite n'est pas si docile. Mais à Longueuil, l'échevin Arthur Vincent est aussi prohibitionniste que le curé. Un comité prohibitionniste est mis sur pied. Un comité antiprohibitionniste se forme aussitôt. Leurs appels contradictoires se mêlent à ceux des recruteurs, de la Croix-Rouge, du Fonds patriotique, de l'Aide à la France, du Secours à la Belgique. Le curé Payette ne cache pas sa conviction que le référendum oppose le parti du diable et le parti du Bon Dieu. Mais des malins lui rappellent que l'apôtre de la prohibition, à Longueuil, s'est appelé Chiniquy.

Le Cercle La Salle continue ses soirées récréatives où Camillien Houde occupe la vedette. Après la représentation de *la Cagnotte*, d'Eugène Labiche, les Longueillois décrètent, unanimes: "Il est fameux!" La Société Saint-Jean-Baptiste s'est réorganisée en section de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, avec Camillien Houde, employé modèle à la Banque d'Hochelaga, comme vice-président. Elle demande la salle de l'hôtel de ville pour y donner, comme au Monument National, des cours de français, d'anglais et de diction. Paul Pratt, qui s'intitule "professeur de musique", entraîne une fanfare qui donne des concerts gratuits. Le

## La guerre de 1914-1918

Longueuil Ladies' Swimming Club obtient aussi la salle de l'hôtel de ville pour tenir un bal au bénéfice de la Croix-Rouge, mais y renonce en constatant l'absence de piano. Les nageuses peuvent appliquer leur zèle à la campagne prohibitionniste. D'opulentes matrones et d'anémiques vieilles filles, fautes de se dévouer aux futurs blessés, les empêcheront de boire leur verre de gin.

Le référendum se tient à Longueuil le vendredi 11, le samedi 12 et le lundi 14 février 1916. La proclamation des résultats attire une petite foule à l'hôtel de ville le 21 février. Le Conseil doit se transporter de la salle des délibérations dans la grande salle. Sur 607 votes enregistrés, les prohibitionnistes recueillent 278 voix et leurs adversaires 329. On a la tête plus dure à Longueuil qu'à Trois-Rivières, à Lévis, à Lachine, à Sainte-Agathe, à Sainte-Rose et à Terrebonne! Mais Arthur Vincent ne s'en tient pas là. Il parle de proposer un règlement "relatif à la tenue et à la fermeture des hôtels dans la ville de Longueuil".

\* \* \*

Le Cercle La Salle organise un "grand ralliement patriotique" à Longueuil, avec conférence d'Armand Lavergne sur les droits de la langue française, foulés aux pieds en Ontario. Camillien Houde, secrétaire du comité d'organisation, présente le conférencier. Camillien Houde, orateur, possède une étonnante saveur populaire: ses allocutions tournent au dialogue avec l'auditoire. Armand Lavergne, secouant ses mèches rebelles, plaît par son cachet cocardier et transporte par son éloquence. Il ne mâche pas ses mots: "Pendant que la France se bat aux côtés, non, en avant de l'Angleterre, on défend d'enseigner le français au Canada!" Il lance la consigne: "Parlons français dans la rue, dans les magasins, au téléphone, partout!" Bravo! Les Longueillois se rappelleront cette journée (10 avril 1916). La résistance aux persécutions ontariennes stimule la résistance à la campagne du recrutement, ou lui sert de prétexte.

Le conseil municipal est beaucoup plus conformiste. Il consacre d'ailleurs la plupart de ses séances à des sujets microscopiques, comme l'achat de casquettes pour les policiers ou la plainte d'un citoyen contre son voisin trop bruyant. Il ne surgit pas de contestations, de divisions entre deux clans, de séances orageuses comme il s'est vu jadis et naguère. Presque toutes les propositions sont adoptées sans vote.

Jusqu'au jour où éclate l'incident qui couvait entre le maire Thurber et l'échevin Vincent, plus intelligent et très actif au conseil.

Les conseillers avaient chargé leur collègue Arthur Vincent de négocier avec les notaires Brais et Dupras un prêt de \$37 000 à 6 p.c., avec des clients de ces notaires. L'affaire conclue, le Conseil, sous l'influence du maire, se ravise pour traiter avec la Banque royale. Brais et Dupras perdent des honoraires et sans doute une commission; leurs clients, qui avaient

immobilisé des fonds, perdent des intérêts et menacent de poursuites. L'avocat Joseph Lamarre, conseiller juridique de la Ville - et fort ami du notaire Dupras dont il partage la maison - estime que les notaires et leurs clients sont dans leur droit. Sur proposition de Vincent, le Conseil charge le maire de conclure "un ajustement raisonnable" avec Brais et Dupras, quitte à revenir à leur prêt. Or l'avocat Lamarre et les notaires Brais et Dupras sont les conservateurs qui, avec le préfet du comté Daignault, ont suscité la candidature de Michel Viger pour barrer la route à Thurber, aux élections municipales. Le maire adopte volontiers le genre "strict en affaires". Il refuse: "Je ne me suis pas occupé et je ne veux pas m'occuper d'une transaction commencée par l'échevin Vincent sans autorisation du Conseil. Je ne veux pas m'en occuper vu qu'il y a un doute sur la légalité de ce prêt et que je ne veux pas en prendre la responsabilité." (mai 1916).

Thurber fait étudier l'affaire par un autre bureau d'avocats - Taillon, Bonin, Morin et Laramée - qui donne sa consultation le 22 mai. Ces avocats n'ont pas à se prononcer sur les avantages, mais sur la légalité des deux projets d'emprunt. Ils constatent cependant que les conditions de la Banque royale sont les plus avantageuses pour la Ville. Les négociations avec Brais et Dupras, "plus complètes et plus positives" que les négociations avec la Banque royale, contiennent un "élément d'illégalité":

*Votre Corporation n'a pas le droit de payer un intérêt excédant 6 pour cent par an. La proposition de MM. Brais et Dupras, laquelle paraît avoir été acceptée par votre conseil, stipule qu'il sera payé à ces messieurs un pour cent de commission, et le paiement des intérêts est aussi stipulé payable tous les six mois. En plus, si la Corporation use de la faculté de rembourser lors de l'échéance d'un semestre d'intérêt, elle devra payer une indemnité équivalant à trois mois d'intérêt. Toutes ces choses sont contraires au pouvoir d'emprunt de votre Corporation...*

*Cette stipulation de un pour cent de commission est-elle suffisante pour vicier complètement la résolution? Il nous semble que non. Mais comme cette stipulation de commission est absolument nulle, le conseil ne devrait pas la payer. Nous ne croyons pas qu'il soit loisible au conseil de prendre le montant de cette commission à même les revenus généraux de la Corporation.*

Thurber fait insérer ce texte au procès-verbal, en ajoutant: "Et le maire déclare qu'il s'en tiendra à l'avis des avocats ci-dessus." Vincent veut discuter. La séance est levée "sur l'ordre du maire pour arrêter le désordre causé par la discussion sur la lettre produite par Son Honneur le Maire". Au début de la séance suivante, on ordonne, d'un commun accord, de biffer cette dernière mention qui n'en traduisait pas moins les faits.

Vincent laisse passer un mois et revient à la charge. Il fait voter, moyennant certaines concessions, "l'adoption définitive de l'emprunt de

## La guerre de 1914-1918

\$37 000 négocié par l'entremise des notaires Brais et Dupras". Mais l'affaire a transpiré. L'ancien maire Edouard Lalonde écrit au Conseil qu'il est "dans une certaine anxiété au sujet des finances de la Ville" et demande "qu'un état exact et détaillé de la situation financière et administrative de la Ville jusqu'au 30 juin 1916 soit présenté au conseil". Voilà qui fortifie Thurber. A la séance du 7 août 1916, le secrétaire donne lecture d'une lettre du maire - qui préside - "s'objectant au paiement du compte de MM. Brais et Dupras, notaires, au montant de \$400, parce qu'il n'est pas suffisamment détaillé et qu'il contient des articles que des notaires n'ont pas le droit de réclamer".

Vincent propose lui-même de prier les notaires de détailler leur note. A la séance du 14 août, l'échevin David Kyle constate que le montant de \$400, "accepté par le conseil, n'est pas accepté par le maire, qui refuse de signer le chèque sans avoir de détails". Kyle insiste pour obtenir ces détails. Les notaires les fournissent enfin. L'échevin Vincent, appuyé par l'échevin Kyle, propose le paiement. Adopté (25 septembre 1916). Mais l'échevin Arthur L'Heureux obtient que la proposition de la Banque royale - plus avantageuse - "soit inscrite textuellement dans les minutes et déposée dans les archives".

\* \* \*

Les pertes au front sont terribles. Le gouvernement fédéral institue le Service national qui dissimule à peine un recensement en vue de la conscription. Les Canadiens français ont horreur de la conscription. Beaucoup refusent de signer les formules. Les jeunes gens de l'A.C.J.C. placardent des papillons bilingues "A bas la conscription - Down with Anticonscription" sur les murs et sur les poteaux de Montréal. Des assemblées anticonscriptionnistes se tiennent spontanément. Au parc Lafontaine, Tan-crède Marsil et Ubald Paquin - la bohème du nationalisme - invoquent "les héros de 37". A l'hôtel de ville, le maire Médéric Martin, ancien cigariier et politicien roublard qui cultive son cachet populaire, est en perpétuelle chicane avec les échevins de langue anglaise. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal proteste contre tout projet de conscription. La hausse des prix - le pain d'une livre et demie saute de 10 à 13 sous - provoque la colère du peuple. Des ministériels ont approché les propriétaires de *la Presse* et de *la Patrie*: les deux feuilles rivales entameraient le même jour une campagne tendant à "expliquer" et faire accepter la conscription. *La Patrie* publie son topo: défense de la liberté, du droit, de la justice, de la civilisation... *A la Presse*, Oswald Mayrand entrevoit la faute et court présenter son objection aux patrons: le courant d'opinion est tel que le journal risque de s'y couler. *La Presse* s'abstient. Les vitres de *la Patrie*, comme celles du Board of Trade, volent en éclats. Le tirage de *la Patrie* s'affaisse au profit de *la Presse* et ne se relèvera jamais.

En face de cette mer clapotante, Longueuil reste calme. Reconnaît-on le district qui a donné le signal de l'insurrection en 1837? Quand

R.B. Bennett, directeur général du Service national, demande la "collaboration active" du Conseil municipal pour sa grande tâche "patriotique et nationale", le Conseil se déclare "prêt à donner toute l'assistance voulue au ministre pour ce grand travail patriotique et national".

On apprend la mort au combat de trois enfants de Longueuil: Alexandre Larocque, beau-frère du maire; Charles Hill, qui, comme ses frères, s'était engagé d'enthousiasme; et George Porteous, fils de l'ancien échevin. Le Conseil vote des condoléances aux familles. Le recrutement et surtout l'embauche ont prélevé assez d'hommes pour que l'ingénieur Sainte-Marie, chargé des travaux de la ville, invoque la pénurie de main-d'oeuvre et demande l'autorisation d'engager des "étrangers". La vie est chère mais l'argent roule. Le Conseil, qui refusait de louer la salle de l'hôtel de ville pour des représentations cinématographiques, doit revenir sur cette décision, à la requête du public. Mais tous protestent quand le Grand-Tronc parle d'augmenter ses taux de péage sur le pont Victoria. Le Conseil prie le gouvernement fédéral "d'user de ses droits". On se plaint toujours du service médiocre et des tarifs élevés des tramways. Longueuil demande à la Commission des chemins de fer d'ordonner à la Compagnie "1o de faire fonctionner ses voitures de six heures du matin à minuit; 2o de ne pas faire payer plus de 10 cents par voyage de Montréal à Longueuil et 5 cents de Saint-Lambert à Longueuil".

Saint-Lambert, Montréal-Sud et Greenfield-Park affrontent un double problème - approvisionnement en eau; évacuation des eaux utilisées - dont Longueuil, semble-t-il, tient la clef. Le Conseil supérieur d'hygiène de la Province de Québec provoque des réunions conjointes et fait pression pour la construction d'un égout collecteur intermunicipal. Longueuil se fait prier: "Les égouts actuels répondent amplement aux besoins de notre ville." Le Conseil pose ses conditions. Il faut:

*1o Que les commissaires du port de Montréal et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil accordent le droit de passage sur leurs propriétés respectives;*

*2o Que la Commission du port de Montréal s'engage à verser \$65 000 pour sa quote-part;*

*3o Que la Commission du port de Montréal et les municipalités intéressées contribuent à l'entretien et aux réparations;*

*4o Que cette Commission et ces municipalités s'engagent à payer tous dommages qui pourraient être causés par l'insuffisance dudit égout dans les limites de la ville de Longueuil;*

*5o Que la part de Longueuil dans cette construction ne dépasse pas \$33 185;*

## La guerre de 1914-1918

*60 Que le conseil supérieur d'Hygiène approuve le plan et que la Législature sanctionne le contrat.*

\* \* \*

Le maire Thurber est réélu sans peine, à la fin de janvier 1917. Avec lui: Jacob-Alfred Gariépy, Louis Robert, Arthur Vincent, Ulric Matte, Jean Simon, Alexandre Lincourt, David Kyle et Henry Cross. Des enfants de Longueuil tombent à la crête de Vimy.

La Compagnie Armstrong Whitworth emploie 800 ouvriers, ce qui contribue à grossir la population de Longueuil. Mais des ouvriers montréalais, attirés par cette usine, ne trouvent pas de logement à Longueuil et s'imposent la navette quotidienne. Armstrong Whitworth s'agrandit et le Conseil exempte ses agrandissements de taxes. La Stowell Screw Company, de Montréal, dont Thurber est actionnaire, demande et obtient une exemption de taxes pour s'installer à Longueuil. Elle emploiera un minimum de 17 ouvriers et versera \$10 000 de salaires par an. Des protestations s'élèvent contre l'érection de l'usine au coin des rues Montarville et Saint-Laurent. Des contre-pétitionnaires estiment au contraire l'installation d'une usine en cet endroit "avantageuse à cette municipalité en général".

A Montréal, dans les rues, dans les familles, dans les tramways, on entend parler de résistance à la loi de conscription. Tancrede Marsil, dans des assemblées bruyantes, prédit la révolution. Mgr Bruchési ordonne des prières pour la paix civile. Mais une charge de dynamite éclate sous les fenêtres de lord Atholstan, propriétaire du *Star*. Et le vote définitif de la conscription, le 28 août, déchaîne de véritables émeutes. A Longueuil, on s'acharne pour ou contre le projet de la Stowell Screw, ce qui doit être une manière de se battre pour ou contre le maire. Les pétitions des deux sens affluent au conseil municipal. Les deux conseillers de langue anglaise votent contre l'autorisation - et l'exemption de taxes.

Les élections fédérales fourniront l'occasion de batailles plus sérieuses. Le conseil municipal a beau persister dans son loyalisme: Longueuil est anticonscriptionniste comme toute la province de Québec sauf les enclaves anglaises. Joseph Rainville, député de Chambly-Verchères, a rempli les commissions de ses électeurs et obtenu la livraison du courrier à domicile, à Longueuil. Mais il s'est coulé en acceptant la conscription. Les Longueuil-lois l'accueillent à coups de pierres et de blocs de glace. Les libéraux des provinces anglaises ont accepté la conscription, quand ils n'y ont pas poussé, et leurs chefs sont entrés dans le cabinet présidé par Robert Borden mais devenu cabinet de coalition. Laurier et les libéraux de la Province de Québec ont repoussé cette tentation qui eût, selon l'avertissement de Lomer Gouin, livré la Province de Québec à Bourassa. De sorte que la Province de Québec élit 62 libéraux, tous avec des majorités très fortes, et trois ministériels, tous trois de langue anglaise. Joseph Archambault défait Joseph Rainville dans le comté de Chambly-Verchères par 4 740 voix

contre 2 301. Les autres provinces ayant choisi en sens contraire, le gouvernement Borden reste au pouvoir.

La résistance à la conscription ne fléchit pas. La police militaire opère des rafles dont une, au marché Bonsecours de Montréal, soulève un certain émoi. La recherche des insoumis, prenant parfois tournure de chasse à l'homme, entraîne des fusillades tragiques à Québec pendant la Semaine Sainte. Longueuil apprend de temps à autre la mort d'un de ses enfants, tué à l'ennemi: un fils du conseiller Cross est du nombre. Un fils du Dr Jean Girouard revient du front criblé d'éclats de shrapnel, handicapé pour la vie. Le conseil municipal engage les citoyens à souscrire aux Emprunts de la Victoire. A la séance du 21 octobre 1918, le Conseil "désire également inscrire dans ses minutes son ferme espoir de voir l'Emprunt de la Victoire 1918 coïncider avec le triomphe final des Alliés, et qu'il espère également que le succès de l'Emprunt contribuera à faire revenir au sol les enfants canadiens qui, là-bas, font glorieusement leur part pour mettre fin à la barbarie allemande et installer la paix mondiale". La Commission des vivres demande l'appui de la municipalité à la "Semaine du Poisson". Le Conseil "prie les citoyens de cette ville de ne pas manger de viande à aucun repas de la journée du 31 octobre, conformément à ladite circulaire".

Le gouvernement provincial met \$41 675.46 à la disposition de la Ville de Longueuil pour la construction de 4 479 pieds de chemin en béton sur les rues Saint-Charles, Saint-Antoine et Bord-de-l'Eau. Ce chemin fera partie de la route de Lévis à Saint-Lambert. Un ingénieur de la Voirie provinciale surveillera les travaux. Le ministère des Travaux publics accorde 50 p.c. de la construction d'un pont projeté sur le ruisseau Saint-Antoine. Mais une pluie continuelle, entraînant une crue du ruisseau Saint-Antoine, à l'automne de 1918, oblige à retarder cette entreprise.

Longueuil finit, bon gré, mal gré, par s'accorder avec Montréal-Sud pour la fourniture de l'eau, en exclusivité, pendant deux ans. Longueuil fournira un minimum de 50 000 gallons et un maximum de 100 000 gallons par jour, à 15 cents par mille gallons. Longueuil ne sera en aucun cas responsable des irrégularités pouvant survenir dans le service. Longueuil permet en même temps à Montréal-Sud d'égoutter ses eaux ménagères dans le canal collecteur, moyennant \$550 par an. Montréal-Sud construira naturellement à ses frais les tuyaux de raccordement nécessaires (comme pour le service de l'eau). "La Ville de Longueuil ne sera responsable d'aucun dommage pouvant être causé à la ville de Montréal-Sud pour aucune raison." Les notaires Brais et Dupras préparent le contrat.

\* \* \*

La création de la paroisse Saint-Maxime ne suscite pas de remous.

Un Beauceron, nommé Poulin comme tant de Beucerons, a établi une petite industrie transformatrice de l'amiante sur la rive sud du



## La guerre de 1914-1918

Saint-Laurent. Il a choisi Saint-Lambert pour la proximité du chemin de fer. Mais Saint-Lambert n'admet pas d'industrie dans ses limites. Poulin s'est donc installé sur le territoire de la paroisse de Longueuil, en lisière de Saint-Lambert. Il a sans peine attiré des ouvriers beaucerons, qui sont allés prendre femme sur les bords de la Chaudière et ont à leur tour attiré des beaux-frères et des cousins. Bref, un îlot s'est formé là, un petit Beauceville tout plein de Cliche et de Poulin fort attachés à leurs habitudes et que leurs voisins de Saint-Lambert, de Montréal-Sud et de Longueuil ne manquent pas de surnommer les Jarrets-Noirs. Les Beaucerons du "Petit Bois" ont construit une chapelle, desserte de Saint-Antoine de Longueuil depuis 1909. Ils demandent maintenant l'érection de leur chapelle en église paroissiale.

Les curés de Longueuil, suivant leurs paroissiens, ont de leur mieux résisté, dans le passé, aux projets de démembrement, propres à réduire le nombre des contribuables sur qui pèse la dette. Mais le curé Payette est d'une autre école. Son idée lointaine, qu'il a laissé entrevoir à l'inauguration des tramways, est de laisser multiplier les paroisses satellites qui justifieront un jour l'érection d'un évêché à Longueuil. Mgr Bruchési érige Saint-Maxime, quatrième paroisse détachée de Saint-Antoine, et lui donne un vicaire de Longueuil, l'abbé Anatole Ecrement, comme premier curé.

La fin de la guerre est en vue. Mais un autre cataclysme, l'épidémie de grippe dite "espagnole" s'abat sur le pays. Les magasins Dupuis Frères, à Montréal, exhibent des vitrines complètes de vêtements de deuil, avec de grands voiles de crêpe. Longueuil n'est pas épargné et la grippe l'éprouve plus que la guerre. On ne sort plus qu'avec un sachet rempli de camphre sur la poitrine et des mouchoirs imbibés d'un désinfectant dans les poches. Le collège, avec 210 pensionnaires et 217 externes, n'enregistre aucun malade - "par une protection spéciale de la Providence", écrivent les frères. Mais le Conseil supérieur d'hygiène exige le licenciement des externes et la fermeture des parlours. Ce qui n'empêche pas le frère Victorin - désormais frère Marie-Victorin, pour obtenir plus sûrement le secours de la Sainte Vierge - de publier dans *le Naturaliste canadien* un article sur "la Flore de la Province de Québec", résumant ou ébauchant toute l'oeuvre scientifique qu'il rêve d'accomplir. A la requête du Conseil supérieur d'hygiène, Mgr Bruchési suspend la célébration des messes. A la demande du *Devoir*, endossé par la presse quasi unanime, les autorités militaires suspendent l'appel des conscrits et la chasse aux insoumis. Tel qui avait dépisté les recruteurs, de peur de mourir à la guerre, meurt dans son lit de la grippe. Les corbillards ne sont pas assez nombreux; les morts sont expédiés au cimetière, en toute hâte, pour éviter la contagion, dans des voitures de livraison. A l'exemple de l'échevin Victor Pigeon, les citoyens de Longueuil possédant une automobile la mettent à la disposition des médecins, avec un carton portant les initiales M.D. sur le pare-brise.

La guerre se termine, heureusement. On fête à la fois la victoire des Alliés et la fin de la conscription. D'enthousiasme, on se remet à sortir - en négligeant les précautions - et l'épidémie s'affaisse, disparaît.

## Histoire de Longueuil

Un comité se forme à Longueuil pour l'érection d'un monument aux morts de la guerre. La Ville prie le ministre de la Milice de lui réserver, dans la distribution des trophées, deux canons pris à l'ennemi, qui encadreront le monument.



## Administration Thurber

AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES du 20 janvier 1919, Alexandre Thurber est réélu par acclamation. Avec lui siègent Victor Pigeon, Jacob Gariépy, Louis Robert, Ulric Matte, Jean Simon, Henri Mongeau, David Kyle et Fred J. McClure. Le nouveau conseil, ou plutôt le Conseil réélu (à l'exception d'Henry Cross, entré au conseil lors de l'annexion de Longueuil-Ouest et qui se retire après treize ans de services), ajourne sa première séance, en signe de deuil, pour la mort de Wilfrid Laurier.

L'arrêt des commandes de guerre frappe l'usine d'Armstrong Whitworth, qui congédie des ouvriers. Le conseil municipal insiste pour que les congédiements portent, de préférence, sur les étrangers à Longueuil. Il forme un comité pour recevoir les plaintes des Longueuillois congédiés. Car la préférence à la main-d'oeuvre locale a été une condition de l'exemption de taxes. Thurber prononce un discours - programme en cinq points:

*1<sup>o</sup> Compléter le plan commencé par l'ingénieur Sainte-Marie, ce qui nous permettra d'homologuer des rues pour la construction de conduites d'eau et tuyaux d'égout;*

*2<sup>o</sup> Prolonger la prise d'eau de l'aqueduc, ce qui éliminera diverses imperfections dans le service;*

*3<sup>o</sup> Paver toutes les rues qui ne le sont pas, en adoptant un règlement d'emprunt pour le financement;*

*4<sup>o</sup> Tirer tous les avantages possibles d'une loi prévue à Québec pour la construction de logements ouvriers;*

*5<sup>o</sup> Former un comité spécial, composé d'échevins et de notables, pour promouvoir la construction du pont projeté par la Commission du port de Montréal avant la guerre.*

## Histoire de Longueuil

Ce dernier point est capital. Nous entrons, à n'en pas douter, dans l'ère de l'automobile. La politique "des bons chemins" aboutira fatalement à la création de grandes artères. L'une d'elles sera la route de Lévis à Saint-Lambert dont la rue Saint-Charles, la rue Saint-Antoine et le Bord de l'Eau, bétonnés et rénovés avec l'aide de l'Etat provincial, forment un tronçon. Le tourisme motorisé prend une importance grandissante. De grandes et bonnes voies de communication sont plus indispensables que jamais.

Or nous ne sommes pas beaucoup plus avancés, sur la rive sud, avec une population en hausse - Longueuil s'attribue près de 5 000 âmes -, qu'au lendemain de la construction du pont Victoria. La Montreal and Southern Counties Railway demande à la Commission des Chemins de fer l'autorisation de hausser ses tarifs de 20 p.c., et l'obtient malgré l'opposition conjuguée de Longueuil, Saint-Lambert, Montréal-Sud et Greenfield-Park. Jacob Gariépy, qui mène le bal au Conseil de Longueuil, refuse de s'incliner et met sur pied un comité intermunicipal de protestation permanente. Le "traversier" est désuet, son service est défectueux, les automobiles commencent à l'encombrer; l'échevin McClure suggère de le municipaliser. Le pont Victoria lui-même ne suffit plus. Il n'offre - et c'est la seule communication entre Montréal et la rive sud aux périodes de "mauvaises traverses" - qu'une simple voie carrossable de 14 pieds de largeur, à peine assez large pour la circulation dans les deux sens. Le moindre accident, la moindre panne y crée un embouteillage irrémédiable. Les accidents y sont fréquents. L'apparition d'une charrette de foin venant en sens contraire est un cauchemar pour les automobilistes. La traversée du pont, aux heures de pointe, met les plus patients à l'épreuve.

Le projet d'un pont entre Montréal et Longueuil commençait à prendre forme en 1914. La tourmente internationale l'a relégué aux oubliettes: le gouvernement fédéral, pendant quatre ans, ne s'est intéressé qu'aux projets servant directement "l'effort de guerre". Mais le temps est venu de le reprendre. Le Conseil de Longueuil, avant sa réélection de janvier 1919, a voté, sur la proposition de l'échevin Gariépy, appuyé par l'échevin Kyle:

*Attendu que la fin de la guerre impose au gouvernement du Dominion l'obligation de continuer les travaux nécessaires pour l'avancement du pays et qu'il serait nécessaire que la construction d'un pont entre la Cité de Montréal et la rive sud, tel que projeté, fût entreprise sans délai, afin de fournir du travail aux ouvriers, ce conseil prie l'honorable ministre des Travaux publics de vouloir bien exécuter immédiatement ce travail projeté depuis longtemps.*

Joseph Archambault, député du comté, appuie activement la requête. Une Chambre de commerce de la rive sud, où Thurber représente officiellement Longueuil, pousse l'affaire. Le maire et trois échevins de Longueuil vont demander l'appui de la Chambre de commerce de Montréal. La ville

## Administration Thurber

de Lachine soutient généreusement la requête de Longueuil (9 janvier 1919).

Un autre grand projet serait l'établissement d'un port qui pourrait être partie du port de Montréal, sur la rive sud. En juin 1916, la ville de Saint-Lambert a lancé l'idée "d'unir les quatre municipalités de Longueuil, Saint-Lambert, Greenfield-Park et Montréal-Sud de manière à en faire une grande cité, en vue d'établir un port libre sur la rive sud". Nous avons tout l'espace qui manque sur la rive nord, pour la construction de hangars, d'élévateurs, de voies ferrées. Longueuil s'affirme, pour toute la rive sud, "le point de distribution le plus près de Montréal", pouvant desservir "un territoire d'une grande richesse", dont l'insuffisance des transports entrave seule le développement. Le maire Thurber et l'avocat Joseph Lamarre présentent une requête au ministre des Travaux publics.

La plus grande et la plus prochaine ambition de Longueuil, c'est le pont.

L'éclairage de la question change par la substitution de l'Etat fédéral au Grand-Tronc, propriétaire du pont Victoria.

Le Grand-Tronc a d'abord averti le gouvernement fédéral qu'il renonçait à l'exploitation du Grand-Tronc-Pacifique, déficitaire. Le gouvernement fédéral, entraîné par Arthur Meighen, qui est un homme décidé, impose sa régie afin d'éviter un krach désastreux pour l'économie canadienne. L'Etat fédéral exploite désormais, sous le nom de Chemins de fer nationaux du Canada, ou Canadien National, les anciens réseaux de l'Intercolonial, du Transcontinental-National, du Nord-Canadien et du Grand-Tronc-Pacifique. Le tour du Grand-Tronc ne saurait tarder.

Le Grand-Tronc, le doyen, le père des réseaux canadiens! Le Grand-Tronc qui a jeté le pont Victoria sur le Saint-Laurent quand les ingénieurs américains déclaraient l'entreprise insensée! Le Grand-Tronc qui a rêvé d'un monopole! Le Grand-Tronc dont nous avons eu à nous plaindre, mais qui est tout de même inséparable de l'histoire de Montréal et de l'histoire de la rive sud, Longueuil compris!

Eh bien, oui! Les actionnaires anglais, qui ne touchent plus de dividendes, souhaitent revaloriser leurs titres ou s'en débarrasser. Le Pacifique Canadien contrarie, en coulisse mais avec acharnement, un projet qui lui créerait la rivalité d'un grand réseau d'Etat. Le sénateur Béique, administrateur du Pacifique Canadien, combat le bill, à la Chambre haute, dans un discours fouillé. F.-L. Béique est une personnalité impressionnante. Arthur Meighen l'est davantage encore. Et puis les jeux sont faits. Le cabinet d'union, dont Meighen est le porte-parole, ne se serait pas formé seulement pour imposer la conscription à la province récalcitrante, mais aussi pour préparer la nationalisation du Grand-Tronc. L'Etat fédéral se trouve à la tête d'un réseau de 19 000 milles, rival du Pacifique Canadien

et déficitaire d'un bon nombre de millions par année. L'Etat fédéral devient aussi propriétaire du pont Victoria.

A parler net, Longueuil enverrait bien le pont Victoria dans le fond du Saint-Laurent si cela devait favoriser la construction d'un pont la reliant directement à **Montréal!**

Là-dessus éclate un avertissement providentiel. Un commencement d'incendie endommage le pont Victoria, au mois d'août 1920. Une pluie violente l'éteint, mais les dégâts sont assez graves pour fermer le pont à la circulation pendant cinq jours. Une interminable queue s'allonge à l'embarcadère du traversier, qui n'en peut plus. Tous les modèles d'embarcation sont mobilisés pour le transport des voyageurs et des marchandises d'une rive à l'autre. Des maraîchers de la rive sud - des comtés de Chambly, de La Prairie, de Rouville, de Verchères - renoncent à transporter leurs produits, et le prix des légumes monte sur les marchés de Montréal.

L'accident fait ressortir l'insuffisance du pont Victoria. Et que serait-il advenu si, faute de pluie, l'incendie avait réduit le pont Victoria à l'état d'un amas de ferraille, obstruant le Saint-Laurent? Longueuil en tire argument. Le conseil municipal vote de nouvelles résolutions (9 septembre 1920). Il prie "chaleureusement" le gouvernement fédéral "d'autoriser la Commission du havre à construire le pont projeté en 1914, ou de prendre lui-même l'initiative de la construction d'un nouveau pont". Le sous-ministre de la Marine fait savoir que la Commission du port de Montréal "n'a actuellement aucune autorité de construire un pont entre Montréal et la rive sud". Eh bien, que le gouvernement lui confère cette autorité ou construise lui-même! Une Montreal Central Terminal Company a bien décroché une charte fédérale pour la construction d'un pont entre Montréal et la rive sud. Mais elle n'a pas rassemblé le capital requis; "elle n'a fait aucun travail démontrant sa bonne foi", elle ne constituera "qu'un empêchement aux entrepreneurs sérieux". Le Conseil de Longueuil prie le Parlement de lui refuser une prolongation de charte.

\* \* \*

Alexandre Thurber n'a ni la tenue ni la culture de Maurice Perrault et d'Amédée Geoffrion, mais c'est un maire cordial, à l'aise avec tous, généreux avec tous. Le vrai type du voyageur de commerce. Il aime son titre et joue un rôle actif à l'Union des municipalités de la Province de Québec, fondée depuis peu sur l'initiative de T.-D. Bouchard, maire de Saint-Hyacinthe. Il a fait réduire, malgré les protestations de l'échevin Matte, l'effectif du conseil municipal de huit à quatre membres, dans l'espoir d'éliminer l'opposition. Les Longueuillois, menant leur vie tranquille et se désintéressant, pour un bon nombre, des élections municipales, ont laissé faire. Thurber est réélu, avec les échevins Arthur Roy fils, Jacob Gariépy, Aimé David et David Kyle, le 1er février 1921.

## Administration Thurber

Le maire réélu expose un programme en cinq points, d'ambition mesurée: 1o continuer les travaux de pavage; 2o compléter le plan de la ville; 3o préparer l'égouttement "des eaux de surface provenant des terres du Côteau Rouge, qui inondent chaque année les propriétés en surchargeant les égouts, qui refoulent dans les rues"; 4o améliorer le système de transport et le creusage du fleuve; 5o encourager les sports, "afin de garder les jeunes gens dans Longueuil". Le conseil municipal assiste au premier match du club de hockey Longueuil, et fait aménager une patinoire publique à l'angle de la rue Sylvestre et de la rue Saint-Laurent. Le Conseil souhaite aussi l'ouverture d'un hôpital à Longueuil. Enfin l'on envisage de faire éclairer le pont de glace à l'électricité.

La Commission des services publics, cédant aux réclamations de Saint-Lambert, de Montréal-Sud et de Greenfield-Park, ordonne la construction d'un canal collecteur intermunicipal. Elle crée un comité intermunicipal où les quatre villes sont représentées, par ordonnance du 12 mai 1920, et charge les ingénieurs L.-A. Sainte-Marie et Ernest Drinkwater - fonctionnaires des deux villes les plus intéressées - de la surveillance des travaux. Saint-Lambert, Montréal-Sud et Greenfield-Park paraissent peu en mesure de payer leur quote-part, et Longueuil souhaite la modification, voire la révocation de l'ordonnance. Longueuil même devra emprunter \$60 000 à la Banque d'Hochelaga. La Ville affecterait au remboursement: 1o les \$44 000 d'arriérés de taxes dus par la Compagnie Armstrong Whitworth pour l'année 1920; 2o les taxes de la même compagnie pour l'année en cours. Mais la fin de l'exemption fiscale a coïncidé, pour Armstrong Whitworth, avec le ralentissement consécutif au retour de la paix. Une réaction économique se dessine dans tout le pays. Les ouvriers des fabriques de chaussures, à Montréal, puis les employés de la Compagnie des tramways, doivent accepter une coupure de salaire. Armstrong Whitworth ferme ses portes, à Longueuil. Le Conseil et la Compagnie entament d'assez pénibles négociations pour la réouverture de l'usine moyennant exemption de taxes.

Mais le pont reste l'obsession de Longueuil. C'est hélas, une affaire d'Etat, et l'Etat démocratique n'avance qu'à pas lents. Les élections de 1921 y changeront-elles quelque chose? Arthur Meighen est Premier ministre du Canada. C'est un homme exceptionnellement intelligent, mais d'une intelligence sèche, à l'opposé du politicien bon enfant - du genre Thurber - familier à la Province de Québec. Il est surtout "le Père de la conscription", c'est-à-dire une manière d'ogre ou même l'Antéchrist. Inutile de rappeler qu'un cabinet de coalition, comprenant presque autant de libéraux que de conservateurs, a imposé la conscription. *Le Canada* précise: "La révolte gronde aux Indes; si vous éliez Meighen et ses candidats, vos fils iront mourir dans ce pays." La Province de Québec élit 65 libéraux sur 65 députés. Les majorités sont fortes au point de surprendre leurs bénéficiaires (6 décembre 1921). Joseph Archambault écrase son adversaire conservateur par 8 847 voix contre 4 845.

A sa première séance suivant ces élections, le conseil municipal de Longueuil vote à l'unanimité, sur la proposition de Jacob Gariépy, "qu'il a vu avec plaisir l'avènement comme Premier ministre du Canada de l'honorable W.L. Mackenzie King, chef du parti libéral, et que cette Cité est fière d'avoir contribué à l'élection de M. J.-A. Archambault comme député du comté de Chambly-Verchères, et espère qu'il fera partie du cabinet". Le conseil municipal de Longueuil va jusqu'à suggérer à Ernest Lapointe, ministre de la Marine et des Pêcheries, des noms de candidats à la Commission du port de Montréal, puisqu'un changement de gouvernement doit entraîner un remue-ménage général. Et le même conseil, sans tarder, invite les maires des comtés de La Prairie, Napierville, Chambly, Verchères, Richelieu, Saint-Jean, Rouville et Saint-Hyacinthe, "à une grande assemblée qui sera tenue le samedi 11 mars 1922, à l'hôtel de ville de notre Cité, concernant les intérêts de la rive sud et notamment la construction d'un nouveau pont entre la rive sud et la métropole". Cette assemblée réussit. Longueuil en a plus qu'assez de parcourir, en mauvaise saison, une heure et demie à deux heures de trajet pour se rendre à Montréal ou pour en revenir. Longueuil veut le pont. Une imposante délégation ira trouver le Premier ministre à Ottawa le 11 avril (1922). Le Conseil invite toutes les sociétés locales - Association ouvrière de Longueuil, Association municipale de Longueuil, Ligue progressive de la rive sud, Alliance nationale, Forestiers catholiques, Forestiers canadiens, Artisans canadiens-français, Club Le Moine, Société Saint-Jean-Baptiste - à s'y faire représenter. Force est bien au Premier ministre de recevoir tout ce monde.

Mackenzie King n'a ni le charme de Laurier ni le brio de Meighen. Il manque d'éclat. C'est par excellence un louvoyeur, un temporisateur. Thurber et ses administrés peuvent s'attendre à de nouveaux délais.

Pas du tout. Un arrêté ministériel autorise la Commission du port de Montréal à dépenser \$50 000 pour la préparation de plans préliminaires. Longueuil remercie l'honorable Mackenzie King, Premier ministre, l'honorable sir Lomer Gouin, ministre de la Justice, l'honorable Ernest Lapointe, ministre de la Marine et des Pêcheries, et M. Joseph Archambault, député de Chambly-Verchères.

\* \* \*

Le gouvernement provincial a lancé un Plan général d'habitation pour favoriser la construction de logements ouvriers. Il prête aux entrepreneurs ou aux propriétaires, par l'intermédiaire des municipalités, des fonds remboursables par petites mensualités. Longueuil en profite. Les entrepreneurs - la Compagnie de construction de Longueuil et les Maisons idéales Millette Limitée sont les plus actifs - doivent soumettre leurs plans à l'administration provinciale. Le notaire L.-J.-E. Brais prépare les contrats.

C'est une tâche supplémentaire pour le maire et les quatre échevins. Les pannes d'électricité sont fréquentes. Les citoyens protestent auprès du



## Administration Thurber

Conseil qui proteste auprès de la Montreal Light, Heat and Power. Il faut aussi se gendarmer envers la Montreal and Southern Counties Railway dont la voie est mal entretenue et le service toujours calamiteux.

Jacob Gariépy reviendrait volontiers au régime des huit échevins. Sa motion, bien qu'il mène habituellement le bal au Conseil, reste sans "secondeur". Gariépy se mesure à Thurber, aux élections de février 1923. L'impétueux ex-échevin se pourlèche, d'avance, à l'idée de culbuter son adversaire. Or Thurber peut manquer de fini, et les "vieilles familles" peuvent lui faire grise mine; il n'en a pas moins enregistré, avec l'arrêté ministériel du gouvernement fédéral, un succès dont n'importe quelle administration se glorifierait. Le pont, nous l'aurons! Thurber est réélu; les quatre échevins sont Arthur Roy fils, marchand; J.-Arthur Gareau, voyageur de commerce; Aimé David, voyageur de commerce; et David Kyle, comptable. Aimé David est le gendre de l'ancien maire Lalonde; Arthur Gareau succédera, dans le rôle de "leader" du conseil, à Jacob Gariépy qui disparaît une fois de plus - pour l'instant.

Alexandre Thurber sent grandir ses ambitions. Le Premier ministre Taschereau, successeur de Lomer Gouin qui est passé sur la scène fédérale, a créé, sous le nom de Commission des liqueurs, une régie des alcools dont il a confié la direction à Georges Simard, l'ancien contradicteur d'Amédée Geoffrion, qui assurera la réussite de cette entreprise en répondant inflexiblement Non, toujours non, aux recommandations des députés. Eugène-Merrill Désaulniers, député de Chambly depuis 1909, réélu par acclamation aux deux dernières élections générales, s'est fait attribuer, comme une demi-retraite, un poste de fonctionnaire dans cette Commission. Alexandre Thurber sera candidat aux élections provinciales qui suivent de près sa réélection municipale. Thurber est un maire honnête. Personne ne le tient pour un phénix et personne n'a rien de grave à lui reprocher. "Il n'aide pas, dit-on, mais il ne nuit pas." Et puis, on ferait élire un robot, ou même un piquet planté dans le sol, en n'importe quel comté de la Province de Québec, en lui accrochant l'écriteau "libéral".

Montréal, où gronde un vent de révolte, prétend faire exception.

L'université de Montréal vient d'obtenir son indépendance par rapport à l'université Laval. C'est, pour la grande ville, une immense satisfaction recherchée depuis des années. Montréal voudrait annexer toutes les municipalités de l'île, de Lachine à Montréal-Est. L'esprit particulariste de la métropole se double d'un orgueil collectif, accentué de jour en jour.

L'université de Montréal, créant sa faculté des Sciences, offre la chaire de botanique au frère Marie-Victorin, qui n'aspirait pas au titre de professeur d'université. Les classes de Longueuil, le Cercle La Salle et les retraites fermées préparent une élite. Le frère craint que cette oeuvre ne s'écroule s'il la délaisse. Il écrit: "Je ne veux pas laisser mes élèves du collège de Longueuil, car je sais trop combien tout cela se tient. Si

j'abandonne ma classe, je perdrai vite toute influence sur ces jeunes gens que je ne connaîtrai plus... Je doute fort de trouver à l'université une aussi charmante vigne que celle que je taille ici." Mais Mgr Gauthier, archevêque auxiliaire de Montréal, insiste: "Il le faut!" Et l'on transige: le frère Marie-Victorin, professeur à l'université, reste attaché au collège de Longueuil, auquel il donnera la moitié de son temps. Le frère Marie-Victorin ouvre son cours universitaire avec trois élèves - qui sont trois frères des Ecoles chrétiennes - dans une pénurie matérielle encore plus grande que la pénurie d'étudiants.

Camillien Houde, qui a été l'un des meilleurs auxiliaires du frère Marie-Victorin au Cercle La Salle et qui a joué un rôle actif à la Société Saint-Jean-Baptiste, n'est certes pas oublié à Longueuil. Mais il est inconnu à Montréal où il réside maintenant. Il a, croyant améliorer sa situation, commis l'imprudence de quitter la Banque d'Hochelaga, pour essayer trente-six métiers et n'en tirer que trente-six misères. C'est presque par hasard que les clubs de l'opposition choisissent cet enfant du peuple, gavroche et fougueux, comme candidat dans le quartier Sainte-Marie. Le jeune candidat inconnu parcourt les rues du quartier, de porte en porte, en tenant ce petit discours: "Si vous ne savez pas pour qui voter, mettez une croix au bout de mon nom. Vous n'avez pas grand-chose à perdre en votant pour moi plutôt que pour mon adversaire." Les électeurs sont sensibles à cette politesse et à cet argument. Camillien Houde a d'ailleurs de l'élan, du feu - comme lorsqu'il jouait le rôle de Cyrano, qu'il sait encore par coeur, au collège de Longueuil.

Le 5 février, les libéraux gardent leur emprise sur l'ensemble de la province. Mais une bourrasque balaie l'île de Montréal, où Camillien Houde bat un protégé du maire Martin, qui en est fort offusqué.

Longueuil et le comté de Chambly n'ont pas suivi ce mouvement. Thurber est presque élu par acclamation: 2 615 voix contre 644, partagées entre deux libéraux dissidents. Voilà Thurber, comme naguère Perrault, puis Geoffrion, à la fois maire et député!



## Campagne pour le pont

LONGUEUIL, ville libérale, est cependant éclectique. Le Cercle La Salle, section des anciens, fait présider sa séance annuelle par Camillien Houde, tout fraîchement élu député de Sainte-Marie. "Camillien" prononce une allocution, ma foi, charmante.

Longueuil jouit, par son ancienneté, par le prestige des vieilles familles et par sa position géographique, d'un rayonnement que ses cinq mille âmes, en s'en tenant aux chiffres, n'expliqueraient pas. Longueuil est un chef-lieu. Et Longueuil n'a jamais renoncé à ses rêves d'expansion.

Le port de Montréal surclassera bientôt ses rivaux du monde entier pour la manutention du grain exporté vers une vingtaine de pays. L'ambition des commissaires du port est de faire passer par ici tout le grain canadien expédié par des ports américains. Montréal devient un centre actif d'importation de l'antracite britannique. Mais le volume des exportations dépasse celui des importations, au contraire de ce qui s'est longtemps produit. Bondé de marchandises, encombré de wagons, sillonné de cargos, le port de Montréal trépide d'activité.

Ce port si occupé devrait s'étendre sur la rive sud. Longueuil est la tête de ligne de villes, villages et municipalités qui souffrent du manque de communications. Longueuil ne possède que deux quais dont l'un est la propriété privée de la Canada Steamship Lines et l'autre appartient à l'Etat fédéral qui le place sous le contrôle de la Commission du port de Montréal. Ce "quai du gouvernement", le seul dont le public puisse se servir, est dans un état de négligence qui côtoie le délabrement. La Compagnie Armstrong Whitworth, qui ouvre ses portes après des semaines de fermeture, n'est pas certaine de pouvoir l'utiliser pour le charroi du matériel lourd. Il ne faudrait pas seulement entretenir le quai, mais en creuser les abords pour faciliter l'accostage. Longueuil, dont le conseil municipal multiplie les

résolutions à l'adresse du ministre de la Marine ou du ministre des Travaux publics, invoque la solidarité et recherche le concours de toute la rive sud. Saint-Lambert a toujours été distant à notre égard. Nous le lui rendons bien. Mais Montréal-Sud n'est pas si hautain et va jusqu'à envisager son annexion à Longueuil. Le Conseil de Montréal-Sud en fait part au conseil de Longueuil, par résolution du 6 mars 1923.

Ce serait un moyen de résoudre la question de l'égout collecteur intermunicipal dont la Commission des services publics a ordonné la construction. Aucune des municipalités intéressées ne s'empresse de payer sa part. Les ingénieurs ont réclamé \$8 500 pour services professionnels. Longueuil juge cette prétention d'autant plus exorbitante que ces ingénieurs sont déjà rémunérés par leurs villes respectives. Le Conseil en prend motif, ou prétexte, pour retenir son chèque. La Commission des services publics ordonne le paiement.

L'essentiel est le pont. La Commission du port de Montréal, suivant les ordres donnés par arrêté ministériel, a dressé un plan, puis le discute, le tourne en tous sens, le dégrossit, l'émonde, l'ébarbe, le dégauchit et, semble-t-il, gagne du temps. Les commissaires du port ne sont pas tellement emballés, car ils craignent une dérivation de fonds au détriment des travaux du port, à leurs yeux, plus urgents. Mais Longueuil n'entend pas s'endormir à cette étape. Alexandre Thurber, maire de Longueuil, joue un rôle actif à l'Union des municipalités de la Province de Québec. Joseph Beaubien, maire d'Outremont, préside cette association; Thurber en est le premier vice-président; T.-D. Bouchard, maire de Saint-Hyacinthe, se contente d'une deuxième vice-présidence, mais il est l'âme de l'entreprise. Les maires de Hull, Westmount, Verdun, Montréal-Ouest, Lachine, Drummondville, Lévis, Mont-Joli, Kénogami, et d'autres encore, et aussi J.-A.-A. Brodeur, président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, siègent avec eux dans le "conseil de direction". L'ensemble est assez impressionnant et influent. L'avocat Joseph Jean, conseiller juridique de l'Association, est un futur député, sur qui mise le parti libéral. T.-D. Bouchard, énergique, remuant, courageux et têtu, député déjà chevronné à l'Assemblée législative, fait sentir sa force à Québec malgré le handicap d'un anticléricalisme sommaire qui le compromet parfois. L'Union des municipalités devient une force. Thurber intéresse sans peine J.-A.-A. Brodeur au projet de pont, comme au projet d'extension du port de Montréal sur la rive sud, car le président de "l'Exécutif" est persuadé que Montréal et la rive sud se complètent et doivent se développer ensemble.<sup>1</sup> Thurber intéresse toute l'Union des municipalités au grand dessein longueuillois. L'Union des municipalités convoque une réunion à Sorel, qui est la ville d'Arthur Cardin, ministre de la Marine, pour discuter la question du pont (22 décembre 1923). Le gérant de la Commission du port de Montréal soumet les plans: le pont partirait de la rue Delorimier et

1. A sa séance du 4 novembre 1927, le conseil municipal de Longueuil évoquera, dans son procès-verbal, la collaboration de J.-A.-A. Brodeur, à l'occasion de son décès subit.

## Campagne pour le pont

s'appuierait sur l'île Sainte-Hélène pour aboutir à la limite ouest de la ville de Longueuil. Thurber rend compte au conseil municipal de Longueuil le 7 janvier 1924. Le Conseil "approuve entièrement ce projet, apprécie le travail fait par messieurs les commissaires du Havre de Montréal et remercie l'Union des municipalités de son initiative".

En attendant le pont, le Conseil insiste auprès de la Canada Steamship Lines pour obtenir un deuxième bateau "permettant un service de 24 heures avec deux équipes", un meilleur entretien de l'embarcadère et de la salle d'attente et la baisse du tarif - au moins un tarif spécial "pour les voitures des résidents de cette Cité". Les Longueuillois propriétaires d'automobiles, et dont beaucoup doivent traverser tous les jours, souhaitent un taux d'abonnement: \$5 par trimestre, par exemple.

L'Union des municipalités tient de T.-D. Bouchard, son père, qui est un homme résolu. Elle organise une grande délégation auprès d'Arthur Cardin, pour lui demander "que les travaux d'un nouveau pont entre les deux rives soient commencés dès le printemps prochain". L'entrevue est fixée au 25 février, à l'hôtel Viger. Des Montréalais, membres influents de l'Union des municipalités, ont aidé Arthur Cardin, député de Richelieu, à devenir ministre de la Marine. Joseph Archambault, député brillant, à qui des ambitions sont permises, porte d'ailleurs la question à la Chambre des communes. Et Pamphile du Tremblay jette le poids de *la Presse* dans la balance. Le gouvernement fédéral autorise la Commission du port de Montréal à construire un pont de Montréal - du Pied-du-Courant - à Longueuil, en s'appuyant sur l'île Sainte-Hélène (juillet 1924). L'Etat garantit les obligations émises à cette fin, jusqu'à concurrence de six millions. Un droit de péage couvrant les intérêts, l'Etat fédéral n'aura, en définitive, rien à rembourser. La même garantie, par souci d'équilibre, s'applique à \$7 000 000 d'obligations pour la construction d'un viaduc à Toronto; le ministère de la Marine accorde un prêt de \$5 000 000 à la Commission du port de Québec et un crédit de \$1 663 000 pour le creusage du Saint-Laurent entre Montréal et Québec.

Le pont, nous l'aurons! Le conseil municipal de Longueuil exprime au gouvernement fédéral sa satisfaction la plus complète et remercie le ministre de la Marine, le député de Chambly-Verchères "et tous ceux qui ont contribué par leurs efforts et leur travail à obtenir ce résultat tant désiré".

Le conseil municipal ne s'en tient pas à ce succès. Le monument aux morts de la Grande Guerre, oeuvre du sculpteur Emile Brunet, a été inauguré le 11 novembre 1923, pour le cinquième anniversaire de l'armistice. L'hospice des Soeurs Grises est bondé au point de loger des vieillards dans la cave. Les conseillers prient les soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal d'agrandir leur hospice. Puis il provoque la formation d'un comité, comprenant les anciens maires, les anciens échevins et divers notables, pour obtenir la construction d'un hôpital. Le Conseil a décidé

l'achat d'une arroseuse automobile au prix de \$10 000. Des citoyens trouvent que c'est bien cher! L'administration Thurber s'est fait autoriser à emprunter \$345 000, ce qui est beaucoup, même en ces années d'euphorie. Le service de la dette - intérêts et amortissement - absorbe dans les \$80 000, soit plus de la moitié du budget municipal. Les critiques sont assez vives pour que le Conseil décide de surseoir, jusqu'après les élections, à l'achat de l'arroseuse.

Ce sont surtout les "vieilles familles" qui traitent Thurber en parvenu et le remplaceraient volontiers par un des leurs. Elles tiennent des conciliabules, pour conclure: "Il n'y a que Brais qui puisse le décoller." Il s'agit du notaire L.-J.-Emilien Brais, dont le père, le notaire Pierre Brais, a été maire en 1890. Le notaire Emilien Brais, qui possède la plus grosse étude de la rive sud, n'a jamais poursuivi un client qui ne le payait pas. Il n'est pas seulement respecté mais aimé. Il s'exprime bien, sans avoir le goût du discours public. Il ne peut pas avoir oublié l'opposition acharnée de Thurber à l'emprunt contracté par l'entremise de son bureau en 1916. D'autre part, de lourdes échéances sont en vue, et le pouvoir d'emprunt semble épuisé. Thurber, assez politicien pour flairer la défaite et pour ne pas s'y exposer, se repliera sur son mandat provincial. Le 19 janvier 1925, à la dernière séance précédant les élections, le Conseil, à l'unanimité, offre au maire sortant le fauteuil qu'il a occupé pendant dix ans.

Le notaire Brais est élu sans adversaire. Le Conseil comprend Arthur Roy fils, Arthur Gareau, Alexandre Lincourt et John Edward Taylor. Paul Pratt donne un concert à l'inauguration du nouveau Conseil. Le maire Brais promet une administration "saine, pratique, économique et impartiale."



## Administration Brais

MONTREAL est une grande ville cosmopolite où le meilleur et le pire se côtoient. Des salles de danse ont très mauvaise réputation. Des cafés interlopes, où des demi-mondaines prennent rendez-vous, sont encore ouverts aux petites heures du matin malgré les règlements municipaux. Des rabatteurs courent au-devant des matelots, en été, à la descente et jusqu'à la coupée des bateaux. Des tenancières de maisons closes - pas si closes que cela - habitent de très belles propriétés dans des quartiers respectables et, leurs doigts boudinés garnis de bagues, mènent la vie à grandes guides.

La police, chuchote-t-on, tolère ces scandales si elle ne les exploite pas. Un comité de seize personnalités déclenche une vague de protestation, d'indignation, qui prend de l'ampleur. Le clergé, catholique comme protestant, mène une croisade de pureté. Le tout aboutit à une enquête devant le juge Coderre, au début de 1925. L'intervention pittoresque du recorder Amédée Geoffrion braque essentiellement l'enquête sur la question de prostitution. L'ancien maire de Longueuil, devenu juge municipal à Montréal - de qui relève les causes soumises par la police -, est resté un esprit terriblement original et terriblement indépendant. Il hait le pharisaïsme et met une certaine démesure dans son amour de la justice et de la vérité. Il étudie la question de la prostitution à fond, depuis des années. C'est en quelque sorte son hobby. Il a lu tout ce qui s'est écrit sur le sujet. Il peut décrire la prostitution, sa tolérance ou sa répression, à travers les âges et à travers le monde. Il témoigne devant le juge Coderre. Il est déclamatoire, avec des phrases trop gonflées d'adjectifs magnifiants comme lorsque, maire de Longueuil, il rendait compte de son administration. Amédée Geoffrion ne sert pas seulement la justice et la vérité, mais le bon sens. Il considère certains relâchements comme inévitables dans une grande ville et préconise, non pas la tolérance actuelle, mais la réglementation, plutôt qu'une tentative de répression. L'intrépide recorder - dont les frères des Ecoles chrétiennes, à Longueuil, n'ont pas oublié les coups de boutoir - cite et

interprète les Pères de l'Eglise et les conciles, à l'appui de son opinion. Mais il suscite une levée de boucliers parmi le clergé.

Le jésuite Adélarde Dugré, professeur de théologie, vient le contredire. L'ancien maire de Longueuil n'est pas seulement original et indépendant; il devient irascible avec l'âge. Il rabroue publiquement ses contradicteurs. Ceux-ci répliquent du même ton et toutes les sociétés bien-pensantes les appuient. Quelle affaire! Vous pensez si on en parle à Longueuil! Le curé Payette est monté contre l'ancien maire. Cependant Geoffrion a montré du cran et son intervention sensationnelle ne nuit pas à son prestige longueuillois. Un grand congrès international des villes doit se tenir à Paris en septembre 1925. Ni le maire ni aucun des quatre échevins de Longueuil ne peuvent faire ce voyage. Le conseil présidé par le notaire Brais est loin de l'anticléricalisme. Or il charge Amédée Geoffrion, qui se rend à Paris - serait-ce pour compléter sa documentation sur la question brûlante? - de représenter Longueuil au Congrès.

Le parti du Bon Dieu tient sa revanche avec l'initiative d'un autre Longueuillois. Georges-Henri Sainte-Marie, professeur qui tient un petit cours privé, d'esprit très religieux, admire, au cours d'un pèlerinage à Lourdes, les scouts catholiques qui servent de brancardiers. Il lit avidement l'ouvrage du père Jacques Sevin, jésuite, qui veut adapter le scoutisme, d'origine anglo-protestante, au tempérament catholique et français. Il prend contact avec la "Troupe 19", du Cours Saint-Louis à Paris, réputée troupe modèle par sa tenue et par son dévouement.

Au Canada français persiste une certaine méfiance à l'égard du scoutisme. On a beau dire: "Nous canalisons les énergies de la jeunesse par une formule de vie au grand air", ou encore: "Nous développons chez l'enfant l'instinct de débrouillardise, le goût de l'effort physique qui implique un courage moral; nous lui inculquons le sens de ses responsabilités." Les familles, sur qui pèse le souvenir abhorré de la conscription, considèrent le scoutisme comme un foyer de militarisme et d'impérialisme: "On prépare nos enfants pour en faire des soldats." Cependant Georges-Henri Sainte-Marie veut appliquer la formule du père Sevin. Quelques prêtres montréalais - l'abbé Lionel Groulx, le père Adélarde Dugré (le contradicteur d'Amédée Geoffrion) - caressaient une idée voisine. Sainte-Marie documente Mgr Gauthier et obtient de lui, sans peine, les autorisations et même l'encouragement nécessaires. Le scoutisme canadien-français naît à Longueuil, sur l'initiative de G.-H. Sainte-Marie, en 1925. Un premier noyau de sept à huit éclaireurs fournira les animateurs d'autres troupes.

Les jésuites montréalais patronnent la formation d'une troupe dans leur paroisse de l'Immaculée-Conception, peu après. La Fédération des éclaireurs canadiens-français, rassemblant trois troupes dont celle de Longueuil, s'organisera en 1927. Encore un beau mouvement parti de Longueuil. Encore une addition à la longue, à l'étonnante liste des initiatives lancées dans cette petite ville! Les Soeurs des Saints Noms de Jésus et de



## Administration Brais

Marie sont aujourd'hui une très grande communauté, qui compte 2 000 religieuses, plus de 150 établissements et 50 000 élèves. Elles font construire une nouvelle maison-mère à Outremont, sur le flanc du mont Royal.

Et que dire des Longueillois de naissance, d'adoption ou de résidence, qui - tel Amédée Geoffrion - ont marqué ou sont en train de marquer quelque aspect de l'histoire de la Province, au moins du district de Montréal! La renommée du frère Marie-Victorin déborde de sa petite salle de cours et même de la faculté des Sciences, à l'université de Montréal. Le frère s'assigne un objectif: aider à l'avancement de la haute culture scientifique parmi les Canadiens français. Il entraîne des disciples qui sonnent avec lui le réveil scientifique du Canada français. Il ne néglige pas pour autant le collège de Longueuil, auquel il consacre ses après-midi. Quand un groupe d'anciens tire un petit journal photocopié pour célébrer la cinq-centième séance d'étude du Cercle La Salle, le frère Marie-Victorin donne lui-même un article: "Plus d'un, à cause du Cercle La Salle, est aujourd'hui un peu meilleur chrétien, un peu meilleur citoyen..."

Un autre ancien du Cercle La Salle, Camillien Houde, opère sa trouée dans un milieu tout différent. Le député de Sainte-Marie intervient avec aplomb à l'Assemblée législative. Et le peuple aime son esprit gavroche, sa générosité - Houde n'a pas un sou à lui -, son allure de risque-tout. Arthur Sauvé lui-même n'avait pas pris sa candidature très au sérieux, en 1923. Or Camillien Houde, en trois ans, a pris tant d'assurance et tant de prestige local que la plupart des députés et organisateurs de l'opposition l'entourent, à l'assemblée qu'il a convoquée pour rendre compte de son mandat (14 mai 1926). Houde fustige Perron, l'homme des trusts. Les libéraux de Montréal se sentent tenus de répondre par une grande assemblée où le maire Martin apporte son renfort au Premier ministre.

\* \* \*

Le maire Brais et ses échevins font pendant deux ans de l'administration pure et simple. Ils s'y appliquent en conscience: aucune séance n'est remise faute de quorum. Des impatients leur crient: "Ouvrez vos ailes!" Mais il faut consolider les finances, rétablir le pouvoir d'emprunt.

L'échevin Gareau, qui est le beau-frère du maire et forme équipe avec lui, est le plus actif. L'échevin Lincourt, agent d'assurance, est un personnage pittoresque qui compense les lacunes de son instruction par la vivacité de son esprit d'opposition. Fort ennemi du maire Brais en période électorale, il n'apporterait pour rien au monde sa clientèle à un autre notaire. Le Conseil n'a voté que \$2 600 pour l'entretien des rues et autant pour l'entretien des trottoirs. L'échevin Lincourt, qui préside le Comité des travaux publics, dépense un peu plus. Or Lincourt avait ordonné à l'ingénieur de suivre ses ordres et non pas ceux du maire et des autres échevins. Gareau prend la mouche. Le Conseil enlève à Lincourt sa

présidence. L'échevin dépossédé défend sa gestion. Mais il disparaît aux élections municipales de janvier 1927.

Le notaire Brais est réélu par acclamation. Le nouveau conseil comprend Arthur Gareau, Joseph-Elzéar Piché, Victor Pigeon et John Edward Taylor, tous élus par acclamation. Paul Pratt offre son orchestre pour donner un air de fête à l'inauguration du nouveau Conseil. Le vétéran Victor Pigeon, presque octogénaire, préside le Comité des travaux publics. Au mois de mars, cinquante citoyens écrivent à Pigeon que les rues ont été bien entretenues tout l'hiver et que Longueuil "s'est acquis une réputation enviable, cette année, pour les chemins". L'échevin Gareau en profite pour féliciter Pigeon et jeter quelques pelletées de terre sur le cercueil municipal - de Lincourt.

Le maire Brais juge la situation assez rétablie pour "ouvrir ses ailes": "Nous avons fait pendant deux ans de l'administration pure et simple. C'est tout ce que les circonstances nous permettaient de faire, et c'est déjà quelque chose que d'administrer une ville... Nous sommes maintenant en état de payer les travaux que les électeurs voudront bien nous recommander." Gareau préside la Chambre de commerce de la rive sud, qui s'intéresse de très près à la construction du nouveau pont. Les municipalités de la rive sud ont formé un comité consultatif pour soumettre leurs recommandations. Il faut surveiller le tracé des boulevards qui donneront accès au pont. Peut-être l'aboutissement du pont à Longueuil facilitera-t-il la réalisation du vieux rêve d'un port, ou d'une annexe au port de Montréal, sur la rive sud. Un arrêté ministériel de 1909 ne décrit-il pas la Commission du port de Montréal comme étendue sur les deux rives? Longueuil demande à être représentée à la Commission du port de Montréal, en invoquant le précédent de Lévis, représenté à la Commission du port de Québec.

Emilien Brais est à la fois le grand notaire de la rive sud et le maire de Longueuil. Il a mis fin à la carrière municipale de Thurber en 1925. Ne pourrait-il mettre fin à sa carrière provinciale en 1927? Les conservateurs pressentent le maire, comme candidat. Mais Thurber, cette fois, se défendra, et l'entreprise, d'un caractère plus spécifiquement politique, serait plus ardue. Emilien Brais pourrait y compromettre sa mairie. En fin de compte, c'est Joseph Lamarre - avocat de la Ville - qui se présentera contre Thurber. La "lutte" se fera donc, dans le comté de Chambly, entre deux Longueuillois. Une Action conservatrice de Longueuil, mise sur pied par Joseph Lamarre et Wilfrid du Cap, organise une grande assemblée de l'opposition provinciale, le 6 mars. J.-L. Saint-Jacques, député d'Argenteuil; Alfred Duranleau, député de Laurier; et Camillien Houde, député de Sainte-Marie, dissèquent la politique du gouvernement Taschereau devant une salle comble. Houde critique la Loi des accidents du travail et réclame, pour les épiciers, le droit de vendre du vin. Les anciens du Cercle La Salle retrouvent avec plaisir le "Camillien" dont ils disaient, après les séances dramatiques: "Il est fameux!" L'assemblée dénonce un projet de route qui, partant de l'entrée du pont sur la rive sud, traverserait une région

## Administration Brais

inhabitée où des spéculateurs montréalais ont acheté des terres, pour rejoindre le chemin de Chambly "en isolant complètement Longueuil". Il faut que la route d'accès au nouveau pont passe par Longueuil. L'assemblée vote des résolutions demandant au gouvernement provincial et à la Commission du port de Montréal:

1o de hâter la construction du nouveau pont;

2o de faire prévoir quel moyen de transport en commun - autobus ou tramway - sera établi sur ce pont et quel sera son tarif;

3o de prendre des dispositions pour amener sur la rive sud, le plus tôt possible, le gaz, qui peut être un facteur de développement;

4o de modifier le tracé prévu de la route d'accès au pont, s'il est vrai qu'il doit isoler Longueuil. "L'assemblée est catégoriquement opposée à tout projet de route nouvelle en dehors des limites de la ville de Longueuil."

5o d'accorder aux municipalités de la rive sud une représentation dans les comités chargés de régler toutes ces questions.

Ce succès ne doit pas faire illusion. Thurber n'a pas besoin d'un si grand effort. Il se flatte d'avoir obtenu du Canadien National une réduction des taux de péage, sur le pont Victoria, pour les camions et les voitures des cultivateurs. Il rappelle que la construction du nouveau pont ne coûtera rien à Longueuil. Le gouvernement fédéral a garanti le tiers du coût; Thurber rend hommage au député fédéral Aimé Langlois, successeur de Joseph Archambault devenu juge. Mais il fallait obtenir la garantie d'un tiers par le gouvernement provincial et d'un tiers par la Ville de Montréal. Thurber s'en arroe le mérite.

Tant de titres sont superflus, en 1927, pour un candidat libéral. Thurber moissonne 2 076 voix contre 1 563 à Lamarre dont la défaite est, tous comptes tirés, fort honorable. Le gouvernement Taschereau reconquiert jusqu'au terrain perdu quatre ans plus tôt à Montréal. Le maire Martin a donné, en faveur des ministériels, un effort particulier dans la division Sainte-Marie où Camillien Houde avait supplanté un de ses protégés. Le siège est repris. Camillien Houde, l'ancien pilier de notre Cercle La Salle, se retrouve sans situation. Mais il est homme à rebondir.

\* \* \*

L'expression "ouvrir ses ailes" convient à cette époque exaltante.

La relance économique tourne à l'essor triomphal. Le Canada se place au cinquième rang des nations commerçantes, au premier rang par tête d'habitant. Et si Toronto rattrape Montréal par l'activité industrielle,

Montréal garde l'avantage que lui vaut son port, terminus de la navigation océanique. Montréal est, après New York, le plus grand port d'Amérique malgré le sommeil du Saint-Laurent pendant quatre ou cinq mois de l'année. Le port compte neuf milles de quais modernes, pouvant recevoir cent grands navires à la fois, et son périmètre s'allonge encore mais n'englobe toujours pas la rive sud.

Les entrepreneurs ont commencé la construction du pont de Montréal à Longueuil. La Dufresne Construction, compagnie canadienne-française, exécute la majeure partie des travaux d'infrastructure; la Dominion Bridge posera la superstructure en acier, La Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil - plus exactement la section longueuilloise de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal - prie le ministre de la Marine de donner au nouveau pont le nom de Jacques Cartier (27 novembre 1927).

La prospérité répand partout, mais inégalement, ses bienfaits. La traction animale subsiste dans les campagnes, de sorte que la traverse de Longueuil transporte côte à côte l'auto du touriste et l'attelage du fermier. Mais à Montréal, l'automobile domine. Les livraisons se font de plus en plus par camionnette. Léonide Perron fouaille la municipalité, impotente devant le problème des embouteillages. J.-A.-A. Brodeur, président du Comité exécutif, relève l'attaque, puis il accompagne le maire Martin à New York pour étudier le rébus de la circulation. Brodeur meurt subitement dans l'auto qui le conduisait, avec Médéric Martin, chez le maire de New York. La rive sud n'a pas oublié la généreuse compréhension du président de l'Exécutif montréalais, et le conseil municipal de Longueuil assiste en corps aux obsèques.

"Il est mort dans mes bras!" déclare Médéric Martin, pathétique. "Médéric" en verra d'autres. Des Montréalais qui prennent plaisir à monter des combinaisons croient Camillien Houde capable de soulever un courant populaire. Camillien nourrit justement une double rancune contre Martin et contre Perron, auxquels il attribue son échec aux élections provinciales. Il effectue la plus fouguese entrée en campagne. Et le 2 avril 1928, il bat Martin par 62 349 voix contre 40 550. Après Jacques Viger et Raymond Préfontaine, Longueuil donne, en somme, un troisième maire à Montréal! Le frère Marie-Victorin qui, absorbé par l'enseignement supérieur, a dû renoncer non pas au collège de Longueuil, où il garde sa chambre, mais à sa classe et à son Cercle, applaudit à la victoire de son ami.

Camillien Houde prend la direction d'une ville en pleine expansion. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a renoué, au grand plaisir du peuple, la tradition des défilés du 24 juin, auxquels elle imprime d'année en année plus d'ampleur et meilleure ordonnance. L'archiviste E.-Z. Massicotte, l'homme qui connaît le mieux l'histoire de chaque famille, de chaque rue, de chaque pierre à Montréal; l'artiste J.-B. Lagacé, dessinateur de profession; et le notaire Elzéar Roy, qui rêve, sur ses dossiers, de mise en scène et de beaux spectacles, imposent une unité d'inspiration au défilé, qui doit illustrer un thème. Et savez-vous où se préparent la plupart des chars

allégoriques? Aux ateliers du sculpteur Joseph-Léon Bertrand, à Longueuil - enfin, au Côteau-Rouge, dans la paroisse de Longueuil. Joseph-Léon Bertrand a contribué, comme contremaître, à l'ornementation de la cathédrale de Nicolet. Venu à Longueuil, il a commencé par assurer la décoration de magasins montréalais, les jours de vente ou de fête. Il possède des chars spécialisés. Il se charge, par contrat, de trouver des commanditaires, de trouver les chars qui lui manquent, de recruter et de maquiller des personnages, et surtout de trouver de beaux attelages de percherons qui, la crinière et la queue tressées et enrubbannées, porteront un énorme et décoratif collier garni d'ornements en cuivre. Le tout pour \$300 à \$400 par char. Seules les très grandes entreprises tiennent à fournir elles-mêmes leur participation.<sup>1</sup> La "procession" du 24 juin attire une grande foule, comprenant des touristes américains.

Si ces touristes s'attendaient à des scènes campagnardes, ils sont vite déçus. La marée de pierre et de brique enserre graduellement le mont Royal. La Banque royale fait construire un immeuble de 23 étages - notre premier gratte-ciel - rue Saint-Jacques, sur la première concession accordée par Maisonneuve à Pierre Gadbois "laboureur", 280 ans plus tôt. Les Chemins de fer nationaux ont absorbé la Montreal and Southern Counties Railway. Ils projettent la construction d'une "gare centrale" ultra-moderne qui ferait disparaître deux énormes pâtés de maisons, entre les rues Cathcart, Lagauchetière, Mansfield et Sainte-Geneviève. Un arrêté ministériel - fédéral - permet les expropriations nécessaires. L'ingénieur anglais Frederick Palmer, chargé des plans par le gouvernement fédéral, doit aussi étudier la question des transports sur la rive sud. Il reconnaît la nécessité d'améliorer la situation. Il recommande le creusement d'un tunnel sous le canal Lachine, la suppression des passages à niveau aux abords du pont Victoria, l'utilisation des deux ponts sous forme de chemin de ceinture, un à l'aller et l'autre au retour.

A Longueuil, des acquéreurs de logements ouvriers ont du mal à payer leurs hypothèques, et la Ville doit reprendre des propriétés. Elle accorde cependant six mois aux débiteurs pour récupérer leur maison en se mettant à jour. Quand le Conseil monte les évaluations, 271 propriétaires signent une protestation. Le Conseil n'y peut rien, répondent le maire Brais et l'échevin Gareau; les évaluateurs - dont Arthur Vincent est le chef - sont les maîtres.

Longueuil est cependant emporté par l'élan général.

La Commission du port de Montréal ne cesse pas de construire des hangars et des quais. Les deux extrémités du port se couvrent d'usines qui importent leur matière première par voie d'eau. Les cargos enfumés croisent

1. M. Paul Bertrand, fils de Joseph-Léon, a documenté M. Charles-Edouard Millette, président de la Société d'histoire de Longueuil, et lui a remis les dossiers de son père.

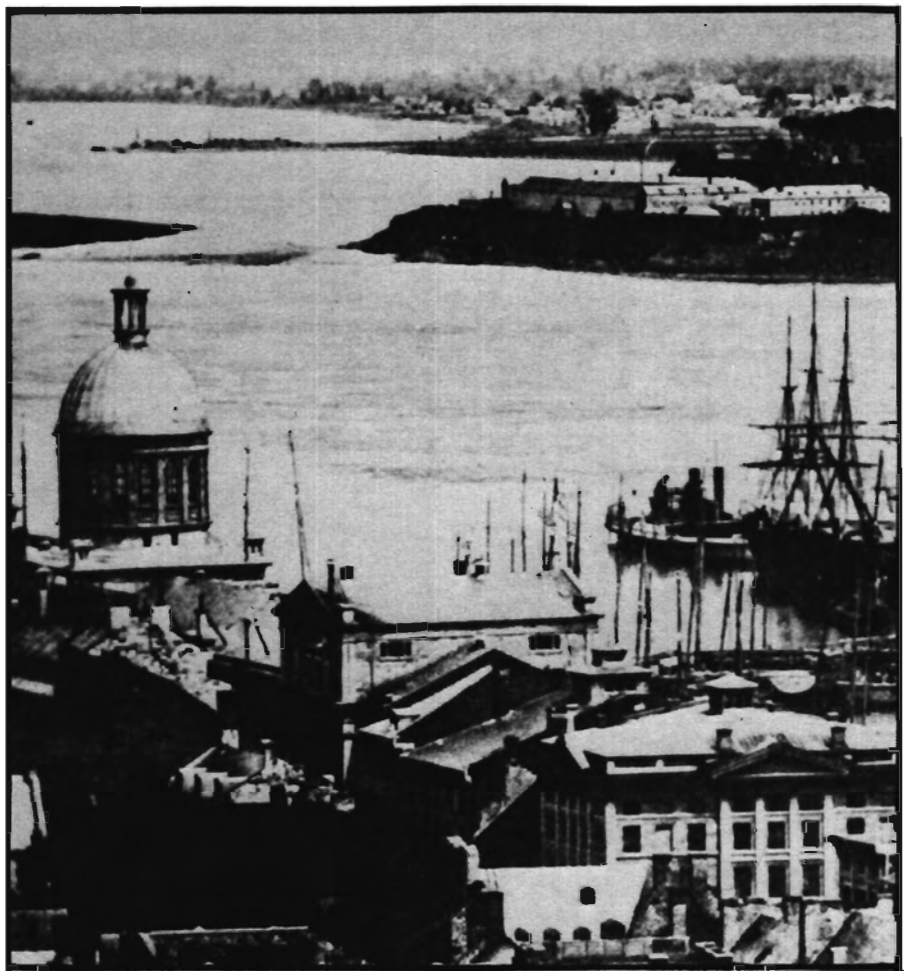
les paquebots de luxe. La navigation aérienne doublera peut-être, avant longtemps, la navigation maritime. Le gouvernement britannique songe à une voie impériale, traversant le Canada. Notre ministère de la Défense nationale doit organiser une base pour l'atterrissage des avions et des dirigeables. Le conseil municipal de Montréal, sondé dès le printemps de 1927 - sous le règne de Médéric Martin - a tout de suite saisi l'importance "de faire de la métropole le centre des opérations aériennes du Canada". Mais l'aéroport ne pourrait être dans la ville. Longueuil le recevrait volontiers, dans ses limites ou en lisière de ses limites. Les deux députés de Chambly - le fédéral et le provincial - s'affairent. Deux officiers du ministère britannique de l'Aviation viennent choisir l'emplacement et jettent leur dévolu sur un terrain plat et bien égoutté, à Saint-Hubert, près du chemin de Longueuil à Chambly. La Canadian Vickers, de Montréal, érigea un mât d'ancrage pour les dirigeables.

A Longueuil, la Compagnie Armstrong Whitworth a virtuellement disparu. Une compagnie anglaise de moindre envergure, la Walmsley, fabrique des machines pour l'industrie du papier. La Walmsley connaît des hauts et des bas. Mais la proximité de l'aéroport de Saint-Hubert va nous aider. Il est clair que Montréal sera un noeud de communications aériennes. La United Aircraft, de Hartford (Connecticut), veut établir un atelier de réparations et au besoin de fabrication, dans la région de Montréal. Elle choisit Longueuil, à cause de la proximité de l'aéroport et des facilités de communication que le nouveau pont procurera. Elle organise une petite filiale, la Canadian Pratt & Whitney Aircraft Limited, avec un gérant, James Young, originaire d'Angleterre, et six employés pour commencer (1928). L'entreprise est trop insignifiante pour justifier une demande de faveurs à la municipalité. La Walmsley lui cède une section de son usine.<sup>2</sup>

Une autre entreprise du même genre, mais beaucoup plus considérable, la Fairchild Aviation Limited, qui fournit les compagnies d'aviation et le Gouvernement du Canada, projette l'établissement d'une usine d'aviation. Elle aussi pourrait être attirée par la proximité de l'aéroport et du nouveau pont. Le maire Brais entame des démarches pour l'attirer à Longueuil.

**En attendant**, Longueuil se dote d'un bain municipal et prie le député Thurber de combattre le projet, une fois de plus prêté à Montréal, d'imposer une taxe aux "étrangers" travaillant dans ses murs.

2. Angle actuel de la rue d'Auvergne et de la rue Saint-Charles.



Longueuil en 1863, vu du port de Montréal. On y distingue la deuxième église, construite en 1811. (Musée McCord, collection Notman)







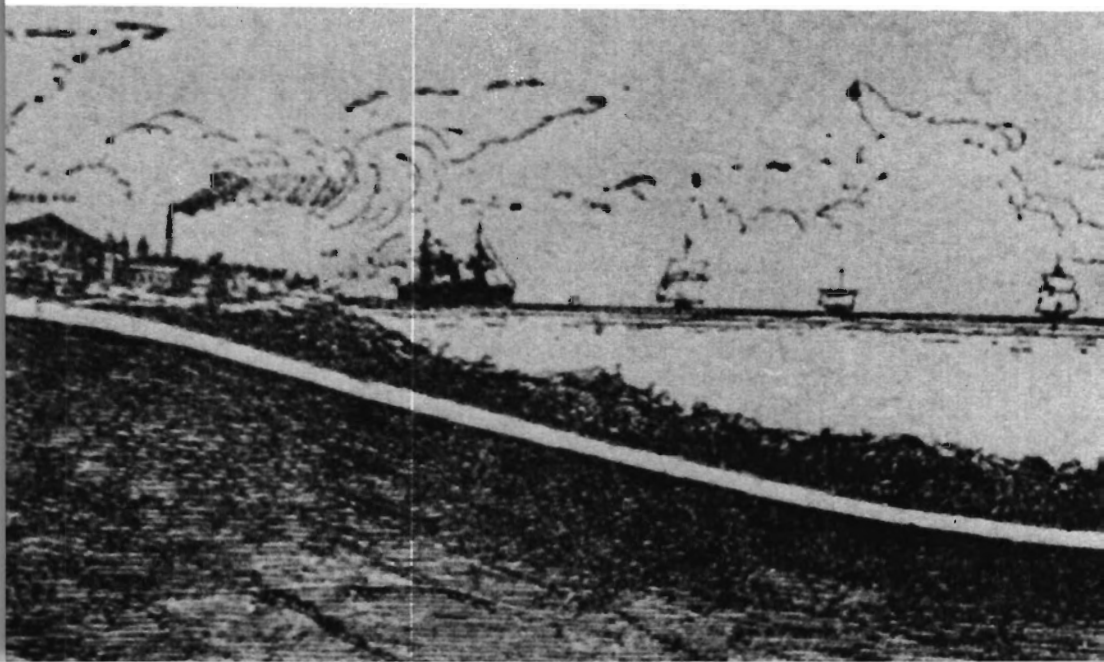
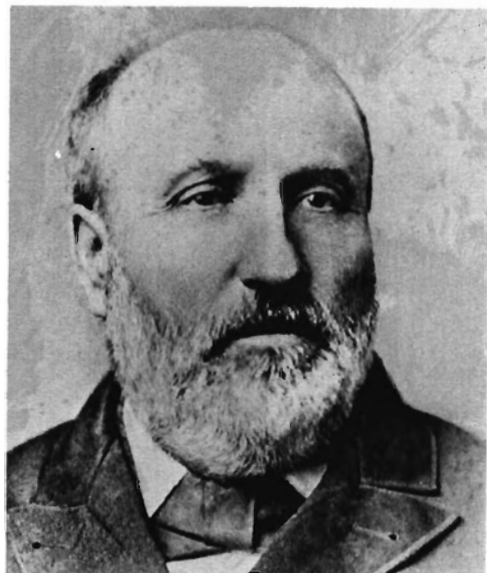
Avant la Grande Guerre, des forains - tels ces dompteurs d'ours - donnaient des spectacles dans les rues. (Collection Charles-Edouard Millette)

Le "chemin à barrières" entre Longueuil et Boucherville commençait à l'extrémité est de la rue Bord-de-l'Eau et fut en exploitation de 1871 jusque vers 1915. (Collection Jules-Légaré, fonds Arthur Patterson).



Pierre Hurteau - 1821-1897 -, maire de Longueuil. (*Archives de l'hôtel de ville*)

Joseph-Louis Vincent - 1835-1897 -,  
maire de Longueuil. (*Archives de l'hôtel  
de ville*)



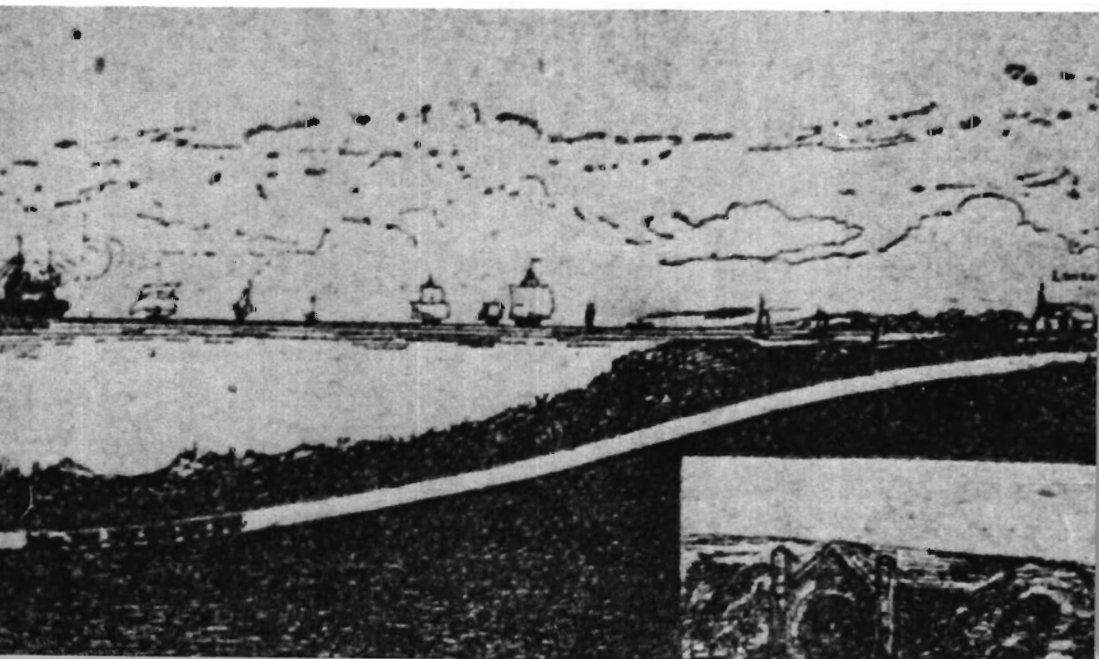


Bruno Normandin - 1839-1913 -, maire de Longueuil. (*Archives de l'hôtel de ville*)

Pierre Brais - 1884-1906 -, maire de Longueuil



En août 1880, une résolution du conseil municipal recommanda au gouvernement provincial de favoriser "les projets de tunnel" entre Hochelaga et Longueuil. (*Musée Charles-Le Moyne, fonds Gaston-Labadie*)





Villa longueuilloise du célèbre photographe William Notman telle qu'elle se présentait sur les bords du Saint-Laurent en 1872. (Musée McCord, collection Notman)

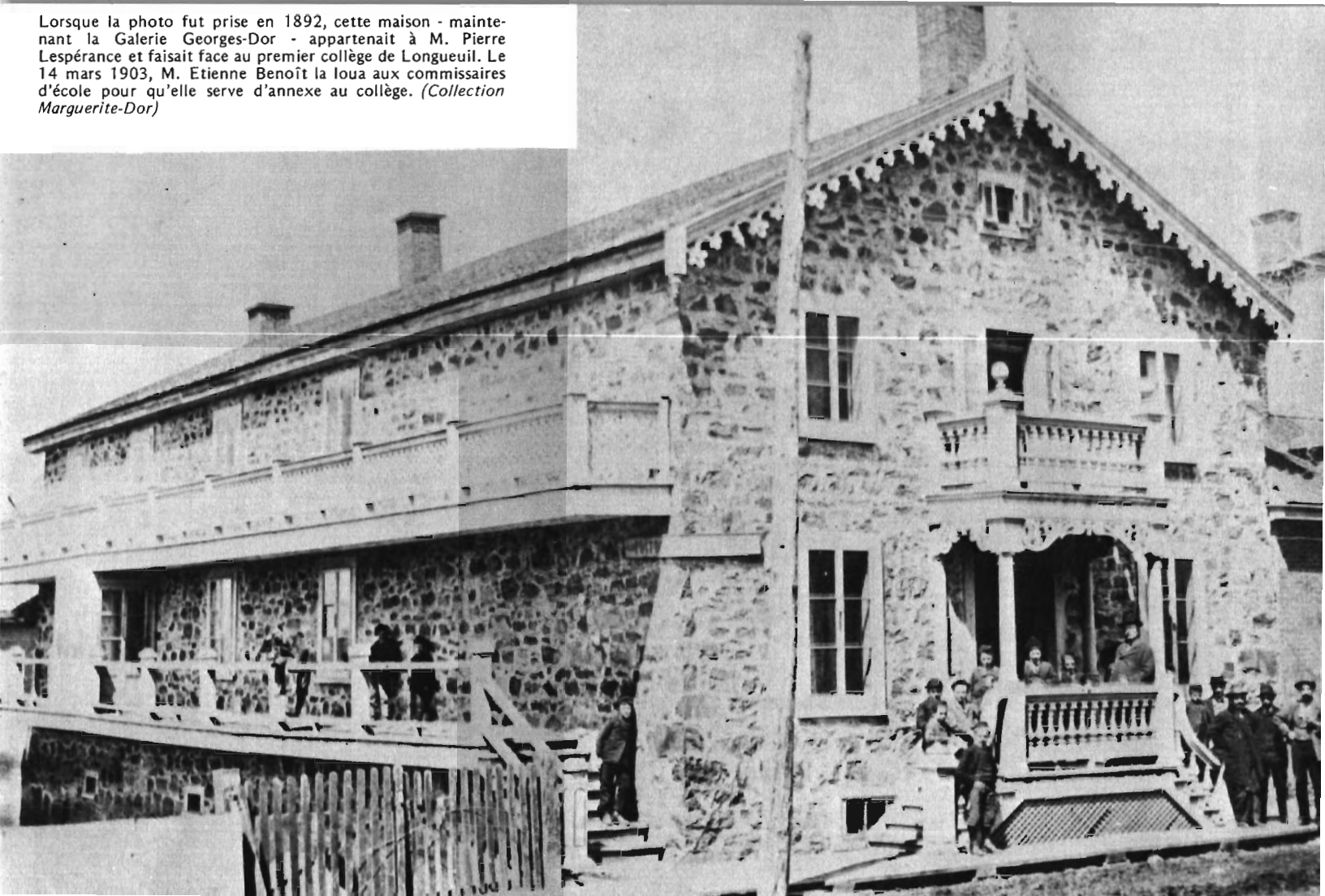


Eglise épiscopaliennne Saint-Marc. Légèrement remaniée, elle se dresse toujours à l'angle des rues Saint-Charles et Saint-Jean. On aperçoit à gauche l'école de bois construite en 1876, année où cette photo fut prise. (Musée McCord, collection Notman)



Le curé Payette circulant rue Saint-Charles dans son "confessionnal" Hupmobile au cours de l'inondation de 1928.  
*(Collection Charles-Edouard Millette)*

Lorsque la photo fut prise en 1892, cette maison - maintenant la Galerie Georges-Dor - appartenait à M. Pierre Lespérance et faisait face au premier collège de Longueuil. Le 14 mars 1903, M. Etienne Benoît la loua aux commissaires d'école pour qu'elle serve d'annexe au collège. (Collection Marguerite-Dor)



## Le pont Jacques-Cartier

EN JANVIER 1929, le notaire Brais est réélu maire par acclamation. Le seul de ses collègues qui rencontre une opposition est Victor Pigeon - le plus vieil échevin de la province, alerte et actif à 82 ans. Longueuil manquerait-il d'égards pour la vieillesse et de gratitude pour les services passés? Victor Pigeon est défait par Hilaire Dubuc, malgré les vœux publics du maire en sa faveur. Elzéar Piché démissionnera au mois d'août, ce qui, après l'élection de son successeur Téléphore Narbonne, donnera cette composition du conseil: Arthur Gareau, Edward Taylor, Hilaire Dubuc et Téléphore Narbonne.

La valeur des propriétés atteint \$7 000 000. Le rapport financier de la Ville fait ressortir un excédent des recettes sur les dépenses. Longueuil place des placards de publicité dans les journaux:

### **“La villégiature la plus rapprochée de Montréal”**

Longueuil est un endroit idéal pour les résidences.

La Cité est pourvue des améliorations les plus modernes; l'eau est pure et filtrée avant distribution; les rues et les trottoirs sont en ciment.

La Cité a un pouvoir électrique sous son propre contrôle, dans toutes ses rues et résidences.

L'éducation des enfants est à son apogée et ne peut être surpassée sous aucun rapport. Un collège catholique de 500 élèves, deux grands couvents et plusieurs grandes écoles protestantes.

## Histoire de Longueuil

La communication avec Montréal est facile, en dix minutes.

La Cité est munie de beaux parcs et terrains de jeu, et le sport du canotage sur le Saint-Laurent est admirable.

Pour plus amples détails, appeler J.-Arthur L'Heureux, secrétaire-trésorier.

Des annonces spéciales attirent les industries:

Le nouveau pont sera terminé en 1930, et les facilités de transport se trouveront augmentées de 50 pour cent. Longueuil possède un conseil d'hommes d'affaires, résolu à procurer à tout manufacturier les meilleurs services possibles.

La Fairchild Aviation Limited, en collaboration avec la Fairchild Aviation Corporation de New York, a mis sur pied la Fairchild Aircraft Limited, au capital autorisé de deux millions. Le conseil d'administration comprend Sherman M. Fairchild, président de la Fairchild Aviation Corporation; Julian C. Smith, vice-président et gérant général de la Shawinigan Water and Power et président de la Compagnie des Tramways de Montréal; G.H. Duggan, président de la Dominion Bridge; J.H. Gundy, président de Wood, Gundy & Co. (le plus gros agent de change de Toronto); Beaudry Leman, gérant général de la Banque canadienne nationale; W.L. McDougald, président de la Commission du port de Montréal; George H. Montgomery, conseiller juridique et souvent administrateur des plus grandes compagnies industrielles; Howard Murray, vice-président de la Shawinigan et de Aldred & Co.; C.E. Neill, vice-président et directeur général de la Banque royale du Canada; J.-Léonide Perron, ministre de l'Agriculture de la province de Québec, à qui l'on prête l'ambition - et la carrure - de bousculer son chef Alexandre Taschereau pour prendre sa place; et deux ou trois autres. Bref, le gratin, le gotha de l'industrie et de la finance au Canada. La Fairchild Aircraft acquiert 265 acres de terre à Longueuil ou dans la paroisse de Longueuil aux limites de la ville.<sup>1</sup> Elle compte y fabriquer ou réparer tous les modèles d'avions et d'hydravions Fairchild construits aux États-Unis, ainsi que des caméras pour la photographie aérienne. Elle embauchera tout de suite de deux à trois cents ouvriers. Le conseil municipal adopte un règlement d'emprunt de \$15 000 pour prolonger le système d'aqueduc jusqu'aux usines de la Fairchild et se déclare prêt "à faire tout en son pouvoir pour aider la Compagnie".

La construction du pont s'achève dans le tintamarre des marteaux à percussion rapide. Le dernier boulon est serré le 10 juillet 1929. Restent les travaux d'approche et le baptême du pont. Comment l'appeler? Des noms d'hommes politiques, morts ou vivants, circulent. Les impérialistes feraient pendant au pont Victoria par un pont George ou pont du Prince de Galles.

1. Emplacement actuel de l'usine Weston.



## Le pont Jacques-Cartier

Georges Pelletier, directeur du *Devoir*, propose le nom de Jacques Cartier, à la veille du quatrième centenaire de la découverte du Saint-Laurent par le navigateur malouin. La Société Saint-Jean-Baptiste appuie cette requête - déjà soumise par la section de Longueuil. La Montreal Light, Heat and Power annonce que, le pont terminé, elle pourra fournir le gaz et l'électricité sur la rive sud au même prix qu'à Montréal.

Le conseil municipal de Longueuil prie le député fédéral et le député provincial "d'user de toute leur influence pour que le pont de la rive sud soit ouvert au public le plus tôt possible". Longueuil attend tellement du pont! Un système de transport en commun devra l'emprunter. Les autobus se substituent graduellement aux tramways, à Montréal et pour les services de banlieue. Le maire Brais engage la Montreal Tramways à relier Longueuil à Montréal par un service d'autobus empruntant le nouveau pont. Les tramways de la Montreal and Southern Counties - maintenant filiale des Chemins de fer nationaux - y perdront toute utilité, toute clientèle, et le bruit court que la Compagnie va, incontinent, cesser ses opérations. Les autorités du Canadian National rassurent - à demi - par une lettre au conseil municipal de Longueuil: "Nous ne vous laisserons pas sans service de transport; la Montreal and Southern Railway continuera le service jusqu'à la fin des pourparlers en cours avec la Compagnie des tramways de Montréal."

Le sénateur Mc Dougald, président de la Commission du port de Montréal, invite Mgr Gauthier à bénir solennellement le pont de Montréal à Longueuil, le 24 mai 1930. De son bureau d'Ottawa, le Premier ministre Mackenzie King préside à l'inauguration. Le téléphone et des haut-parleurs transmettent son discours à la foule, réunie à l'île Sainte-Hélène. Fernand Rinfret, secrétaire d'Etat, représente le gouvernement fédéral, et Honoré Mercier, ministre des Terres et Forêts, le gouvernement provincial. Mais la véritable inauguration touristique se fera plus tard, pour l'arrivée, à Saint-Hubert, du dirigeable accomplissant la première envolée transatlantique entre l'Angleterre et le Canada.

Le gouvernement fédéral, pris entre les exigences des impérialistes et celles des nationalistes, s'en tire en adoptant le nom officiel de Pont de la Commission du Port (ou du Havre) de Montréal. Mais, grâce à la campagne du *Devoir*, le nom de Jacques Cartier commence à prévaloir dans le public. Dès 1875, F.-L. Béique avait prévu la construction d'un deuxième pont à Montréal, et même l'emplacement où il aboutirait sur la rive sud; il y avait acheté des terrains. En 1930, après 55 ans d'attente, l'octogénaire Béique voit le pont Jacques-Cartier aboutir, au prix d'une légère déviation, sur la propriété voisine, achetée beaucoup plus récemment par Léonide Perron. Les entrepreneurs, hantés par le souvenir de la chute du pont de Québec, ont utilisé des poutrelles très épaisses, en exagérant le coefficient de sécurité, et construit une énorme masse. Le pont Jacques-Cartier coûte, non pas 10 millions comme on l'avait prévu, mais 18. Le gouvernement fédéral et la Commission du port prient le gouvernement provincial d'augmenter en conséquence sa contribution à l'entretien et aux frais d'amortissement.

L'essentiel est que voilà Longueuil à vingt minutes de Montréal!

\* \* \*

Des élections fédérales se tiennent en 1930. Le parti conservateur imprime à sa campagne un caractère économique très prononcé: "Le beurre de la Nouvelle-Zélande, grâce à un traité passé par le gouvernement libéral, a envahi notre marché et ruiné la vente de notre beurre." L'argument porte, dans les campagnes.

Le comté de Chambly-Verchères n'est pas exclusivement rural. Amédée Geoffrion, à la retraite comme recorder de Montréal, pose sa candidature libérale. Alfred Duranleau, son adversaire conservateur, est un assez fort candidat, ce qui promet une belle "lutte". Geoffrion compte bien l'emporter, mais il s'est brouillé avec Perron et l'a même critiqué en public, ce qui revient à brandir un chiffon rouge sous les naseaux d'un taureau.

Geoffrion et Duranleau tiennent une assemblée contradictoire à Longueuil. Ils se disputent d'abord à qui ne parlera pas le premier, à qui se réservera, en réplique, le dernier mot. Geoffrion se décide, mais des chahuteurs l'interrompent. Geoffrion interpelle ces perturbateurs:

- Vous venez de Montréal; je vous reconnais; je vous ai déjà condamnés!

- C'est nous qu'on est les juges, aujourd'hui!

On s'apostrophe, on se bat dans l'assemblée; l'un des belligérants, blessé, doit être transporté et pansé chez un médecin.

Geoffrion invoque les oeuvres du gouvernement fédéral dans le comté: le pont "qui s'élève majestueusement au-dessus du Saint-Laurent"; et l'aéroport de Saint-Hubert. Il porte à son programme un curieux article: l'annexion de Longueuil à Montréal pour faire profiter la rive sud de l'élan montréalais, **abolir** les péages sur les ponts et faire desservir le pont du Havre, ou **pont** Jacques-Cartier, par la Compagnie des tramways de Montréal à **raison** de quatre billets pour vingt-cinq sous. Duranleau répond que l'annexion **ne** relève pas de l'Etat fédéral, mais du seul gouvernement provincial. Il **promet** lui aussi tous ses efforts pour obtenir la suppression des péages **sur le** pont Victoria, "déjà plusieurs fois payé par les populations de la rive sud" et sur le pont Jacques-Cartier.

Le beurre de la Nouvelle-Zélande triomphe même de l'argument **conscriptionniste**. Les conservateurs gagnent des sièges, surtout à la campagne. Ils gagnent le **comté** de Chambly-Verchères par 9 024 voix contre 7 827, ce qui traduit une élection disputée. Geoffrion attribue sa défaite à l'action souterraine de Perron, qui aurait recruté, par personnes interposées, les interrupteurs de l'assemblée contradictoire. L'apport de 24 sièges

## Le pont Jacques-Cartier

québécois - au lieu de 4 - permet à R.B. Bennett de former un gouvernement conservateur. Alfred Duranleau reçoit le portefeuille de la Marine et Joseph Rainville, notre ancien député, la présidence de la Commission du port de Montréal.

Les élections municipales de Longueuil suivent, le 1er février 1931. Le pont ouvert à la circulation, l'objectif numéro 1 de Longueuil est l'abolition des péages. Duranleau et Rainville s'y emploient sans succès. Rainville, tout président qu'il soit, ne contrôle pas la majorité anglaise de la Commission du port, à qui ce poste revenait par tradition et par la prépondérance de ses intérêts. Mais surtout le gouvernement et la commission craignent les réactions de Toronto et de l'ouest canadien où l'on commence à réclamer une enquête sur la construction de ce pont, conduite aux frais de l'Etat mais sous l'égide de la Commission et beaucoup plus coûteuse qu'elle n'aurait dû l'être. L'objectif numéro 2 est le service d'autobus sur le pont. Il faut faire modifier la charte de la Montreal Tramways - ce qui implique encore de ménager Perron: le maire Brais s'y emploie. Le conseil municipal doit constamment faire face à des remboursements d'obligations émises par les régimes précédents. Il se fait autoriser, au référendum, à contracter un emprunt de consolidation de \$300 000 auprès de la Banque canadienne nationale, à 5 1/2 p.c.

Le maire Brais est réélu par acclamation. Jacob-Alfred Gariépy, supplantant Gareau, revient au Conseil ainsi composé: Hilaire Dubuc, Jacob-Alfred Gariépy, Téléphore Narbonne et Edward Taylor.

Longueuil réclame des quais, réclame l'achèvement et l'amélioration des approches du pont, et demande au gouvernement provincial de faire construire, sur les rivières Richelieu, Yamaska et Saint-François, les ponts nécessaires à l'achèvement de la route Lévis-Saint-Lambert. Le conseil municipal prie l'ancien maire Thurber, député du comté, d'appuyer cette requête.

Longueuil réclame surtout l'abolition des péages et le service d'autobus. Le maire Brais a d'autant plus perdu, avec la disparition de son beau-frère Gareau, que Jacob Gariépy ne s'est pas modéré avec l'âge: il demande, d'un ton impatient, où en sont les négociations relatives aux autobus. "Le mois, répond le maire, ne se terminera pas avant que la question ne soit tranchée" (9 avril 1931).

La construction du pont ne sonne donc pas seulement la déchéance de la "traverse", si intimement liée à l'histoire, à la vie de Longueuil, mais celle aussi des tramways dont le maire Geoffrion tirait tant d'orgueil, lors de leur inauguration. La Montreal and Southern Railway, filiale du Canadien National, s'est donné l'air généreux en maintenant, jusqu'à l'avènement des autobus, un service ainsi condamné. Elle avertit le conseil municipal qu'elle cessera son service entre Montréal et Longueuil le 26 avril. Les tramways s'arrêteront à Montréal-Sud, où le pont aboutit, et les

voyageurs devront correspondre avec le service que la Compagnie maintiendra entre Montréal-Sud et les rues Saint-Jean et Saint-Laurent "pour accommoder les citoyens de Longueuil".

Le temps presse donc. Gariépy guette l'échéance. Le maire Brais multiplie les démarches. Le 30 avril, la Compagnie des tramways de Montréal soumet une offre définitive que le Conseil accepte dès réception.

Mais finissons-en avec ce brelan d'élections. Camillien Houde, "le p'tit gars de Sainte-Marie" qu'on aurait pu surnommer "le p'tit gars de Longueuil", est devenu chef de l'opposition provinciale, qui s'en trouve revigorée. Camillien Houde, à l'Assemblée législative, est provocant par ses attitudes, par sa popularité montréalaise qui le soutient et par la légende qui commence à l'entourer, plus encore que par ses paroles. Taschereau et ses ministres le craignent comme la peste. Aux élections de l'été de 1931, Camillien Houde, chef de l'opposition, parcourt la province et fait courir, partout où il passe, toute la population.

Alexandre Thurber, député sortant de Chambly, s'attribue le mérite d'avoir fait placer l'aéroport dans le comté. Mais les promesses qu'il prodigue, comme un prestidigitateur tire des pièces de ses goussets ou des lapins de son chapeau, et que, forcément, il ne peut tenir, ont fini par lasser les électeurs. Un avocat de Saint-Lambert, Victor Delage, se présente contre lui à la convention libérale. Mauvais début. Thurber, comme il l'a fait à la mairie, pressent l'échec et se retire. Delage, candidat libéral, prononce alors l'éloge de Thurber qu'il s'apprêtait à déchirer.

La "machine" libérale travaille à fond. Les résultats du 24 août attribuent 79 sièges aux libéraux et 11 aux conservateurs. La victoire ministérielle paraît surtout éclatante dans le district de Montréal, où Camillien Houde, candidat dans deux divisions, échoue dans les deux. Mais la retraite de Thurber aurait-elle desservi le parti libéral dans le comté de Chambly? Le candidat conservateur Hortensius Béique, de Chambly-Canton, l'emporte par une majorité convenable (2 834 contre 2 252). Alexandre Thurber a du flair politique mais il n'est plus qu'un petit industriel.



## La grande "dépression"

LA VILLE DE LONGUEUIL est passée de 4 682 à 5 407 âmes, et la paroisse de 2 472 à 3 952 entre les recensements de 1921 et de 1931.

Un krach boursier survenu à New York a été le prélude d'une crise économique peut-être sans précédent. Les entreprises financières et industrielles culbutent l'une après l'autre. Le chômage s'ensuit et s'étend comme une gangrène. Montréal est durement frappé. Les usines Angus, du Pacifique Canadien, ferment leurs portes; la construction de la gare Centrale, puis celle du nouvel immeuble universitaire au flanc du mont Royal sont abandonnées. Les théâtres, les champs de courses, les restaurants désertés font peine à voir. De nouveaux refuges de nuit sont aussitôt remplis qu'ouverts. Tout le district est frappé.

Les taxes rentrent mal, en pareille période, et certaines ne rentrent pas du tout. A Longueuil comme partout, la municipalité doit saisir des propriétés. Le geste paraît dur, mais agir autrement serait ruiner la ville car personne ne paierait plus. Des propriétaires de "logements ouvriers", qui avaient tenu jusque-là mais ne peuvent plus couvrir leurs hypothèques, abandonnent leurs droits. Encore des propriétés à reprendre! La Canadian Pratt & Whitney, qui avait fait un bon départ, ralentit ses opérations. Le conseil municipal demande à la Compagnie Walmsley - et autres employeurs - de n'embaucher que des résidents de la ville. Le gouvernement fédéral décide la distribution de "secours directs", analogues à la *dole* anglaise et payables, à parts égales, par le fédéral, les provinces et les municipalités. Encore des frais et de la paperasse! Et la Ville doit toujours faire face à des remboursements antérieurs! Le règlement 345, accordant une franchise à la Compagnie des tramways de Montréal, est approuvé au référendum par 942 voix contre 23 (février 1932). Mais le contrat n'est pas signé pour autant et Longueuil attend encore les autobus.

## Histoire de Longueuil

Or l'échevin Gariépy tracasse le maire Brais comme il a tracassé plusieurs de ses prédécesseurs. Gariépy et Dubuc reprochent à leurs collègues, et surtout à Narbonne, président du Comité des travaux publics, de ne pas procurer d'emploi aux chômeurs. Des séances opposent l'équipe Gariépy-Dubuc à l'équipe Narbonne-Taylor, le maire tranchant en faveur de celle-ci. Cependant Gariépy, comme naguère Lincourt, ne veut entendre parler que du notaire Brais pour ses affaires personnelles. Et quand le maire, sérieusement malade, offre sa démission, c'est Gariépy qui propose de lui accorder deux mois de vacances, pour le garder.

\* \* \*

Ce n'est pas une sinécure que d'administrer une ville ces temps-ci. A Montréal, le maire Houde harangue 500 chômeurs, rassemblés dans la salle de l'Assistance publique. Un orateur précédent, originaire d'Angleterre, a préconisé la violence. Houde le remet vivement à sa place: "L'orateur qui m'a précédé vous a recommandé de briser les vitres de l'hôtel de ville; ce geste ne vous donnerait pas de pain. Il vous a recommandé de vous emparer des usines; qu'est-ce que cela vous donnerait?" Camillien Houde a d'autant plus de force, pour parler ainsi, qu'il pousse les sacrifices personnels, pour les chômeurs qui le sollicitent à l'extrême limite. A l'instigation du frère Marie-Victorin, il propose d'inclure la création d'un jardin botanique dans les travaux de chômage. Mais le gouvernement, qui a réussi à priver Houde de son mandat provincial, réussit à lui faire perdre la mairie, au mois d'avril 1932.

Les statistiques deviennent atterrantes. La Ville de Longueuil souhaite une aide accrue du gouvernement provincial, mais toutes les municipalités présentent la même requête et les taxes provinciales rentrent aussi mal que les taxes municipales. Les dettes des municipalités compromettent le crédit public. Des municipalités subissent même procès et saisies. Les banques, principales créancières, demandent au Premier ministre une mesure de contrôle sur les finances municipales. Une Commission municipale nommée par le gouvernement pourra faire enquête sur l'administration financière des municipalités, faire déclarer "en défaut", par un juge de la Cour supérieure, toute municipalité manquant à ses obligations, et se substituer partiellement ou totalement au conseil des municipalités en défaut.

Longueuil n'en est pas là. **Mais le** notaire Brais ne se représentant pas, aux élections du 1er février 1933, les hommes de prestige n'envient pas une charge devenue si ingrate. Alexandre Thurber qui, tout comme Camillien Houde, n'a plus de mandat, saisit l'occasion. Le voici maire de Longueuil. On ne saurait dire qu'il reprend son siège puisque le Conseil lui a donné, quand il ne s'est pas représenté en 1925, le fauteuil qu'il avait occupé pendant dix années! Le nouveau Conseil comprend Louis-Honoré Lamarre, comptable; Hilaire Dubuc, agent d'assurance; Henri Holmes, entrepreneur; et John E. Taylor, agent d'affaires.

## La grande "dépression"

Thurber a recherché une tâche décourageante. La Ville de Longueuil continue de reprendre des terrains et des propriétés bâties. Elle a repris les lots de l'ancienne compagnie Montarville et charge Ovila Bélair, agent d'immeubles montréalais, de les vendre au prix de l'évaluation, en exigeant un comptant minime. L'agent recevra l'énorme commission de 35 p.c. Mais qui se soucie, en 1933, d'acquérir une propriété sur laquelle il faudra payer des taxes? L'argent des "secours directs", dépensé, est largement insuffisant. La Ville demande un effort au gouvernement provincial "vu qu'il y a un grand nombre de chômeurs à qui on ne peut donner aucun travail". Toutes les municipalités présentent la même requête pour le même motif! Les gouvernements substituent des travaux publics aux secours directs. Ivan Vallée, sous-ministre des Travaux publics et directeur des secours contre le chômage, informe le Conseil qu'un "octroi" de \$20 000 est accordé à la Ville "pour être dépensé en salaires aux nécessiteux". Le Conseil devra soumettre la liste des travaux prévus.

Des citoyens suggèrent la mise en culture des terrains vagues. Les campagnes souffrent moins. Les cultivateurs de la paroisse continuent de vendre leurs fèves, leur blé d'Inde et leurs tomates à J.-T. Lassonde, le gros marchand de Boucherville qui les met en conserves et les distribue dans les épiceries à la ronde. Au collège de Longueuil, l'effectif des fils de cultivateurs se maintient; celui des pensionnaires venus de la ville diminue. Le conseil municipal demande au ministère de la Colonisation "des renseignements sur les moyens à prendre pour favoriser les chômeurs qui voudraient s'en retourner sur la terre".

Cette fois, c'est l'échevin Lamarre, président du Comité de finance, qui s'oppose à ses collègues. Le Conseil destitue J.-A. L'Heureux, secrétaire-trésorier, et le remplace par Denis Viger, fils de Michel Viger que Longueuil n'a pas oublié. Lamarre prétend la destitution illégale et fait payer le salaire du fonctionnaire révoqué. Des contribuables - sans doute inspirés? - demandent qu'on enlève à Lamarre sa présidence "vu qu'il ne représente pas les vues de la majorité du conseil". Lamarre se lève, à la séance du 5 septembre (1933), et donne sa démission.

Le maire Thurber: - Est-ce votre démission comme échevin ou comme président des Finances?

L'échevin Lamarre: - Comme président des Finances.

Cette démission ne clôt pas l'affaire. Mais l'unanimité se réalise pour autoriser le maire à signer un contrat de cinq ans avec la Montreal Tramways pour le service d'autobus (6 novembre 1933).

\* \* \*

L'homme ne vit pas seulement de pain et Longueuil caresse une grande espérance. Plus précisément, Longueuil se croit sur le point de voir réalisée une espérance depuis longtemps caressée.

Vous vous rappelez le curé Payette prédisant presque ouvertement, lors de l'inauguration des tramways, l'érection d'un évêché de Longueuil? Notre paroisse n'a-t-elle pas donné naissance à plusieurs paroisses? Notre église n'a-t-elle pas été construite, à grands frais, avec les dimensions et l'allure d'une cathédrale? La vieille, la légitime et noble ambition de Longueuil est sur le point de se réaliser, en 1933. Il est très sérieusement question, à Montréal et à Rome, d'ériger un évêché sur la rive sud.

Mais Saint-Jean se met sur les rangs. Le curé Payette défend Longueuil avec succès, auprès de Mgr Pietro di Maria, délégué apostolique qui l'appuie beaucoup et le traite en ami. Saint-Jean fait valoir un argument: la possession d'un séminaire pour la formation du clergé diocésain. Mais Saint-Jean possède ce séminaire presque par raccroc, et dans quelles circonstances en a-t-elle fait l'acquisition! C'est l'ancien Séminaire de Sainte-Marie-de-Monnoir, en conflit grave avec l'évêque de Saint-Hyacinthe, qui s'est transporté à Saint-Jean et n'a obtenu la permission d'y rester que de justesse, après bien des péripéties. Puis ce n'est, après tout, qu'un petit séminaire. Longueuil est, surtout depuis l'ouverture du pont, autant dire à deux pas du Grand Séminaire de Montréal. Le curé Payette, qui a fait ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse, compte des appuis parmi les anciens Térésien, membres influents du clergé de l'archidiocèse.

Longueuil est sûr de son droit. Le curé Payette ne s'est fait aimer ni de ses paroissiens, à cause de son caractère réservé, ni de ses vicaires, auxquels il n'offre aucun dialogue: il ne leur demande pas: "Voulez-vous dire la messe de neuf heures demain?" mais il affiche sur un tableau l'heure des messes et le nom des célébrants. Le curé Payette ne s'est pas fait aimer mais il s'est fait admirablement respecter. Tous sentent et admirent le prêtre de haute spiritualité, qui cherche et réussit à se dominer et qui, malgré son caractère et les réticences qu'il provoque, imprime sa marque non seulement sur ses vicaires, mais sur tout Longueuil. Le curé Payette ne travaille pas pour lui, mais les Longueuillois même qui le disent bourru verraient avec plaisir leur curé coiffer la mitre.

L'influence prépondérante est tout de même celle de Mgr Gauthier, impressionné par l'argument du séminaire tout créé. Le Saint-Siège érige l'évêché de Saint-Jean, le 9 juin 1933, et désigne comme premier évêque Mgr Anastase Forget, jusqu'alors supérieur du collège de L'Assomption, le 12 mai 1934.

Longueuil est bien déçu. Personne, certes, n'est effleuré par l'idée d'un schisme. Mais plus d'un Longueuillois affecte de plus belle d'appeler l'église Saint-Antoine "la cathédrale".

La crise économique se prolonge. L'université de Montréal envisage la fermeture de ses cours. Des chômeurs montréalais achètent, non pas dans la ville de Longueuil, mais dans la municipalité de paroisse, des lopins de terre pour presque rien. Ils y érigent, en s'entraidant, une cabane pour laquelle



## La grande "dépression"

ils ne paieront d'autre loyer que les 50 sous par semaine du contrat de vente. D'autres chômeurs, à Longueuil comme à Montréal et comme partout, cessent simplement de payer leur loyer, et les propriétaires cessent de payer leurs taxes. La ville de Verdun, épuisée, renonce à verser sa part des secours. La Commission municipale prend des municipalités en tutelle et veut obliger la ville de Saint-Laurent à imposer une surtaxe pour équilibrer son budget. Envoyer un deuxième compte de taxes, en cette période, à des gens qui ne peuvent pas payer le premier! Les esprits avancés profitent de la situation pour proposer la taxation des propriétés religieuses. Bien des municipalités, y compris celle de Verdun, y compris celle de Montréal, louchent vers cette ultime source de revenus; l'Union des municipalités, fille de l'anticléricial T.-D. Bouchard, appuie le principe. Mais Longueuil refuse de les suivre.

La plaie d'argent, partout, s'envenime de mois en mois. A Montréal, le maire Fernand Rinfret, vainqueur de Camillien Houde en 1932, est un personnage cultivé, agréable, un peu flou, qui observe trop bien sa promesse d'être "un maire selon la charte", c'est-à-dire peu actif. Les rues sont de plus en plus mal dégrasées. Camillien Houde tient sa revanche. Il prend pour organisateur un Longueuillois de ses amis, Armand Favre, qui fait merveille. Le mécontentement populaire soulève une vague qui ramène Camillien Houde, triomphalement, à la mairie (avril 1934).

Longueuil n'est guère mieux loti que Montréal. La Ville est autorisée à construire un canal collecteur susceptible d'atténuer les inondations, sous le régime de la Loi d'aide aux nécessiteux, au coût de \$120 000. Mais il faudrait encore rénover le système d'aqueduc, qui date et qui s'use. Les conduites d'eau, de trop petit diamètre, ne supporteraient pas la pression nécessaire au cas d'un incendie considérable, menaçant par exemple l'église ou les usines. La prise d'eau dans le fleuve est à demi bouchée par le gravier extrait du chenal, sur les ordres de la Commission du port de Montréal, et déversé près de nos rives. Les barges, plus précautionneuses après chaque plainte, reprennent leurs habitudes un peu plus tard. Enfin ce curage continuel attire dans le chenal de l'eau qui déserte nos rives. Le lit du fleuve s'éloigne ainsi d'année en année. Il faut, cette année même, pour éviter une disette d'eau, ériger en hâte une station temporaire de pompage, au coût de \$1 500. Donc, nécessité de refaire le système d'aqueduc. Il faudrait aussi bâtir l'usine de traitement d'eau qu'exige le Conseil supérieur d'hygiène - entre autres travaux. Les banques ne prêtent plus aux municipalités. Les temps durs favorisent l'égoïsme, individuel ou collectif. La Ville de Trois-Rivières, défiant la crise, organise des fêtes pour le troisième centenaire de sa fondation. L'atelier longueuillois de Joseph-Léon Bertrand reçoit la commande de 24 chars allégoriques. Il les fait transporter par bateaux, mais les ouvriers trifluviens veulent s'opposer au débarquement des chars "étrangers", qui n'ont pas procuré d'ouvrage à la main-d'oeuvre locale.<sup>1</sup> Cette tentative de boycottage ne traduit pas une réaction spécifi-

1. D'après le journal de l'ouvrier chargé par Bertrand de livrer les chars. Archives de M. Charles-Edouard Millette.

quement trifluvienne. Quand une fabrique de chemises offre de s'établir à Longueuil, la Ville pose, en condition des exemptions fiscales, l'emploi exclusif de ses résidents, "sauf dans les cas où les services d'experts seraient absolument requis et que l'on ne pourrait trouver ces derniers dans cette localité".

Un autre que Thurber ferait-il mieux, dans les mêmes conditions? On reproche au maire, toujours beau parleur et prodigue en promesses, de se dérober devant les responsabilités, à l'heure des réalisations. Il ménage la chèvre et le chou, évite le plus possible de prendre parti. Aimable avec tous, il déçoit bien des électeurs.

C'est le notaire Dupras qui, ne voulant pas rechercher la mairie pour lui-même, trouve l'adversaire idéal à lui opposer, aux élections du 1er février 1935.

Paul Pratt a été, avec Camillien Houde, l'un des piliers du Cercle La Salle. Le Dr Pratt est mort en Floride en 1929 et Paul gère à son tour la grande fortune léguée par son grand-père; administrateur de plusieurs compagnies, il est le commanditaire et le président de l'Office central catholique, de Montréal, prospère maison d'importation d'articles religieux. Il a conseillé plus d'un Longueillois pour ses placements. Mais Paul Pratt, passionné de musique, s'intitule musicien de profession. Il s'est aménagé un studio dans la maison paternelle, chemin de Chambly, à l'angle sud-est de la rue Saint-Laurent.<sup>2</sup> Il a fondé la Société des concerts de Longueuil, qu'il dirigera - jouant lui-même de la clarinette - toute sa vie. La Société des concerts de Longueuil, qui ne refuse jamais son concours aux oeuvres de charité, s'est fait apprécier non pas seulement au parc Hurteau, mais dans les parcs publics de Montréal. Paul Pratt est d'ailleurs membre de toutes les associations locales. Bon paroissien, en excellentes relations avec le curé Payette - avec Mgr Payette puisque Mgr Forget a obtenu pour notre curé, peut-être en fiche de consolation, mais le geste n'en est pas moins goûté, la dignité de prélat domestique -, Paul Pratt a organisé des retraites fermées. En politique, libéral sans fanatisme. Bref, Paul Pratt, indépendant de fortune, agréable de personnalité, obligeant pour ses nombreux amis, goûtant et renvoyant les mots d'esprit, inspire confiance et suscite la sympathie.

Thurber, qui ne veut pas retomber au néant, se défend, cette fois, et la lutte est chaude. Armand Favre, qui s'est distingué comme organisateur de Camillien Houde, est l'organisateur aussi efficace de Paul Pratt, et Charles-Edouard Millette, à qui son père Thomas Millette prête sa voiture, se dépense aussi. Paul Pratt l'emporte par 77 voix. Se rappelle-t-il, en cette heure de victoire, le char allégorique sur lequel, bambin de huit ans, tenant d'une main la houlette. il envoyait de l'autre des baisers à la foule, au

2. M. Gaston Labadie a publié des articles biographiques sur Paul Pratt dans *le Courrier du sud* en juin 1972.

## La grande "dépression"

défilé de la Saint-Jean-Baptiste en 1902? Le dimanche suivant l'élection, le maire Pratt, de Longueuil, et le maire Houde, de Montréal, viennent en "visite intime" déjeuner au collège.

\* \* \*

Le conseil municipal comprend les échevins Hilaire Dubuc, Arthur Gareau, Paul Carrière et John Taylor. Paul Carrière, le nouveau venu, est le fils et continuateur d'Edmond Carrière, l'entrepreneur de peinture qui a confectionné le pistolet de bois destiné à tourner Perrault en dérision, lors d'une campagne électorale. Il est de plus beau-frère du nouveau maire. A l'inauguration du Conseil, Paul Pratt remercie les citoyens venus nombreux pour assister "au départ du navire voguant sur les flots municipaux".

Le nouveau Conseil adopte des résolutions loyalistes à l'occasion du 25e anniversaire du couronnement de Georges V. Il adopte une échelle de secours pour les nécessiteux: un célibataire recevra \$1.40 par semaine pour sa nourriture, \$0.10 pour son habillement et \$4.00 pour son loyer; une famille de six personnes touchera \$3.60 pour la nourriture, \$1.30 pour le chauffage, \$0.30 pour l'habillement et \$8.00 pour le loyer; une famille de dix personnes ou plus, \$4.60 pour la nourriture, \$1.50 pour le chauffage, \$0.40 pour l'habillement et \$9.00 pour le loyer. Les assistés réclament davantage. Le gouvernement fédéral ayant promulgué une loi "d'arrangement entre les cultivateurs et leurs créanciers", le Conseil demande, en s'adressant à Duranleau, l'extension de la loi au bénéfice des petits propriétaires.

Longueuil demande aussi l'abolition des péages, bien entendu. Cette revendication ne cessera qu'une fois satisfaite. Longueuil en présente d'autres.

Les Montréalais à l'aise perdent l'habitude de villégiaturer à Longueuil, ce qui prive encore nos gens d'emplois permanents ou intermittents. Les Montréalais ne s'abstiennent pas seulement parce que l'automobile leur permet d'aller plus loin ou parce que la crise a restreint leurs moyens. Leur abstention est encore une conséquence de ce dragage de la Commission du port de Montréal, si préjudiciable à notre service d'eau. Le lit du fleuve s'est éloigné des propriétés riveraines, depuis un certain nombre d'années, d'un quart de mille. Le gravier déversé sur nos rives ne bouche pas seulement notre prise d'eau, il provoque la formation de battures invisibles et non balisées qui rendent la navigation périlleuse. Les estivants doivent renoncer aux bateaux de plaisance qui étaient une raison majeure de leur choix. Un Longueuil Sailing Boat se forme, essentiellement pour demander le creusage de la baie "attenante au quai du gouvernement, au pied de la rue Saint-Alexandre". Le conseil municipal l'appuie auprès des autorités fédérales.

\* \* \*

Cette requête ne s'adresse pas à Duranleau, qui s'est fait nommer juge, à temps.

Une "redistribution" a uni Chambly, non plus à Verchères, mais à Rouville, pour former le comté de Chambly-Rouville. Elle a fait disparaître en même temps le comté de Laprairie-Napierville. Vincent Dupuis, député du comté supprimé, sera le candidat libéral dans Chambly-Rouville. C'est un ami de Thurber. Son titre de gloire est d'avoir représenté l'université McGill aux funérailles de Laurier. Antoine Lamarre sera le candidat conservateur. Antoine et Philippe Lamarre, successeurs de Joseph Lamarre, leur oncle, comme avocats de la Ville de Longueuil, sont aussi bleus que lui. Antoine Lamarre vient de fonder, dans une réunion à l'hôtel Viger, l'Association de la jeunesse conservatrice. Robert Calder, candidat d'un tiers parti et personnalité tumultueuse, brouille les cartes. Il facilite la victoire de Vincent Dupuis qui aurait gagné, mais de justesse, sans cette intervention. La Province de Québec reste rouge et les libéraux reviennent au pouvoir. C'est à Vincent Dupuis, désormais, que le conseil municipal de Longueuil adresse ses requêtes.

Un bouleversement analogue et de sens contraire se prépare dans la politique provinciale.

La crise économique entraîne des répercussions d'ordre moral. La jeunesse, poings serrés devant les horizons bouchés, fermente. Le courant se tourne contre le gouvernement Taschereau, au pouvoir depuis quinze ans. Maurice Duplessis, député de Trois-Rivières, succède à Camillien Houde comme chef de l'opposition. Des mécontents pensent à Houde comme chef éventuel d'un troisième parti. Mais le maire de Montréal, aux prises avec le terrible problème du chômage, à demi garrotté par les banques qui posent des conditions rigoureuses, se couperait à coup sûr, en ouvrant une campagne politique, les crédits indispensables à l'administration municipale. Les jeunes révoltés se tournent vers Paul Gouin, fils de l'ancien Premier ministre, qui devient le chef de l'Action libérale nationale.

Deux groupes d'opposition, allant séparément à la bataille, sont voués à l'échec. Des militants forçant un peu la main de Duplessis et de Paul Gouin, l'Action libérale nationale et l'opposition conservatrice se fusionnent sous le nom d'Union nationale. Aux élections du 25 novembre 1935, l'Union nationale, vigoureusement conduite par Duplessis, emporte presque autant de sièges que le parti ministériel. Mais Longueuil et le comté de Chambly ont encore une fois manifesté leur esprit de contradiction. Alexandre Thurber, sa mairie perdue, a cherché à reprendre le mandat provincial qu'il aurait gardé en 1931, soutient-il, si son parti ne lui avait préféré un candidat moins habile. Hortensius Béique a mécontenté des électeurs. Thurber retrouve un mandat et le comté de Chambly figure dans la précaire majorité.

T.-D. Bouchard qui, comme naguère Léonide Perron, a la couenne dure, se constitue le bouclier du gouvernement provincial, dans lequel il est

## La grande "dépression"

entré. Les problèmes du district de Montréal relèvent de sa poigne. C'est à lui que le Conseil de Longueuil envoie de longues doléances, exposant la situation (6 décembre 1935):

*Attendu que la Cité de Longueuil est dans une position financière difficile à cause de sa contribution obligée au secours direct;*

*Attendu que les nécessiteux de cette Cité demandent et avec raison que leur allocation de secours direct soit augmentée;*

*Attendu que l'échelle de distribution en vigueur actuellement est des plus basses, chaque personne secourue recevant en moyenne \$5.50 par mois;*

*Attendu que nos chômeurs pouvaient, en temps ordinaire, se procurer de l'ouvrage dans la Cité de Montréal, mais que depuis la crise la chose leur est devenue impossible, la préférence étant donnée aux résidants de Montréal;*

*Attendu que la Cité de Longueuil étant un endroit plutôt résidentiel, les nécessiteux ne peuvent se procurer de temps en temps quelque ouvrage qui pourrait les aider;*

*Attendu que la plupart de ces nécessiteux sont sous le secours depuis le début et sont rendus à un point où tout leur manque des nécessités de la vie;*

*Attendu que le chauffage durant la saison d'hiver est un problème très important pour les nécessiteux à cause de son coût élevé dans notre municipalité et vu l'absence de forêt dans les environs, où les chômeurs pourraient s'approvisionner de combustible;*

*Attendu que les autorités de la Cité de Longueuil, quoique constatant avec regret cet état de choses, sont dans l'impossibilité d'y remédier à cause des faits suivants:*

*1o la contribution de la Cité pour l'aide aux nécessiteux durant l'année se chiffre à \$12 000, et les déboursés pour soins et remèdes aux chômeurs à au-delà de \$3 000, ceci faisant un total de \$15 000 par année;*

*2o la Cité n'ayant pas les revenus suffisants pour inclure cette somme dans son budget de dépenses, il en résulte qu'à la fin de l'année il existe un excédent de déboursés:*

*3o la Cité ne peut songer à augmenter les taxes, car les citoyens sont déjà surchargés et rencontrent avec beaucoup de difficulté les*

*charges actuelles; plusieurs petits propriétaires se voient même enlever leur propriété pour taxes;*

*4o la Cité perd en revenus annuels environ \$12 000 à cause des terrains qu'elle est obligée de reprendre pour taxes non payées, les terrains déjà repris par la Cité pour les taxes non payées se montant à environ \$200 000;*

*Attendu que notre Cité a d'autres problèmes financiers urgents et d'intérêt public à faire face, tels que: A. pose d'une prise d'eau temporaire tous les ans; B. amélioration nécessaire au système d'aqueduc; C. nouveau plan de filtration obligé par la Commission d'Hygiène de Québec; D. amélioration au système d'éclairage; E. continuation du canal d'égout principal rue Sylvestre, et autres travaux qui sont retardés d'année en année à cause de notre position financière;*

*Attendu que le gouvernement a déjà consenti à diminuer la contribution au chômage de certaines cités de cette Province dont la position est similaire à la nôtre...*

La Ville demande au gouvernement provincial de réduire sa contribution aux secours directs de 33 1/3 à 20 p.c.

Le maire Pratt termine l'année 1935 en félicitant les chômeurs "du bon esprit qu'ils ont manifesté dans cette situation difficile" et fait voter des remerciements au député provincial, son ex-adversaire Alexandre Thurber, qui aide la Ville de Longueuil "par son support généreux et son prestige auprès des autorités".

Le Conseil revient à la charge, dans une séance spéciale tenue le 1er février 1936. Il demande à T.-D. Bouchard non plus seulement de réduire la contribution municipale aux secours directs, mais d'autoriser la Ville à ne rembourser que la moitié des obligations qui viendront à échéance dans l'année.

T.-D. Bouchard négocie avec le ministre fédéral du Travail la substitution de travaux publics aux secours directs. En attendant, Longueuil doit emprunter \$25 000 à la Banque canadienne nationale pour le paiement des secours directs.

Le gouvernement provincial a d'autres chats à fouetter. Paul Gouin, qui entretient un idéal élevé, aurait une vocation d'écrivain, d'artiste ou de conservateur de musée plutôt que de politicien. Mais Maurice Duplessis a de l'esprit politique pour deux et même pour dix! Il accule le gouvernement dont la chute paraît fatale. Alexandre Taschereau cède à son ministre de l'Agriculture, Adélar Godbout, la direction d'un gouvernement branlant. Maurice Duplessis, devenu chef unique de l'opposition, remporte une victoire décisive le 17 août 1936. Cette fois Longueuil et le comté de

## La grande "dépression"

Chambly sont entrés dans le courant - dans le torrent. Hortensius Béique, organisateur en chef de l'Union nationale, prend sa revanche sur Alexandre Thurber, définitivement englouti, par 3 452 voix contre 2 460.

Le conseil municipal de Longueuil, qui félicitait Thurber en décembre, vote à l'unanimité, le 21 août, sur la proposition de l'échevin Carrière, beau-frère du maire:

*Des félicitations à l'honorable Maurice Duplessis, Premier ministre de la Province de Québec, à l'occasion de la victoire définitive qu'il a remportée dans la récente campagne électorale comme chef du parti de l'Union nationale, ainsi qu'à M. Hortensius Béique, notre nouveau député, à la victoire duquel les membres du conseil participent unanimement, tout en formulant le souhait de sa nomination comme ministre dans le cabinet de l'Union nationale.*



1998-1999

1998-1999



## Vers la Seconde Guerre mondiale

HORTENSIVS BÉIQUE n'entre pas dans le cabinet d'Union nationale, mais Longueuil n'a pas à se plaindre. Antoine Lamarre est nommé président de la Commission des services publics. William Tremblay, ministre du Travail, renouvelle avec Norman Rogers, ministre fédéral, l'accord conclu par T.-D. Bouchard pour l'exécution de grands travaux publics, en vue d'atténuer le chômage. Les deux gouvernements dépenseront chacun \$5 250 000. Les municipalités n'auront rien à payer. Le gouvernement fédéral surveillera la dépense de ces fonds mais la province a le choix des travaux. Les projets esquissés au temps de Bouchard gâtaient la ville de Saint-Hyacinthe. Les projets arrêtés par William Tremblay, député de Maisonneuve, gêneront l'est de Montréal. Le frère Marie-Victorin, plus à l'aise qu'auprès du gouvernement Taschereau, vient solliciter l'aide du ministre pour la création du Jardin botanique. Le frère Marie-Victorin, en pleine gloire depuis la réussite des Cercles de jeunes naturalistes et la publication de *la Flore laurentienne*, se fait cependant accompagner, pour avoir plus de poids, par Louis Dupire, rédacteur au *Devoir*, partisan et ami du nouveau Premier ministre. La précaution était superflue: le frère Marie-Victorin obtient, d'emblée, plus qu'il ne demandait. William Tremblay décide aussi de transformer l'île Sainte-Hélène, qui n'est guère qu'un dépotoir, en un parc où les citadins se baigneront et que les touristes visiteront. Longueuil reçoit sa part de travaux qui soulageront le chômage. Un "octroi" permet le redressement et l'élargissement du ruisseau Saint-Antoine - rendu moins menaçant en période d'inondation. Le conseil municipal remercie le député Béique pour les faveurs obtenues "grâce à son support vigoureux et à son prestige auprès des autorités provinciales".

Camillien Houde s'est brouillé avec Maurice Duplessis auquel il en veut d'être plus heureux que lui, d'être parvenu au poste qu'il devrait, croit-il, occuper. Il lui cherche querelle et il y perd sa mairie. Paul Pratt, à Longueuil, n'a pas à craindre; il n'a encore - pas plus que ses prédécesseurs

## Histoire de Longueuil

immédiats - rien fait d'extraordinaire. La Ville doit emprunter chaque année pour payer des obligations dont l'échéance précède le recouvrement fiscal. Paul Pratt ne veut pas augmenter les taxes et n'entreprend rien sans argent. Ce n'est pas l'homme des combines. Il aime son poste et son titre, certes, mais il aime aussi la musique, l'histoire, les relations extérieures, les voyages. Il vante Longueuil partout où il passe. On admire aussi sa ponctualité: il n'arrive jamais en retard à un rendez-vous. Le conseil municipal décrète une Semaine d'embellissement. Un comité s'efforce de répandre le goût des fleurs, des parterres bien entretenus. Le maire visite toutes les rues, félicite, complimente, flatte d'autant plus ses administrés qu'on lui sait une situation personnelle plutôt impressionnante. De sa personnalité irradie une sympathie de bon aloi. Paul Pratt est réélu, le 1er février 1937. Wilfrid Richard, entrepreneur, J.-Arthur Gareau, Paul Carrière et John E. Taylor composent son conseil.

\* \* \*

Le gouvernement King prépare la guerre, en faisant ou laissant affirmer dans la Province de Québec qu'il n'y participera jamais. Les Canadiens français s'inquiètent. La prochaine guerre sera, dans une certaine mesure, idéologique. Elle opposera les pays "démocratiques" aux pays "fascistes". La propagande communiste est active au Canada, dans la Province même de Québec. Le clergé s'en inquiète. On demande au gouvernement fédéral, de divers côtés, de réprimer cette propagande. Le conseil municipal de Longueuil invite le gouvernement à "inscrire dans le Code criminel un texte de loi déclarant illégal le communisme moscoutaire, et empêchant la diffusion écrite et parlée de cette doctrine néfaste, sous quelque nom ou affabulation qu'elle se couvre" (5 mars 1937). Ernest Lapointe, ministre de la Justice, répond à Wilfrid Gariépy, député fédéral - libéral - de Trois-Rivières, qui présente la même requête: "C'est du ressort du procureur général de la province." Duplessis saisit la balle au bond. Il fait adopter une loi permettant la fermeture de tout établissement consacré à la propagande communiste. Les éléments avancés, surtout en dehors de la province, protestent contre cette "Loi du cadenas", mais la population canadienne-française, en très grande majorité, partage la satisfaction du Conseil de Longueuil.

François Leduc, ministre de la Voirie, est un homme fier qui rêve de faire sa marque et d'être considéré comme un grand ministre. Il élabore un programme d'ensemble pour la construction de belles routes droites et larges, pour les voyages rapides et pour les transports commerciaux. Il n'est pas tout à fait d'accord avec son chef, le Premier ministre, qui ne veut pas sacrifier les routes de campagne, permettant aux cultivateurs de conduire leurs enfants à l'école et de porter leurs produits au marché. Le conseil municipal de Longueuil demande au ministre provincial de la Voirie d'inclure dans son programme "la route la plus courte qui soit entre Montréal et Québec, par Longueuil, Beloeil, Saint-Hyacinthe, Drummondville et Victoriaville". Il lui demande de terminer le plus tôt possible "la

## Vers la Seconde Guerre mondiale

section de la Route No 3 entre Montréal et Sorel, c'est-à-dire des limites de Verchères jusqu'aux limites de la Cité de Longueuil", ce qui fournirait du travail aux chômeurs. Enfin la rue Saint-Charles, parcourue de camions qui la défoncent, fait partie de la Route No 1, de Sherbrooke et des Cantons de l'Est, de la Route No 3, de Lévis et des Cantons du Sud, et de la Route No 20, de Saint-Hyacinthe et Drummondville. La Ville de Longueuil a revêtu partie de cette rue en bitume asphaltique; ses moyens financiers ne lui permettent pas davantage; le Conseil demande au ministre de la Voirie de faire le reste. Hortensius Béique est prié d'appuyer ces requêtes.

Hortensius Béique est aussi alerté contre un vieux projet de la ville de Montréal, revenu à la surface. Montréal demande le droit d'imposer une taxe de 3 p.c. sur les salaires des personnes travaillant sur son territoire et résidant ailleurs. Longueuil proteste de toutes ses forces: la majorité de notre population laborieuse travaille à Montréal et subit déjà la surcharge des frais de transport; la taxe projetée dépeuplerait notre ville, réduirait la valeur des propriétés et, partant, les revenus municipaux: ce qui nous obligerait à des mesures de rétorsion. Anatole Carignan, maire de Lachine et député de la majorité ministérielle, est l'adversaire le plus efficace du projet. Il le fait échouer; Longueuil lui vote des félicitations (avril 1937).

Les frères des Ecoles chrétiennes célèbrent le 70e anniversaire du collège de Longueuil. Le conseil municipal leur vote "des félicitations et des remerciements pour le travail qu'ils ont dignement accompli durant les 70 années pendant lesquelles ils ont présidé avec tant de tact et de dévouement à l'éducation de la jeunesse, pour la formation de tant d'hommes publics qui aujourd'hui leur font honneur dans le clergé, les professions libérales, le commerce et l'industrie".

Mgr Payette, curé de Longueuil depuis 37 ans, meurt le 11 mars 1938. La voix du peuple le canonise: "C'était un saint original, mais un saint." Mgr Aldéric Picotte, curé de La Prairie, lui succède. Les curés Picotte, quasiment légendaires, étaient cinq frères, tous curés en quelque point de la province, distingués, bienveillants, et qui se rassemblaient tous les étés pour passer leurs vacances sur une butte des Iles-de-la-Madeleine où ils collectionnaient les os de baleine et les dents de morse. La mort réduit leur petite phalange et Mgr Aldéric Picotte est lui-même aujourd'hui un prêtre en mauvaise santé, qui remplira, certes, son devoir sacerdotal mais dont on ne peut attendre beaucoup d'initiative.

\* \* \*

Montréal ne s'est pas découragé devant son échec. La crise exaspère les nationalismes, comme les simples particularismes locaux. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ne veut plus que des commanditaires canadiens-français pour les chars allégoriques de sa procession annuelle. Joseph-Léon Bertrand, qui se chargeait de trouver les commanditaires aussi bien que de préparer les chars, voit ses possibilités restreintes et renonce.

Mais tout concurrent devient facilement un "étranger" quand les sources de gain sont limitées. Montréal réinscrit la clause litigieuse dans son bill de 1938. Montréal est opiniâtre. Anatole Carignan, qui doit un certain prestige à sa réussite comme maire de Lachine, ne l'est pas moins. William Ross Bullock, député (Union nationale) de Westmount, est aussi indigné que lui. Montréal échoue de nouveau. Longueuil remercie Maurice Duplessis, Anatole Carignan et William Bullock. Mais ne voilà-t-il pas que la Commission des écoles catholiques de Montréal veut obliger ses employés, dont plusieurs habitent Longueuil où ils sont propriétaires, à résider dans la métropole! Longueuil invoque la Loi des conventions collectives, qui l'englobe, au point de vue des contrats de travail, dans la zone numéro 1 - la zone de Montréal. Longueuil invoque aussi un curieux argument: "Attendu qu'il est fort possible que, dans un avenir prochain, la Cité de Longueuil soit appelée à faire partie de la Cité de Montréal..." L'idée d'Amédée Geoffrion, qui voyait dans l'annexion à Montréal un moyen d'abolir les péages, cheminerait-elle dans les esprits? Cette idée, qui n'a pas porté bonheur à Geoffrion, ne s'enracine pas. Longueuil annexe et ne s'annexe pas.

Cependant la crise s'atténue, très graduellement. La Trans-Canada Airlines commence ses opérations. Elle emploie des moteurs Pratt and Whitney, et les affaires de la compagnie longueuilloise prospèrent de nouveau. Philippe Lamarre fonde une Chambre de commerce de Longueuil. Mais surtout, le gouvernement fédéral met une somme de trente millions à la disposition des municipalités pour l'exécution de "travaux productifs." L'Etat consentira des prêts à 2 p.c. d'intérêt, remboursables en trente ans.

L'ingénieur en chef du ministère provincial de la Santé vient justement d'écrire à la Ville de Longueuil (8 septembre 1938). Il signale l'état intolérable de la prise d'eau et du système d'aqueduc, qui datent de 75 ans. Les filtres, les stations de pompage, l'installation électrique, les réservoirs trop bas sont rudimentaires et même dangereux: "Il est absolument impossible à la Cité de prévoir aucune amélioration à l'usine actuelle; la construction d'une nouvelle usine de filtration, d'une nouvelle prise d'eau et d'un nouveau réservoir est de toute nécessité." Arthur Gareau, qui préside le Comité des finances au conseil municipal, saute sur l'occasion offerte par le gouvernement fédéral. La nouvelle construction épargnerait à la Ville plusieurs milliers de dollars, dépensés chaque année en réparations.

L'ingénieur de la Ville évalue les travaux à \$334 000. Longueuil demande un prêt de ce montant. L'administration fédérale, après les négociations d'usage, accorde \$200 000. On commencera par le changement de prise d'eau, d'une urgence particulière puisqu'il arrive que, par suite de la baisse du niveau du fleuve - consécutive au creusement du chenal - l'eau n'atteigne pas la prise actuelle en quantité suffisante pour les besoins de la ville: le service d'eau est menacé d'interruption d'un jour à l'autre. L'approbation provinciale est nécessaire mais assurée. Le gouvernement Duplessis s'est épuré de François Leduc, depuis longtemps en désaccord avec ses collègues, mais Anatole Carignan, qui reçoit le portefeuille du

## Vers la Seconde Guerre mondiale

limogé, est considéré à Longueuil comme un ami, depuis sa belle lutte contre les prétentions montréalaises.

\* \* \*

Camillien Houde reconquiert la mairie de Montréal, en décembre 1938. Sa tâche est presque surhumaine puisque les banques refusent tout crédit à la grande ville. A Longueuil où tous les sièges, sauf celui de Taylor, sont disputés, Paul Pratt et ses partisans l'emportent sans peine. Le Conseil comprend, cette année: Alexandre Gauthier, Arthur Gareau, Alphonse Favre et John E. Taylor.

La guerre va-t-elle tout bouleverser? Les crédits et les préparatifs militaires du gouvernement fédéral créent, dans la Province de Québec, un malaise que les promesses d'Ernest Lapointe et de ses collègues: "Il n'y aura jamais de conscription au Canada" dissipent à peine. La France et l'Angleterre sont en guerre contre l'Allemagne le 3 septembre 1939. Une assemblée anticonscriptionniste réunit une foule énorme au marché Maisonneuve de Montréal, le lendemain. La population canadienne-française de la Province de Québec est hostile, résolument hostile à la participation. Au Parlement fédéral, quatre députés seulement, parmi lesquels ne figure pas celui de Chambly-Rouville, votent contre la guerre.



... ..  
... ..  
... ..

... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..

1111

## Longueuil pendant la guerre

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL interdit aux particuliers, aux municipalités et même aux provinces d'emprunter à l'étranger sans l'autorisation d'une commission qu'il a constituée. L'un des résultats et peut-être des buts de cette mesure est de garrotter le gouvernement du Québec. Cependant l'agitation anticonscriptionniste, voire antiparticipationniste, qui se manifeste dans notre province, surtout parmi les jeunes, compose un climat défavorable à l'autocratie fédérale. Duplessis brusque des élections.

Il a compté sans l'astuce de ses adversaires fédéraux qui effraient la province par ce raisonnement; si Duplessis est maintenu, nous démissionnerons; un cabinet d'union imposera la conscription. Québec vote sous la peur et Godbout remplace, en 1939, Duplessis qui l'avait remplacé en 1936. Dans le comté de Chambly, Hortensius Béique, élu en 1931, défait par Thurber en 1935, réélu en 1936 avec 992 voix de majorité, est défait cette fois par Dowina-Evariste Joyal, qui l'emporte par 1 603 voix. Godbout congédie Antoine Lamarre que Duplessis avait nommé président de la Commission des services publics.

A Longueuil, où le budget municipal, essentiellement alimenté par les taxes foncières, atteint \$173 894, le service de la dette absorbe, à lui seul, \$95 000. Les échéances prévues pour 1940 avoisinent \$700 000. La Ville voudrait au moins abaisser les taux d'intérêt. Elle fait préparer un plan de réorganisation financière, qui sera soumis à la Commission municipale de Québec avant d'être présenté aux créanciers.

La Ville a demandé, par la voie des journaux, des soumissions pour la construction d'une nouvelle prise d'eau. Ideal Construction emporte le contrat, au prix de \$92 601. Mais le Conseil retarde les travaux de l'aqueduc: l'ensemble pour lequel l'Etat fédéral consent à prêter 200 000 dollars en coûterait 442 000!

## Histoire de Longueuil

Paul Pratt est réélu par acclamation le 1er février 1941. Le Conseil comprend René Gravel, courtier d'assurance, Arthur Gareau, Alphonse Favre et John Taylor, tous élus par acclamation. René Gravel, nouvel échevin, est un organisateur libéral, ami de Vincent Dupuis et farouche antiduplessiste. Montréal redemande encore une fois le droit de taxer les non-résidents qui travaillent sur son territoire. Anatole Carignan a perdu son mandat dans la «débâcle unioniste». C'est Paul Pratt qui organise un mouvement de protestation, entraînant les 105 municipalités intéressées. Le maire de Longueuil excelle dans ce rôle de chef des relations extérieures. Il envoie des circulaires, communique les textes aux journaux, monte une imposante délégation de maires qui se rend à Québec. Le Comité des bills privés rejette une fois de plus la prétention montréalaise, «grâce, affirme le Conseil de Longueuil dans une résolution, à la contre-offensive organisée par Son Honneur le maire Paul Pratt, qui prit l'initiative du mouvement de protestation».

Le recrutement n'a pas meilleure presse que pendant la première guerre, parmi la population canadienne-française. Camillien Houde, maire de Montréal, arrêté pour son opposition aux mesures de guerre, coupe du bois dans un camp de concentration. Le sentiment anglo-canadien est différent, et Greenfield Park, qui compte 1 700 âmes, se place au premier rang du pays pour la proportion des volontaires. Mackenzie King et le ministre de la Défense nationale l'en féliciteront.

L'industrie de guerre se développe à pas de géant, comme en 1914-1918. La Fairchild fabrique des avions de bombardement et prend des dimensions considérables. La population de Longueuil est de 7 087 âmes et celle de la paroisse presque aussi élevée, toutes deux en bonne progression sur le recensement précédent. Nous toisons Boucherville, passée seulement de 767 à 1 047 entre 1871 et 1941, et Varennes, tombée de 1 952 à 1 215! Longueuil comptait 244 abonnés au téléphone en 1915, 685 en 1925, 816 en 1935; elle en compte maintenant plus de mille. Le repasseur de couteaux, dernier représentant des métiers ambulants, est lui-même motorisé. La municipalité de paroisse est de moins en moins rurale. Des fils de cultivateurs s'embauchent aux usines de guerre, qui les attirent et les paient bien. Malgré cet appoint, Longueuil, qui exigeait de ses industriels une préférence pour la main-d'oeuvre locale, ne fournit plus assez d'ouvriers - et d'ouvrières - à la Fairchild, à la Pratt & Whitney, à la Dominion Engineering Works dont le gouvernement fédéral a pris possession. Ce sont maintenant des Montréalais qui viennent travailler à Longueuil; la Compagnie de transport provincial assure un service d'autobus conduisant aux usines Fairchild.

La Dominion Engineering, qui payait \$10 000 de taxes municipales par année, en est désormais exemptée, comme propriété de la Couronne. La Ville ressent cette perte, mais voici une compensation royale.



## Longueuil pendant la guerre

La Dominion Engineering fabrique un canon antichar dont l'obus de rupture peut perforer le blindage de la plupart des chars d'assaut. Une usine d'automobiles de Regina fabrique l'affût de ce canon. Le gouvernement fédéral tient à ce que la Dominion Engineering, la Fairchild et toutes les usines travaillant pour la guerre aient leurs aises. Le service d'eau fourni par le vieil aqueduc est insuffisant au point de compromettre le fonctionnement de ces usines qui ne pourraient combattre un incendie grave. Le ministère des Munitions est entre les mains d'un Américain de naissance, C.D. Howe, réalisateur de première force, assez énergique et assez influent pour imposer ses décisions, quelles qu'elles soient, au cabinet fédéral. C.D. Howe adresse à Longueuil, par l'intermédiaire de Vincent Dupuis, une proposition que le député de Chambly-Rouville estime "exceptionnellement avantageuse pour la Ville" (21 août 1941). Il offre, en plus du prêt de \$200 000 déjà consenti à 2 p.c., une subvention - non remboursable - de \$242 000, constituant le coût total de la construction de l'aqueduc et des installations nécessaires. L'exemption de taxes de la Dominion Engineering sera confirmée. Les travaux devront commencer tout de suite et se poursuivre avec diligence. L'eau sera fournie aux industries de guerre, aux taux réguliers, dans la quantité nécessaire. C.D. Howe soumettra l'affaire à ses collègues, qu'il n'a pas encore consultés, dès l'acceptation de la Ville. La volonté de C.D. Howe, nul ne l'ignore, fait loi.

Le maire Pratt, "vu l'urgence", convoque une séance spéciale du conseil (27 août). L'offre est bien "exceptionnellement avantageuse". Il ne faut rien de moins qu'une guerre pour procurer pareille aubaine! Le Conseil accepte; le ministère provincial de la Santé se hâte d'approuver les plans.

L'industrie de guerre résorbe le chômage et répand l'aisance. Le ministère de la Défense nationale possédait un vaste terrain à Montréal-Sud.<sup>1</sup> Il y ouvre, sous le nom de camp Jacques-Cartier, un centre de recrutement doublé d'un "dépôt". Les recrues y sont examinées, matriculées et dirigées sur leur unité d'affectation. Au camp Jacques-Cartier, où défilent 80 p.c. de Canadiens français, le colonel et plusieurs officiers sont juifs, aucun n'est canadien-français. Des déserteurs repris, parqués dans un enclos spécial, sont astreints, sac au dos, à de durs exercices, sous la pluie comme sous le soleil.

Toute cette activité fait marcher le commerce. Le collège de Longueuil, comme tous les collèges de la province, enregistre des rentrées presque miraculeuses. La rue Saint-Charles n'a jamais été si affairée. Il faut y limiter le stationnement à trente minutes, entre les rues Saint-Alexandre et Saint-Jacques. Non seulement la Ville ne reprend plus de lots mais elle en vend. Le notaire Dupras rédige la plupart des contrats. Ce notaire impeccable a été l'initiateur de la première candidature de Paul Pratt à la mairie. Le Conseil le désigne comme notaire de la Ville, "en reconnaissance

1. Près de l'emplacement actuel du métro.

du dévouement qu'il a déployé chaque fois que notre municipalité a eu recours à ses services professionnels".

La guerre est source d'abondance, pourvu qu'on la fasse de loin. Mais la Province de Québec, à l'exception d'enclaves anglaises telles que Greenfield-Park, ne veut à aucun prix de la conscription. Elle le signifie, malgré les pressions officielles, au plébiscite du 27 avril 1942.

Les provinces anglaises ont voté en sens contraire, suivant le schéma traditionnel de toutes nos crises nationales. Mackenzie King, préparant une mesure de conscription, se fait voter "confiance illimitée" par ses députés. On ne compte que onze récalcitrants, et Vincent Dupuis, qui songe au Sénat, n'est pas de ce petit nombre. Encore plusieurs des onze ne cherchent-ils qu'à protéger leur situation électorale car l'opinion canadienne-française est en véritable ébullition. Longueuil, cette fois, est plutôt à la pointe du mouvement. Les industries de guerre, le "dépôt" militaire, l'activité commerçante, la belle subvention pour la construction de l'aqueduc, rien ne prévaudra contre l'horreur de la conscription. L'échevin Gravel - organisateur libéral, grand électeur de Vincent Dupuis! - prend l'initiative d'une motion anticonscriptionniste au conseil municipal:

*Attendu que la Province de Québec a manifesté, le 27 avril, d'une façon non équivoque, son opposition à toute mesure de conscription;*

*Attendu que par conséquent le gouvernement actuel, ou tout gouvernement à venir, n'est pas délié de ses promesses;*

*Attendu que le projet de loi du gouvernement tendant à l'abrogation de l'article 3 de la Loi de mobilisation accorde au gouvernement le pouvoir d'envoyer les conscrits canadiens n'importe où dans le monde, et qu'une telle mesure est en réalité la conscription;*

*Attendu que le respect des droits des minorités et la fidélité à la parole donnée sont deux des principes pour le triomphe desquels le Canada a fait cause commune avec les Alliés et déclaré la guerre;*

Proposé par l'échevin Gravel, secondé par l'échevin Lincourt:

*1o de réitérer sa ferme détermination de ne jamais accepter la conscription pour outre-mer, ni aucune mesure qui y mène ou rend son application possible;*

*2o de demander au gouvernement de ne pas amender l'article 3 de la Loi de mobilisation;*

*3o de rappeler au gouvernement que l'adoption de quelque mesure que ce soit de conscription compromettrait à jamais l'unité*

## Longueuil pendant la guerre

*canadienne, qu'elle amènerait peut-être les Canadiens français à douter de la justesse des buts de guerre des Alliés parce que le gouvernement prendrait une attitude contraire à celle définie dans la charte de l'Atlantique par Roosevelt et Churchill.*

*40 de donner à la présente résolution le plus de publicité possible pour renseigner le public, soit en lisant la résolution à la porte de l'église, le dimanche, soit en distribuant des copies, soit en l'annonçant dans les publications ou journaux de la paroisse ou localité, soit en l'affichant ou autrement;*

*50 d'adresser copie de cette résolution dûment signée au Premier ministre du Canada, au Premier ministre de la Province de Québec, aux députés provincial et fédéral du comté, aussi à la Ligue pour la défense du Canada.*

Adopté. L'échevin Taylor est seul dissident (19 juin 1942).

\* \* \*

Le mouvement d'achat de terrains, symptôme de prospérité, s'accroît au point que le conseil municipal envisage le lotissement - ouverture de rues, installation des services d'aqueduc et d'égout - d'un nouveau secteur, délimité par la rue Guilbault, la voie ferrée, la rue Le Moyne et la rue Labonté. La Ville y disposerait d'une quarantaine de lots à bâtir. Cependant le maire Pratt, friand d'honneurs, qui représente si bien la Ville mais qui boude un peu quand il doit céder la vedette, est un homme prudent qui ne voudrait pas augmenter les taxes. Une Ligue des propriétaires s'est constituée à Longueuil, sous la présidence de Roméo Roy, pour stimuler l'esprit civique et l'esprit d'initiative. Elle taxe le maire et l'administration municipale d'indolence: "Ce n'est pas avec des sourires que l'on conduit une ville." Aux élections du 1er février 1943, Paul Pratt doit affronter un adversaire, J.-A. Lefrançois, inspecteur d'école, et les quatre sièges d'échevins sont disputés. Paul Pratt connaît le nom et l'adresse de chaque électeur, de chaque Longueuillois. Il conserve la mairie par 758 voix contre 470 et, comme après chaque élection disputée, serre la main de son adversaire avec assez de franchise et de cordialité pour le lier. Mais Paul Carrière défait Arthur Gareau. Le Conseil qui traversera la deuxième période de la guerre comprend René Gravel, Paul Carrière, Alexandre Lincourt et John E. Taylor. Alexandre Lincourt, redevenu conseiller municipal après une longue éclipse, est resté le personnage pittoresque, fort adversaire du maire Brais en 1926 et qui compensait les lacunes de son instruction par la vivacité de son esprit d'opposition. Paul Carrière, président du Comité de finance, sera "leader" du Conseil. René Gravel suggère le mode d'administration par gérant, adopté par plusieurs villes qui en semblent satisfaites. Le Conseil, un moment partagé, finit par se rallier au projet. Le choix tombe sur Euclide Vézina, gérant de la Voirie provinciale à Boucherville.

La Fairchild emploie plusieurs milliers de personnes, la Dominion Engineering également. Cette dernière fabrique des canons comme une pâtisserie fait des brioches. L'atelier mécanique des frères Guérette fabrique des roues d'engrenage pour les chars d'assaut. Le mécanicien Eugène Héroux, inventeur d'une scie à moteur montée sur traîneau pour couper la glace sur le fleuve, a d'abord ouvert, dans un ancien atelier de forgeron de la rue Saint-Jacques, derrière la quincaillerie de Thomas Millette, un garage doublé d'un atelier de réparation, bientôt transporté chemin de Chambly. Il y fabrique quelques pièces pour les usines d'aviation. Un étranger à Longueuil, Joachim Crête, de La Tuque, constatant l'habileté d'Héroux, forme avec lui la Héroux Industries Limited qui reçoit des commandes de guerre et s'agrandit, chemin de Chambly. Héroux, inventeur par vocation, et Crête, bon administrateur, se complètent, et la Société ouvre, à Pont-Viau, une succursale où elle fabrique des bandes de mitrailleuse. L'affaire prospère, emploie une douzaine d'hommes à Longueuil et deux fois plus à Pont-Viau. Tout Longueuil est au travail et gagne bien sa vie. Les prévoyants entassent des économies. J.-Omer Lefebvre, Charles-Edouard Millette et quelques autres, très encouragés par Mgr Boulé, fondent la Caisse populaire de Longueuil, qui couvre tout le territoire de la grande paroisse de Longueuil. Quelque trois cents adhérents versent leur part sociale. Le premier bureau s'ouvre au presbytère, dans le salon du curé. Le mobilier comprend une table, quelques chaises et un peu plus tard un comptoir fabriqué par un sociétaire adroit. Jean Marcille, nommé gérant au salaire d'un dollar par an, reçoit les sociétaires dans la chambre réservée à l'évêque. Tous ces hommes sacrifient leurs loisirs pour faciliter l'épargne et l'accès des petits épargnants à la propriété. Les immeubles - maisons et terrains - repris par la Ville se vendent maintenant comme des petits pains. Le gérant Vézina reçoit et apostille les offres d'achat.

Le gouvernement fédéral s'ingénie à comprimer les prix et salaires pour empêcher l'inflation, autre conséquence de la situation. C'est difficile. La hausse des salaires et des matériaux gonfle les prix de revient, tant pour la construction de l'aqueduc que pour la fourniture de l'eau - non pas seulement aux usines de guerre, mais au "dépôt militaire" de Montréal-Sud. Le Conseil demande au gouvernement fédéral, en fournissant un rapport détaillé, un "octroi" supplémentaire.

La prospérité et l'absolue nécessité où le gouvernement fédéral se trouve favorisent aussi les revendications ouvrières. Une grève paralyse les avionneries de la région montréalaise, Fairchild comprise. C.D. Howe exige le retour au travail avant l'ouverture des négociations. Les syndicats exigent les négociations d'abord. Une sorte de compromis sauvegarde les amours-propres.

Mais l'esprit de revendication fait tache d'huile. On réclame de plus en plus haut la libération de Camillien Houde. Le gouvernement fédéral a donné le nom de Longueuil à l'une des frégates qu'il fait construire aux chantiers Vickers de Montréal. La frégate *Longueuil* est lancée en grande

## Longueuil pendant la guerre

pompe, en même temps que sa soeur *la Hulloise*, le 30 octobre 1943. Mgr Picotte est mort le 6 juillet 1943. C'était un homme malade depuis assez longtemps, de tempérament solitaire, aussi peu sociable que son prédécesseur. Mgr Forget nous a donné comme curé son propre vicaire général, Mgr Romain Boulé, jusqu' alors supérieur du séminaire de Saint-Jean. C'est Mgr Boulé qui bénit la frégate. Madame Pratt en est la marraine et brise la traditionnelle bouteille de champagne sur la coque. Tout cela nous flatte, nous ne saurions le cacher. Mais la Dominion Engineering Works a installé, dans les limites de Longueuil, à proximité d'un quartier résidentiel, un champ de tir où l'on essaie, à longueur de jour, des canons de divers calibres. Biz... Boum! On se croirait, ma foi, sur le front! Les détonations assourdisent le voisinage et font sursauter les personnes nerveuses. Les vibrations font éclater des vitres et causent des lézardes dans les murs. Les propriétaires se plaignent auprès du conseil municipal qui se plaint au député qui transmet au ministère de la Défense nationale. Sans succès. Aucune requête propre à freiner l'effort de guerre ne franchit le plus bas échelon administratif. Mais la Ligue des propriétaires de Longueuil enfourche ce cheval de bataille. Elle harcèle le maire et les échevins, tenus pour responsables ou tout au moins pour impuissants. Le Conseil décide, sur la proposition de Paul Carrière, que la frégate *Longueuil*, "qui sillonne les mers sous l'étendard de la Cité et fera revivre les hauts faits de notre ville historique soit placée sous l'égide de cette Cité". Mais il réclame, sur la proposition de René Gravel appuyé par Paul Carrière, l'arrêt du tir au canon, la constatation et la réparation des dommages (19 mai 1944).

Longueuil réclame, auprès de la Régie des services publics, le même tarif sur les autobus la reliant à Montréal que sur les lignes proprement montréalaises, correspondance comprise. Mais une question surtout n'est pas réglée: celle du coût de l'aqueduc, dépassant de \$62 000 les prévisions des ingénieurs et l'octroi du gouvernement. La Ville doit cet argent; les créanciers font pression, menacent de poursuites. Longueuil lance un S.O.S. à Vincent Dupuis: les travaux ont été faits à la requête des autorités fédérales pour servir les industries de guerre qui consomment, ainsi que le camp Jacques-Cartier, plus d'eau qu'il n'était prévu. Le gouvernement accorde \$30 000, que le Conseil accepte "avec plaisir".

Le frère Marie-Victorin est mort dans un accident d'automobile, en juillet 1944, ce qui met la science canadienne en deuil. A sa séance du 20 octobre 1944, le conseil municipal consacre la ville de Longueuil au Sacré-Coeur. Il autorise le maire "à prononcer publiquement cette consécration et à la renouveler chaque année aux temps et lieu choisis par Monsieur le Curé".



REPORT OF THE COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE

The following is a list of the lands which have been surveyed and classified under the provisions of the Act of the 25th March 1876, and which are now ready for disposal. The lands are described in the following order:—

1. Lands which have been surveyed and classified as being of the first class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 1,000,000 acres.

2. Lands which have been surveyed and classified as being of the second class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 2,000,000 acres.

3. Lands which have been surveyed and classified as being of the third class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 3,000,000 acres.

4. Lands which have been surveyed and classified as being of the fourth class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 4,000,000 acres.

5. Lands which have been surveyed and classified as being of the fifth class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 5,000,000 acres.

6. Lands which have been surveyed and classified as being of the sixth class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 6,000,000 acres.

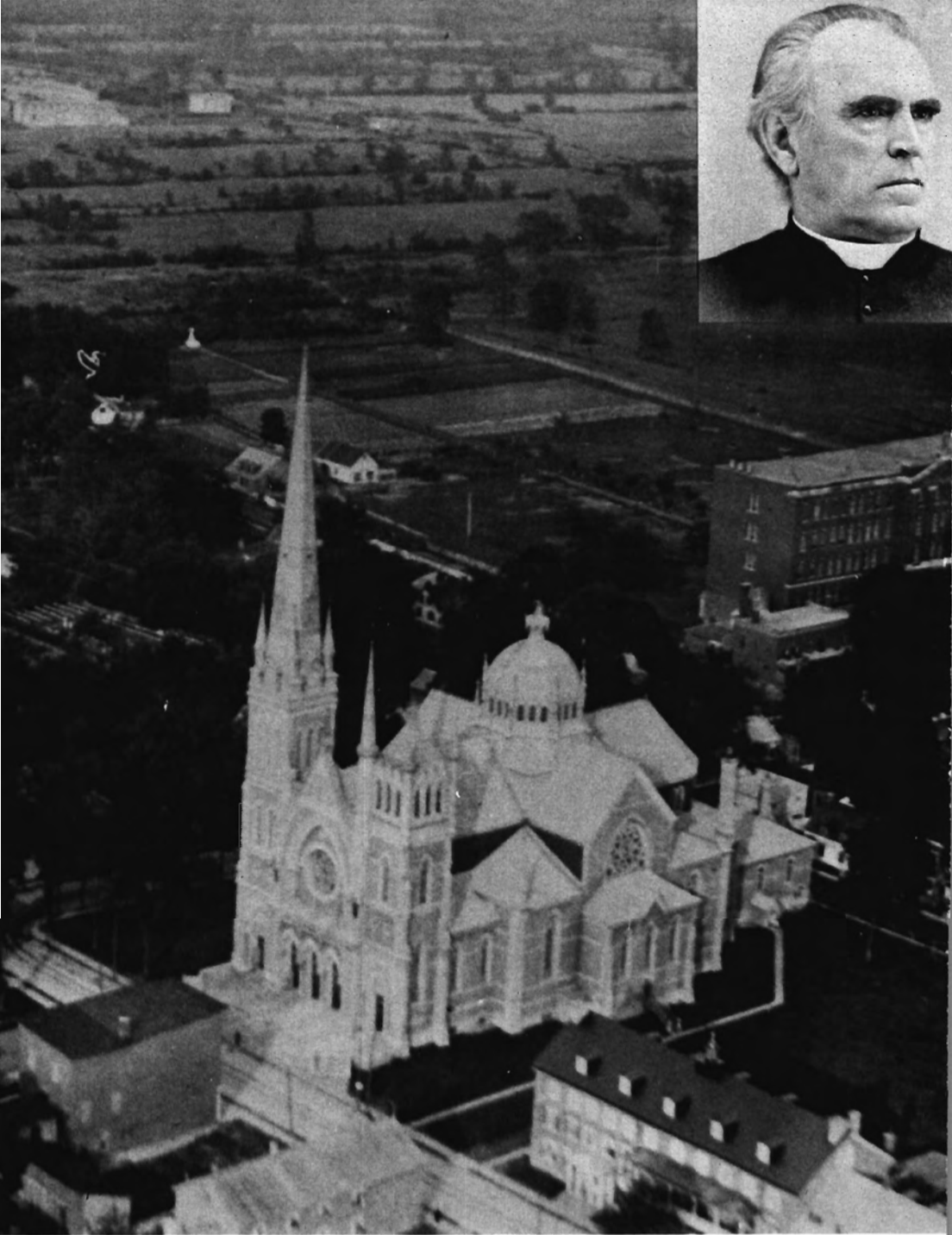
7. Lands which have been surveyed and classified as being of the seventh class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 7,000,000 acres.

8. Lands which have been surveyed and classified as being of the eighth class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 8,000,000 acres.

9. Lands which have been surveyed and classified as being of the ninth class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 9,000,000 acres.

10. Lands which have been surveyed and classified as being of the tenth class, and which are now ready for disposal. The total area of these lands is 10,000,000 acres.

| Class | Area (Acres) |
|-------|--------------|
| 1     | 1,000,000    |
| 2     | 2,000,000    |
| 3     | 3,000,000    |
| 4     | 4,000,000    |
| 5     | 5,000,000    |
| 6     | 6,000,000    |
| 7     | 7,000,000    |
| 8     | 8,000,000    |
| 9     | 9,000,000    |
| 10    | 10,000,000   |



Vue aérienne de l'église Saint-Antoine en 1915. En vignette, le curé Maximilien Tassé, qui fit construire le temple en 1885. (Archives publiques du Canada; Collection Charles-Edouard Millette)

Le dernier traversier, baptisé Louis-Philippe, dont le service fut interrompu après l'ouverture du pont Jacques-Cartier en 1930.

*(Collection Charles-Edouard Millette).*



Le S/S Labrador remontant le fleuve en 1897, en face de la rue Bord-de-l'Eau. *(Collection Jules-Légaré, fonds Arthur-Patterson)*





## Ville Jacques-Cartier

LA GUERRE APPROCHE de son épilogue. L'Armée canadienne, plus motorisée qu'aucune autre et d'avance réputée intrépide, se bat en Normandie.

Dans la Province de Québec, une nouvelle campagne politique est engagée. Maurice Duplessis, redevenu chef de l'opposition, s'y était préparé. Il a tenu à travers la province, à l'automne de 1943, une série d'assemblées dont l'une des plus réussies s'est déroulée à Longueuil, le 5 septembre. Hortensius Béique, Edouard Asselin, Alphonse Raymond, Francis Fauteux, Auguste Boyer entouraient leur chef. Le Dr Albiny Paquette était descendu de Mont-Laurier, Alphonse Cossette était venu de Trois-Rivières et le Dr Alphonse Dion, de Québec. Le notaire Georges Laurin était venu de Saint-Laurent, en compagnie d'Edouard Gohier, maire de Saint-Laurent, qui avait fait construire l'estrade à ses frais. Le maire Pratt avait reçu les visiteurs avec une courtoisie marquée. Duplessis, champion de l'autonomie provinciale, a reproché à Godbout sa servilité à l'égard du gouvernement fédéral. Thomas J. Coonan, ancien ministre sans portefeuille, a commenté sous une forme lapidaire, dans une lettre à son chef: "You certainly hit the nail on the head."

Béique en conçoit l'espoir de reconquérir son mandat. Duplessis l'emporte en effet, aux élections du 8 août 1944. Sa majorité est cependant assez mince et Joyal conserve le comté de Chambly. Le Longueuillois Antoine Lamarre présidera la Régie des transports. Le gouvernement fédéral a retardé la libération de Camillien Houde pour lui ôter la chance de participer à ces élections. Le retour de l'ancien maire suscite une triomphale, une indescriptible manifestation où le peuple, à la lettre, crie sa joie.

A Longueuil, les élections municipales ne se mijotent plus uniquement au Club Le Moyne, mais aussi à la Ligue des propriétaires où l'on réclame toujours, de la part du maire et de son Conseil, plus d'esprit

d'entreprise. Cependant la guerre a répandu la prospérité. La Caisse populaire, après un an d'existence, compte 545 déposants et \$44 000 d'actif. La Ville n'arrête pas de vendre des propriétés reprises pendant la période de "dépression". Elle vend \$100 les lots dont elle demandait \$50 quelques années plus tôt. L'ensemble des propriétés imposables est maintenant évalué à \$5 300 000. La propriété de la Dominion Engineering Works, devenue compagnie de la Couronne, et agrandie mais exempte de taxes, est évaluée à \$2 700 000. En ajoutant les autres propriétés - religieuses, fédérales, provinciales ou municipales - non imposables, le total des valeurs immobilières approche des \$10 000 000. La Ligue des propriétaires ne juge pas le moment venu de renouveler sa tentative de 1943. Paul Pratt est réélu par acclamation le 1er février 1945. Cyprien Sainte-Marie, épicier-boucher, Paul Carrière et Lionel Cardinal, agent d'assurances, sont aussi élus par acclamation. Mais Alexandre Lincourt affronte un adversaire. Lincourt est un échevin actif mais peu instruit, auquel on attribue de fréquentes bévues. Le Dr Pierre Jodoin, son adversaire, n'est pas seulement très dynamique mais très aimé. Il chausse les bottes, en plein hiver et en pleine nuit, pour répondre à l'appel de patients qui ne pourront pas le payer. Il s'intéresse à la chorale, aux oeuvres paroissiales, aux Chevaliers de Colomb. Lincourt se désiste devant lui.

Le Conseil poursuit sa routine. Il proteste contre la hausse du tarif des autobus. Il interdit, à la demande de la Ligue du Sacré-Coeur, le port des shorts dans les rues de la ville, et la police devra faire respecter ce règlement. Des inondations se produisent encore, au printemps de 1945. Une fois de plus, dans les maisons voisines du fleuve, on monte les meubles au deuxième étage. L'eau gagne jusqu'à la rue Saint-Charles; les autobus en ont jusqu'au moyeu des roues. Le Dr Jodoin, président du Comité de police, feu et hygiène, fait distribuer de la chaux dans les maisons atteintes. On commence à réclamer la construction, qui incomberait au gouvernement fédéral, d'un mur de protection le long du fleuve.

L'activité industrielle a entraîné, à Montréal, une crise du logement. Des Montréalais débordent sur la rive sud, où des propriétaires, renonçant à leur ferme, divisent leur terre en lots à bâtir. Ils viennent des paroisses de l'est de Montréal. Beaucoup sont d'anciens ruraux; quelques-uns sont des colons redescendus désempantés de l'Abitibi. Tous sont pauvres et la grande métropole ne cherche pas à les retenir: la municipalité quittée doit verser les prestations d'assistance sociale pendant six mois, après quoi les assistés tombent à la charge de leur nouvelle municipalité. La plupart sont des gens courageux, chargés de famille, qui veulent s'édifier à bon compte chez-soi, mais il se glisse aussi parmi eux quelques lascars qui fuient la société. Ils construisent, sur le territoire municipal de la paroisse de Longueuil, souvent avec du "bois de char", c'est-à-dire avec du bois prélevé, pour ne pas écrire dérobé, sur des wagons de fret, des bicoques dont l'ensemble constitue un authentique bidonville, sans trottoirs, sans égouts et sans police. Il arrive que le père, la mère, cinq, six ou sept enfants, deux chiens, deux chats et une chèvre s'entassent dans deux chambres exigües,

## Ville Jacques-Cartier

garnies de couchettes superposées. Une agglomération se forme ainsi au Coteau-Rouge, à quatre milles de Saint-Georges de Montréal-Sud - quatre milles qu'il faut parcourir à travers champs, faute de chemins. Le Dr Pierre Jodoin et ses confrères en savent quelque chose, qui doivent enfoncer dans la neige jusqu'au genou pour trouver la maison sans adresse où une patiente qui les attend les accueille au cri de: "Dépêchez-vous, Docteur, je souffre en Christ!" Mgr Forget détache de Saint-Georges une paroisse Saint-Jean-Vianney, qui ne fait l'envie de personne dans le clergé. L'évêque va trouver le père Damase Laberge, provincial des franciscains. Le religieux hésite mais l'évêque se jette à ses genoux: "Il n'y a que les Franciscains pour prendre charge d'une pareille paroisse." Le provincial cède: Saint-Jean-Vianney est érigée, avec le père Raphaël Daneault pour curé, le 23 mai 1945. La Corporation des frères mineurs prête les \$100 000 nécessaires à la construction d'une église et d'un presbytère en blocs de ciment. Les franciscains, en bottes et la bure relevée, prennent le pic et la pelle en main, dans la boue. Paul Pratt et plusieurs volontaires de Longueuil viennent les aider. La municipalité de paroisse est maintenant aussi peuplée et même plus que la municipalité de ville. Le mouvement démographique l'a morcelée en six groupes distincts formant de véritables villages, dont chacun possède la population, l'étendue et l'évaluation qui justifieraient une érection en municipalité de village. Une de ces agglomérations, le long et à l'ouest du chemin de Chambly, prend le nom de Longueuil-Annexe. Une autre, lotie par le notaire F.-S. Mackay, tend à s'appeler Mackayville. La coutume est en voie de s'établir que chacun des six conseillers municipaux représente l'un de ces villages. Le conseil de municipalité de paroisse demande et obtient, à la session de 1945, la division du territoire en six quartiers, élisant chacun un conseiller. Un maire plus hardi que Paul Pratt rechercherait l'annexion de ces nouveaux bourgs qui, peut-être, ne demanderaient pas mieux.

\* \* \*

A l'approche des élections fédérales, le sort du gouvernement King, participationniste et même conscriptionniste, paraît peu enviable dans la Province de Québec. Un ministre, Arthur Cardin, s'est rebellé, a démissionné, est allé jusqu'à créer son propre parti, le Front national, auquel le gouvernement Duplessis prêterait un appui tacite. La nomination de Vincent Dupuis au Sénat "ouvre" doublement le comté de Chambly-Rouville. Paul Pratt, populaire à Longueuil, convoite le siège et s'agglomère au Front national. Mais le parti libéral est expert en matière de manoeuvre politique. Le gouvernement peut ruiner la ville de Sorel, dont les industries vivent des commandes officielles, et donc les frères Simard, amis intimes et grands électeurs de Cardin, et, partant, briser les reins de Cardin lui-même. L'ex-ministre, soumis au chantage, doit renoncer à son projet. Paul Pratt, qui peut financer lui-même son élection, se présentera comme indépendant.

Le candidat ministériel est Roch Pinard, espoir du parti libéral. Le Bloc populaire, né d'une réaction contre la politique de guerre, complique

les choses en présentant un candidat. Camillien Houde a pris, conjointement avec Maxime Raymond, le commandement du Bloc populaire. Il participe à une assemblée de Michel Chartrand, candidat du Bloc, ce qui chiffonne Paul Pratt, son ancien condisciple resté son ami.

Le gouvernement King conserve le pouvoir, avec une majorité réduite, aux élections du 11 juin 1945. Il conserve surtout cette bonne vieille Province de Québec. La ville de Longueuil donne une centaine de voix de majorité à Paul Pratt, et Rouville l'avantage aussi. Mais Saint-Lambert assure l'élection du candidat ministériel:

|                  |             |
|------------------|-------------|
| Roch Pinard      | 12 693 voix |
| Paul Pratt       | 9 158       |
| Michel Chartrand | 2 326       |

Un candidat socialiste, bon dernier, recueille 1 041 suffrages.

Paul Pratt, toujours libéral mais déçu, se tourne vers Duplessis, qui d'ailleurs se consolide. A l'issue d'une conférence intergouvernementale tenue à Ottawa, le conseil municipal de Longueuil, sur la proposition de l'échevin Carrière, félicite le Premier ministre Duplessis de sa ferme attitude autonomiste: "Nous désirons assurer le chef civil de notre province que nous l'appuyons de tout coeur dans sa lutte pour le respect intégral de l'autonomie provinciale." (17 mai 1946).

\* \* \*

Longueuil a d'ailleurs des requêtes à présenter. Longueuil est au carrefour de toutes les grandes routes venant du sud et convergeant sur Montréal. Il en résulte une circulation très intense, exigeant un élargissement de la rue Saint-Charles. Or le ministère provincial de la Voirie a facilité l'accès rapide à Montréal par l'ouest et par l'est. Le conseil municipal lui demande la même besogne pour l'entrée sud, "en mettant à l'étude, dès maintenant, l'ouverture d'une nouvelle artère longeant le fleuve à partir des limites Est de la Cité". Au gouvernement fédéral, Longueuil réclame la construction d'un mur le long du fleuve, pour protéger la ville contre les inondations, et l'abolition des péages sur les ponts.

Les "vieilles familles" qui tiennent encore le haut du pavé maintiennent à Longueuil ses aspects traditionnels. Le curé Boulé est un homme calme, n'élevant pas la voix, et débitant ses sermons d'un ton monotone. Mais c'est un bon papa, d'une grande affabilité avec tous: un réconciliateur qui arrange bien des situations tendues, et d'une grande charité discrète: un sauveteur qui dépanne bien des déshérités. Il lui faudrait une impossibilité majeure pour manquer la visite des malades. Les Longueillois se réjouissent de posséder, après deux pasteurs hermétiques, "un vrai bon curé". Mgr Boulé n'en veut pas moins assurer au catholicisme, à Longueuil, un caractère de religion officielle. Il engage l'autorité civile, c'est-à-dire le conseil municipal, à se joindre à l'autorité religieuse pour célébrer la fête du

**Christ-Roi.** Le Conseil invite les citoyens "à manifester publiquement leurs sentiments en pavoisant leur demeure". Il s'empresse aussi d'accepter la suggestion des frères du collège et des membres du Cercle La Salle, souhaitant le nom du frère Marie-Victorin pour une des rues de la ville.

Mais le pont amène de nouvelles familles qui s'intègrent graduellement. La poussée démographique se poursuit. Mgr Forget constitue la paroisse du Sacré-Coeur, prise dans les limites des paroisses canoniques de Saint-Antoine de Longueuil et de Saint-Charles-Borromée (9 août 1946). Mgr Forget fait en même temps demander aux frères du collège, par Mgr le curé son grand vicaire, s'ils accepteraient les services d'un aumônier à demeure. Le frère Frédéric, directeur, décline cette offre: "Nous manquons absolument de chambre pour loger le préposé chapelain, et les frères sont complètement satisfaits du bon service fourni par le curé."

La transformation de Longueuil, avec son implantation de nouvelles familles, entraîne cependant des répercussions municipales. Les nouveaux venus s'attachent à leur ville d'adoption. Roméo Roy et sa Ligue des propriétaires recrutent parmi eux des adeptes. Ils réclament plus d'action. Ils veulent du "sang nouveau". Ils complotent une réédition de la tentative de 1943. Le Dr Pierre Jodoin, devant qui Lincourt s'est désisté en 1945, s'est trouvé seul au Conseil. Il juge que tout s'y passe à la bonne franquette et voudrait moderniser l'administration. Il se présentera contre Pratt à la mairie et conduira l'équipe assaillante.

La candidature du Dr Jodoin et l'activité de la Ligue des propriétaires provoquent un réveil d'intérêt pour les élections municipales. Mais Paul Pratt, sans faire à proprement parler partie des vieilles familles, est admis par le vieux Longueuil. Il se fait d'autre part un point d'honneur de visiter les nouvelles familles pour leur souhaiter la bienvenue à Longueuil. Il a toujours beaucoup d'égards pour ses adversaires. On lui reconnaît, naviguant entre les opinions opposées, une véritable maîtrise dans l'art du compromis. On ne peut pas voter contre un maire "qui fait une aussi belle façon à tout le monde". La proportion des votants, qui ne dépasse guère 30 p.c. d'habitude, aux élections municipales, approche cette fois de 80 p.c. Paul Pratt l'emporte assez facilement sur Pierre Jodoin, mais un seul des conseillers sortants, Lionel Cardinal, garde son mandat. Antonio Lebrun, Joseph-Alfred Doucet, qui a gagné quelque expérience municipale à Saint-Boniface, et Clovis Lareau, tous trois de l'équipe Jodoin, sont les trois nouveaux conseillers (1er février 1947). Pour la première fois, aucun des quatre échevins n'appartient aux "vieilles familles". La disparition de l'échevin Taylor, qui se retire, et son remplacement par un Canadien français ne traduisent aucune animosité, aucune lutte de races.

\* \* \*

C'est essentiellement la municipalité de paroisse qui se transforme, qui se peuple, sur un rythme accéléré. Les terres, sur ces 10 715 acres, sont

l'une après l'autre divisées en lots à bâtir. Des entrepreneurs-spéculateurs, qui ont acheté des fermes et procèdent à des lotissements, installent des kiosques où ils reçoivent et endoctrinent, en fin de semaine, les acheteurs éventuels. La population atteint dix mille, douze mille, treize mille âmes. Il ne s'agit donc plus d'une municipalité rurale mais bien d'une municipalité urbaine. Un conseil local, aux pouvoirs restreints, ne peut plus l'administrer. Joseph Goyette, maire de la paroisse, est un beau type de cultivateur dont l'honnêteté, l'hospitalité, la charité passent en proverbe. Il voudrait mettre un peu d'ordre dans ce chaos. Il voudrait surtout réglementer la construction: des maisons, si l'on peut les appeler ainsi, n'ont que le sol pour plancher. Des échevins, aussi dévoués que le maire, s'improvisent inspecteurs. Mais la nouvelle population a la phobie des inspecteurs: "Je m'en vas les recevoir, les Christ!" Et le Code municipal ne confère, à cet égard, aucun pouvoir à une municipalité rurale. Goyette et son Conseil demandent l'érection du territoire en ville.

Ce sera la ville de Jacques-Cartier. Mais le quartier de Mackayville, le plus éloigné du centre de la nouvelle municipalité, qui groupe 3 600 âmes et qui est érigé en paroisse canonique - Saint-Jean-Eudes - depuis un bon nombre d'années, veut former une ville distincte. On y signe des requêtes. Ce sera Mackayville.

Une loi sanctionnée le 10 mai 1947 crée les villes de Jacques-Cartier et de Mackayville. La ville de Jacques-Cartier, couvrant 9 800 acres, est divisée en huit quartiers, élisant chacun un échevin. Mackayville, moins étendue et moins peuplée, ne forme provisoirement qu'un seul quartier, élisant six échevins.

La municipalité de paroisse cesse d'exister. Joseph Goyette préside la dernière séance du Conseil, le 4 juin, et devient maire de la nouvelle ville. Jacques-Cartier et Mackayville se partagent l'actif et la dette, en proportion de leurs évaluations. Jacques-Cartier abrite deux industries importantes, la George Weston Limited et la Fairchild Aircraft Limited. La Corporation de paroisse a fixé, le 7 mars, l'évaluation de la George Weston à \$400 000 et celle de la Fairchild Aircraft à \$360 000. Ces évaluations sont maintenues pour cinq ans, pourvu que les compagnies se conforment aux conditions prescrites. Tout emprunt doit être approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables et par le ministre des Affaires municipales sur la recommandation de la Commission municipale. Mais des habitants craignent une hausse des taxes.

Cette érection de deux villes stimule encore le mouvement démographique. L'augmentation continue de la population exigera des travaux considérables. A Ville-Jacques-Cartier, 300 enfants manquent l'école faute de locaux. De nouvelles taxes sont bien à craindre, et cette situation entraîne l'élection de conseils municipaux. A Mackayville, le Conseil est élu par acclamation. A Jacques-Cartier, c'est un autre conte. Joseph Goyette est un cultivateur, type de "l'habitant" pétri de bon sens et d'ailleurs

cultivateur modèle, à la tête d'un beau cheptel et président de l'Association agricole du comté de Chambly qui organise tous les ans une exposition à Saint-Bruno. C'est le maire idéal pour ce qu'il reste de ruraux. Mais il en reste peu. Goyette affronte un adversaire, le fleuriste Gustave Xhignesse, le 2 juillet. Goyette est maintenu avec une majorité de 339 voix. Mais les formalités prévues par la loi n'ont pas été observées. L'élection refaite ne change pas les résultats.

\* \* \*

L'essor de la rive sud inspire une idée à Jean-Paul Auclair, homme d'affaires de Boucherville, qui lance le *Courrier du sud*, premier journal publié à Longueuil depuis l'*Impartial* de Jean-Baptiste Rouillard. Le premier numéro du *Courrier du sud* paraît le 27 mars 1947. Le journal, hebdomadaire et tiré à 8 000 exemplaires, sera distribué gratuitement "à chaque famille des 14 localités de la rive sud". La publicité le fera vivre. Le *Courrier du sud* s'annonce, suivant les rites, "animé d'un esprit d'indépendance complète". Il restera neutre "dans les querelles et les controverses partisans".

Les deux grandes revendications de Longueuil: abolition des péages et construction d'un "mur de protection" s'adressent au gouvernement fédéral. L'abolition des péages intéresse toute la rive sud. Une campagne populaire s'esquisse au cri de "A bas les péages!" L'Association des grandes routes l'appuie. Des municipalités de comté, des chambres de commerce, des sociétés agricoles, des clubs d'automobilistes et de simples citoyens signent des pétitions. Une délégation dont le maire Pratt fait naturellement partie présente à Ottawa cette protestation contre "l'injustice flagrante" commise envers la population de la rive sud. Les Chambres de commerce réclament aussi la construction d'un "mur de protection" ou "mur de revêtement". En se doublant d'un boulevard-promenade, ce mur ferait disparaître la broussaille de quenouilles qui infeste actuellement la rive.

Le maire Pratt est merveilleusement à son aise parmi ce genre de délégation. Et les nouveaux échevins le poussent dans le dos. Ils introduisent une réforme à laquelle ils tenaient. Les évaluateurs sont, depuis toujours, des amateurs, parfois d'anciens échevins, nommés par relations ou pour services rendus. C'est un trait de cette oligarchie que le nouveau Conseil veut abattre. Le caractère un peu fantaisiste des évaluations favorise un déluge de plaintes. La Ville nommera désormais des évaluateurs professionnels qui appliqueront la valeur réelle des propriétés, quitte à hausser ou baisser les taux. Cette réforme, cependant, ne passe pas toute seule. Il faut tenir des assemblées pour en expliquer les avantages à la population.

\* \* \*

Et la rive sud se peuple toujours, de manière aussi anarchique. Jacques-Cartier devient la ville la plus peuplée du diocèse de Saint-Jean, mais des mouvements centrifuges s'y dessinent. Les propriétaires du côté nord de la rue Leblanc demandent à se rattacher à Longueuil. Georges Simard, le conseiller législatif qui fut un moment le contradicteur d'Amédée Geoffrion et qui a mis sur pied la Commission des liqueurs, organise, avec son fils Jacques qui est urbaniste et quelques membres de sa famille, une sorte de village indépendant et mieux ordonné. Ce village, qu'il appelle Préville, ne communique avec le reste de Jacques-Cartier qu'en traversant la municipalité de Saint-Lambert. Deux compagnies formées par Georges Simard demandent et obtiennent l'érection de Préville dont Jacques Simard sera le maire (11 mars 1948).

Le Premier ministre Duplessis charge l'ingénieur J.-A. Lalonde "de faire une étude spéciale" des problèmes d'aqueduc et d'égout des municipalités de Jacques-Cartier, Mackayville et Greenfield Park, "et, comme conséquence, des municipalités de Montréal-Sud, de Saint-Lambert et de Longueuil", en promettant de traiter ces municipalités "non seulement avec justice, mais avec générosité".

La préoccupation électorale peut influencer cette décision, puisque des élections sont annoncées pour le 28 juillet. Hortensius Béique essaierait bien de reprendre le comté de Chambly. Mais la carrière d'Hortensius Béique peut être considérée comme terminée. Duplessis est d'autant mieux au courant de la situation locale que son cousin John Mackenzie, vice-président de l'International Paper - et Canadien français malgré son nom - réside à Longueuil. Duplessis, écartant Béique, préfère présenter l'avocat Redmond Roche auquel il donne cette mission: "Il y a beaucoup à faire dans ce comté. Je veux que tu y sois élu." Le candidat unioniste a servi dans l'armée et milite au sein de la Légion canadienne. Resté très marqué du pli militaire, il reçoit sa mission comme un officier la consigne. Il rend visite à Mgr Anastase Forget avant de se mettre en campagne. L'évêque de Saint-Jean est très sympathique mais pessimiste: "Vous ne serez pas élu. D'ailleurs M. Duplessis n'a pas intérêt à faire élire un député de son parti dans un comté aussi lourd, aussi chargé de problèmes." Les nouvelles agglomérations manquent de prêtres, de médecins, d'écoles, de rues, d'égouts, d'éclairage public, manquent de tout. L'évêque connaît son diocèse sur le bout du doigt. La quête du dimanche, à Saint-Charles, à Saint-Jean-Vianney, au Sacré-Coeur-de-Jésus, ne rapporte autant dire rien. Roche retourne, un peu découragé, auprès du Premier ministre. Duplessis décide: "Va dire à Mgr Forget, très respectueusement, que c'est justement parce qu'il y a tant à faire dans le comté de Chambly que j'y veux un candidat à mon goût, et qu'il soit élu". Roland Viger - petit-fils de Michel - sera l'organisateur de Redmond Roche. On ne saurait choisir plus "vieille famille de Longueuil". John Mackenzie le soutiendra.

Camillien Houde s'est réconcilié avec Maurice Duplessis. Le svelte jeune homme qui brûlait les planches, au Cercle La Salle, dans le rôle de



## Ville Jacques-Cartier

Cyrano, a pris des formes pachydermiques qui sont trompeuses, car toute balourdise, de sa part, est voulue. Le maire de Montréal apporte au Premier ministre un renfort qui contribue au résultat triomphal de ces élections. L'Union nationale ramasse 82 comtés sur 90. Redmond Roche enregistre une majorité-record de 3 493 voix.

\* \* \*

La Ville de Longueuil prévoit des revenus de \$275 000 pour l'exercice 1949, mais la dette absorbe cent mille dollars. Le conseil municipal multiplie les requêtes et résolutions demandant l'abolition des péages et la construction d'un mur de protection. Il réclame aussi l'agrandissement du bureau de poste construit en 1903 à l'emplacement de l'ancienne brasserie de Charles Le Moyne: la population qu'il dessert, paroisse comprise, a quadruplé depuis lors! Roch Pinard fait combler ce voeu, moins gros de conséquences que les deux précédents.

La Ville de Longueuil fournit l'eau à Jacques-Cartier qui n'a pas d'aqueduc. Elle fournit un abri temporaire à des familles évincées de l'ancien camp Jacques-Cartier où elles avaient installé leur ménage. L'université de Montréal ayant lancé une souscription, la Ville de Longueuil s'engage pour \$5 000, payables en cinq annuités.

Ce sont des gestes généreux. Mais les conseillers, à l'approche des élections municipales, subissent des assauts analogues à ceux qu'ils ont livrés deux ans plus tôt. C'est Joseph Ménard, imprimeur et propriétaire de petits journaux à Montréal, mais résidant de Longueuil, qui mène le bal. Les journaux de Joseph Ménard, feuilles humoristiques et satiriques, sont éphémères mais connaissent, leur vie durant, une certaine popularité. L'un d'eux, *le Goglu*, a laissé une quasi-légende. Ménard lance *le Citoyen*, petite feuille de circonstance - une de plus! pour la période des élections longueuilloises. Il critique l'un, ridiculise l'autre. Il appelle le maire Pratt "le joueur de flûte". Dans un milieu où tous se connaissent, ces fantaisies, prises comme telles, font cependant "du bouillonnement". Le Dr Jodoin tente de nouveau sa chance contre Paul Pratt. Il est cette fois à la tête de l'équipe sortante. Mais les adversaires de l'administration critiquent la fourniture de l'eau à Jacques-Cartier, qui réduit, certains jours, la pression et donc le débit à la disposition de Longueuil: "Une ville n'est pas un marchand d'eau!" Les conseillers invoquent l'humanité: "Nous ne pouvons laisser 10 000 personnes, à nos portes, manquer d'eau." Antonio Lebrun, surtout, défend une décision dont il a été, par esprit chrétien, le principal inspirateur. Tout cela, sans aller bien loin, fait perdre son siège à Antonio Lebrun, supplanté par Alexandre Tremblay à la majorité d'une voix. Paul Pratt augmente un peu sa majorité sur Pierre Jodoin, par rapport aux élections de 1947. Le Conseil comprend désormais, sous la présidence du maire Pratt, les échevins Lionel Cardinal, Clovis Lareau, Alexandre Tremblay, Aimé Dussault (février 1949).

\* \* \*

L'ingénieur Lalonde poursuit son enquête. Aucune épidémie n'a éclaté dans les bidonvilles de la rive sud où les cabinets d'aisance se déversent dans des fossés ouverts. C'est ce que le Dr P.-E. Rolland, du Service provincial d'hygiène, appelle "le miracle de Jacques-Cartier". Un roublard s'est procuré un tonneau, deux roues, un vieux cheval, et remplit son tonneau, aux bornes-fontaines de Longueuil, d'eau qu'il va vendre à Jacques-Cartier "cinq cents le scieau". Personne ne prêterait à Jacques-Cartier, ville sans eau, sans chemin et sans lumière, les \$5 000 000 nécessaires à la construction d'un aqueduc et d'un égout. Redmond Roche en parle au Premier ministre, en prenant ce vieux garçon par son point faible: "Il y a beaucoup d'enfants dans cette population..." Duplessis demande à Roche de venir le chercher au Ritz, un samedi, pour qu'il se rende compte par lui-même. Il voit les maires, les présidents de commissions scolaires, les curés qui doivent tenir un peu de l'hygiéniste et beaucoup du Père Noël. Il y a en effet une foule d'enfants et presque autant de chiens qui, faméliques, montrent les crocs. Le père Hugues Beaugard, curé de Saint-Jean-Vianney (ou son vicaire), se rend toutes les semaines à Montréal, en camionnette, pour quêter des vêtements, des meubles et même, au marché Saint-Jacques, des victuailles. L'inspection de cette misère est bouleversante. Redmond Roche s'attellera tout de suite à l'énorme besogne, en liaison avec Mgr Forget et avec les curés. Le Secrétaire provincial Omer Côté vient aussi sur place étudier la situation scolaire. Les franciscaines de l'Immaculée-Conception font la classe, à Saint-Jean-Vianney, dans des conditions quasiment héroïques. L'Etat provincial assumera, pour commencer, le pavage de rues, la construction de quatre écoles, et garantira l'emprunt que Ville-Jacques-Cartier sera autorisée à lancer pour la construction d'un aqueduc et d'égouts. Laurent Barré, ministre de l'Agriculture, réglera, par l'égouttement, le problème des inondations bien qu'il ne s'agisse pas directement d'agriculture.

Une autre agglomération, dans le territoire des paroisses canoniques de Saint-Maxime et de Saint-Josaphat, et disposant du chemin Tiffin qui conduit au bord de l'eau, est presque entièrement détachée de la ville de Jacques-Cartier. Ses habitants s'impatientent devant la pénurie des services que Jacques-Cartier peut leur offrir. Saint-Lambert, leur voisin, ne tient pas à s'annexer ce paquet de bicoques. L'agglomération est, sur pétition des propriétaires, érigée en Ville Le Moyne, et le conseil municipal de Jacques-Cartier sera réduit de huit à six membres. L'actif et la dette seront partagés, comme à chaque division, au prorata de l'évaluation.

L'organisation morale, c'est-à-dire l'organisation religieuse, va de pair avec l'organisation matérielle. Mgr Forget, qui est un bourreau de travail et que secondent des collaborateurs empressés - "une équipe formidable", reconnaît-on à la ronde -, a vite organisé son diocèse. Dans les paroisses qui commencent à prendre tournure - Saint-Charles, Saint-Jean-Vianney, Sacré-Coeur-de-Jésus - le curé provoque presque chaque année la fondation d'une nouvelle oeuvre ou association: Fraternité du tiers-ordre, Congrégation des enfants de Marie, Dames de Sainte-Anne, Ligue du Sacré-Coeur. Mais ces

paroisses ne suffisent plus. Mgr Forget veut donner des prêtres et des églises à la population des nouvelles villes, trop pauvre pour construire des temples majestueux. Il a mis sur pied, dès 1947, une sorte d'oeuvre, les Chantiers du Bon Pasteur, qui bâtit des chapelles très simples, toutes du même style, avec des matériaux peu coûteux, un extérieur en stuc blanc et un clocher sans prétention. Ces chapelles peuvent contenir de 200 à 300 personnes. Ce sont autant de dessertes de Saint-Antoine de Longueuil. Puis, à l'automne et à l'hiver de 1949, l'évêque érige coup sur coup quatre d'entre elles en paroisses canoniques: Notre-Dame-de-Grâce (13 octobre), Notre-Dame-de-l'Assomption (10 novembre), Notre-Dame-de-Fatima (16 décembre) et Notre-Dame-de-la-Garde (25 décembre). Notre-Dame-de-Fatima occupe la pointe du croissant - ou la tête du fer à cheval - que Jacques-Cartier et les nouvelles villes satellites dessinent autour de Longueuil. Et c'est à Saint-Antoine de Longueuil, merveilleuse de générosité, que les nouveaux curés viennent quêter de l'aide, que les dames auxiliaires organisent des bazars.

Une Caisse populaire se fonde dans la paroisse Saint-Charles. Celle de Saint-Antoine dépasse le millier de sociétaires. Madame Guérette ouvre une maternité, sous le nom d'Hôpital Guérette, sur le chemin de Chambly. Le clergé et les habitants de la rive sud sentent grandir leurs ambitions: ils voudraient un collège classique. L'idée n'est pas déraisonnable: la région est en plein essor; les fils de cultivateurs et d'ouvriers canadiens-français, désireux et capables de s'élever dans l'échelle sociale, ne conçoivent guère d'autre voie que les professions libérales auxquelles prépare l'enseignement classique. Les frères sont très gentils et nous les aimons bien, mais ils n'enseignent pas le latin, et comment oserait-on, comment pourrait-on écrire dans les gazettes, plaider devant les tribunaux, guérir des malades ou gouverner un pays si l'on n'a pas ânonné, quelques années durant, les déclinaisons latines? Camillien Houde, au faîte de sa carrière, se demande tous les jours: "Où ne serais-je pas monté si j'avais fait un cours classique?" Une région n'est véritablement consacrée sans la possession d'un collège classique. Un collège classique situé à Longueuil attirerait, comme l'a déjà fait l'institution des frères, des élèves de Saint-Lambert, de Boucherville, de Saint-Hubert, de Montréal même. Le diocèse de Saint-Jean n'a ni les ressources ni le personnel voulus. Mais les franciscains, qui dirigent la paroisse Saint-Jean-Vianney et qui se sont fait aimer dans Jacques-Cartier, offrent leurs services "comme complément de leur oeuvre paroissiale". Le père Alcantara Dion en fait son affaire: un collège facilitera le recrutement franciscain. Le père Dion écrit à Mgr Forget qui lui conseille de se mettre d'accord avec Mgr Romain Boulé, curé de Longueuil. Le père Dion va trouver Mgr Boulé à son presbytère. Le curé de Longueuil demande toujours au Conseil quelque manifestation officielle de catholicisme: il a provoqué l'adoption d'un voeu en faveur de la représentation diplomatique du Canada auprès du Vatican. Il est toujours, pour le reste, le "vrai bon curé" conciliateur et conciliant. Le père Dion s'accorde en effet avec lui et se rend à l'évêché. Mgr Forget lui demande un projet de contrat. Mgr Anastase Forget et le T.R.P. Jean de Capistran Cayer, provincial des

franciscains, signent le contrat permettant de construire un externat classique pour la région de Longueuil, le 25 mai 1949.

Redmond Roche annonce en même temps la construction de quatre écoles à Ville-Jacques-Cartier. Duplessis exige toujours un effort de principe de la part des intéressés. Mais l'Etat provincial paiera la plus grosse part, tout en laissant à la ville le choix des entrepreneurs. La construction des quatre écoles commence au mois d'octobre.

\* \* \*

Longueuil, le vieux Longueuil, n'a d'autres problèmes que les péages et les inondations. La Ville a combattu, devant la Commission des tramways, par l'organe de l'avocat Emilien Brais, fils du notaire, la hausse des tarifs d'autobus. La Commission réduit cette hausse, en décembre 1949, mais dans une proportion très inférieure aux réclamations et aux espérances de Longueuil. La Ville en appelle à la Régie des transports. L'accroissement démographique oblige à ouvrir ou prolonger des rues. Le Conseil fait poser des égouts dans le lotissement de la Longueuil Cooperative Community Society qui construit une rangée de maisons.

Les problèmes sont d'une autre ampleur à Ville-Jacques-Cartier, où 97 p.c. des électeurs - proportion qui ne s'est jamais vue dans ce genre de vote - approuvent, au référendum, un règlement adopté par le Conseil pour la construction d'un aqueduc et d'égouts (décembre 1949).

Les franciscains préparent la fondation de leur Externat classique de Longueuil. Ils ont acquis un vaste terrain au croisement des chemins de Chambly et de Gentilly. L'emplacement, sur le territoire de Jacques-Cartier mais en bordure de Longueuil, est stratégique. L'externat s'ouvrira sur un réseau routier comprenant la Route No 3 qui longe le Saint-Laurent, la Route No 9 qui relie la région de Beloeil, Saint-Hubert et Saint-Bruno, et la Route No 1 qui relie Granby, Marieville, Saint-Césaire, Richelieu, Chambly et Saint-Hubert, et communique avec le boulevard Taschereau ainsi qu'avec plusieurs routes régionales. Le maire Pratt, à la requête des franciscains, accepte la charge de syndic. Mgr Forget annonce la fondation par circulaire du 16 mars 1950. La circulaire décrit le mouvement de population qui a donné naissance à une ville neuve, encerclant l'ancienne paroisse Saint-Antoine, atteignant les limites de Saint-Lambert et de Boucherville et pénétrant dans le territoire de Saint-Hubert: "On ne peut imaginer que cesse la croissance de toute cette région, collée à Montréal comme frères siamois." Mgr Forget assigne à l'Externat classique de Longueuil l'objectif primordial "de préparer par les humanités classiques les jeunes gens qui ont entendu, au secret de leur coeur, l'appel divin et qui désirent se former à la vie sacerdotale et religieuse, tout en permettant l'accès de ses classes aux jeunes gens qui se destinent à toute autre carrière". Mgr Forget précise, à la bénédiction de l'église Notre-Dame-de-la-Garde, que la classe d'éléments latins s'ouvrira, dès la rentrée de septembre, dans un local provisoire.

Jacques-Cartier n'est encore, à vrai dire, qu'une agglomération de taudis. A Longueuil s'effectue, vers le sud, dans des champs où l'on allait,

## Ville Jacques-Cartier

quelques années plus tôt, cueillir des fraises, une expansion domiciliaire de plus haute qualité. Les familles qui s'y groupent se trouvent loin de l'église. Mgr Forget érige la paroisse Saint-Pierre-Apôtre, première paroisse détachée de Saint-Antoine sur le territoire même de Longueuil, le 4 août 1950. La première messe est célébrée, faute d'église, dans un garage. L'abbé Armand Racicot, curé fondateur, est un apôtre de l'organisation des loisirs et des terrains de jeu.

Et l'expansion continue, à Longueuil comme à Jacques-Cartier, mais sur un rythme moins effréné. La Fairchild s'est complètement repliée aux Etats-Unis, mais la Weston développe ses opérations à Longueuil, qui fournit tout le marché canadien.

Aux élections fédérales de juin 1949, le parti libéral a écrasé ses adversaires dans la Province de Québec. Roch Pinard a conservé son siège avec six mille voix de majorité, en chiffres ronds. Longueuil insiste auprès de lui pour obtenir le "mur de protection". Le député accompagné par des ingénieurs du ministère des Travaux publics, vient rencontrer le conseil municipal (14 juillet 1950). Le principe est décidé. Le mur longerait le fleuve, d'ouest en est, depuis l'usine de traitement d'eau jusqu'au parc Charles-Le Moyne.

L'Externat classique de Longueuil ouvre sa classe d'éléments latins comme prévu, en septembre, dans la salle paroissiale de Saint-Jean-Vianney. Il compte 32 élèves. L'université de Montréal lui accorde son affiliation à la faculté des Arts.

L'inauguration la plus spectaculaire est celle de quatre écoles, le 19 novembre. Maurice Duplessis est venu, et c'est grande fête pour toute la rive sud. Mgr Romain Boulé, curé de Longueuil et vicaire général du diocèse, remplace son évêque, empêché par la maladie. Joseph Goyette a renoncé à la mairie mais il préside la Commission scolaire. Des ministres, des députés et la foule suivent le Premier ministre d'une école à l'autre. Duplessis annonce que les pensions de vieillesse et les pensions aux mères nécessiteuses seront augmentées, ce qui est de nature à réjouir une population pauvre. Mgr Boulé remercie le Premier ministre de ce qu'il a déjà fait pour Ville-Jacques-Cartier, mais ajoute qu'il reste beaucoup à faire. "Nous avons le coeur à la bonne place", répond le Premier ministre. Redmond Roche, député actif, multiplie les requêtes. La construction d'un aqueduc et d'égouts est la plus urgente. Ville-Jacques-Cartier, après trois ans d'existence, est, avec 22 000 âmes, la ville la plus populeuse du diocèse de Saint-Jean. Cette ville n'est pas protégée contre les incendies: les compagnies d'assurance font la petite bouche. En rentrant de la quadruple inauguration, Duplessis fait préparer un bill: la Province garantira l'emprunt de cinq millions nécessaire à l'organisation des services d'aqueduc et d'égout à Ville-Jacques-Cartier. La Ville devra constituer un fonds d'amortissement. A peu près en même temps, un arrêté ministériel, accédant à une requête de la Ville de Longueuil, donne à la Route No 3 le nom de boulevard Marie-Victorin.

Yield

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

## Le Conseil des maires

LE CONSEIL MUNICIPAL de Longueuil adjuge des travaux de pavage, de trottoirs, d'aqueduc et d'égouts. La Ville emprunte à la Banque canadienne nationale. Mgr Boulé continue, toujours gentiment, toujours sans faire de bruit, de pousser le Conseil pour renouveler sa réclamation d'une ambassade au Vatican: "C'est une honte pour notre pays que d'entretenir des relations diplomatiques avec les pays communistes et de refuser une ambassade au Vatican." Le Conseil "exige" aussi "que le service postal ne transmette plus la littérature communiste qui tend à couvrir l'impérialisme soviétique et l'expansion du communisme athée au nom de la paix".

Dans l'ordre matériel, Longueuil réclame à Ottawa le fameux "mur de protection". E.P. Murphy, sous-ministre des Travaux publics faisant fonction de ministre intérimaire, écrit au conseil municipal le 4 juillet 1950. Il demande divers renseignements. Une partie du terrain à exproprier appartient au Conseil des ports nationaux - substitué aux anciennes commissions des ports -, une partie appartient à la municipalité, une partie à des propriétaires privés. Le ministère compte obtenir sans frais les terrains appartenant à la Ville ou à des particuliers. Il compte aussi que la Ville assumera les travaux de dérivation d'une petite crique qui se déverse dans le fleuve. Il veut enfin être protégé contre toutes réclamations, en particulier contre celles "résultant des inondations qui pourraient être considérées comme la conséquence directe du mur" - ce qui est quasiment paradoxal!

Roch Pinard, transmettant ces conditions, recommande de les accepter. Le Conseil les accepte en effet, en demandant une préférence pour la main-d'oeuvre locale et pour les camions locaux, dans l'exécution des travaux. Il prie le ministère de procéder "sur réception de la présente résolution" à ces travaux "d'un intérêt primordial pour les résidents de notre Cité".

## Histoire de Longueuil

Les formalités administratives ne permettent pas cette diligence. De nouvelles inondations commettent des dégâts, à la fin de janvier 1951. Des familles sont réveillées un matin par l'eau clapotant à leur porte ou s'engouffrant dans les soupiraux de leur cave. Paul Pratt télégraphie à Roch Pinard:

*Dégâts considérables causés par eau et glace la nuit dernière. Environ 125 familles affectées. Mur de protection plus urgent que jamais. Grande importance de commencer les travaux sans délai. Prière faire pression auprès du gouvernement fédéral afin que le contrat soit accordé immédiatement.*

Pinard répond le 1er février. Un arrêté ministériel adopté le 24 janvier concède le contrat à Philippe Baillargeon, plus bas soumissionnaire, pour la somme de \$447 819 10. Alphonse Fournier, ministre des Travaux publics, a "clairement laissé entendre" que les travaux seraient exécutés dès que la Cité de Longueuil, le Conseil des ports nationaux et les propriétaires privés auront cédé le terrain requis.

Ce retard, coïncidant avec une inondation, est doublement fâcheux à la veille des élections municipales. Pratt et ses conseillers en rejettent la faute sur la bureaucratie fédérale. Celle-ci la rejette sur la Ville de Longueuil, qui tarderait à obtenir le consentement de deux propriétaires, dont une succession.

Paul Pratt n'en est pas moins réélu, au début de février. Paul Pratt voyage parfois en Europe où il parle de Longueuil avec un luxe d'hyperboles qui peut faire prendre cette ville pour la grande soeur de Montréal, ou pour l'Athènes ou le Versailles de l'Amérique du Nord. Il a ébloui la population de Longueuil, la bourgade normande dont nous portons le nom, à un détail d'orthographe près. Les Longueillois, parmi lesquels il n'a pas d'ennemis, le savent et en tirent fierté. Paul Pratt n'est d'ailleurs pas l'homme des bagarres. Il préside le Conseil en père de famille, sans imposer son **point de vue**, sans appliquer de règle rigide. Il se ménage des sympathies partout, et le Conseil de Longueuil ne connaît plus ces discours orangeux, ces divisions en deux camps, cette opposition systématique, voire ces batailles rangées qui ont agité les séances de plusieurs conseils précédents. Longueuil ne **conçoit plus d'autre** maire, comme Montréal n'en conçoit pas d'autre **que Camillien Houde**. On surnomme Paul Pratt "Monsieur Longueuil" comme on surnomme Camillien Houde "Monsieur Montréal". Les quatre échevins sont Clovis Lareau, Alfred-J. Doucet, Antonio Lebrun et Geo. W. Perks. Ce dernier démissionnant aussitôt "en raison de circonstances incontrôlables", Marcel Lamoureux est élu.

**Mais le mur** de protection, décidé en principe, n'est toujours pas **commencé**. Les propriétaires sollicités cèdent gratuitement leur terrain. Le maire Pratt et le secrétaire-trésorier L.-Paul Gagnon signent l'acte de cession au gouvernement fédéral. Reste le Conseil des ports nationaux qui réclame,



## Le Conseil des maires

avant de signer, une quadruple assurance à la Ville de Longueuil: 1o que toutes les avenues aboutissant au fleuve sur le territoire s'étendant de l'avenue Victoria jusqu'à l'avenue Saint-Etienne ne seront jamais fermées; 2o que la Ville accorde à la Commission un droit de passage sur tout le territoire longeant le mur de protection, ou sur tout boulevard qui serait construit "immédiatement en arrière dudit mur projeté"; 3o que la Ville s'engage à respecter tout bail existant entre elle et la Commission des ports nationaux; 4o que la Ville de Longueuil décharge d'avance la Commission des ports nationaux de toute réclamation que cette Cité serait en droit de formuler par suite de dommages ou difficultés qui surviendraient à la prise d'eau de l'aqueduc de cette Cité et qui seraient la conséquence directe de la construction du mur de protection.

Longueuil s'empresse d'accepter. Les travaux commenceront au printemps. Les inondés de janvier présentent des réclamations à la Ville qui les transmet au gouvernement fédéral qui à son tour conseille de s'adresser aux autorités provinciales.

L'autre grande affaire nous vient de Jacques-Cartier.

Cette ville champignonne sans arrêt. Elle compte maintenant 22 000 âmes, et les Filles de la providence y construisent un pensionnat. Il est temps de régler la question des égouts, non seulement pour Jacques-Cartier mais pour Longueuil, car une partie du territoire de Jacques-Cartier s'égoutte naturellement vers le fleuve en traversant la ville de Longueuil. Ce ne sont pas des eaux propres, ni des eaux odorantes qui dévalent vers nous. Une loi provinciale "pour contribuer au bien-être de la population de Jacques-Cartier", sanctionnée le 14 février 1951, garantit - autorise le gouvernement à garantir - l'emprunt de cinq millions nécessaire à l'organisation "des services appropriés d'aqueduc et d'égout". Les travaux entraîneront des répercussions sur le territoire de Longueuil, qu'un égout collecteur devra traverser. La loi autorise Jacques-Cartier "à conclure des ententes avec les villes voisines". Longueuil affronte lui-même un problème, car la paroisse Saint-Pierre-Apôtre se peuple, la première pelletée de terre pour la construction d'une église est levée le 30 mai 1951 - et les égouts de ce quartier neuf se déversent dans ceux du vieux Longueuil, qui bientôt ne suffiront plus. La Ville a déjà chargé une firme d'ingénieurs-conseils, Lalonde et Valois, d'étudier la question.

Jacques-Cartier commence ses travaux au mois de mai. Le curé C.-Edouard Poirier, de Saint-Charles-Borromée, les bénit en présence d'Omer Côté, Secrétaire provincial, de Redmond Roche, député du comté, et de René Prévost, maire de la ville. Omer Côté vient d'approuver le projet de deux nouvelles écoles. Il insiste sur la collaboration des autorités civiles et des autorités religieuses: "Heureuse province! Tant que cela durera, nous aurons la stabilité et la paix sociale! "

Des taxes foncières devront défrayer les travaux, mais Jacques-Cartier prévoit une hausse de valeur des propriétés. Les travaux ne peuvent se

## Histoire de Longueuil

poursuivre qu'après entente avec la Ville de Longueuil. La firme Lalonde et Valois soumet son rapport en septembre 1951. Les ingénieurs de Jacques-Cartier rencontrent les conseillers municipaux de Longueuil, qui se font exposer leurs plans. Et l'échevin Antonio Lebrun bondit: "Votre égout collecteur, descendant en droite ligne sur le fleuve, aboutirait en amont de notre prise d'eau, qu'il souillerait!" Les ingénieurs de Jacques-Cartier offrent d'éloigner un peu plus leur émissaire d'égout. "Un peu plus près ou un peu plus loin", réplique Lebrun, "toujours en amont, le vent et le courant apporteront vos eaux sales au niveau de notre prise d'eau." Lebrun ne tolérera jamais pareil risque. Il ameutera plutôt la Ville de Longueuil. Il consulte son collègue Marcel Lamoureux, qui est ingénieur, et, fort de cet échevin résolu, suggère la solution qui convient à Longueuil autant qu'à Jacques-Cartier.

Pour l'aqueduc, Longueuil construira des prolongements de son réseau qui se raccorderait avec le réseau de Jacques-Cartier. Longueuil s'engagera, par contrat notarié, à fournir l'eau à Jacques-Cartier pendant trois ans, à \$0.20 par mille gallons impériaux. Jacques-Cartier devra promptement décider si elle entend construire sa propre usine de traitement d'eau. Des résolutions analogues concernent le réseau d'égouts. Jacques-Cartier construit à ses frais un collecteur d'égouts qui ne se rend pas directement au fleuve, mais fait un coude pour traverser Longueuil d'ouest en est sous la rue Saint-Laurent, puis un nouveau coude pour descendre vers le fleuve sous l'avenue Princesse-Royale. Ce tracé n'évite pas seulement tout inconvénient à la prise d'eau de Longueuil; il permettra de drainer dans le collecteur les égouts de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre qui menaçaient de surcharger ceux du vieux Longueuil. La Ville de Longueuil procédera aux raccordements voulus.

Des résolutions du 21 mars 1952 posent les bases de cette entente. Les travaux d'égout, comme ceux d'aqueduc, devront suivre les plans des ingénieurs Lalonde, Girouard et Letendre, choisis par Longueuil. Toutes les eaux de Jacques-Cartier - eaux ménagères ou eaux de surface - devront emprunter le collecteur; aucune ne devra se déverser dans le système d'égouts de Longueuil ou dans les fossés ou cours d'eau coulant dans les limites de Longueuil. Jacques-Cartier assumera l'entière responsabilité de tous les dommages causés par ces travaux à des propriétés municipales ou privées. Longueuil assurera l'entretien, la réparation et le renouvellement des collecteurs qu'il doit construire sur son territoire et de l'émissaire dans le fleuve; Jacques-Cartier paiera une partie des frais, suivant un pourcentage à déterminer par la Régie des services publics.

\* \* \*

Le recensement de 1951 reconnaît 11 103 habitants à la ville de Longueuil (contre 7 087 en 1941). Montréal-Sud a bondi, en dix ans, de 1 441 à 4 214 habitants. Jacques-Cartier, qui n'existait pas en 1941, abrite 22 450 âmes. Il passe 2 500 000 automobiles par an sur le pont

## Le Conseil des maires

Jacques-Cartier qui, déficitaire jusqu'en 1949, procure maintenant un bénéfice d'exploitation: la Commission peut rembourser une partie des obligations émises.

La Héroux Machine Parts Limited reçoit de Canadair un plantureux contrat pour pièces d'avion, qui lance la Compagnie en grand. La Héroux Machine Parts achète à la Ville, rue Thurber, un vaste terrain où elle construira une nouvelle usine. Le succès d'Eugène Héroux pique d'autres Longueillois, comme Léo Guilbeault qui fonde, sous la raison sociale "Chauffage de luxe" une entreprise destinée à prospérer. Le conseil municipal reçoit de tous côtés des offres d'achat de terrains à bâtir, alors que la Ville n'en a presque plus. Il décide l'ouverture de la rue Saint-Jacques, de la rue Sainte-Catherine et d'une nouvelle rue transversale qui longera les limites sud-est de la ville. Le gouvernement provincial projetant la construction d'un hôpital sur la rive sud, le conseil municipal de Longueuil offre un terrain.

Les nouvelles familles, bien accueillies, s'intègrent vite et deviennent longueilloises de pied en cap. Il peut arriver ça et là, en période électorale, que de vieux Longueillois traitent d'"étranger" un candidat à l'échevinage qui n'est pas de souche indigène, mais l'incident ne va pas loin. Des citoyens anciens et nouveaux font renaître la Société Saint-Jean-Baptiste, avec l'octogénaire J.-O. Moquin, qui fut président de 1921 à 1931, comme président honoraire, et Roger-A. Côté comme président actif.

C'est assez différent avec Jacques-Cartier. Le groupe de Joseph Ménard proteste encore contre la fourniture de l'eau: "Ils ne vous paieront pas!" Quelques-uns de ces protestataires troublent une séance. L'échevin Lamoureux, ébranlé, donne puis retire sa démission. L'échevin Lebrun tient bon, comme il a tenu bon devant les ingénieurs de Jacques-Cartier. Il offre d'ailleurs un argument pratique: en laissant une population de 20 000 personnes sans service d'eau et d'égout à nos portes, nous risquerions des épidémies. Et, de fait, Jacques-Cartier paiera.

Jacques-Cartier grossit toujours; il est peu d'exemples d'un accroissement aussi rapide. Jacques-Cartier se construit un nouvel hôtel de ville. Mgr Forget érige en paroisse une des dessertes mises sur pied par ses Chantiers du Bon Pasteur: Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, démembrée de Saint-Jean-Eudes sur le territoire de Mackayville (16 juillet 1952). Mgr Gérard-Marie Coderre, coadjuteur de Mgr Forget depuis un an, préside à l'inauguration officielle de l'Externat classique, sur le territoire de Jacques-Cartier mais en lisière de Longueuil, le 2 novembre. Le bâtiment est une belle construction en béton recouvert de briques beiges. L'Externat classique de Longueuil, ouvert depuis deux ans, compte 84 élèves. Il dessert les quartiers résidentiels de Longueuil et de Saint-Lambert, habités par une classe moyenne, et les populations de Ville Le Moyne, Jacques-Cartier et Montréal-Sud, où les assistés sociaux ne manquent pas. Il n'a pas nui au collège des frères qui lui envoie des finissants de septième année, peu en mesure de payer la pension

## Histoire de Longueuil

complète au collège de Saint-Jean. L'église de Saint-Pierre-Apôtre, à Longueuil, est ouverte au culte pour la Noël de 1952.

\* \* \*

Aux élections provinciales de juillet 1952, qui maintiennent le gouvernement Duplessis au pouvoir, Redmond Roche, soutenu par *le Courrier du sud*, est réélu avec de grosses majorités à Longueuil, à Jacques-Cartier et dans l'ensemble du comté de Chambly.

A Longueuil, Paul Pratt paraît inamovible. Antoine Spickler, Alfred-J. Doucet, Antonio Lebrun et J.-H. Ouellet composent le conseil municipal, aux élections du 1er février 1953. Le système de gérance, tenté comme une expérience par des administrations précédentes, prend tournure définitive. Le conseil municipal conservant le pouvoir législatif, le gérant tiendra lieu de conseil exécutif. L'ancien secrétaire-trésorier L.-Paul Gagnon, promu gérant, est un fonctionnaire assidu, consciencieux, craignant de s'imposer mais exécutant avec soin les décisions du Conseil - de la majorité du Conseil. Il sera, dans la plénitude de l'expression, le grand commis de l'administration.

Le mur de protection a évité une nouvelle inondation et de nouveaux dégâts en arrêtant les blocs de glace, à la fin de janvier 1952. Mais il comporte la même lacune que la fameuse ligne Maginot: il est trop court. Au printemps de 1953, l'eau passant aux deux extrémités monte jusqu'à la rue Saint-Charles et même un peu plus loin. Le chef de police, Jules Brossard, met en action la sirène juchée au sommet de l'hôtel de ville. Des volontaires circulent en barque pour secourir les sinistrés. Un refuge est improvisé à la Maison des Oeuvres, plutôt qu'à l'hôtel de ville où le système de chauffage, inondé, est hors d'usage. Le Conseil demande au gouvernement fédéral le prolongement du mur, à l'est et à l'ouest. La réclamation, transmise par Roch Pinard, est acceptée. Mais le gouvernement fédéral offre une digue en terre; Longueuil veut un mur en béton. Le prolongement vers l'ouest, sur une longueur de 1 700 pieds, obstruera l'embouchure du ruisseau Saint-Antoine. Le ruisseau, traversant une partie de Longueuil où la construction est assez dense - où se trouvent le collège, le couvent et le bureau de poste - est considéré comme dangereux pour la santé publique, en période de sécheresse. Mais il est nécessaire au drainage de ce qu'il peut rester de terres en culture dans l'ancienne municipalité de paroisse. Longueuil envisage de le déplacer. Puis on réfléchit qu'au train où vont les choses les terres en culture sont vouées à une prochaine disparition. Une ferme entourée de terrains en friche ou de constructions comme celles de Jacques-Cartier résiste difficilement à la propagation des mauvaises herbes, au passage des gens pressés qui se fraient un raccourci, au vandalisme des bandes de gamins. Thomas Dubuc, conseiller municipal de Jacques-Cartier depuis la création de cette ville, lotit à son tour la terre qu'après son père et son grand-père il a longtemps cultivée avec amour, dans la paroisse Notre-Dame-de-Fatima. Les terres en culture s'égotteront, s'il en reste, par

## Le Conseil des maires

les égouts dont la construction domiciliaire entraîne la multiplication. Et l'on décide de combler le ruisseau Saint-Antoine; ce qu'il pourra en subsister, en souterrain, sera conduit dans le nouvel égout collecteur. C'est un morceau du vieux Longueuil qui disparaîtra.

La principale revendication de Longueuil porte maintenant sur l'abolition des péages. La Chambre de commerce de Longueuil élève la voix. Elle est l'interprète de toute la rive sud, dont les habitants, en majorité, empruntent le pont Victoria ou le pont Jacques-Cartier pour aller travailler à Montréal. "A bas les péages!" est le cri du jour. Et la rive sud trouve une alliée. Il n'y a plus de terrains disponibles sur la superficie de Montréal. Il y en a peu dans les municipalités suburbaines. L'extension de Montréal est limitée à l'ouest par l'aéroport de Dorval, à cause du bruit des avions, à l'est par les raffineries de pétrole, dont l'odeur est désagréable. L'expansion de Montréal doit s'envisager sur la rive sud dont les municipalités sont à un quart d'heure, vingt minutes au maximum, en automobile, du centre de Montréal. Mais les péages sur les ponts pénalisent les communications. Le maire Houde demande au Premier ministre Duplessis de s'aboucher avec les autorités fédérales. Il lui offre de prendre contact avec le ministre des Finances, "qui a des aspirations pour l'avenir".<sup>1</sup>

Jacques-Cartier poursuit, malgré les péages, la progression galopante, dont il est bien difficile d'empêcher qu'elle ne soit une progression anarchique. Les travaux d'urbanisme, y compris la construction de l'égout collecteur, traînent. Le gouvernement provincial paie les intérêts sur l'emprunt qu'il a garanti. La Ville, dont le budget atteint \$277 000, étudie un nouveau règlement de zonage et de construction. Les pelles mécaniques et les niveleuses creusent des tranchées, enfouissent des tuyaux de ciment et de fonte, installent des bornes-fontaines et des puits de rue. Ces travaux coûtent plus cher qu'il n'était prévu. Les propriétaires de Ville-Jacques-Cartier, que les compagnies refusent d'assurer contre l'incendie, ne paieront pas de nouvelles taxes "avant d'avoir le service d'eau et d'égout". Un nouvel emprunt n'est pas négociable dans ces conditions. Et Jacques-Cartier doit rembourser \$245 000 en 1954! La municipalité demande la mise en faillite de la Ville.

Le juge Théodule Rhéaume rend jugement le 29 octobre 1953. La Commission municipale prend en main l'administration de Jacques-Cartier, mise en tutelle. Elle ordonne au secrétaire-trésorier de la Ville d'envoyer des comptes pour la construction des égouts. Les contribuables répondent de plus belle qu'ils ne paieront pas de taxes avant que l'égout ne soit construit.

Mgr Forget érige la paroisse de Saint-Jude, détachée de Saint-Georges, aux limites de Saint-Lambert et de Jacques-Cartier, le 1er novembre 1953.

\* \* \*

1. Lettre du 13 juin 1953. Archives de Maurice Duplessis à Trois-Rivières.

Le comté fédéral de Chambly-Rouville est maintenant trop peuplé pour un seul député. La population pauvre, si pauvre, de Jacques-Cartier donne un travail immense à ses députés, fédéral et provincial, engloutis sous un océan de correspondance, débordés par l'exercice d'un "patronage" harassant. Un comté fédéral de Longueuil, comprenant la partie urbaine - les villes de Longueuil, Saint-Lambert, Montréal-Sud, Jacques-Cartier, Le Moyne, Greenfield Park, Mackayville et Prévile - est séparé du comté de Chambly avant les élections de 1953. L'avocat Auguste Vincent, de Saint-Lambert, choisi comme candidat libéral, est élu par une forte majorité sur Georges Valade, candidat conservateur.

Jacques-Cartier, principale agglomération du comté, abrite quelque trente mille personnes - canadiennes-françaises dans la proportion des neuf dixièmes. Les curés sont débordés. Mgr Forget divise des paroisses qu'il a établies, pour ériger coup sur coup, en 1954, Saint-François-de-Sales, Sainte-Louise-de-Marillac, Saint-Pie-X et Saint-Vincent-de-Paul. Notre paroisse Saint-Antoine, qui a donné directement ou indirectement naissance à quinze paroisses depuis l'avènement de Mgr Forget, est grand-mère, à défaut d'être capitale diocésaine. Et c'est toujours chez elle, inlassablement généreuse, que les paroisses ses filles ou petites-filles viennent organiser des quêtes ou des bazars. Des baraques du camp Jacques-Cartier, données par l'Armée, servent d'églises aux nouvelles paroisses.

Jacques-Cartier achète son eau à Longueuil, mais une ville de trente mille âmes doit posséder ses propres services. Les cinq millions de l'emprunt garantis par le gouvernement provincial sont engloutis. Jacques-Cartier obtient, du ministre et de la Commission municipale, l'autorisation d'emprunter \$6 525 000 pour se doter de services réguliers d'aqueduc et d'égouts. Ce sera la plus forte transaction de ce genre que la rive sud ait encore négociée. L'Etat provincial en garantit la légalité, mais non le paiement, que les revenus de l'aqueduc devront assurer. Le Crédit interprovincial, du financier Jean-Louis Lévesque, se charge de l'émission, à 5 p.c. Le conseil municipal de Jacques-Cartier accorde pour \$3 000 000 de contrats, en une seule séance, au début de mai 1954.

Tout cela met de l'effervescence à Ville-Jacques-Cartier. Léo Rémillard, homme intelligent et habile, qui s'intitule entrepreneur et qu'entoure un milieu plutôt mêlé, prend la tête des mécontents et fait battre René Prévost, maire sortant, pourtant cordial et actif, par Hector Desmarchais, aux élections municipales de juin 1954. Rémillard fait élire, en même temps que le maire, une équipe de six conseillers à sa dévotion.

\* \* \*

Les brise-glace fraient aujourd'hui un chemin sur le Saint-Laurent dès le mois de janvier. Ce qui ne nous avance guère, à Longueuil, puisqu'on n'a jamais édifié le port, extension ou non du port de Montréal, dont les anciens Longueillois ont souvent rêvé. Mais un projet de très grande

## Le Conseil des maires

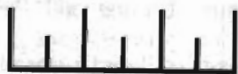
envergure, la canalisation du Saint-Laurent, peut entraîner des répercussions à Longueuil et sur toute la rive sud. La canalisation, élevant le niveau du fleuve, peut entraver l'égouttement naturel des cours d'eau, des terres et des villes. Les systèmes d'aqueduc et d'égout, y compris ceux que nous venons à peine de reconstruire, ne subiront-ils pas des dommages? La municipalité de Longueuil charge deux ingénieurs d'une étude, recherche le concours des municipalités voisines et soumet avec elles un mémoire à la Commission Tremblay, créée par le gouvernement provincial. Le député Auguste Vincent, homme de valeur mais député ministériel, affirme les avantages de la canalisation, qui provoquera "un immense développement sur toute la rive sud".

Jacques Simard, maire de Prévile et urbaniste de profession, constate cependant qu'il n'existe aucun plan d'ensemble pour mettre de l'ordre dans cet "immense développement". Le maire de Prévile, fils de Georges Simard et gendre du notaire Brais, organise depuis 1952 de petites réunions des maires de la région, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, parfois dans un hôtel de ville, pour parler des questions d'intérêt commun, qui sont souvent des questions de transport et de communication. L.-Paul Gagnon, gérant de la Ville de Longueuil, se fait volontiers le secrétaire de ces réunions, qui n'ont pas recherché la constitution d'un organisme officiel. Jacques Simard propose maintenant de former une association en règle pour étudier les problèmes résultant de la canalisation. Et le plan s'élargit jusqu'à l'étude du développement économique de la région.<sup>2</sup> Les conseils de comté, réunissant des municipalités rurales, exercent certains droits. Mais le conseil du comté de Chambly se vide de sa substance à mesure que les municipalités rurales disparaissent. Le "conseil des maires du comté de Chambly" demanderait à Québec sa reconnaissance officielle. Le gouvernement Duplessis, pressenti, répond: "Entendez-vous et préparez un projet." Emilien Brais, beau-frère de Jacques Simard, rédige un projet de charte (décembre 1954).

Des oppositions d'une violence inattendue s'élèvent. Les anglo-protestants, qui dominent ou influencent quelques municipalités comme Greenfield Park et Saint-Lambert, appréhendent la noyade dans une masse canadienne-française. Leurs loges maçonniques lancent un mot d'ordre. J. Leighton Townshend, maire de Saint-Lambert, se retire du groupe des maires. Un peu partout les conseillers municipaux, craignant une perte de leurs pouvoirs au profit des maires, sont aussi hostiles au projet. Ils accepteraient, à la rigueur, le maintien de réunions comme celles que les maires tenaient depuis deux ou trois ans, mais ne veulent pas d'un organisme supermunicipal en règle, doté d'une charte. A Longueuil même, le particularisme se réveille. Joseph Ménard entre en campagne: "On veut nous entraîner à payer les dettes de Jacques-Cartier!" La population de Jacques-Cartier, qui s'approvisionnait, au début, chez les commerçants de Longueuil, possède maintenant ses propres magasins, ce qui avive l'esprit de concurrence. Les progrès mêmes de Longueuil, l'afflux de population et les

2. Dossier aux archives de M. Jacques Simard à Montréal.

constructions qui en résultent, contribuent à l'excitation. Le conseil municipal vient d'obtenir l'augmentation de son effectif, porté de quatre à six membres, élus, ainsi que le maire, non plus pour deux mais pour trois ans, et représentant six quartiers. L'artère commerçante qu'est la rue Saint-Charles, bordée par une quarantaine de magasins entre le chemin de Chambly et l'hôtel de ville, est toujours encombrée. L'abolition du stationnement des deux côtés de la rue, essayée en 1953, mais impopulaire parmi les marchands, a dû être levée promptement. Une "Action civique de Longueuil" mène campagne contre le projet de fédération des maires. Deux cents de ses membres envahissent la salle du Conseil. Ils discutent les grands projets en cours, de la canalisation du Saint-Laurent, à la fédération des maires. Les échevins n'ont pas besoin d'être poussés. Ulysse Mailloux, plus véhément que les autres, dénonce "le danger d'être soumis à des influences extérieures". Il lance ce mot d'ordre: "Longueuil veut défendre son autonomie!" Et le maire? Un Maurice Perrault, un Amédée Geoffrion eussent peut-être fait front, Paul Pratt ne contrarie pas l'humeur populaire. Le maire déclare: "Nous n'avons pas besoin de fédération politique." Hourra! La foule turbulente applaudit. *Le Courrier du sud*, que Jacques Simard avait acquis à sa cause, regrette ce "rejet d'emblée d'un projet aussi important, même s'il comporte des dangers réels d'un accaparement excessif de pouvoirs".





## Le troisième centenaire

CAMILLIEN HOUDE, maire de Montréal, et Paul Pratt, maire de Longueuil, assistent à la réunion des anciens élèves du collège le 4 avril 1954. Paul Pratt, pour qui la rancune n'est pas un état d'esprit politique, pardonne à Camillien son intervention de 1945. C'est d'ailleurs un geste d'adieu de la part de Camillien Houde qui, atteint dans sa santé, renonce à solliciter un huitième mandat.

Mgr Forget meurt en février 1955, et son coadjuteur Mgr Gérard-Marie Coderre devient le second évêque du diocèse de Saint-Jean.

A Longueuil, le conseil municipal se renouvelle désormais par moitiés. Trois sièges sont à pourvoir aux élections de février 1955. Ce qui permet au Dr Pierre Jodoin d'effectuer sa rentrée municipale, en récupérant le siège qu'il avait abandonné pour contester la mairie à Paul Pratt en 1947.

Le budget municipal est de \$545 000 dont \$30 000 de revenus "extraordinaires" provenant des ventes de terrains. Le service de la dette absorbe \$85 000. La Ville devra contracter un gros emprunt pour solder sa part de l'égout collecteur.

Longueuil ne réclame plus seulement l'abolition des péages, mais la construction d'un troisième pont ou d'un tunnel, qui pourrait aboutir à l'est du pont Jacques-Cartier. *Le Courrier du sud* le réclame en éditorial. Le maire Pratt commence à rêver d'une magnifique célébration du troisième centenaire de Longueuil, en 1957.

Le maire Desmarchais, de Ville-Jacques-Cartier, a d'autres soucis. En conflit avec la majorité de son Conseil, il démissionne, en février 1955. Julien Lord est élu contre l'ancien maire René Prévost. L'administration de Jacques-Cartier est ensemencée de chausse-trapes, ce qui n'était pas

imprévisible. On la dit menée par Léo Rémillard, à qui des écarts de jeunesse ont valu un casier judiciaire et qui s'appuierait sur la pègre. Mais les plus rudes batailles se livrent à la Commission scolaire. D'après Charles-Henri Dubé, rédacteur en chef au *Courrier du sud*, les contrats pour la construction d'écoles auraient été accordés, non pas aux plus bas soumissionnaires, mais aux entrepreneurs favorisés par les commissaires et par le député. Des citoyens "exigent" bruyamment la démission de certains commissaires. Dubé n'est que le porte-parole de Jean-Paul Auclair, l'homme d'affaires à qui son journal confère de l'influence et qui entend bien s'en servir. Dubé poursuit sa campagne malgré les démentis. Les esprits sont prompts, à Ville-Jacques-Cartier, et les poings, rugueux. Des commissaires d'école se font accompagner par des gardes du corps.

Et la rive sud s'enfle toujours! La coulée gagne vers l'ouest. Des spéculateurs raflent les dernières fermes. Des cultivateurs vendent la terre que leur famille occupait depuis des générations. Duplessis les exhorte à résister à la tentation. Mais ceux qui n'ont pas encore vendu envient leurs confrères subitement enrichis et délivrés des servitudes de la terre. Un premier centre commercial s'ouvre à Ville-Jacques-Cartier, en bordure du chemin de Chambly. La rive sud espère confusément l'essor industriel de grande envergure, consacré à la canalisation du Saint-Laurent, que son député fédéral lui a promis. Jacques Simard réunit encore des maires, de temps à autre, mais ils s'occupent de questions mineures comme les transports en commun. Mgr Coderre érige d'un coup trois nouvelles paroisses pour la population de langue anglaise: Saint Francis of Assisi, Our Lady Queen of the World et St. Clare, confiées aux franciscains conventuels, le 1er février 1956. Saint-Antoine de Longueuil compte une vingtaine d'enfants et petits-enfants.

\* \* \*

L'égout collecteur est posé. Le ruisseau Saint-Antoine s'y déverse. L'échevin Antonio Lebrun peut considérer ce résultat comme un succès personnel. L'eau vendue à Jacques-Cartier, et régulièrement payée, couvrira la part de Longueuil. Mais les travaux se sont poursuivis vingt-quatre heures par jour. Les habitants du quartier traversé, assourdis par les explosions de dynamite et par la trépidation des perforatrices, ont assailli leur échevin, qui est Antonio Lebrun, de réclamations. Ce n'est pas drôle pour un magistrat municipal, aux fonctions bénévoles, d'être réveillé à deux heures du matin par le téléphone: "Monsieur Lebrun, je ne peux pas dormir!" L'homme de devoir et de caractère n'a pas cédé, mais il y perd son siège, aux élections de février 1956. "C'est dommage, reconnaît le Dr Edouard Letellier, son vainqueur, j'ai battu le meilleur homme de la gang." Le conseil municipal comprend désormais, toujours sous la présidence indulgente de Paul Pratt: Antoine Spickler, Alfred-J. Doucet, le Dr Pierre Jodoin, Benoît Francoeur, Ulysse Mailloux et le Dr Edouard Letellier.

Le maire Pratt ne pense plus qu'aux fêtes du troisième centenaire, qui seront l'apothéose de Longueuil - et la sienne. Il veut des fêtes d'une

## Le troisième centenaire

ampleur régionale, alors que l'échevin Mailloux se contenterait d'une ampleur locale. Le Conseil prévoit une dépense de \$20 000, pouvant être portée à \$25 000 "si les prévisions budgétaires de 1957 le permettent". Il engage Adjutor Perron comme conseiller technique, aux appointements de \$2 500, pour la durée des fêtes.

A Jacques-Cartier, les chicanes continuent, ponctuées de violence. La Commission scolaire est toujours au centre du tourbillon. Or elle tient ses séances, désordonnées, tapageuses, dans des locaux de la Commission scolaire de Longueuil. Des gaillards à mine de truands et carrure de boxeurs hantent les couloirs pendant les réunions. Une échauffourée pourrait se produire, un jour ou l'autre. Le conseil municipal de Longueuil prie la Commission des écoles catholiques de ne plus abriter ces séances (23 février 1956).

Voilà qui promet des élections provinciales disputées.

*Le Courrier du sud* se tourne à fond contre Redmond Roche, "bandit politique", partisan d'un "régime décadent". Il reproduit côte à côte la photo du chalet de Redmond Roche à Saint-Bruno, qu'il qualifie de "fabuleux palais", et la cabane en papier goudronné d'un "modeste ouvrier de Jacques-Cartier, fier d'avoir un chez-soi, mais incapable, en raison de toutes ses charges financières, de faire mieux". Pour comble, la police provinciale a effectué un raid dans un établissement, présumé de jeu, appartenant à Léo Rémillard qui jure vengeance. Les "vieilles familles" de Longueuil n'ont plus d'autorité dans les élections du comté de Chambly. L'adversaire libéral de Redmond Roche est un marchand de bois de Kamouraska, Robert Théberge, établi comme entrepreneur, depuis trois ans à peine, à Ville-Jacques-Cartier où il a développé un lotissement appelé Fontainebleau.

Redmond Roche, en majorité de 5 120 voix en 1952, se trouve en minorité de 767 voix en 1956. Le gouvernement Duplessis a, dans l'ensemble de la province, accru sa force. Jean-Paul Auclair, de son côté, Léo Rémillard du sien, ont atteint leur objectif. *Le Courrier du sud*, reconnaissant la nécessité, pour une population comme celle de Jacques-Cartier, de ne pas boudier le pouvoir, se déclare "prêt à collaborer".

Jacques-Cartier n'a cependant pas épuisé son esprit querelleur dans cette élection provinciale. Une "Ligue de vigilance" prétend y combattre "les violateurs de l'ordre public". Léo Rémillard, qui s'est procuré un siège au conseil municipal, est un échevin efficace, secouant la routine, mais aux relations douteuses. Sa candidature à la mairie, aux élections de juin 1957, met le feu aux poudres. La Ligue de vigilance qualifie Rémillard de "candidat de la pègre". Elle affirme que la pègre veut, en la personne de Léo Rémillard, s'emparer de l'administration municipale. L'Ordre de Jacques-Cartier, société secrète de caractère catholique et nationaliste, est ramifié à Longueuil et plus encore à Jacques-Cartier. Le curé Adrien

Gamache, du Sacré-Coeur-de-Jésus, met sa salle paroissiale à la disposition de la "Patente" - ainsi que l'Ordre se surnomme lui-même - pour tenir ses réunions. La Patente et la Ligue de vigilance suscitent la candidature de Joseph-Louis Chamberland à la mairie et de six aspirants à l'échevinage. L'Ordre de Jacques-Cartier, qui noyauté la direction des sociétés nationales et des commissions scolaires à travers la province, est lui-même noyauté par l'équipe dirigeante du *Devoir*, et ce journal met au service de ses partis pris un acharnement d'autant plus redoutable que sa rédaction tranche - sans peine - sur le reste de la presse. *Le Courrier du sud* lui fait écho.

Il est bien possible que Léo Rémillard utilise son influence d'échevin au bénéfice de ses entreprises personnelles. Il ne serait ni le premier ni le dernier dans ce cas. Mais il n'est pas seulement un administrateur efficace. C'est un homme intelligent, d'une rare franchise et d'une charité inépuisable. Il attaque rarement le premier, mais craignez sa contre-offensive! Le père Adolphe Provost, longtemps vicaire et maintenant curé de Saint-Jean-Vianney, ne lui refuse pas sa sympathie et réprouve la consigne du *Devoir*. Cependant la bataille fait rage. Rémillard dispose d'une équipe volante qui surveille les urnes. Des fiers-à-bras circulent en auto et les mères de famille gardent leurs enfants à la maison, le jour du scrutin. Des vitres sont brisées, des voitures renversées, des maisons saccagées. La police opère des arrestations - dans les deux camps - et le maire sortant de charge proclame la loi de l'émeute. D'après la presse montréalaise, la terreur règne à Jacques-Cartier. Joseph-Louis Chamberland triomphe de Léo Rémillard par 2 492 voix contre 1 615. Trois partisans de Rémillard et trois partisans de la Ligue de vigilance sont élus échevins. Le Comité de vigilance crie aux irrégularités. Pour les initiés, l'élection de Chamberland est une prise de pouvoir local par la Patente. Les partisans de Rémillard cherchent de leur côté à s'infiltrer dans la Commission scolaire. Ils échouent, en juillet.

Rémillard, apparemment, tient à un mandat municipal. Un échevin de son équipe démissionne pour lui faire place. C'est osé, puisque le démissionnaire n'avait obtenu qu'une majorité de onze voix. Rémillard se présente. L'élection, conduite dans une atmosphère tendue, donne, après recomptage, 202 voix à Paul Trudeau et 200 à Léo Rémillard. La Ligue de vigilance salue cette "victoire des honnêtes gens". Un autre échevin partisan de Rémillard démissionnant en septembre, la Ligue de vigilance gagne le siège - toujours de justesse. On proclame Rémillard "à jamais disparu de la scène politique", et *Relations*, revue des jésuites, publie un article intitulé: "Il faut en finir avec le banditisme électoral."

\* \* \*

Les dernières années du gouvernement Duplessis sont des années de grande prospérité pour la province. Le port de Montréal dépasse chaque année les records établis l'année précédente. L'aéroport de Dorval, surclassant ceux de Vancouver et de Toronto, devient le plus actif du pays. Montréal s'étend toujours. Montréal-Nord a presque doublé de 1950 à

## Le troisième centenaire

1955. La paroisse de Saint-Léonard obtient son érection en Ville d'Anjou. L'Abord-à-Plouffe, Laval-des-Rapides, Pont-Viau ne sont plus des paroisses agricoles. Les fermes sont vendues; les pommiers abattus. Et sur la rive sud, donc! Le Moyne compte 6 200 âmes et Mackayville 9 800. L'évaluation des propriétés double tous les deux ou trois ans. La paroisse de Saint-Pierre-Apôtre, qui dénombrait 2 800 personnes en 1950, en compte 5 600 en 1955, plus de 6 000 en 1956. C'est une population jeune: le chanoine Racicot constate que l'âge moyen des parents d'élèves, dans sa paroisse, ne dépasse pas 30 ans. Longueuil compte 11 000 abonnés au téléphone - contre 1 000 en 1940! La Caisse populaire annonce un actif de \$1 725 000; celle de Saint-Pierre-Apôtre, un actif de \$360 000. Des Caisses populaires se sont aussi fondées à Montréal-Sud et dans plusieurs paroisses de Jacques-Cartier.

Toute cette activité exige de nouveaux moyens de communication. Montréal les demande aussi bien que nous. Le gouvernement fédéral annonce la construction prochaine d'un troisième pont sur le Saint-Laurent entre Montréal et la rive sud. Mais il s'agit d'un pont - de péage, comme les précédents - partant de la tête de la rue Atwater en enjambant l'île des Soeurs pour aboutir à La Prairie. Aucun intérêt pour Longueuil et pour ses voisins. Le conseil municipal de Ville-Jacques-Cartier, priant Longueuil de l'appuyer, demande au gouvernement fédéral la construction d'un tunnel ou d'un pont "qui devrait être situé un peu à l'est du pont Jacques-Cartier, vis-à-vis les principales agglomérations de la rive sud".

\* \* \*

Le maire Pratt est obsédé par la célébration du troisième centenaire. Longueuil sera, après Québec, Trois-Rivières et Montréal, la quatrième ville du pays à célébrer son troisième centenaire. On célèbre, à vrai dire, non pas le trois-centième anniversaire de la fondation de Longueuil, mais celui de la concession accordée à Charles Le Moyne.

Paul Pratt, maire depuis 22 ans, préside la Commission du troisième centenaire, mais il doit réduire ses ambitions et promettre aux conseillers municipaux "la plus grande économie". Longueuil se jumelle avec la ville du même nom, mais d'orthographe un peu différente - Longueil - dans le canton de Dieppe, en Normandie. Georges-Henri Sainte-Marie emporte à Paris, à destination de la 19e Troupe - la troupe d'élite dont les scouts de Longueuil se sont inspirés - une invitation du maire Pratt à participer aux fêtes. Air Canada offre au maire de Longueuil, à la mairesse, aux conseillers municipaux, aux membres de la Commission du troisième centenaire, au personnel de l'hôtel de ville et à quelque invités, une "envolée de courtoisie" à bord d'un Super Constellation, au-dessus de l'ancienne seigneurie des Le Moyne (5 mai 1957). Le Canadien National ouvre au public de la rive sud un train-musée, illustrant l'évolution des chemins de fer au Canada. Des jeunes filles le visitent en costume d'époque. On les photographie devant une locomotive ancienne, à cheminée en forme de

tromblon. La Société Saint-Jean-Baptiste organise l'élection d'une reine de Longueuil - Hélène Caron - et de quatre duchesses.

Le trois-centième anniversaire de Longueuil, le 315<sup>e</sup> anniversaire de Montréal et le 300<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des sulpiciens à Ville-Marie coïncident. Une célébration conjointe se déroule sur la place d'Armes de Montréal, au pied du monument à Maisonneuve dont un bas-relief est consacré à Charles Le Moyne. Le maire de Montréal n'est plus Camillien Houde mais Jean Drapeau, dont le style est différent. L'Externat classique offre une soirée-souvenir, avec représentation de *Rose-Marie-de-Jésus-Marie*, "parthénée séculaire" écrite par le père Gustave Lamarche en l'honneur de la fondatrice des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie. Trois caravanes, comprenant chacune une vingtaine d'autobus, visitent, trois samedis successifs, les lieux historiques de la région. La troisième caravane s'arrête au Jardin botanique de Montréal, au retour, pour déposer une couronne au pied de la statue du frère Marie-Victorin. Les scouts français ont répondu à l'invitation et leur aumônier prononce le sermon au cours d'une messe solennelle. Les fêtes se terminent par un "défilé historique", partant de Ville Le Moyne et traversant Jacques-Cartier, Montréal-Sud et Longueuil. Les villes de Saint-Bruno, de Chambly, de Saint-Hubert, de Le Moyne, de Montréal-Sud, de Saint-Lambert et de Jacques-Cartier ont chacune donné l'un des 18 chars allégoriques. Celui de Montréal-Sud évoque le traversier que les jeunes gens n'ont pas connu, et celui de Saint-Hubert évoque le coup de main de Bonaventure Viger et du capitaine Vincent, en 1837.

\* \* \*

Un bouleversement se produit dans la politique fédérale. Les conservateurs, conduits par un chef véritablement puissant, John Diefenbaker - ses colères, comme celles de la mer, sont magnifiques - prennent le pouvoir de juste en 1957 et se consolident au printemps de 1958. Auguste Vincent dispose de Pierre Sévigny par 8 300 voix de majorité en 1957. Sévigny prend sa revanche avec 2 400 voix de majorité, malgré le vote libéral de Longueuil, en 1958.



## Annexion de Montréal-Sud

JACQUES-CARTIER dénombrera bientôt 40 000 âmes. Sa population s'est multipliée par vingt en quinze ans. L'évaluation approche de 70 millions. L'épicerie Steinberg, qui a ouvert un supermarché en 1957, en ouvre un deuxième, boulevard Taschereau, au printemps de 1958, pour desservir l'ouest de Jacques-Cartier ainsi que Montréal-Sud, Saint-Lambert, Ville Le Moyne et Mackayville. Mais les rues de Ville-Jacques-Cartier restent poussiéreuses ou boueuses selon les saisons. Le conseil municipal veut emprunter \$6 392 000 pour pavages et trottoirs dans les rues déjà pourvues des services d'aqueduc et d'égout. Les propriétaires veulent ces trottoirs et ces pavages mais ils refusent toute majoration de leurs taxes: "Qu'on demande des octrois au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial!" Ils paieraient, à la rigueur, tant par pied de front, sans laisser le Conseil disposer à son gré du montant de l'emprunt. Au référendum, 982 propriétaires contre 232 repoussent le projet du Conseil.

Longueuil approche des 15 000 âmes, son territoire est saturé et toute expansion lui paraît interdite. Longueuil est pris dans l'étau de Ville-Jacques-Cartier, dont la population est si nouvelle, si différente, si hétéroclite. Et que dirait une petite ville comme Montréal-Sud dont la politique municipale est agitée! Montréal-Sud craint l'annexion par Ville-Jacques-Cartier. Un de ses citoyens, Sylva Charland, préconise, comme un moyen d'y échapper, l'annexion à Longueuil. Le service de l'aqueduc dessert déjà les deux villes. Sylva Charland forme et préside un comité. La Ville de Longueuil charge son gérant, Paul Gagnon, de faire étude et rapport. Et le rapport de Gagnon est favorable. Montréal-Sud compte près de 7 000 habitants: "La fusion des deux villes en une corporation unique formera une population d'au moins 20 000 âmes, avec une possibilité de 25 000 dans l'avenir." La fusion "serait à l'avantage présent et futur des citoyens des deux villes". Le mot "fusion" ménage l'amour-propre de

## Histoire de Longueuil

Montréal-Sud, qu' "annexion" pourrait blesser; mais il ne saurait être question d'abandonner "le nom glorieux de Longueuil".

L'idée rencontre bien des adversaires à Montréal-Sud, mais Charland, qui est tenace, se fait élire maire en 1958 et ne renonce pas à son projet. Sans la fusion, Montréal-Sud, obligé de réorganiser ses services, doit envisager de fortes dépenses.

Mackayville est devant un problème plus simple: elle veut échanger son nom contre celui de Lafontaine, en l'honneur de l'ancien chef politique. Les conseillers municipaux et l'avocat Emilien Brais se présentent au Comité des bills privés. Mais un village du comté de Terrebonne porte déjà le nom de Lafontaine et proteste, en invoquant le risque de confusion. Les conseillers de Mackayville traversent un moment d'embarras. "Alors, intervient Duplessis, je vous suggère le nom de Laflèche, en souvenir du grand évêque des Trois-Rivières." Duplessis rend ainsi, à la fin de sa carrière et de sa vie, un hommage spontané à l'évêque dont sa ville, sa famille et sa propre pensée ont porté l'empreinte. L'idée s'appliquerait sans doute mieux dans la région trifluvienne, mais les conseillers l'acceptent, satisfaits. Mackayville devient Laflèche.

En attendant l'annexion de Montréal-Sud - pardon, la fusion avec Montréal-Sud -, si elle doit se faire, Longueuil offre \$190 000, puis \$210 000 pour le terrain de la Corporation de disposition des biens de la Couronne - mieux connue sous son nom anglais et plus bref de Crown Assets Corporation. Longueuil forme une Commission consultative pour l'aménagement du bord de l'eau. Longueuil est en progrès constant. La Caisse populaire atteint les 2 millions de dollars d'actif. Les frères des Ecoles chrétiennes divisent leur Province de Québec en trois districts: Montréal, Longueuil et Ottawa. Les frères décident d'agrandir leur collège. L'architecte Gilles Larose, un ancien du Collège, dresse les plans. Onze entrepreneurs présentent des soumissions qui varient entre \$463 000 et \$510 000. Les frères ne voudraient pas dépasser \$400 000. Le frère directeur est nerveux. Il demande à l'architecte de réviser ses plans et aux entrepreneurs de réviser leurs prix.

Paul Pratt est réélu sans concurrent en février 1959. Le Conseil comprend Médard Deniger, Marcel Mongeau, Jean Armand, Germain Le François, Gaston Véronneau, Eugène Chénier. Le frère Sylvain, provincial du district de Longueuil, et le maire Paul Pratt, ancien élève du collège, lèvent la première pelletée de terre du futur pavillon Marie-Victorin le 24 mai 1959. Camillien Houde est mort l'automne précédent.

\* \* \*

L'agglomération montréalaise rassemble 36 p.c. de la population de la province, mais l'île Jésus et la rive sud abritent 20 p.c. de la population du "Grand Montréal". L'île de Montréal, l'île Jésus et toute une partie du



## Annexion de Montréal-Sud

comté de Chambly forment une même région économique, et l'avenir de Montréal ne peut s'imaginer sans en tenir compte. Un comité d'étude présidé par Lucien Croteau placerait 46 municipalités sous la juridiction de la Commission métropolitaine: toutes les municipalités de l'île de Montréal, ainsi que Saint-Martin, L'Abord-à-Plouffe, Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Duvernay et Saint-Vincent-de-Paul sur l'île Jésus; Longueuil, Montréal-Sud, Saint-Lambert, Jacques-Cartier, Greenfield Park, Prévile, Ville Le Moyne et Mackayville devenue Laflèche sur la rive sud. La Commission de transport relèverait de la Commission métropolitaine, dotée de pouvoirs de coordination et de planification sur cette vaste "région métropolitaine".

Les villes de banlieue, toutes en progression démographique, ne sont pas toutes en difficultés financières. Montréal-Nord, qui double sa population, comme Jacques-Cartier, tous les cinq ou six ans, dépasse les 40 000 âmes. Saint-Laurent, avec des industries solides parmi ses contribuables, en abrite 45 000. Les maires des villes de banlieue, en majorité, ne veulent pas du projet "métropolitain". Louis Gaston, maire de Lachine s'indigne: "Le plan signifie la disparition pure et simple des municipalités de l'île de Montréal". La rive sud est unanime. Les maires de dix municipalités de la rive sud, réunis à l'hôtel de ville de Jacques-Cartier, s'opposent au projet métropolitain (janvier 1959). Paul Pratt, doyen des maires, exprime l'opinion que la ville de Montréal "veut s'emparer de la rive sud". Lawrence Galetti, maire de Greenfield Park: "Nous n'avons rien en commun avec Montréal". Et J.-L. Chamberland, de Jacques-Cartier: "Je ne crois pas économiquement possible de relier les systèmes d'eau et d'égout des municipalités de la rive sud et ceux de Montréal". C'est une levée de boucliers.

Le Comité des bills privés étudie le bill de Montréal au début de février. Les maires des municipalités de banlieue descendent à Québec. Les Montréalais prétendent: "Les banlieusards gagnent leur argent à Montréal et paient leurs taxes à d'autres municipalités." Les maires de banlieue rectifient: "Les bureaux, les usines, les entrepôts où ils travaillent paient leurs taxes à Montréal, et nos banlieusards dépensent leur argent bien gagné dans les magasins et les restaurants de Montréal."

Ce soulèvement donne à réfléchir. Duplessis incline à penser comme les maires de banlieue, mais il veut avancer par étapes. Il réduit l'envergure des propositions Croteau: le gouvernement métropolitain ne s'étendra que sur le territoire de l'actuelle Commission métropolitaine... La rive sud est sauvée!

A défaut de la Commission métropolitaine, la canalisation du Saint-Laurent provoquera-t-elle une transformation de la rive sud?

L'inauguration officielle de la Voie Maritime a été reculée, pour se dérouler en présence de la reine Elisabeth et du président Eisenhower, au 26 juin. La reine et le prince Philip arrivent sur le yacht royal *Britannia*. Le

## Histoire de Longueuil

président Eisenhower arrive à Dorval en avion. Une centaine de navires immatriculés dans une douzaine de pays, conduits par le brise-glace *d'Iberville*, franchissent les écluses et défilent, au rythme d'un navire par heure, là où des baigneurs prenaient autrefois leurs ébats. *Le Courrier du sud* prophétise: "Bientôt nous verrons la rive sud se couvrir d'usines."

\* \* \*

La Ville de Longueuil, avec un budget de \$850 000, a besoin de \$100 000 de revenus supplémentaires. La plupart des villes de la province, à commencer par Montréal, ont imposé une taxe de vente de 2 p.c. Jacques-Cartier a suivi le mouvement. Longueuil ne pourra guère y échapper. La taxe de vente a permis à Verdun la construction d'un bel hôtel de ville, à Jacques-Cartier la construction de trottoirs. Elle permettrait à Longueuil la pose d'égouts, la réfection de trottoirs et de rues, travaux qui sont habituellement facturés aux propriétaires riverains. Le Conseil décide la taxe de vente, en septembre 1959. Les propriétaires approuvent une mesure évitant une aggravation de la taxe foncière. Les pères de famille combattent une mesure aggravant leurs charges. *Le Courrier du sud* favorise la taxe de vente. Mais la Chambre de commerce demande et obtient un sursis. Marcel Robidas, membre actif de la Chambre de commerce - ancien secrétaire provincial des chambres de commerce -, prépare un mémoire. Paul Pratt prend l'habitude de soumettre le budget annuel aux contribuables avant de l'adopter. Chaque échevin soumet et explique les comptes du comité qu'il préside, et répond aux questions de l'auditoire. Marcel Robidas soulève, posément, les questions les plus nombreuses et les plus pertinentes, tantôt au nom de la Chambre de commerce, tantôt en son nom personnel. La Ville est devant cette alternative: la taxe de vente de 2 p.c., ou une hausse de 25 p.c. de la taxe foncière. Il faut donc en venir, comme les autres, à la taxe de vente.

Pierre Sévigny, député fédéral de Longueuil et ministre associé de la Défense nationale, adopte l'idée d'un nouveau pont reliant l'est de Montréal à la rive sud. Son collègue George Hees le corrige: la construction des ponts relèverait du domaine provincial; le pont Victoria serait une première, le pont Jacques-Cartier une deuxième et le pont Champlain une troisième exceptions. L'idée, tout de même, suit son chemin. On demande aussi l'ouverture d'un hôpital général dans le comté de Chambly. Jean-Charles Michaud, préfet du comté, en a parlé au Premier ministre Duplessis, qui l'a bien accueilli. Mais Duplessis meurt au début de septembre 1959. Les démarches reprennent auprès de Paul Sauvé, son successeur. Le Dr Arthur Leclerc, ministre de la Santé, annonce un "octroi" substantiel pour porter la capacité de l'hôpital de Saint-Lambert de 120 à 300 lits. Les frères des Ecoles chrétiennes, qui sont à Longueuil depuis 93 ans, poursuivent la construction d'une nouvelle aile - le pavillon Marie-Victorin - et la Commission scolaire de Longueuil leur alloue \$20 par mois pour chaque élève de la ville fréquentant le collège.

## Annexion de Montréal-Sud

A Montréal-Sud, Sylva Charland continue sa campagne, qui rencontre des résistances. La Ville de Longueuil demande un mémoire sur le projet de fusion à l'économiste François-Albert Angers, professeur réputé à l'École des Hautes Etudes commerciales.

A Jacques-Cartier, la vie est plus mouvementée que jamais. Des "individus sans scrupules" - d'après *le Courrier du sud* - dénoncent le commissaire d'école Germain Bertrand à la police des liqueurs, "après avoir déposé de la boisson de contrebande dans sa voiture, stationnée devant sa maison" (février 1959). Des policiers font irruption chez Bertrand et l'arrêtent. Jean-Paul Auclair, propriétaire du *Courrier du sud* et ami de Germain Bertrand, fournit la caution nécessaire à sa libération. Et Bertrand, aussitôt libéré, part en guerre contre l'administration de Joseph-Louis Chamberland, à la fois maire de la ville et président de la Commission scolaire. Bertrand prépare la formation d'une association civique "pour assainir l'atmosphère politique et sociale de la ville". Les élections à la Commission scolaire, en juillet 1959, sont mouvementées. On s'accuse d'irrégularités, de part et d'autre, on se menace, et des électeurs intimidés s'abstiennent. L'équipe Chamberland l'emporte, après avoir donné, toujours d'après *le Courrier du Sud*, un "spectacle dégoûtant".

Germain Bertrand continue sa bataille. Il reproche à l'avocat Mario Dumesnil des procédés trop onéreux dans la perception des taxes arriérées. Puis la mort subite d'un échevin ouvre le terrain municipal à son offensive. Germain Bertrand est candidat. La veille de la mise en candidature, il est assailli chez lui à coups de bâton. Il fait sa campagne couvert de bandages. L'abbé Léo Raymond, curé de Notre-Dame-de-Grâces, flétrit en chaire l'agression commise. Des adresses de sympathie circulent. Germain Bertrand est facilement élu contre plusieurs adversaires (février 1960). Le maire et le président d'élection refusent de le présenter à la foule. Mais Bertrand trouve un partenaire au Conseil et dénonce "le tripotage des soumissions".

Germain Bertrand prépare sa candidature à la mairie, au cri de "Libérons la population de Jacques-Cartier!" Léo Rémillard aperçoit sa chance. Il se présente aussi. Il avertit Pierre Sévigny qu'il n'a pas besoin de son concours, ce qui est une manière polie de l'engager à rester tranquille. Rémillard fait sa campagne sur un thème administratif: il dotera la ville de rues et de trottoirs. Il est élu par 3 000 voix contre 1 500 à Chamberland et 1 100 à Bertrand, en chiffres ronds (5 juin 1960). Rémillard fait passer sa liste au Conseil. L'élection s'est déroulée dans le calme. *Le Courrier du sud* fournit cette explication: la population a voulu se débarrasser de Chamberland et n'a pas cru Germain Bertrand assez fort - assez soutenu financièrement - pour y réussir.

\* \* \*

La préoccupation immédiate et majeure, pour Longueuil, est d'éviter l'étouffement dont ce Jacques-Cartier tumultueux la menace.

## Histoire de Longueuil

Longueuil a réalisé l'achat du vaste terrain appartenant à la Crown Assets Corporation, dans l'est de la ville. Le conseil municipal étudie et adopte le projet d'y créer un beau district résidentiel qu'il appellera le Domaine Normandie. La ville de Longueuil est saturée de noms de rues évoquant les membres, passés et présents, de la famille royale d'Angleterre. Le Domaine Normandie comprendra neuf rues portant les noms de provinces françaises - Normandie, Anjou, Bretagne, Champagne, Ile-de-France, Lorraine, Provence, Savoie et Touraine - et quatre parcs: jardin d'Anjou, jardin d'Ile-de-France, jardin de Lorraine et jardin de Normandie.

Le conseil municipal crée un Fonds de développement du Domaine Normandie. Le produit de toutes les ventes de lots dans le Domaine y sera versé; les dépenses - prix d'achat, drainage de ce qu'il reste du ruisseau Saint-Antoine, arpentage, pose de conduits souterrains pour l'électricité, éclairage des rues, pose de fils téléphoniques souterrains - lui seront imputées. La vente des lots - \$91 755 en 1959, \$190 657 en 1960 - poursuivra sa progression ascendante, selon toutes les prévisions, en 1961 et en 1962. Les dépenses suivent au contraire une progression descendante, et la Ville compte réaliser, en quatre ans, un bénéfice de \$200 000. Le Domaine devra conserver un caractère domiciliaire, et le Conseil refuse à un vétérinaire le droit d'y ouvrir une clinique. Le premier résidant du Domaine Normandie est Roger Leblond, administrateur de la firme d'agents de change L. de G. Beaubien et Cie. A l'automne de 1960, on en est à l'installation de 101 lampadaires en acier.

Le Canadien National a renoncé au train de voyageurs de Sorel, et les voies d'évitement que la Compagnie possède à Montréal-Sud, à Longueuil et à Boucherville ne servent autant dire plus pour livraison de marchandises. Le conseil municipal de Longueuil prie le réseau - et le ministre des Transports - de faire enlever les rails qui divisent la ville en deux sections.

Longueuil voudrait aussi faire aménager le bord de l'eau par l'Etat fédéral. La canalisation a déversé, le long de la Voie maritime, des masses de terre qui retiennent les eaux stagnantes et déparent l'aspect des lieux. Longueuil demande l'enlèvement de ces blocs de terre, la construction d'un brise-lames au Club nautique, le dépôt de terre arable, le creusage d'un bassin pour les embarcations de plaisance et, si possible, la construction d'une piscine.

Le grand projet concerne l'annexion de Montréal-Sud, qui a du mal à payer l'eau fournie par Longueuil. François-Albert Angers, dans le mémoire demandé par Longueuil, recommande la fusion, ainsi que l'a fait Paul Gagnon, comme avantageuse aux deux villes. La dette nette de Longueuil est de \$1 173 973, soit \$72.00 par tête d'habitant; celle de Montréal-Sud est de \$644 322, soit \$80.54 par tête. Montréal-Sud, ville sans industrie et sans commerce, au point d'aboutissement du pont Jacques-Cartier, trop petite pour s'offrir des services que l'urbanisme moderne requiert, devra s'unir à Longueuil ou à Jacques-Cartier. Le Conseil de Longueuil invite le

## Annexion de Montréal-Sud

public à une discussion, à laquelle François-Albert Angers participe (2 mai 1960). Longueuil est tout disposé. Le Conseil adopte, dans une assemblée présidée par l'échevin Marcel Mongeau, maire suppléant en l'absence de Paul Pratt, le règlement 613 pour l'annexion de Montréal-Sud (29 août 1960). L'annexion ajouterait deux quartiers à Longueuil et deux échevins à son Conseil.

Mais Montréal-Sud n'a pas encore la taxe de vente, que Longueuil vient d'adopter. Les adversaires de la fusion, dans la petite municipalité, en tirent argument. L'adoption de la taxe de vente ne peut être qu'une question de temps - de très peu de temps. La taxe foncière de base est de 0.83 p.c. à Longueuil, de 1.19 p.c. à Montréal-Sud. Un échevin trouve insuffisante la quote-part de deux sièges, pour une population de 8 000 âmes, au conseil municipal de Longueuil. Les adversaires de la fusion parlent de "motifs cachés". Le Conseil se partage. Le maire Charland décide, par son vote prépondérant, de soumettre le projet aux 800 propriétaires, par référendum. La crainte d'une annexion à Jacques-Cartier, dont la réputation n'est pas fameuse, pèse sur les esprits. Au scrutin, 542 propriétaires se prononcent: 328 pour et 214 contre. Reste l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourrait n'être qu'une formalité.

Les libéraux de Jean Lesage ont pris le pouvoir à Québec. Robert Thériage, député de Chambly, joue un rôle effacé à l'Assemblée législative. Des contribuables de Montréal-Sud envoient à Québec une requête contre l'annexion. Mais des groupes d'habitants de Jacques-Cartier, voisins de Longueuil, sollicitent leur annexion à cette ville.

Des entrepreneurs ont acheté une terre longtemps habitée par une famille italienne au bord du chemin de Gentilly, dans la partie nord-est de Jacques-Cartier. Constitués en Harmony Homes Inc., ils ont loti cette terre pour en faire, sous le nom de Domaine Bellerive, le premier quartier élégant de Jacques-Cartier. Il y a, derrière l'Externat classique, de 400 à 500 maisons neuves et des terrains de jeu. Des familles bourgeoises s'y sont installées, mais le mauvais renom de Jacques-Cartier commence à les horrifier. Puis les propriétés, toutes choses égales d'ailleurs, ont plus de valeur à Longueuil, où règnent "une administration plus stable, une atmosphère de sécurité". Entrepreneurs et propriétaires d'accord, demandent le rattachement du Domaine Bellerive, qui se fait appeler "le Westmount de la Rive Sud", au quartier No 1 de Longueuil. Roland Therrien, président d'une compagnie de fruits et légumes, qui a quitté sa résidence de Longueuil pour s'installer dans le nouveau Domaine, est l'un des plus décidés. Le conseil municipal de Longueuil adopte un règlement en vue d'annexer le Domaine Bellerive. Les propriétaires anxieux d'être transférés envoient une requête à Québec, et les entrepreneurs offrent un don de \$5 000 pour le service des parcs si le Domaine Bellerive est annexé. Voilà qui favorise le projet d'annexion de Montréal-Sud. Un arrêté ministériel du 20 janvier 1961 décide cette annexion. Montréal-Sud cessera

d'exister le 28 janvier. Elle formera les quartiers 7 et 8 de Longueuil. La cour municipale de Montréal-Sud est fermée. Une demi-douzaine de fonctionnaires: le greffier de la Cour, qui est l'avocat Mario Dumesnil, son adjoint, un enquêteur du service d'assistance publique, un "constable spécial", un inspecteur des bâtiments et un vérificateur, sont relevés de leurs services. Le curé Jean Lequin, de Saint-Georges, et le curé Jean-Louis Bourdon, de Sainte-Louise-de-Marillac, avertissent le Conseil de Longueuil de leur opposition formelle, mais formelle, à tout permis de vente d'alcool dans les deux nouveaux quartiers. Ils écrivent aussi à Lucien Dugas, président de la Commission des liqueurs. La rue Victoria de Montréal-Sud peut provoquer une confusion avec la rue Victoria de Longueuil; elle perd son nom pour prendre celui de la rue Saint-Laurent, qu'elle prolonge.

Longueuil se fortifie. Il compte désormais 25 000 âmes, en chiffres ronds, et son évaluation dépasse \$60 000 000. Montréal-Sud sera-t-il, pour Longueuil, le prélude d'une série d'annexions? Jacques-Cartier ne veut pas perdre le quartier le plus fertile en taxes. Un adversaire du projet, Le Dr Jacques Ferron, qui a été candidat socialiste, flétrit "l'égoïsme bourgeois", le "petit capitalisme mercantile et rentier" de Longueuil.



## Abolition des péages

LÉO RÉMILLARD s'est installé à la mairie, à Jacques-Cartier, avec beaucoup d'assurance. Disons: avec une maîtrise qui étonne ses adversaires. Il rend au public le droit de parole, que Chamberland lui avait enlevé, aux séances du conseil municipal. Il se laisse poser des questions et fournit la réponse avec aplomb. Il déclare: "Le favoritisme est chose du passé." Et encore: "Ma maison vous est ouverte 24 heures par jour."

De fait, Léo Rémillard donne à Jacques-Cartier une administration efficace. Il veut percer des rues et construire des trottoirs, comme il l'a promis. Il y faut, pour la ville en tutelle, l'approbation de la Commission municipale. Rémillard va trouver Paul Lambert, président de la Commission, à Québec. Les travaux prévus coûteraient dans les six millions et le crédit de la Ville est calamiteux. Le maire et le président trouvent une solution: les entrepreneurs financeront les travaux et leurs factures, payables en cinq ans, avec intérêt, seront gagées par les taxes, dont la Ville assurera la perception.

Il fallait peut-être un homme comme Rémillard, avec son passé douteux et ses relations suspectes, pour mettre de l'ordre dans la galère de Jacques-Cartier. Il connaît les arcanes. Il sait quoi faire. Et il réussit. Mgr Coderre rend visite au conseil municipal. Léo Rémillard et ses échevins l'accueillent avec chaleur. Monseigneur inaugure, avec sa signature, un nouveau Livre d'or. Rémillard y va de son petit boniment, fort bien tourné: "Vous pouvez compter sur d'actifs collaborateurs, tant dans le domaine de l'action religieuse que dans le domaine de l'action sociale." On aurait tort de s'en gausser: Rémillard a cloué une image du Sacré-Coeur sur le linteau de sa porte et il habille à ses frais des premiers communiant. L'évêque remercie le maire et insiste sur l'aspect moral que les administrateurs d'une ville ne devront jamais perdre de vue. Après la signature du Livre d'or, Mgr Coderre et Léo Rémillard se retirent dans le cabinet du maire, pour causer en tête à tête.

## Histoire de Longueuil

Mgr Coderre avait, quelques mois plus tôt, procédé à la bénédiction solennelle du pavillon Marie-Victorin, agrandissement du collège de Longueuil. Deux pères franciscains ont représenté l'Externat classique à cette cérémonie. Le collège compte, à la rentrée de 1960, 471 élèves dont 295 pensionnaires. L'Externat classique reçoit, pour son dixième anniversaire, 350 élèves et doit songer à s'agrandir.

Diverses manifestations marquent le vingt-cinquième anniversaire de la première élection de Paul Pratt à la mairie. Les élections de février 1961 apporteront, de toute façon, une addition intéressante au conseil municipal. Germain Lefrançois, échevin du quartier numéro 1, renonce à la vie publique. Les deux candidats qui se disputent le siège sont Marcel Robidas, chargé de recherches au ministère provincial de l'Industrie et du Commerce, et Roger Leblond, administrateur de la maison financière L.-G. Beaubien et Cie. Aucun d'eux n'est Longueuillois de naissance, mais Robidas est le porte-parole habituel de la Chambre de commerce dont il a été directeur général pendant plusieurs années, et Leblond se flatte d'avoir été le premier résidant établi dans le Domaine Normandie. Robidas, père de famille nombreuse, s'est intéressé à l'organisation des loisirs. Il est de plus l'auteur d'une remarquable étude sur le zonage des terrains et des bâtiments à Longueuil. Il se présente, sans violence, en adversaire de l'administration sortante. Il est élu, ce qui, d'après *le Courrier du sud* traduit "une volonté populaire de renouvellement". Le Conseil comprend: Emile Bouchard, Marcel Mongeau, Jean Armand, Gaston Véronneau, Eugène Chénier, Marcel Robidas, Léo Thivierge et Eugène Haineault. Les deux derniers représentent l'ancien territoire de Montréal-Sud, divisé en deux quartiers, nord et sud, par la voie ferrée. La Chambre de commerce souhaite à ce moment que les conseillers reçoivent une rémunération annuelle.<sup>1</sup>

Les revenus de Longueuil se montent à \$924 081, dont \$343 700 de taxe foncière, \$175 000 de taxe de vente et \$290 000 de taxes pour services. Les dépenses prévues sont:

|                                    |           |
|------------------------------------|-----------|
| Service de la dette nette          | \$127 067 |
| Service des finances               | 125 692   |
| Service des travaux publics        | 215 395   |
| Service de la police               | 120 970   |
| Service des incendies              | 35 500    |
| Service de l'aqueduc, distribution | 107 869   |
| Service des terrains de jeu        | 60 067    |
| Service de l'hygiène               | 54 800    |
| Service de l'aqueduc, usine        | 66 718    |

Ce qui équilibre le budget. Le service d'incendie fait fabriquer par la firme Thibault, de Pierreville, un fourgon unique en son genre, portant le maximum d'équipement qui puisse s'accumuler sur une seule voiture. La

1. Par lettre du 15 février 1961, adressée au conseil municipal.



## Abolition des péages

pompe peut alimenter deux lances à la fois, à raison de 800 gallons à la minute, et l'échelle extensible peut atteindre une longueur de 160 pieds.

Le Conseil vote \$132 000, dont il faudra emprunter la plus grosse part, pour l'embellissement des parcs: parc Saint-Charles (courts de tennis), parc Paul-Pratt, qui sert aux joutes de baseball, et parc Saint-Georges, sur l'ancien territoire de Montréal-Sud. Le Conseil prend argument d'un geste du gouvernement provincial, qui réduit les taux de péage sur l'autoroute des Laurentides, pour réclamer une fois de plus l'abolition des péages sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier, au moins aux heures d'affluence où les travailleurs vont à l'ouvrage et les fonctionnaires vont au bureau ou en reviennent. Léon Balcer, ministre des Transports, répond que, très sympathique à la requête, il ne juge pas opportun de modifier les taux de péage.

Cette décision, Longueuil ne l'accepte pas. Longueuil a déjà livré et gagné des batailles aussi dures, aussi prolongées, aussi fertiles en péripéties: la bataille des tramways, la bataille du pont Jacques-Cartier, la bataille du mur de protection. Longueuil livrera la bataille des péages jusqu'à la victoire. Longueuil déclenche un mouvement d'ensemble sur la rive sud. Pierre Sévigny joue sa réélection. Il a promis l'abolition des péages pendant sa campagne électorale. Tous les candidats l'ont fait avant lui ou comme lui. Une promesse électorale n'est jamais que du vent. Mais le mouvement prend de l'ampleur. Toutes les municipalités de la rive sud y participent, au coude à coude. Les péages équivalent à une taxe de cent dollars par personne et par an: ils entravent, ils retardent l'essor de la rive sud, ils font hésiter des industries à s'y établir. Pierre Sévigny, seul représentant de la Province de Québec au conseil du Trésor, qui influence tout le cabinet fédéral, s'applique à persuader ses collègues.

Longueuil a nettement pris la tête du mouvement. Longueuil annexerait volontiers le Domaine Bellerive après Montréal-Sud. Les propriétaires de Bellerive anxieux de rejoindre Longueuil - ou d'échapper à Jacques-Cartier - demandent à l'économiste François-Albert Angers un mémoire sur les avantages de l'annexion. Mais Jacques-Cartier, dont Saint-Lambert convoite aussi un morceau, se défend avec bec et ongles. L'administration Rémillard double la capacité de l'usine de traitement d'eau, construit un garage et des ateliers municipaux, un égout collecteur qui favorisera la construction domiciliaire, fait aussi construire des trottoirs, paver des rues et agrandir l'hôtel de ville. Le caractère anarchique du peuplement de Jacques-Cartier rend ces travaux plus onéreux. Longueuil se développe de proche en proche, en construisant des maisons à la périphérie des zones habitées. A Jacques-Cartier, des gaillards de caractère indépendant se sont installés loin des autres et réclament les mêmes services. Le moindre trottoir ou le moindre tuyau doit pour les atteindre traverser des étendues de champs: Jacques-Cartier ne renoncera pas à son plus riche secteur. Le Premier ministre Lesage adopte cet argument: "Il ne serait pas juste de priver Jacques-Cartier de l'un de ses plus beaux secteurs." Et Jacques-Cartier conserve "le Westmount de la rive sud".

Entre Longueillois mêmes couvait une bataille. L'ancienne résidence-atelier d'Eugène Héroux, devenue propriété de la ville, fait, à l'angle de la rue Saint-Charles et du chemin de Chambly, une sorte de saillie qui gêne une circulation d'année en année plus active et qui complique l'élargissement éventuel de la rue Saint-Charles. La Ville en projette la démolition. Mais cette maison est l'ancien presbytère. De l'autre côté de la rue, en diagonale, presque en face de l'église, se trouve la maison de fondation des Soeurs de Jésus et de Marie. C'est dire que le lieu, pour les vieux Longueillois, est sacré. C'est le coeur de la rive sud. Antonio Lebrun a déjà refusé, quand il était échevin, de laisser démolir la maison Héroux pour construire un poste d'essence. Ajoutez qu'une effervescence nationaliste se manifeste à Longueuil, comme un peu partout dans la province. L'idée séparatiste gagne des adeptes. La Société Saint-Jean-Baptiste, noyautée par l'Ordre de Jacques-Cartier, comme presque toutes les sociétés similaires, demande à Paul Pratt et au conseil municipal d'obliger les commerçants à mettre des enseignes en français. Des exaltés peignent en bleu les enseignes anglaises. On demande au conseil municipal de baptiser "Carrefour des ancêtres" le croisement occupé par la maison Héroux. Le Conseil acquiesce mais s'en tient au projet de démolition, qu'une vente suivrait sans doute. Un soupçon de politique s'en mêle fatalement. L'opinion se partage, dans une certaine mesure, entre partisans et adversaires du Conseil. Marcel Robidas, craignant la construction d'un garage, est hostile au projet de ses collègues. Des discussions sont orageuses. Mais un projet de la Banque d'Epargne arrange tout. La Banque d'Epargne offre d'acheter le terrain et d'y construire une succursale d'architecture élégante, qui permettra l'élargissement éventuel de la rue Saint-Charles et abritera, de plus, un petit musée longueillois. Un référendum, organisé par le conseil municipal, autorise cette solution.

\* \* \*

Le décès de Robert Théberge entraîne une élection complémentaire - provinciale - dans le comté de Chambly, en décembre 1961. Les ministériels, qui sont les libéraux, présentent Pierre Laporte, ancien éditorialiste au *Devoir*, qui a poursuivi Duplessis d'une haine implacable. Pierre Laporte est actif et influent à l'Ordre de Jacques-Cartier, dont Jean Lesage espère ainsi s'attacher la faveur. Laporte est facilement élu. C'est un homme intelligent et ambitieux.

Dans le domaine municipal, Paul Pratt sollicite un treizième mandat. Personne ne lui contesterait la mairie - sa mairie. Le Conseil ne subit pas de changement (février 1962). Le Conseil de Longueuil convoque une assemblée des maires de la rive sud, qui demande - qui exige - l'abolition des péages sur les ponts. Pierre Sévigny a fait remplacer le péage de la main à la main, qui favorisait la fraude, par des kiosques de perception automatique. Les recettes ont aussitôt grimpé. Mais cette mesure est indifférente aux usagers. Un Comité pour l'abolition des péages, dont Marcel Robidas et Jean-Charles Roy sont les animateurs et Raymond Bériault, de Candiac, le

## Abolition des péages

président, envoie une brochure dans tous les foyers, avec enveloppe timbrée pour la réponse. Ville-Jacques-Cartier projette la création d'un parc industriel et croit ce projet entravé par les péages. Pierre Laporte, cherchant à tirer la couverture à soi, promet son concours, mais l'affaire relève essentiellement de l'Etat fédéral, propriétaire des ponts. Le Canadien National et le Conseil des ports nationaux combattent l'abolition des péages. Et qui paierait l'entretien du pont Jacques-Cartier? L'Etat fédéral, la Province de Québec, la Ville de Montréal, les municipalités de la rive sud? Pierre Sévigny, député de Longueuil, Maurice Johnson, député de Chambly-Rouville, et Georges Valade, député de la circonscription montréalaise Sainte-Marie où le pont Jacques-Cartier aboutit, tous trois de la majorité conservatrice - Sévigny est ministre -, multiplient les démarches, à l'approche des élections fédérales. La suppression des péages, décidée en janvier 1962, est annoncée au mois de mai, quatre semaines avant les élections. Les citoyens de Longueuil voyageront désormais, dans les transports en commun, avec les mêmes billets et les mêmes correspondances que les résidents de Montréal. Le gouvernement Diefenbaker laisse des plumes dans la mêlée où plus d'un député conservateur perd son siège, mais Sévigny sauve le sien, avec 17 578 voix contre 14 686 à Auguste Vincent, 4 186 à un candidat créditiste et 2 518 à un candidat socialiste.

Le gouvernement provincial ne veut pas être en reste. La levée des péages, stimulant le trafic, encombre le pont Jacques-Cartier. Quelques esprits perspicaces l'avaient prévu. Le gouvernement provincial annonce la construction d'un pont-tunnel, unissant le boulevard Métropolitain à la rive sud en prenant appui sur l'île Charron. A vrai dire, l'Etat fédéral paiera de 65 à 70 p.c. de cet ouvrage d'art, partie de la future route Transcanadienne. Le nouveau pont sera conçu pour permettre le passage de 9 500 véhicules automobiles par heure. Le gouvernement provincial projette aussi un nouveau tracé de la Route No 3 - boulevard Marie-Victorin - au nord du "mur de protection". Ce déplacement de la route pourrait régler l'aménagement du bord de l'eau, lui aussi discuté depuis bien des jours.

Pierre Laporte, d'ailleurs très actif, tire une adroite publicité politique de toutes ces mesures. Et l'Ordre de Jacques-Cartier compte sur Pierre Laporte pour obtenir la tête de Léo Rémillard, par un procédé ou par un autre.

La rive sud s'industrialise. La valeur de la production industrielle dans le comté de Chambly, passée de 5 millions de dollars en 1939 à 58 millions en 1944, grâce à la guerre, et retombée à 13 millions en 1947, a repris sa montée pour atteindre 57 millions de dollars en 1960. L'administration Rémillard, désireuse d'en profiter, a décidé la création d'un parc industriel Jacques-Cartier. Mais le gouvernement provincial intervient, après de nouveaux incidents à la Commission scolaire. Il procède à une enquête, en conclut que "des éléments indésirables exercent une influence abusive à Jacques-Cartier", désigne Marc Perron, vérificateur en chef de la Commission municipale, comme administrateur de la ville, et nomme Josaphat

## Histoire de Longueuil

Brunet, directeur de la Sûreté provinciale, à la direction de la police de Jacques-Cartier. Le bruit court que Jacques-Cartier serait démembrée entre les municipalités voisines: Longueuil, Boucherville, Saint-Lambert et Saint-Hubert. Cependant Rémillard reste maire, et apparemment solide. Jacques-Cartier émet des permis de construire, d'année en année plus nombreux. La Ville - toujours en tutelle - prévoit un budget de \$4 730 000, en équilibre, pour 1963. Le gouvernement provincial, inspiré par Pierre Laporte, fait adopter le bill 54, interdisant les fonctions municipales à toute personne chargée d'un certain casier judiciaire. C'est le "bill Rémillard". Le maire de Jacques-Cartier s'adresse alors au gouvernement fédéral pour obtenir son "pardon absolu". Une Association des citoyens unis mène campagne contre cette requête, mais les partisans de Rémillard font signer des contre-pétitions.

Mais le gouvernement Lesage se consolide, en novembre 1962. Le conseil municipal de Longueuil lui vote des félicitations. Pierre Laporte devient peu après ministre des Affaires municipales. La Patente se flatte de noyauter, après les sociétés Saint-Jean-Baptiste et les commissions scolaires, le gouvernement même de la province. Le conseil municipal de Longueuil vote de nouvelles félicitations au député de Chambly. Et Rémillard démissionne alors, quatre mois avant l'expiration de son mandat. Il aide à l'élection de Jean-Paul Vincent, son successeur.

\* \* \*

Mgr Romain Boulé, dix-septième curé de Saint-Antoine, est mort à son presbytère le 27 juin 1962. Le cardinal Léger, archevêque de Montréal, est venu au service funèbre, chanté par Mgr Coderre, et le "vrai bon curé" de Longueuil a été inhumé à côté de Mgr Payette, dans la crypte de l'église. Le chanoine Alcide Gareau, curé d'une paroisse de Saint-Jean, est nommé curé de Saint-Antoine de Longueuil. Il respectera la tradition de Longueuil, en conciliant la bonhomie de Mgr Boulé avec la haute spiritualité dont Mgr Payette a imprimé la marque, qui semble indélébile, sur toute la paroisse.

Longueuil a dû absorber le déficit de Montréal-Sud. Il faut, de plus, rajuster le traitement des fonctionnaires municipaux, qui ont formé un syndicat, affilié à la Confédération des syndicats nationaux. Le conseil municipal, "attendu que le coût des services et des emprunts augmente continuellement", appuie une requête de l'Union des municipalités qui demande, pour les villes, le droit d'imposer une taxe de 2 p.c. sur toutes les transactions immobilières. En attendant cette ressource, le Conseil se propose d'augmenter les taxes foncières. La Chambre de commerce jette les hauts cris et demande à vérifier les livres de la Corporation. Les livres et documents sont accessibles à tous les citoyens, répond le Conseil qui porte, en fin de compte la taxe d'eau de 5 1/2 à 6 p.c. de la valeur locative. Le Conseil élargit les pouvoirs du service de prévention des incendies, qui peut désormais inspecter toutes les propriétés comme toutes les entreprises. En même temps - à la fin de 1962 - le chef de police Paul Charron inaugure un

## Abolition des péages

service ambulancier disponible 24 heures par jour. Deux villes seulement dans la Province de Québec, Montréal et Saint-Laurent, possèdent un pareil service. Des particuliers, les frères Gaston, Donat et Gérald Véronneau, ont ouvert un centre commercial à l'angle des rues Saint-Jean et Saint-Laurent, en juillet.

A Montréal, Jean Drapeau, redevenu maire, est un homme d'imagination, remarquablement complété par le président du Comité exécutif, Lucien Saulnier, homme de réflexion, qui ne présente pas un projet sans l'avoir étudié à fond, sans être en mesure de le défendre jusqu'au bout. Montréal est une très grande ville, en progrès constant et dont le budget dépasse \$186 000 000. Lucien Saulnier désire et prédit l'annexion de toutes les municipalités de l'île "qui enserrant et étranglent Montréal, l'empêchant de poursuivre son développement sur tout son territoire naturel". Les municipalités de banlieue font bloc, une fois de plus, contre ce projet. Montréal affronte un problème aigu de circulation et de transport en commun. La construction d'un métro apparaît comme l'unique solution. Jean Drapeau veut réaliser ce projet majeur, depuis longtemps discuté et qu'il a promis pendant sa campagne électorale. Drapeau et Saulnier visitent Londres, Paris et Rome pour préparer le financement et la construction du métro. Mont-Royal, Westmount, Outremont et Saint-Laurent - les municipalités opulentes qui donnent le ton - ne s'opposent pas au passage du métro, pourvu que les lignes traversant leur territoire ne soient pas considérées comme des annexes de Montréal, où prévaudraient les règlements de la grande ville.

La nouvelle fringale montréalaise ne vise que les municipalités de l'île. La rive sud n'est pas immédiatement menacée. Paul Pratt lance une boutade: "On n'a jamais vu une île annexer la terre ferme!" Tout de même, les municipalités de la rive sud peuvent se méfier et prendre exemple sur la cohésion de leurs soeurs insulaires. Marcel Robidas, le plus actif des échevins longueillois, en est bien convaincu. Il ébauche plusieurs gestes de rapprochement avec Jacques-Cartier. Par exemple, Longueuil mettrait son corps de police et sa brigade de pompiers au service de la municipalité voisine. Ce ne serait, dans l'esprit de Robidas, que le prélude d'une collaboration plus étroite. Le gouvernement Lesage et tout particulièrement Pierre Laporte, ministre des Affaires municipales, favorisent, d'une manière générale, les regroupements municipaux. Marcel Robidas, plutôt étiqueté Union nationale, mais sans raideur, gagne donc aisément Pierre Laporte à une sorte de reprise prudente du projet de Jacques Simard: une vingtaine de maires et quelques échevins, dont Marcel Robidas, se réunissent au restaurant Labarre et jettent les bases d'une Commission intermunicipale de la rive sud. L'idée de remplacer le conseil de comté reste sous-jacente.

Les anciennes oppositions reparaissent aussitôt. Jacques-Cartier est susceptible. La paroisse Saint-Jude s'est intégrée à Saint-Lambert au point de vue scolaire; des citoyens voudraient généraliser cette annexion; le

ministre les encourage. Saint-Lambert engloberait ainsi tout ce qui s'étend à l'ouest du pont. Mais Jacques-Cartier défend Saint-Jude comme il a défendu Bellerive - défend son bien comme un bouledogue son os. Le projet est repoussé, au référendum. C'est un échec pour Pierre Laporte qui comprend le danger d'insister. Jacques-Cartier est donc très monté contre tout projet d'intégration. La Commission municipale sommeille. Robidas retire, au mois de mai, le projet d'intégration de la police et des pompiers qu'il a présenté en février. Il provoque cependant de nouveaux gestes de simple collaboration avec Jacques-Cartier: les deux municipalités forment un comité consultatif de toponymie en vue d'uniformiser les noms des rues traversant les deux villes. Les deux conseils se rencontrent même. Jean-Paul Vincent, maire de Jacques-Cartier, est à la tête d'une chaîne d'épiceries. C'est un homme de chiffres, bon administrateur et partisan de la bonne entente. Il réside d'ailleurs à Longueuil tout en ayant son commerce à Jacques-Cartier. Mais Thomas Dubuc, conseiller municipal de Jacques-Cartier depuis la création de la ville, personnage coloré au franc-parler irrésistible, a toujours quelque taquinerie en réserve, ne serait-ce que pour souligner la différence numérique des populations, dans les rencontres avec Longueuil. Le maire Pratt et le conseiller Robidas sont heureusement, diplomates. Les deux Conseils conviennent de défrayer par moitiés la construction d'un terre-plein sur le chemin Gentilly. Les deux municipalités paieront aussi par moitiés la construction d'une route de dégagement de la nouvelle Route No 3. Elles procèdent, à cette occasion, à un échange de territoires: la route projetée sera leur nouvelle frontière; Longueuil cède à Jacques-Cartier les terrains au nord-est de cette route; Jacques-Cartier cède à Longueuil les terrains au sud-ouest.

Mais une nouvelle formidable est arrivée à Montréal.

\* \* \*

Le sénateur Mark Drouin, représentant du gouvernement canadien à l'Exposition universelle de Bruxelles, a lancé l'idée de tenir l'exposition de 1967 à Montréal. Il offrait un bon argument: le Canada célébrera, cette année-là, le centenaire de sa Confédération. La candidature de Montréal a donc été posée devant le Bureau international qui, siégeant à Paris, réglemente les expositions universelles et en attribue le siège tous les quatre ans. La Russie, faisant adhérer ses nations satellites au Bureau international, en masse, en dernière heure, a fait préférer Moscou à Montréal. A vrai dire, le Bureau international ne connaît pas de villes et ne traite qu'avec des pays. La Russie doit organiser l'exposition de 1967, à Moscou.

Cela se passait sous le règne d'un autre sénateur, Sarto Fournier, successeur et prédécesseur de Jean Drapeau à la mairie - vainqueur de Jean Drapeau en 1957 et défait par lui en 1960 - et Montréal en a fait son deuil. Mais les desseins du Kremlin sont impénétrables. Voilà que la Russie, c'est-à-dire Moscou, renonce à l'Exposition universelle de 1967. Le Canada reste seul en lice: l'Expo 67 lui est attribuée.

## Abolition des péages

La Chambre de commerce de Granby a déjà, dès la renonciation soviétique, invité les municipalités de la rive sud à conjuguer leurs efforts pour que l'Exposition se tienne sur la rive sud - "à proximité de Montréal, des Etats-Unis et des facilités de transport", si le Bureau international décidait en faveur du Canada. Granby, qui est une ville dynamique, songeait sans aucun doute à elle-même. Jean Drapeau, dans l'intervalle, a travaillé son affaire. Cependant Longueuil, qui ne doute de rien, offre d'organiser l'Exposition universelle, sur des terrains qui pourraient s'étendre de Saint-Lambert à Boucherville et englober l'île Sainte-Hélène (février 1963). L'accès par bateau serait facilité par la Voie maritime. Et quelle belle occasion pour hâter la construction du pont-tunnel!

Le projet est trop ambitieux. Seule une très grande ville est de taille à organiser l'Exposition universelle. Mark Drouin, qui est un bon Québécois, n'a pas posé la candidature de sa ville. Montréal ne craint guère qu'une seule rivalité, celle de Toronto qui s'agite. Il a été tacitement convenu, dès la première heure, que l'attribution de l'Exposition au Canada serait une attribution à Montréal. Le choix de l'emplacement est d'ailleurs, pour la métropole, un point délicat. Le Comité reçoit 67 propositions. Une compagnie à laquelle appartient l'île des Soeurs offre sa propriété. Mais elle a pris contact avec des députés. Le Premier ministre Diefenbaker l'apprend, flaire le pot-de-vin et fait rayer l'île des Soeurs. Pointe-Saint-Charles offrirait, en bordure du fleuve, une vue magnifique. Mais il y faudrait des expropriations coûteuses. L'est de Montréal offre une plus vaste étendue de terrain libre, sans obstacle. Des hommes d'affaires de l'est suggèrent le parc de Maisonneuve. Le territoire à cheval sur Saint-Léonard et Rivière-des-Prairies pourrait aussi convenir. Mais la suggestion de Longueuil, qui utiliserait l'île Sainte-Hélène, enthousiasme Guy Beudet, directeur du port, qui en parle à Drapeau dont l'imagination s'enflamme tout de suite. L'île Sainte-Hélène, emplacement de l'Expo: encore une de ces idées, de ces nombreuses et fécondes idées qui seront parties de Longueuil!

Nous n'organiserons par l'Expo, mais Marcel Robidas, tirant argument du grand projet, demande aux autorités municipales de Montréal le prolongement du métro - dont la construction est commencée - jusqu'à Longueuil, ce qui accélérerait le développement de la rive sud. Jean Drapeau accueille bien l'échevin de Longueuil. Mais le prolongement du métro coûterait au moins trois millions à Longueuil, dont il augmenterait la dette, d'un seul coup, de 60 p.c. C'est une grande décision à prendre. Le maire Pratt, toujours ménager des deniers publics, enraie le projet par cette déclaration: "Longueuil ne paiera rien pour le métro".



1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

1950

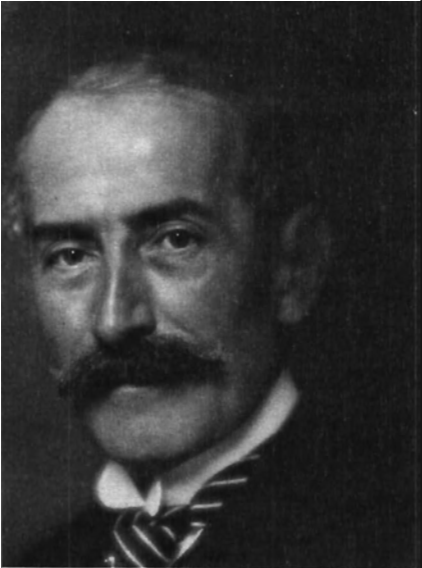
1950

1950





Le colisée Jean-Béliveau. (Photo Jean-Guy Thibodeau)



Emilien Brais - 1879-1940 -, maire de Longueuil.

Paul Pratt - 1894-1967 -, maire de Longueuil pendant trente et une années consécutives.



Roland Therrien - 1923-1970 -, maire de Longueuil au cours du premier semestre après la fusion.

Marcel Robidas - 1923 -, maire de Longueuil.



## Fin du règne de Paul Pratt

LONGUEUIL, sur la proposition du conseiller Jean-Louis Rameau, s'est jumelé avec la ville de Dieppe, "en vue de promouvoir des échanges d'ordre culturel, touristique, social et économique" (octobre 1963). Ce genre d'initiative, habituellement, ne dépasse pas le stade des intentions pieuses.

Les élections municipales de février 1963 n'ont pas produit de changement. Marcel Robidas propose l'institution d'un fonds industriel de \$300 000 pour acquérir la propriété de la Dominion Bridge et créer un parc industriel où l'on regrouperait toutes les industries et dont un nouveau boulevard procurerait l'accès. La hardiesse de Robidas effarouche le maire Pratt qui déclare: "Je suis pour le progrès, mais contre les travaux financièrement irréalisables pour le moment." Deux camps s'esquissent au conseil municipal où Joseph Paré et Jean-Louis Rameau, soutenant les initiatives de Robidas, se heurtent, d'après *le Courrier du sud*, à "l'opposition systématique" d'Emile Bouchard et Marcel Mongeau.

Mais la Ville a fait modifier sa charte pour revenir au régime de six conseillers, qui représenteront six quartiers, s'étendant tous du nord au sud - du fleuve Saint-Laurent aux limites de Jacques-Cartier. Le maire et les conseillers toucheront désormais la modeste indemnité de cent dollars par mois. Ils seront désignés pour trois ans, dans une élection globale. De sorte qu'il faut recommencer la partie, le 3 novembre. Et Paul Pratt, maire depuis 28 ans, affronte un adversaire pour la première fois depuis 14 ans.

Non pas que l'on déteste Paul Pratt, mais on veut du "sang nouveau". On entend dire: "Il y a trop longtemps qu'il est là; il faut qu'il cède la place à un autre." On reproche à Paul Pratt, comme on l'a déjà fait, d'esquiver les responsabilités. Les plus ardents l'appellent rétrograde. Une Ligue des contribuables, formée pour la circonstance, décide Marcel Robidas, le plus actif et le plus brillant des échevins, et qui a pris figure de chef

d'équipe au Conseil, à jeter le gant au maire - sans animosité. Robidas est l'homme des projets de grande envergure, l'homme qui rêve d'une fédération, peut-être d'un amalgame des municipalités de la rive sud. Pratt est l'homme du budget équilibré. Il compare volontiers le rôle du maire à celui d'un ambassadeur. D'importants progrès sont en cours, certes. Le pont-tunnel, dont la construction coûtera \$75 000 000, est en chantier depuis l'été: on a commencé par l'installation d'une cale-sèche de 2 000 pieds de longueur sur 1 000 pieds de largeur. Le pont partira de Longue-Pointe pour aboutir aux limites est de Longueuil. Il devait porter le nom de Boucherville, mais Longueuil fronce les sourcils et Jacques-Cartier discute. On opte pour Louis-Hippolyte Lafontaine - qui était enfant de Boucherville. Si l'on se rappelle que le conseil municipal de Longueuil réclamait, en 1880, ce tunnel "de grande importance pour la province en général, puis en second lieu pour la ville de Longueuil", la réalisation n'aura tardé que 83 ans. Les travaux de déplacement de la Route No 3 viennent d'être inaugurés, en octobre. Mais le pont et la route sont des entreprises provinciales qui ne s'exécutent pas aux frais de la Ville. Le maire reproche au conseiller Robidas de voir "grand et dispendieux". Il met en garde contre les vastes projets attribués à son adversaire, et qui coûteraient:

|  |            |
|--|------------|
| Garage municipal   | \$ 300 000 |
| Club nautique  | 500 000    |
| Nouveau poste de police et de pompiers                                     | 150 000    |
| Participation à un projet<br>routier conjointement avec<br>Jacques-Cartier | 780 000    |
| Contribution à une usine<br>régionale d'épuration                          | 1 340 000  |

Toutes ces dépenses devront être payées par les propriétaires, dont elles hypothéqueront les maisons. "Résidents de Longueuil, êtes-vous prêts à les payer?" Il faut vivre selon ses moyens, conclut le maire, à qui ses fonds personnels, bien gérés, confèrent de l'autorité.

La Ligue des contribuables présente une liste complète: un candidat à la mairie et six à l'échevinage. Ce n'est pas le genre de Paul Pratt, toujours conciliant, toujours diplomate: "Tous ceux qui seront élus et travailleront pour le bien de la communauté seront mes amis et mes collaborateurs."

La lutte est serrée. *Le Courrier du sud* favorise Robidas, auquel il reconnaît "un calme imposant, tout en manifestant une constante agressivité." Mais l'abbé Guy Pratt, directeur des Oeuvres sociales du diocèse de Saint-Jean, qui est jeune et bouillant, fait ouvertement campagne pour son père. Il se retient à grand-peine de paraître sur les estrades. La Ligue des contribuables s'assure la majorité - quatre sièges - au Conseil, mais échoue à la mairie. Paul Pratt est réélu par 2 236 voix contre 1 993. Marcel Robidas s'empresse de le féliciter. Le Conseil comprend Gaétan Baillargeon, Olivier Duvernay, Joseph Paré, Jean-Paul Beaulieu, Léo Thivierge et Henri Blier. Robidas reste en selle car le Conseil le nomme président de la Commission

## Fin du règne de Paul Pratt

de planification: il recrutera des ingénieurs et des architectes pour remanier le zonage de Longueuil.

\* \* \*

Montréal, toujours inassouvi prépare deux grosses affaires: une nouvelle offensive annexionniste et l'Exposition universelle. Montréal agrandit son territoire d'un cinquième en annexant Rivière-des-Prairies. Pour l'"Expo 67", le ministre responsable ne sera pas Pierre Sévigny, car les libéraux reprennent le pouvoir à Ottawa. On adopte comme emplacement de l'Expo, l'île Sainte-Hélène, qui procurera un beau décor naturel - un beau décor aquatique. Longueuil reprend les démarches pour faire prolonger le métro jusqu'à la rive sud. Marcel Robidas, chargé des approches, voit Jean Drapeau et Lucien Saulnier. Il invoque un bon argument: les touristes américains, venant en auto, arriveront par la rive sud; il est normal de prolonger le métro jusqu'à un point de la rive sud où l'on aménagera un immense parc de stationnement. Saint-Lambert se mettrait bien sur les rangs mais Longueuil offre à la Ville de Montréal de garantir le paiement - capital et intérêts - de \$3 000 000 en 40 ans, à partir de 1967. Montréal, livré à lui-même, édifierait à Longueuil une station tout ordinaire. Mais Longueuil, restant propriétaire du terrain, prévoit l'aménagement, aux portes du métro, d'une gare routière d'où les autobus pourront rayonner sur toute la rive sud. Longueuil jouera un rôle de métropole. Les résolutions adoptées par le conseil municipal, dans une séance tenue à huis clos, prévoient: "Toute décision de la Ville de Montréal de prolonger le service du métro dans une autre municipalité de la rive sud entraînera la révision de l'entente intervenue aux termes des présentes." Ce texte est envoyé à Lucien Saulnier, président du Comité exécutif de Montréal. Les autorités montréalaises acceptent l'offre longueuilloise avec plaisir, mais font savoir que l'extension du métro dépasserait de \$300 000 les premiers devis. Qu'à cela ne tienne: Longueuil porte son offre de \$3 000 000 à \$3 300 000!

Les conseillers ont un peu forcé la main du maire aux yeux de qui Longueuil ne devait rien dépenser pour le métro. Un autre projet sépare de Paul Pratt la majorité du Conseil. La Ville de Longueuil négocie l'achat du "terrain des baraques" - 870 000 pieds carrés, à l'extrémité ouest de la ville, près de l'aboutissement du pont - qui appartient à l'Etat fédéral. Jean-Paul Auclair, propriétaire du *Courrier du sud*, a formé une Corporation de crédit de la rive sud, qui convoite ce terrain pour y installer, sous le nom de Place Longueuil, un centre commercial moderne. Jean-Paul Auclair a longuement étudié son projet: enquêtes économiques et démographiques, planification, construction, financement, exploitation. Il semble avoir les reins assez solides et s'être assuré des concours suffisants pour conduire à bien un projet d'envergure. La Ville achète le terrain \$870 000 et le Conseil décide de le revendre, au même prix, à Jean-Paul Auclair dont l'initiative est intéressante. Mais si Jean-Paul Auclair est bon homme d'affaires, Paul Pratt l'est aussi. Et le maire n'approuve pas cette transaction. Il refuse de signer le procès-verbal, à la séance du 15 juillet 1964, et donne ses raisons:

*1o La Ville devrait louer le terrain, au lieu de le vendre; elle profiterait ainsi de la plus-value probable;*

*2o la Ville ne joue qu'un rôle d'intermédiaire - d'"entremetteur" - dans cette transaction et ne réalise même pas de bénéfice;*

*3o la Ville ne fait même pas payer au futur promoteur les dépenses occasionnées par les voies d'accès, les feux de circulation, l'arpentage et l'évaluation des experts, pas même les frais de voyage à Ottawa, tous frais qui retomberont sur les contribuables.*

Paul Pratt tient à spécifier: "Mon refus de signer ce procès-verbal s'applique contre la manière de disposer de ce terrain, et non pas du tout contre M. Jean-Paul Auclair, et je veux que cela soit bien compris." Paul Pratt, maire quasiment inamovible de Longueuil, n'a jamais eu la nuque raide. Il n'est, il n'a jamais été contre personne.

Le greffier, conformément à la loi, soumet de nouveau la résolution au Conseil qui l'adopte par cinq voix contre une. Le maire signe alors le procès-verbal, comme il est tenu de le faire, "sans toutefois l'approuver". Mais il n'a mis aucune aigreur dans son opposition. On n'imagine pas Paul Pratt braquant un pistolet, comme jadis Perrault, pendant une séance du Conseil!

La collaboration avec les villes voisines, et particulièrement avec Jacques-Cartier, constitue un point sensible. Josaphat Brunet, chef de police de Jacques-Cartier, a simplement été prêté par la Sûreté provinciale pour réorganiser le corps de police. Son mandat terminé, il doit reprendre la direction de la Sûreté. Or Paul Charron, chef de police de Longueuil, est un détective-né, au flair infallible, comme on en voit dans les romans. Les malandrins, le redoutant, évitent Longueuil. Le conseil municipal de Jacques-Cartier et la Commission municipale offrent à Paul Charron la direction, mieux rémunérée, du corps de police de Jacques-Cartier, plus nombreux. Charron devra débarrasser la ville de ce qu'il peut y subsister d'influence de la pègre. A Laflèche, la mélasse financière se double d'un imbroglio municipal. La Ville est incapable de payer ses dettes dont elle ne connaît même pas le chiffre exact. On l'accuse de rançonner les automobilistes pris en défaut. La Commission municipale prend Laflèche en tutelle, et l'on parle de fusionner cette ville avec Greenfield Park ou Jacques-Cartier.

Il est depuis longtemps question d'un accord entre onze municipalités de la rive sud pour construire une usine intermunicipale d'épuration des eaux. Mais les pourparlers n'avancent pas. Longueuil, qui souffre de la pollution de ses eaux par celles des municipalités avoisinantes, prend les devants. La Compagnie de l'Exposition universelle offre \$500 000, à titre de participation ou de dédommagement, pour le traitement de ses eaux vannes. Longueuil accepte: la Ville bâtirait une usine d'épuration pouvant servir d'usine régionale. La rivalité de trois firmes d'ingénieurs, consultées

## Fin du règne de Paul Pratt

par les diverses municipalités, fait échouer le projet; la Compagnie de l'Exposition construira une usine d'épuration dans l'île Notre-Dame.

Un autre problème concerne Longueuil et Jacques-Cartier. La Route No 3, aux heures d'affluence, est étranglée. Des ouvriers de la United Aircraft arrivent en retard à leur travail. Longueuil et Jacques-Cartier envisagent un front commun pour obtenir l'ouverture immédiate de la Route 3 A.

Marcel Robidas ira plus loin. Il donne devant les membres du Jeune Commerce de Longueuil, réunis au Club Le Moyne, une conférence intitulée: "Dimensions de l'administration civique" (16 mars 1964). Il y préconise la fusion en une seule ville des sept municipalités composant le secteur nord-ouest de la rive sud: Jacques-Cartier, Saint-Lambert, Longueuil, Greenfield Park, Prévile, Le Moyne et Laflèche. Ce qui formerait une population de 125 000 âmes sur une superficie de 25 000 acres. Ce regroupement permettrait une direction générale de la finance, de l'urbanisme, de l'émission des permis, des travaux publics et de l'assainissement des eaux, du bien-être. La ville ainsi réalisée pourrait connaître un grand essor industriel et marcher allégrement vers le million d'âmes.

Le regroupement municipal est justement une des grandes pensées du gouvernement provincial. On peut distinguer trois problèmes: celui de l'île de Montréal, celui de l'île Jésus et celui de la rive sud. Montréal annexe le village de Saraguay. Mais la résistance des villes de banlieue confine à l'exaspération. Le gouvernement nomme une commission d'étude. Pierre Laporte encourage Jean-Noël Lavoie, maire de Chomedey, qui recherche la fusion des municipalités de l'île Jésus. Mais Jean-Noël Lavoie soulève la résistance passionnée de plusieurs de ses collègues. L'île Jésus, naguère rurale, a subi, en une quinzaine d'années, la même métamorphose que la rive sud. Le gouvernement provincial impose la fusion et crée la ville de Laval. Mais les antifusionnistes tiennent des assemblées de protestation.

C'est dire que l'idée est en marche, mais qu'il faut avancer prudemment. Le conseil municipal de Jacques-Cartier retient les services d'un expert pour étudier la possibilité d'un amalgame avec Longueuil (février 1965). *Le Richelieu*, organe hebdomadaire de l'évêché de Saint-Jean, parle de ce projet en laissant entendre que Longueuil, absorbé par Jacques-Cartier, en deviendrait le quartier huppé.

L'émotion est vive à Longueuil. Nous fusionner avec une ville en tutelle! Nous faire absorber par une ville en tutelle! Et à quel prix! Jacques-Cartier s'est construit des rues et des trottoirs jusque dans les champs! Le gouvernement provincial veut se débarrasser des dettes de Jacques-Cartier en nous les faisant endosser!

Jacques-Cartier a tenté, et en somme réussi, un réel effort. Marc Perron et Jean-Paul Vincent forment une bonne équipe. Perron est un

administrateur honnête qui a le sens de l'ordre et possède la confiance des autorités provinciales. Jacques-Cartier n'éprouverait plus de difficultés financières sans l'assistance sociale qui lui coûte cher. La Ville doit au gouvernement provincial \$4 000 000, dont la moitié avancée pour l'amortissement et les intérêts d'emprunts obligataires et l'autre moitié pour contributions d'assistance. Jacques-Cartier représente au ministre - Pierre Laporte - que l'assistance sociale est allée à des indigents dont beaucoup provenaient de Montréal ou d'ailleurs. La Corporation offre, en règlement, de payer trois millions en quinze versements annuels de \$200 000, sans intérêt. La Commission municipale recommande d'accepter cette offre. Le gouvernement provincial réduit la dette de Jacques-Cartier, de \$4 112 000 à \$3 000 000, par arrêté ministériel du 23 février (1965).

C'est, crie Longueuil, pour nous adoucir la pilule! Le maire Pratt est notoirement défavorable à toute mésalliance avec Jacques-Cartier. Et l'on connaît l'importance des questions de toponymie, reflet des questions d'amour-propre. Longueuil, la ville historique qui a célébré son troisième centenaire, ne renoncera jamais à son nom. De vieux Longueillois, qui ont résisté à deux lois de conscription, se feraient hacher pour défendre le nom sacré légué par le fondateur. Jean-Paul Vincent, maire de Jacques-Cartier, déclare de son côté qu'il serait choquant, si la fusion doit se réaliser, "d'appeler du nom de Longueuil la future cité". Il s'empresse de reconnaître: "Le contraire ne serait pas mieux."

\* \* \*

L'Externat classique construit un nouveau pavillon, qui portera le nom de Joseph Le Caron, premier missionnaire au pays des Hurons. Lucien Saulnier, président du Comité exécutif de Montréal, fait parvenir au greffier de la Ville de Longueuil un projet de contrat pour l'extension du métro, le 18 février 1965. Le Conseil de Longueuil approuve ces plans le 5 mai. Le métro mettra Longueuil à cinq minutes du centre de Montréal. Le gouvernement émet, en juillet, des lettres patentes transférant à la Ville de Longueuil la propriété de l'ancien camp Jacques-Cartier. La Ville de Longueuil revend ces 870 000 pieds carrés à Jean-Paul Auclair, devant le notaire Guy Cloutier, pour son prix d'acquisition: \$870 000, plus le coût des services (4 octobre 1965). La Commission municipale donne sa nécessaire approbation. Jean-Paul Auclair repasse l'affaire aux intérêts Steinberg qui régiront le futur centre d'achats. Le conseil municipal décide la construction d'un centre culturel, au parc Hurteau. Les gouvernements - fédéral et provincial - paieront la moitié du coût, évalué à \$275 000. Longueuil désire entreprendre une étude de rénovation urbaine pour l'ensemble de son territoire et demande le concours de la Société centrale d'hypothèque et de logement, organisme fédéral. La Ville arrête un procès en fixant l'évaluation foncière de la United Aircraft, à l'amiable, à \$1 344 000. Les prévisions budgétaires de Longueuil, pour l'année 1966, se montent à \$1 574 000.

\* \* \*



## Fin du règne de Paul Pratt

Le gouvernement Lesage prépare des élections. L'amorce du pont-tunnel provoque un essor à Boucherville, qui dispose d'une superficie utilisable et crée un centre industriel. La Commission intermunicipale de la rive sud, chère à l'ex-conseiller Robidas, existe toujours. Le maire Pratt et les conseillers Gaétan Baillargeon et Joseph Paré y représentent Longueuil. Mais elle languit. Le gouvernement Lesage crée une commission, présidée par Henri-Paul Lemay, avocat sérieux, président de la Corporation de l'École des Hautes Etudes commerciales, pour étudier les problèmes municipaux de la rive sud (mai 1966). L'étude doit embrasser Boucherville, Brossard, Greenfield Park, Jacques-Cartier, Lafleche, Longueuil, Prévile, Saint-Bruno, Saint-Hubert et Saint-Lambert. Les municipalités, les corps intermédiaires et les citoyens sont invités à soumettre des mémoires, avant le 1er septembre. La Commission tiendra des séances dans les divers hôtels de ville.

Jean Lesage visite Saint-Lambert et Jacques-Cartier, à l'appui de ses candidats régionaux. Il félicite les citoyens de Jacques-Cartier "d'avoir fait de leur ville ce qu'elle est aujourd'hui". Jacques-Cartier s'est donné, "avec l'aide du gouvernement provincial", école polyvalente, école d'arts et métiers, école régionale, parc industriel, usine de traitement d'eau, plan d'urbanisme, réseau routier.

Pierre Laporte est réélu dans le comté de Chambly. Mais l'Union nationale, conduite par Daniel Johnson, réalise quelques gains à Montréal et revient au pouvoir (5 juin 1966).

Aux élections municipales de Jacques-Cartier, Jean-Paul Vincent ne se représente pas. L'élection de Roland Therrien, nouveau maire - le onzième en moins de vingt ans - est par certain côté pittoresque. Roland Therrien, président d'une florissante compagnie de fruits et légumes, et dignitaire des Chevaliers de Colomb, a longtemps habité Longueuil. Devenu propriétaire dans le Domaine Bellerive, il a fort participé aux tentatives pour faire annexer ce domaine par Longueuil. Nous ne l'avons pas oublié et, sans doute, lui non plus.

A Longueuil, Paul Pratt est maire depuis 31 ans, ce qui est unique, non seulement au Canada, mais dans toute l'Amérique du Nord. Il compte 14 élections, dont 7 par acclamation. Il est maintenant septuagénaire. Le reproche, qu'on lui adresse souvent, de manquer d'énergie, ne doit pas masquer l'oeuvre accomplie sous son règne. Les travaux ne cessent pas: élargissement de rues, enfouissement de fils électriques (substitués au réseau aérien), travaux d'aqueduc et d'égout sur le terrain du futur métro. Autant d'emprunts sont nécessaires. La Route No 3 longe le fleuve, de Sorel à Valleyfield, et relie tous les ponts de la rive sud, du pont Louis-Hippolyte Lafontaine au pont Mercier. Elle a fait disparaître le "mur de protection" et, construite à la même hauteur, remplit le même office. Elle décongestionne la rue Saint-Charles, en canalisant le trafic étranger d'est en ouest. Longueuil prépare un accord avec la Société centrale d'hypothèque et de

logement, pour la rénovation du quadrilatère délimité au sud par la rue Saint-Charles, au nord par la Route No 3, à l'ouest par la rue Victoria, à l'est par la terrasse Bourdeau. Le Conseil adjuge la construction d'un centre culturel à la firme Poulin et Mercier, pour \$308 660 (juillet 1966). Il faudra emprunter. Vingt personnes, à l'assemblée publique du 19 juillet, demandent un référendum. Ce n'est pas assez pour l'exiger; le règlement est approuvé.

Paul Pratt a cependant senti des résistances, aux dernières élections municipales. Il peut partir en beauté, laissant Longueuil, enrichi du Domaine Normandie, en bonne posture financière. Il annonce, le 19 septembre, qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Marcel Robidas pose aussitôt sa candidature.

\* \* \*

La "Place Longueuil" ouvre ses portes, à l'emplacement des anciennes casernes, à l'est du pont Jacques-Cartier, le 2 novembre 1966. Elle présente un supermarché, un cinéma, une cinquantaine de magasins. La participation de la société Steinberg, occupant 60 p.c. du complexe, en assure la rentabilité.

La campagne municipale bat alors son plein: les élections sont fixées au 6. Marcel Robidas se présente à la tête d'un "parti civique", qui réclame et promet "du changement". Son adversaire est le Dr Pierre Jodoin, ancien échevin qui a, comme Robidas, échoué contre Pratt dans une candidature précédente. Lui aussi conduit une équipe.

Robidas résume l'article essentiel de son programme: "Marché commun des services municipaux sur la rive sud. Mise en valeur du potentiel extraordinaire de la zone du métro et de la zone riveraine." Le "marché commun" est assez hardi si l'on considère la résistance à tout mouvement d'intégration. Robidas l'emporte, avec ce programme, par 2 010 voix contre 1 777. Le nouveau Conseil - Jean-Jacques Lemieux, Gilles Gravel, Jean-Pierre Renaud, Henri Joncas, Léo Lafrance et Jacques Bouchard - comprend trois adhérents du parti civique, partisans de Robidas, deux adversaires et un indépendant.



## Longueuil et l'Expo 67

L'ABOLITION des péages sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier, l'ouverture des ponts Champlain et Louis-Hippolyte Lafontaine, le métro, le réseau de nouvelles routes dont l'Expo 67 provoquera ou hâtera la construction, l'Exposition elle-même promettent à la rive sud un développement phénoménal.

Devant la Commission Lemay - Henri-Paul Lemay, Henri Mhun et R.W.G. Bryant - la Chambre de commerce de Longueuil préconise "un regroupement municipal à l'échelle de la région": une seule ville englobant les principales municipalités situées autour des quatre têtes de pont. L'étude de la Commission Lemay embrasse 12 villes qu'aucun obstacle physique ne sépare. La population totale de ce groupe, qui s'est multipliée par sept en 25 ans pour rassembler 185 000 personnes, pourrait atteindre 350 000 âmes en 1980. Le maire Therrien, de Jacques-Cartier, se multiplie pour redresser l'image de sa ville dans l'esprit public. Il reconstruit le chemin de Chambly, perfectionne le nettoyage et le déneigement des rues, rénove le système d'éclairage, encourage la construction domiciliaire en suivant un plan d'urbanisme et prépare une "brochure industrielle" exposant les avantages de sa ville. Le maire Therrien est, comme le maire Robidas, assez favorable au principe du regroupement, mais il ferait tout pivoter autour de Jacques-Cartier qu'il appelle "la métropole de la rive sud". La plupart des municipalités sont hostiles à un regroupement qui leur serait imposé. Les fusions ne sauraient être que volontaires. Les remous provoqués par la création de Laval ne sont pas apaisés.

La Commission Lemay remet son rapport au ministre des Affaires municipales, qui n'est plus Pierre Laporte mais Paul Dozois, à la fin de janvier 1967. Elle constate une hypertrophie administrative et recommande un regroupement en trois villes. La première de ces villes rassemblerait Jacques-Cartier, Longueuil, Boucherville (dont on craint la mise en tutelle

car sa dette est élevée par rapport à l'évaluation) et la partie du territoire de Saint-Hubert située au nord de la voie ferrée du Canadien National et de la Route 9. La deuxième engloberait Saint-Lambert, Préville, Greenfield Park, Brossard, Notre-Dame, Le Moyne, Laflèche et la partie du territoire de Saint-Hubert au sud de la voie ferrée et de la Route 9. La troisième de moindre importance, serait formée par Saint-Bruno de Montarville et Saint-Basile-le-Grand. Un "gouvernement régional", comprenant des membres élus par le peuple et des membres délégués par les administrations municipales, aurait juridiction sur le plan directeur, le système d'aqueduc et d'égouts, l'évaluation foncière, la voirie, le transport, les loisirs, l'aménagement des parcs, le développement industriel, la réglementation des heures d'ouverture des magasins. Enfin la Commission souhaite la nomination d'un "protecteur public", sorte d'intermédiaire entre les administrations et les administrés, chargé d'étudier les doléances des contribuables. A l'exception du secteur nord-ouest, déjà saturé, le potentiel de développement de cette région est considérable. Mais, dans l'ensemble, les contribuables y sont, pour des services inférieurs, plus imposés qu'à Montréal.

Le gouvernement d'Union nationale peut manquer d'enthousiasme pour une commission nommée par le gouvernement libéral. Jean Lesage et Pierre Laporte voulaient le regroupement municipal dans toute la province et surtout dans la région montréalaise. Pierre Laporte continue sa campagne "pour regrouper, sous un autorité supramunicipale, toutes nos forces divisées". Mais Pierre Laporte n'est plus que le député de Chambly. Paul Dozois se déclare partisan des fusions volontaires. L'amalgame des municipalités de l'île Jésus, pour créer la ville de Laval, a été imposé, précipité - et quelque confusion s'ensuit.

Les principaux intéressés partagent le sentiment du ministre. Les membres de la Commission intermunicipale de la rive sud reçoivent les membres de la Commission Lemay (8 février 1967). Le maire Robidas fait observer qu'il n'appartient pas au gouvernement mais aux municipalités intéressées de décider de leur avenir. Il incombe aux administrations municipales de trouver des solutions à leurs problèmes. Robidas préconise une mise en commun de certains services municipaux - police, incendie, parcs, Cour municipale - qui prendraient un caractère régional. Des maires moins diplomates que Robidas critiquent vertement la Commission Lemay et demandent aux commissaires quelle est leur expérience municipale. Devant l'Association des hommes d'affaires de la rive sud, André Lagarde, vice-président du Comité exécutif de la ville de Laval, conseille de ne pas aller trop vite, de ne pas "se jeter dans le bain de la fusion sans bouée de sauvetage". Le gouvernement Lesage aurait plongé l'île Jésus dans un fouillis: "Des erreurs ont été commises chez nous, qui menacent notre existence même." D'aucuns préconisent un référendum pour ou contre la fusion.

\* \* \*

La terre enlevée pour faire place à la Voie maritime a remblayé une partie du lit du fleuve, de sorte que la canalisation entraîne ce curieux effet d'agrandir le territoire de l'ancien Montréal-Sud, c'est-à-dire de Longueuil. Sur ce territoire, acquis par Longueuil, s'ouvre la station de métro, le 31 mars 1967. Le métro réalise un projet de la Montreal Tramways qui songeait, vers 1909, à construire un tunnel sous le Saint-Laurent pour conduire des tramways à Longueuil. La station de Longueuil, qui a coûté \$900 000, est la seule qui n'appartienne pas à Montréal. Elle abrite un petit centre commercial qui permettra de récupérer la somme investie. Le parc de stationnement qui l'entoure et qui peut recevoir 11 000 voitures sera mis à la disposition de l'Expo et reviendra ensuite à la Ville. Le réseau d'autobus desservant Longueuil et Jacques-Cartier est modifié pour assurer la correspondance avec le métro. Après les tramways, le pont Jacques-Cartier et la levée des péages, le métro! Longueuil est bien désormais à cinq minutes de Montréal mais la population de la rive sud n'est pas assez dense pour justifier un autre prolongement du métro. On vient de présenter au conseil municipal la maquette de deux grandes maisons de rapport, dont la construction, au coût de \$5 500 000, doit commencer bientôt dans la zone riveraine. "D'ici cinq ans, affirme Marcel Robidas, l'évaluation imposable devrait doubler. D'ici cinq ans, Longueuil sera méconnaissable! "

Paul Pratt ne verra pas cette transformation car il meurt à 72 ans. Un de ses fils, l'abbé Guy Pratt, est depuis peu curé de Notre-Dame-de-Fatima. Longueuil fait à son ancien maire des funérailles civiques.

\* \* \*

Montréal prépare la plus grande exposition de tous les temps dans l'île Sainte-Hélène qui a fait partie de la seigneurie de Charles Le Moyne - de la seigneurie de Longueuil - pendant 153 ans, de 1665 à 1818. Une publicité d'enfer est déclenchée aux Etats-Unis, dans la presse, dans les périodiques, à la télévision. Le souci du logement préoccupe les agences de voyage. Logexpo, agence officielle d'hébergement, est le point faible de l'organisation. Les 30 000 chambres d'hôtel ou de motel sont réservées à l'avance pour la durée de l'Exposition. Des institutions loueront chambres et dortoirs rendus disponibles par les vacances. Les touristes américains viendront en majorité en automobile, donc par la rive sud. Le gouvernement provincial complète l'infrastructure de routes et de ponts. L'autoroute Montréal-Sherbrooke est prolongée d'une vingtaine de milles jusqu'au poste-frontière de Derby Line. La Route No 9 est portée à quatre voies, sur une distance de 28 milles, jusqu'à Saint-Hyacinthe. Le boulevard Tascheureau est porté à six voies sur une distance de neuf milles. La Route No 3 est construite à six voies sur une distance de 13 milles; une extension de sept milles permet d'éviter Boucherville. Une route d'intercommunication relie la route Transcanadienne et l'autoroute Montréal-Sherbrooke entre Saint-Bruno et Saint-Hubert. La Route 9B est reconstruite en direction de Saint-Jean sur une distance de sept milles. Dans Montréal, un réseau d'autoroutes est-ouest et nord-sud complète les approches des ponts et du

tunnel vers la rive sud. Le conseil municipal de Longueuil crée un Comité Expo 67 qui prépare le service d'accueil. Cinq kiosques, dans différents coins de la ville, renseigneront les visiteurs. La location des chambres sera réglementée, dans la mesure du possible. Les personnes ayant des chambres à louer pendant la durée de l'Exposition devront obtenir un permis. La Ville dressera un répertoire des chambres disponibles. Des motels, temporaires pour la plupart, s'édifient de bric et de broc dans toute la région. Il faut les surveiller pour qu'ils n'esquivent pas les taxes. Longueuil engage des policiers spéciaux pour la protection des touristes.

L'Expo est ouverte aux officiels le 27 avril 1967. Elle est ouverte au public le lendemain: les calculatrices avaient prévu 119 000 visiteurs pour la première journée; les tourniquets en enregistrent 250 000! L'entreprise est colossale. Son succès ne l'est pas moins. Le monde entier en est informé. Le maire Drapeau révèle son projet de "faire de Terre des hommes une cité mondiale permanente". Jean Drapeau est ambitieux pour sa ville. Marcel Robidas entend profiter de l'Expo pour faire connaître la sienne. Près de cent mille touristes logent à Longueuil pendant l'Expo. Le curé de Chandler, en Gaspésie, demande et obtient pour les scouts de sa ville le droit de monter des tentes dans le parc industriel de Longueuil, pendant une douzaine de jours. Les premières constructions en hauteur s'élèvent, à proximité du métro. Ce seront des termitières, sans doute, mais des termitières de luxe, confortables, aérées, avec vue sur l'un des plus beaux et des plus animés fleuves au monde. Marcel Robidas rêve d'un parc occupant l'espace qui borde le fleuve et la Route No 3. Son projet comporte une plage et même un lac poissonneux. Robidas espère obtenir le concours financier de Montréal car le parc serait accessible aux citoyens des deux rives. On surnomme parfois le maire de Longueuil "le petit Jean Drapeau de la rive sud".



## Ville de cent mille âmes!

LONGUEUIL continue d'avancer. Le Centre culturel ouvre ses portes en novembre 1967. C'est un immeuble moderne, en retrait de la rue Saint-Laurent, au parc Hurteau. Il abrite une bibliothèque et divers ateliers d'artisanat. Il est réalisé grâce à un "octroi" de \$133 000 - le tiers du coût, en chiffres ronds - au titre du centenaire de la Confédération. Le Canadien National enlève les voies ferrées de l'ancien Montréal et Sorel, qui traversaient des quartiers résidentiels de Longueuil. C'est, dit-on, la fin d'une époque. Le budget municipal s'élève à trois millions, ce qui paraît astronomique. Mais le service de la dette, qui absorbe 35 p.c. du budget, l'augmentation de l'effectif et la hausse des salaires des fonctionnaires municipaux obligent à porter la taxe foncière de 0.90 à 1.06 p.c. Des propriétaires protestent.

\* \* \*

Le gouvernement Johnson prolonge le mandat de la Commission Lemay, pour qu'elle étudie le coût des fusions recommandées dans son rapport. Les populations de Longueuil et de Jacques-Cartier se regardent en chiens de faïence. Les habitants de Jacques-Cartier se considèrent comme des pionniers, des fondateurs de ville, presque des conquérants. Ils jugent les habitants de Longueuil comme des petits bourgeois de banlieue, routiniers et rapiats. Les policiers des deux villes ne peuvent pas se souffrir. Des sujets insignifiants comme le déneigement d'une voie mitoyenne posent des problèmes. Une requête de Jacques-Cartier provoque un incident sérieux, à l'automne de 1967. L'administration de la Voie maritime a, pour les besoins de la canalisation du Saint-Laurent, remplacé les prises d'eau de Longueuil et de Jacques-Cartier - avec le consentement des municipalités - par une prise d'eau commune, à 800 pieds en aval du pont, en territoire longueuillois. Elle l'a faite d'assez grande capacité, en prévision d'un développement des deux villes. Jacques-Cartier en a profité pour vendre de

l'eau potable à des villes voisines. C'est un véritable commerce qui lui procure, affirme-t-on à Longueuil, des bénéfices. Jacques-Cartier, désireux d'élargir l'opération, demande à la Régie des eaux du Québec l'autorisation d'agrandir sa station de pompage, pour en augmenter la capacité (6 septembre 1967). Elle risquerait ainsi de tarir la prise d'eau commune, à certaines périodes, et de causer une pénurie dans la ville qu'on n'ose appeler soeur, mais belle-soeur. Longueuil, "attendu que la Cité ne doit pas souffrir du fait que la Cité de Jacques-Cartier désire faire et fait le commerce de la vente de l'eau potable à d'autres municipalités", s'oppose formellement à la requête de Jacques-Cartier.

Il faut en sortir, pensent les deux maires. Roland Therrien, dont les initiatives se heurtent à des obstacles, rencontre Marcel Robidas qui souhaite rapprocher les deux villes. Roland Therrien donne une conférence devant le Club Richelieu-Longueuil, en décembre 1967. Il constate que "seule, une attitude d'esprit a séparé momentanément Longueuil et Jacques-Cartier." Voyez une carte, dit-il: "Nos deux villes sont unies comme des soeurs siamoises." Elles comptent, à elles deux, 40 p.c. de la population de toute la rive sud. Marcel Robidas pense qu'en effet il n'existe pas de barrières physiques, mais seulement des barrières sociales, entre les deux villes. Mais il n'en méconnaît pas la puissance. Appelé à remercier le conférencier, il émet un conseil de patience: "Nous marierons nos deux villes en temps et lieu... Une période de fiançailles me paraît nécessaire... Cet objectif sera réalisable dans une génération."

Les conseils municipaux des villes visées par le rapport Lemay étudient le projet de regroupement régional, dans le but d'enlever l'initiative à la Commission. Une Société pour le progrès de la rive sud, fondée à Saint-Bruno, admet le principe des fusions. Marcel Robidas donne à son tour une conférence devant le Club Richelieu-Longueuil (mars 68). Il rassure sa ville tout en continuant de parler "région": "Longueuil désire jouer le rôle essentiel de coordination dans le développement de la rive sud... Vive la Ville de Longueuil! Vive la capitale régionale! "

\* \* \*

La ville d'Edmunston (Nouveau-Brunswick) souhaitant son jumelage avec quelque ville de la Province de Québec, l'Union des municipalités suggère Longueuil, qui accepte (septembre 1967). Longueuil se jumelle aussi avec la ville ontarienne de Whitby, après une rencontre des deux maires, "afin de faire connaître l'Ontario aux gens de Longueuil et le visage français du Québec aux résidents de Whitby". Le conseil municipal prie "les hôteliers, restaurateurs, marchands, ainsi que tous les citoyens de la Cité d'accueillir d'une façon tout à fait particulière les touristes et les voyageurs venant de la Cité de Whitby" et les associations longueuilloises de se jumeler "à leurs associations homologues de la Cité de Whitby." La proportion des Longueuillois connaissant l'existence de Whitby, sur la rive nord du lac Ontario, doit être égale à la proportion des habitants de



## Ville de cent mille âmes!

Whitby connaissant l'existence de Longueuil, sur la rive sud du Saint-Laurent. Mais il y a plus pittoresque - et plus émouvant. La Louisiane n'a pas oublié Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville, que La Nouvelle-Orléans considère comme son fondateur. Un délégué du gouvernement de la Louisiane, venu pour l'Exposition universelle, a reçu à Longueuil un accueil fraternel qui marque le début de nouvelles relations. Le maire Marcel Robidas et le conseiller Léo Lafrance, rendant la visite, passent quelques jours en Louisiane, au printemps de 1968. Ils y suscitent un mouvement d'enthousiasme, un regain de fierté française parmi les descendants d'Acadiens. Des jeunes gens de Lafayette passeront leurs vacances d'été dans des familles de Longueuil et de jeunes Longueillois - ou Longueilloises -, conduits par la fille aînée du maire, seront reçus dans des familles de la Louisiane. Les deux villes se jumellent un peu plus tard. Paul Pratt n'eût pas désavoué son successeur, sur ce point. Et sans doute, aucun conseiller municipal ne saurait réciter la liste des villes avec lesquelles Longueuil s'est jumelé. Mais ce jumelage-là touche des fibres profondes, éveille des vibrations prolongées.

Longueuil accélère surtout ses progrès. Le budget prévu pour 1968 se monte à \$3 863 000. Marcel Robidas, économiste qui tient de l'urbaniste, s'est toujours préoccupé de zonage. Un plan directeur fond en un seul les 70 règlements de zonage - dont un certain nombre hérités de Montréal-Sud - en vigueur. Robidas et son Conseil mettent en route plusieurs projets de rénovation urbaine, avec le concours financier de l'Etat provincial. L'un des plus importants concerne le secteur "B", quadrilatère délimité par la rue Saint-Charles, la voie du Canadien National, le chemin de Chambly et le boulevard de Normandie. La Commission scolaire régionale de Chambly ayant recommandé l'ouverture d'une école secondaire polyvalente - pouvant recevoir plus de 3 000 élèves - à Longueuil, la Ville prévoit le dégagement du terrain nécessaire, dans le plan de rénovation du secteur "B".

Le secteur du métro mérite une attention particulière. Le Conseil accorde, après réception de soumissions, des baux à divers commerçants ouvrant boutique dans la station de métro. Des entrepreneurs sollicitent l'autorisation de construire des immeubles de rapport dans le voisinage. Robidas et son Conseil veulent "un développement harmonieux de tout le secteur ouest de la ville, d'une importance primordiale pour l'avenir économique de Longueuil". Une Commission de mise en valeur du site Métro comprend le maire et trois conseillers. La firme d'ingénieurs R.-R. Nicolet et Associés préparera un projet de planification du territoire compris entre la Route No 3, en bordure du fleuve, les approches du pont Jacques-Cartier et l'axe du pont. Le Conseil décide aussi de créer, à l'entrée de la station de métro, une place Charles-Le Moyne, "de qualité monumentale et commémorative". La Ville de Montréal a décidé l'exploitation permanente - en saison favorable - de Terre des hommes, qui comprend un port de plaisance à la Ronde. Cette décision fait revivre la Traverse. La Ville de Longueuil concède l'exploitation d'un service de bacs jusqu'au quai de Terre des hommes.

## Histoire de Longueuil

Enfin le gouvernement provincial - gouvernement Johnson - projette le rassemblement, dans un même immeuble, de divers services éparpillés sur la rive sud. Plusieurs villes offrent des terrains. Longueuil l'emporte, avec cet argument: "Nous avons le métro! "

Le conseil municipal crée un Ordre du mérite de Longueuil, "pour services rendus à la communauté ou succès personnels remportés dans divers domaines, dans toutes les classes de la société". Le maire Robidas soumet le modèle des médailles à l'hôtel des Monnaies, à Paris. Médailles et diplômes sont décernés en grande solennité, le 19 octobre 1968. Thore E. Stephenson, président directeur de la United Aircraft qui célèbre son quarantième anniversaire, et Jesse Turner, président d'Héroux Machine Parts qui s'agrandit pour ouvrir une division hydraulique, ouvrent la liste, comprenant une centaine de bons citoyens. Marcel Robidas rappelle les lettres de noblesse décernées par le Roi-Soleil et ajoute: "Depuis cette date, douze générations d'hommes ont consacré leur existence à bâtir la Cité que nous habitons. Si nous gardons un grand respect pour ceux qui sont déjà dans les jardins du Père Eternel, nous nous devons de reconnaître les vivants qui ont contribué ou qui contribuent avec nous à donner à notre Cité une nouvelle dimension."

"Nouvelle dimension" n'est pas une hyperbole. Le budget prévu pour 1969 dépasse \$4 000 000. Le Conseil crée un Service de rénovation urbaine, confié à l'ingénieur Jean Curzi, qui était et reste adjoint au gérant.

\* \* \*

Jean-Pierre Côté, député fédéral de Longueuil, est ministre des Postes, puis ministre du Revenu. Mais Longueuil et Jacques-Cartier ont surtout affaire au gouvernement provincial. Robert Lussier, ministre des Affaires municipales, réunit les maires de la région à l'hôtel de ville de Longueuil pour débattre la question des transports sur la rive sud. La Commission Lemay remet son deuxième rapport en novembre 1968. Elle modifie peu ses recommandations: la fusion de Longueuil et de Jacques-Cartier formerait la ville No 1, à laquelle Boucherville pourrait ensuite s'adjoindre; la fusion de Saint-Lambert, Le Moine et Greenfield Park formerait la ville No 2, à laquelle Laflèche, Saint-Hubert, Brossard et Sacré-Coeur pourraient ensuite se greffer. Les maires de Longueuil, de Saint-Lambert et de Saint-Hubert reprochent à la Commission Lemay de ne pas avoir consulté les dirigeants municipaux.

C'est la situation de Jacques-Cartier qui précipitera les choses.

Jacques-Cartier n'est pas moins actif que Longueuil, puisque l'Association des constructeurs d'habitations du district de Montréal lui a décerné, en septembre 1968, le titre de Municipalité de l'Année, "pour le volume de la construction, l'efficacité des services municipaux, la proportion des parcs et des terrains de jeu, la collaboration entre les autorités municipales et les

## Ville de cent mille âmes!

entrepreneurs." Cependant le Conseil de Jacques-Cartier est débordé par ses problèmes et le maire Therrien éprouve des résistances. Léo Rémillard ne s'est pas occupé des questions municipales pendant l'administration Vincent, ni pendant les débuts de l'administration Therrien, bien que le délai légal l'excluant de toutes fonctions soit expiré. Il a organisé une compagnie d'enlèvement des ordures ménagères. Il ne contrôle plus une puissante organisation électorale, mais conserve les moyens de gêner qui l'agace. Or Roland Therrien, qui ne manque pas d'habitude de jugement, mais que l'orgueil peut entraîner à des fautes, a provoqué, défié Rémillard dans une assemblée d'électeurs. Rémillard relève le gant, se fait élire au conseil municipal dans une élection complémentaire, rallie d'autres conseillers et harcèle le maire, souvent obligé de donner sa voix prépondérante. Therrien court à Québec et fait prolonger de cinq ans l'exclusion visant son ennemi. Rémillard démissionne, une fois encore, mais fait élire à sa place Paul-Auguste Briand qui n'a pas toujours été de ses partisans, mais qui suit maintenant l'ancien maire remontant la côte. Briand est l'animateur d'une Ligue des propriétaires qui, sans représenter un mouvement puissant, peut, elle aussi, mettre des bâtons dans les roues. Therrien a fait construire une "arena". La Ligue des propriétaires conteste la légalité du règlement et le fait casser. Roland Therrien - qui a subi une crise cardiaque - ne sait comment en sortir. Ou plutôt il n'entrevoit qu'une solution: l'union de Longueuil et de Jacques-Cartier, "déjà réalisée par la géographie".

Roland Therrien en parle à Marcel Robidas: "Nos villes sont toutes les deux nées de la paroisse de Longueuil, démembrée en un casse-tête chinois." Robidas a déjà proposé la fusion des corps de police et de pompiers. Il évalue la force des préventions qu'il devra surmonter, mais ne recule pas devant un projet susceptible d'activer la "nouvelle dimension" de Longueuil. La réaction de plusieurs conseillers, sondés, est favorable. Les deux maires vont exposer leur projet au ministre des Affaires municipales, avant de le rendre public.

Jean-Jacques Bertrand a succédé à Daniel Johnson, mort subitement. Robert Lussier, ministre des Affaires municipales, souhaite, comme Pierre Laporte son prédécesseur libéral, réduire la pléthore des gouvernements municipaux, qui entraînent des frais excessifs d'administration et de services. Il promet un "octroi" de \$2 000 000 à la nouvelle ville si elle se constitue.

Il y a des formalités à suivre: saisir chacun des deux conseils municipaux d'un avis de motion, obtenir leur approbation, informer le ministre des Affaires municipales qui fera paraître des avis dans divers journaux de langue française et de langue anglaise. Les contribuables auront un délai pour remettre leurs observations au ministre qui décidera s'il y a lieu d'ordonner une enquête. Le ministre nommera enfin, sur recommandation des deux Conseils, les membres d'un conseil provisoire pour administrer la nouvelle ville jusqu'aux élections fixées au premier dimanche de novembre 1970.

Les deux maires publient un communiqué de presse le 27 mars 1969.

Longueuil subit un choc émotif. Une bonne partie de la population est très trémée: "Vous absorbez une forte dette; vous augmenterez les taxes!" Des fonctionnaires municipaux craignent de perdre leur place. Robidas s'applique à rassurer: "Les taxes ne seront pas augmentées; aucun fonctionnaire ne perdra son emploi." Mais dans les "vieilles familles", on rappelle, à mi-voix, que Marcel Robidas n'est pas Longueuillois de naissance. Des pressions s'exercent sur les conseillers municipaux et deux d'entre eux, Léo Lafrance et Jean-Pierre Renaud, sont ébranlés. Il faut tenir des assemblées publiques à l'hôtel de ville. Les protestataires rappellent qu'il a fallu refaire les trottoirs de Montréal-Sud et remplacer son matériel de voirie, après l'annexion: "Et nos taxes ont monté!"

A Jacques-Cartier, c'est le conseiller Briand qui combat le projet de fusion, susceptible de barrer la route à un éventuel retour de Rémillard. Marcel Robidas, à Longueuil, s'explique avec patience. Roland Therrien, à Jacques-Cartier, en fait autant, auprès d'une population à peine moins rétive.

Le conseiller Jacques Bouchard annonce, le 31 mars, "qu'à la prochaine assemblée de ce conseil ou à une assemblée subséquente, il présentera un règlement autorisant la signature, au nom de la Cité de Longueuil, et la présentation d'une requête conjointe de la Cité de Longueuil et de la Cité de Jacques-Cartier au lieutenant-gouverneur en conseil, en vue de la fusion des deux municipalités..." Le maire convoque une "assemblée spéciale" - ce qui n'est pas un geste insolite - pour le lendemain.

Le Conseil est au complet. La séance attire plusieurs centaines de contribuables. Le maire leur explique qu'ils pourront faire valoir leurs raisons après l'adoption du règlement. Mais deux conseillers, Léo Lafrance et Jean-Pierre Renaud, proposent l'ajournement au 23 avril. Ils demandent des éclaircissements sur un projet à la préparation duquel ils n'ont point participé et dont les conséquences leur paraissent encore imprévisibles. Jean-Jacques Lemieux et Gilles Gravel font adopter une date plus rapprochée: le 8 avril.

Le Conseil est encore au complet ce jour-là. Léo Lafrance, qui fut le compagnon de voyage du maire en Louisiane, satisfait des explications reçues dans l'intervalle, s'est rallié. Mais Jean-Pierre Renaud, qui a fait partie de l'équipe Jodoin, reste irréductible. Le règlement 1043, proposé par Jacques Bouchard et Gilles Gravel, est adopté contre son unique dissidence.

Le chanoine Armand Racicot, curé-fondateur de Saint-Pierre-Apôtre, meurt accidentellement. Le conseil municipal donne son nom à un parc, ce

## Ville de cent mille âmes!

qui était bien le meilleur hommage à rendre à ce grand patron des sportifs et organisateur des loisirs.

\* \* \*

Le règlement de fusion est soumis à la Commission municipale qui tient des audiences publiques et reçoit des pétitions... hostiles. La fusion n'en est pas moins irrésistiblement en marche. Le nom de la nouvelle ville constituera la dernière pierre d'achoppement, et peut-être la plus périlleuse. Renoncer au nom de Longueuil risquerait d'y soulever une émeute. Roland Therrien ne veut pas avoir l'air de renoncer, de lui-même, au nom de Jacques-Cartier. Les deux maires prient Robert Lussier de les tirer d'embaras, en décidant pour Longueuil. Le ministre choisit donc "ce nom glorieux dans l'histoire du Canada français et que nous nous devons de perpétuer". D'ailleurs, ajoute-t-il: "Tous les titres de propriété relèvent de la paroisse de Longueuil." Le maire Therrien commente, pour ses administrés: "Nous aurions aimé conserver le nom de Jacques-Cartier, dont nous sommes fiers, mais nous aurions eu mauvaise grâce à refuser de céder aux arguments particulièrement valables du ministre."

La fusion de Longueuil et de Jacques-Cartier, comme la fusion des municipalités de l'île Jésus, comme la Confédération canadienne et la formation de la plupart des Etats, n'est en rien le fruit d'un mouvement populaire. Elle est l'oeuvre de dirigeants qui la jugent raisonnable, pour sortir d'une impasse, et réussissent à l'imposer, sans violence, à une opinion en partie indifférente, en partie hostile.

Un arrêté ministériel du 6 août 1969 décide la fusion qui prendra vigueur le 17 août. La tutelle de Jacques-Cartier sera aussitôt levée. Des élections municipales se tiendront le premier dimanche de novembre 1970. Elles désigneront un maire et huit conseillers. En attendant, le Conseil chargé d'administrer la nouvelle Ville de Longueuil comprendra un maire et 11 conseillers. Roland Therrien, qui a cédé sur l'importante question du nom, craint de perdre la face, à Jacques-Cartier, s'il cède aussi sur la question de la première magistrature. Peut-être est-il plus attaché aux honneurs qu'on ne l'aurait cru: il présidera, comme maire, le conseil provisoire. Marcel Robidas, conseiller d'office, sera maire suppléant. Les dix autres conseillers seront désignés, cinq par le Conseil de Longueuil et cinq par le Conseil de Jacques-Cartier.

Le maire Robidas convoque, pour le 30 juillet, une séance spéciale où l'on expédiera diverses questions de routine. Un seul des six échevins, Jean-Pierre Renaud, ne répond pas à la convocation. Le greffier donne lecture de ce document:

*Considérant que les portes du domicile de M. le conseiller Jean-Pierre Renaud étaient fermées, et qu'il ne s'y trouvait aucune personne raisonnable qui puisse recevoir la signification de l'avis*

## Histoire de Longueuil

*spécial de convocation de la séance spéciale du conseil, tenue le 30 juillet à 6 h 15 P.M., cette signification a donc été faite à 17 h 30 en affichant la copie de l'avis sur l'une des portes du domicile de M. Jean-Pierre Renaud, le tout conformément à l'article 370 de la Loi des Cités et des Villes.*

Le Conseil tiendra une nouvelle séance spéciale, à huitaine, pour désigner cinq membres du conseil municipal provisoire. Le greffier donne lecture d'un document identique à celui du 30 juillet. Les cinq conseillers présents se nomment eux-mêmes. Jean-Pierre Renaud, adversaire de la fusion, se trouve éliminé. Mais à la séance du 14 août - la dernière de l'ancien Conseil de Longueuil -, les cinq conseillers votent à Jean-Pierre Renaud "de sincères remerciements" et le maintien de son indemnité jusqu'au 30 octobre. Jacques-Cartier prend la même mesure envers le conseiller Paul-Auguste Briand qui ne siègera pas non plus au conseil provisoire.

Il faut ensuite équilibrer les postes-clefs entre fonctionnaires de Longueuil et de Jacques-Cartier. Fernand Poiré, gérant de Jacques-Cartier, sera le gérant de la nouvelle ville, avec le titre de directeur général. Paul Gagnon dirigera les finances. Robert Boiteau, greffier de Jacques-Cartier, sera greffier de la nouvelle ville. Paul Charron, plus âgé que son successeur à la direction de la police de Longueuil et plus ancien dans le métier, doit avoir le désir de conserver son poste. Mais Jacques-Cartier est déjà gâté, dans la distribution des postes supérieurs, par la nomination du gérant et du greffier. Paul Charron, à la réputation de limier, mais sorti du rang, est plus à son aise pour traquer des malfaiteurs que pour rédiger un rapport difficile. Pierre Messier, chef de police de Longueuil depuis peu, restera chef dans la nouvelle ville, avec Paul Charron pour adjoint, spécialement chargé de la Sûreté. L'administration, à la tête de 500 employés, est devant deux fraternités de policiers, deux syndicats de pompiers, deux syndicats de "collets blancs" et un syndicat de cadres. Les conventions de travail négociées avec ces unions diffèrent d'une ville à l'autre. Les salaires, les heures de travail, les jours fériés même ne coïncident pas. Pour les administrateurs municipaux, quel casse-tête!

\* \* \*

La nouvelle Ville de Longueuil, abritant cent mille âmes en chiffres ronds, est la quatrième de la province pour le chiffre de population, après Montréal, Québec et Laval. C'est un motif de fierté mais qui n'aplanit pas les difficultés et ne peut amadouer les grognons comme par enchantement. L'Arena de Jacques-Cartier devient l'Arena Jacques-Cartier de Longueuil: voilà qui va tout seul. Mais les plans de zonage, les systèmes d'évaluation, le régime fiscal lui-même sont différents. Longueuil, avec 40 milles de rues, possède autant d'équipement que sa partenaire, avec 60 milles de rues, et les citoyens de Jacques-Cartier veulent du jour au lendemain les mêmes services. Une tâche presque inimaginable! Et comment éviter, malgré les \$2 000 000 promis par le gouvernement provincial, une hausse des taxes?

## Ville de cent mille âmes!

L'administration municipale s'y met, avec assez de bonheur. Aux élections de novembre 70, Marcel Robidas l'emporte sur Georges Darveau, ancien ingénieur de la Ville de Longueuil passé au service de Jacques-Cartier, et fait élire quatre de ses candidats contre deux adversaires et deux indépendants. Il peut compter sur une majorité au Conseil, et c'est, en somme, l'équipe de la fusion qui gagne ces élections. Le gros de la population, à Longueuil comme à Jacques-Cartier, s'est résigné à une sorte de fatalité.



Y. H. de la Cruz

The first part of the paper is devoted to a study of the properties of the solutions of the system of equations (1) and (2) under the assumption that the functions  $f$  and  $g$  are continuous and differentiable. In the second part, the case of discontinuous functions is considered. The third part is devoted to the study of the stability of the solutions of the system (1) and (2) with respect to the initial conditions. The fourth part is devoted to the study of the stability of the solutions of the system (1) and (2) with respect to the parameters of the system.





## Epilogue

LA POPULATION de Longueuil, quatrième ville de la province, grossit de plusieurs milliers d'âmes - la valeur d'une petite ville - chaque année. On y construit de trois mille à quatre mille cinq cents logements; l'évaluation immobilière augmente de trente à quarante millions de dollars - toujours par année. La Ville boucle un budget de \$22 000 000, dont \$2 000 000 d'excédent. Sans remonter à Charles Le Moine, on imagine l'effarement d'Isidore Hurteau, s'il revenait!

Ce progrès si rapide est cependant ordonné. Il a fallu freiner le développement périphérique pour rentabiliser les services. L'extrême commodité du métro favorise le foisonnement des constructions en hauteur. Une assemblée de géants se groupe autour du métro. La Ville ne leur a pas vendu les terrains. Elle les a loués, par baux emphytéotiques de 63 ans, la durée de la construction comprise.

La gare du métro, grouillante de vie, est exhaussée d'un étage. Et ce métro providentiel n'a en définitive, rien coûté à Longueuil. La Législature, accédant à une requête de Montréal, fait payer aux municipalités de la région une part de la construction du métro. Cette décision rendait caduc l'accord par lequel Longueuil, pour avoir le métro, verserait \$3 300 000 à Montréal. Longueuil paie la simple quote-part qu'elle devrait de toute façon payer, même si elle n'avait pas le métro.

Mais le métro n'est pas le seul pôle de croissance. Le problème des communications, après avoir obsédé des générations d'administrateurs, est réglé. Longueuil s'est tracé un plan quinquennal. La ville est répartie en "unités de voisinage" qui seront bien articulées. Le programme de rénovation urbaine, appliquée à l'ancien Jacques-Cartier comme au vieux Longueuil, remettra en valeur des secteurs dépréciés. La superficie est la moitié de celle de Montréal. La Ville se fait céder par les entrepreneurs, au coeur

## Histoire de Longueuil

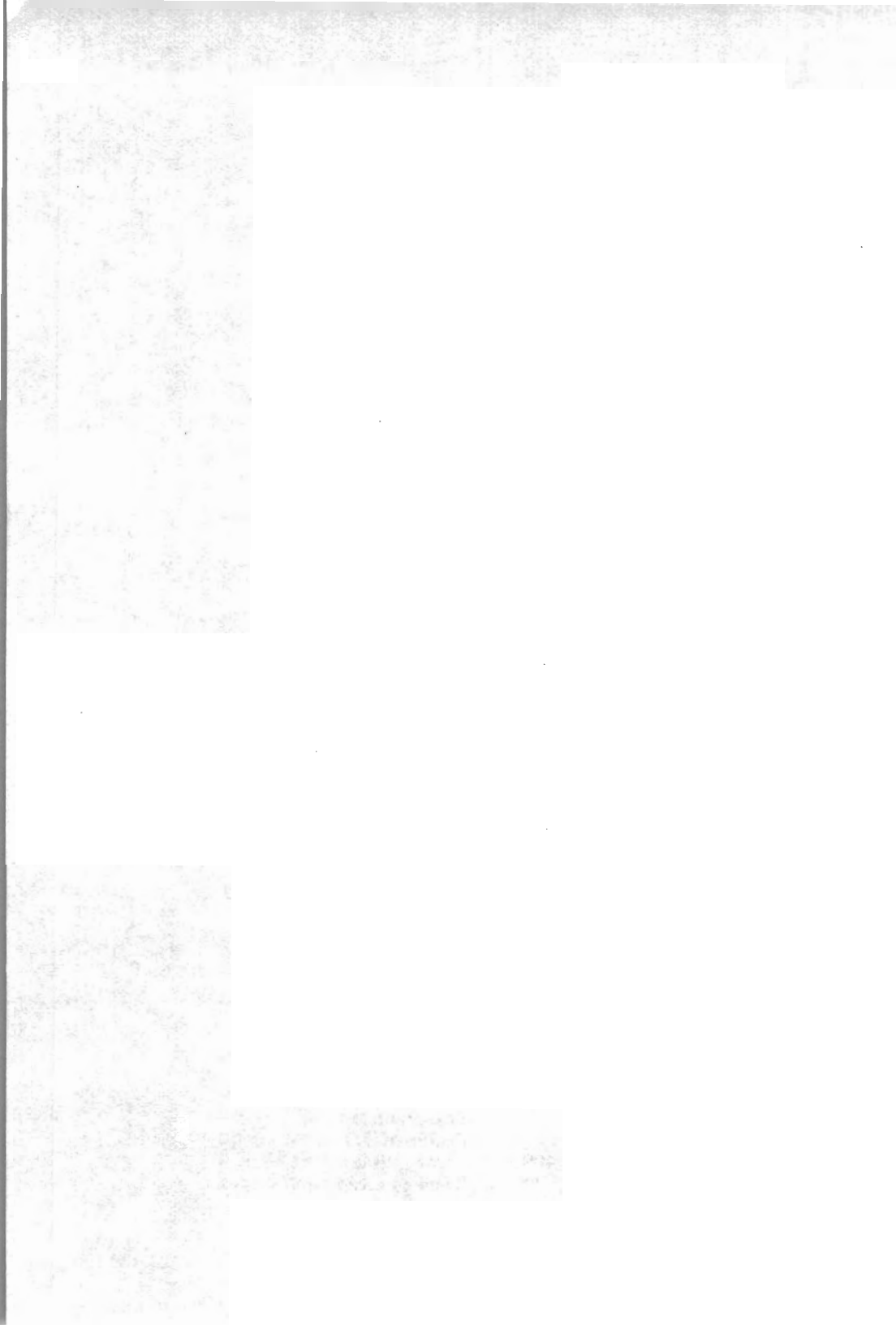
des nouveaux lotissements, de cinq à dix p.c. des terrains, pour création d'un centre communautaire. Longueuil s'enorgueillit d'être la ville qui possède, proportions gardées, le plus d'arbres sur son territoire. Elle entend conserver ce titre.

Longueuil ne prétend pas dominer les autres villes de la rive sud. Mais il a pris la tête du mouvement sur lequel les autres devront s'aligner. Longueuil, Boucherville, Saint-Hubert et Saint-Bruno ont mis sur pied, en commun, un Bureau de développement industriel. De nouveaux regroupements peuvent se prévoir. Les Longueuillois d'esprit rassis prédisent pour leur ville, métropole de la rive sud, une population de 500 000 âmes. Les autres, les intrépides qui n'ont jamais manqué à Longueuil - et moins encore à Jacques-Cartier - reprennent, au secret de leur coeur, le vieux rêve d'un défi lancé à Montréal. Maurice Perrault inaugurant ses fonctions de maire, en 1898, prophétisait le temps, pas tellement éloigné, où "notre riche voisine la ville de Montréal verrait avec surprise s'élever sur la rive sud une ville importante et presque rivale".

Pourquoi pas? Montréal a donné le spectacle de la plus grande exposition de tous les temps. Mais Longueuil a participé à l'aventure la plus audacieuse, la plus fantastique et la mieux calculée que les hommes aient jamais tentée. C'est sur un train d'atterrissage conçu par Fernand Michon, directeur des services d'outillage et de réparation chez Héroux Limitée, et fabriqué dans cette usine, qu'Apollo-XI a pu atterrir et se maintenir sur la lune. Le plus prodigieux témoignage de la grandeur humaine repose, dans une autre planète, sur de fidèles et solides jambes de Longueuil!







# Index

- Abbott (J.J.C.).189.240  
Ailleboust de Manthet (Nicolas d')  
.32.  
Alexandre (Guillaume) dit Jourdain  
.49. .  
Allan (Hugh).158.172.180.  
Allard (François).126.127.135.141.  
Allard (Jules).270.  
Allen (Ethan).69.71.  
Ames (Herbert Brown).320.  
Angers (Auguste-Réal).195.234.  
Angers (François-Albert).417.418.  
.419.423.  
Anontaha.7.  
Archambault (Alfred).250.  
Archambault (A.-M.).290.  
Archambault (Joseph).327.332.335.  
.336.341.347.  
Armand (Jean).414.422.  
Arnold (Benedict).69.  
Artigny (Michel-Amable Berthelot  
d').74.83.  
Asselin (Edouard).383.  
Asselin (Olivar).264.270.271.277.  
288.289.297.321.322.  
Atholstan (lord).327.  
Aubert (Pierre).128.132.  
Aubert de La Chesnaye (Charles)  
.24.25.26.30.  
Aubertin (Louis).255.312.  
Aubuchon (Jean).10.  
Auclair (Jean-Paul).389.408.409.  
417.433.434.436.  
Auger (Urbain).111.  
Aylmer (Matthew Witworth, lord)  
.105.
- B**
- Bagot (Charles).125.129.  
Baillargeon (Gaéтан).432.437.  
Baillargeon (Jean-Baptiste).169.  
Baillargeon (Philippe).398.  
Baker (William).282.  
Balcer (Léon).423.  
Baldwin (Robert).125.129.  
Ball (George).233.  
Barré (Laurent).392.  
Barsa (André) dit Lafleur.18.  
Basset (Bénigne).9.10.22.27.  
Beaubien (Joseph).340.  
Beaubien (Louis).234.235.  
Beaubien (Pierre).141  
Beauchamp (Joseph-Avila).291.  
Beauchemin (Hyacinthe).233.245.  
Beauchemin (Louis-Joseph-Odilon).  
.307.  
Beaucourt (Josué du Bois Berthelot  
de).56.  
Beaudet (Guy).429.  
Beaudry (F.-X.).173.204.214.  
Beaudry (Narcisse).307.  
Beaugrand (Honoré).212.  
Beauharnois (Charles de La Boische,  
marquis de).51.52.55.  
Beaulieu (Jean-Paul).432.

- Beaulieu (Olivier).306.  
 Beauregard (Hugues).392.  
 Bédard (Elzéar).109.  
 Bédard (Rémi).104.  
 Bédard (P.-H.).100.  
 Bégon (Michel).42.47.48.51.  
 Béique (Frédéric-Liguori).211.232.  
 .236.257.274.275.276.300.333.  
 353.  
 Béique (Hortensius).356.364.367.  
 .369.371.375.383.390.  
 Bélair (Jean-Baptiste-Brugnier).76.  
 Bélair (Ovila).359  
 Bélanger (Louis).184  
 Bélestre (François-Marie Picoté de)  
 .71.72.  
 Bélestre (Pierre Picoté de).10.14.60.  
 Belmont (François Vachon de).40.  
 Bennett (Richard B.).326.355.  
 Benoist (Isabelle).17.  
 Benoist (Paul).17.  
 Benoît (Etienne).253.254.270.273.  
 .278.279.286.297.309.  
 Benoît (Geneviève).33.  
 Benoît (Hélène).29.  
 Benoît (Laurent).161.  
 Benoît (Pierre-Basile).177.178.181.  
 .182.185.190.196.201.215.  
 Bériault (Raymond).424.  
 Berthelet (Olivier).107.113.124.  
 Berthelot (Hector).212.  
 Berthiaume (Trefflé).242.  
 Bertin (Bernard) dit Languedoc.18.  
 Bertrand (Germain).417.  
 Bertrand (Jean-Jacques).447.  
 Bertrand (Joseph-Léon).349.361.371.  
 Bertrand (Paul).349.  
 Bétournay (Louis).159.  
 Bétournay (Pierre).159.  
 Bétourné (Louis).91.  
 Bigot (François).56.57.60.  
 Bindon (Joseph).69.  
 Bissonnet (Louis).161.  
 Blair (Gordon).252.  
 Blanchet (Norbert).132.  
 Blier (Henri).432.  
 Blot (François).17.22.  
 Blouf (Jean).17.  
 Boileau (René).78.  
 Boisseau (Pierre).18.22.  
 Boiteau (Robert).450.  
 Boivin (Françoise).17.  
 Boivin (Guillaume).201.205.  
 Bonaparte (Napoléon).82.85.87.  
 Bonneville (Siméon).179.  
 Borden (Robert).310.315.327.  
 Bordua (Philius).213.  
 Bouchard (Emile).422.431.  
 Bouchard (Jacques).438.448.  
 Bouchard (Télesphore-Damien).334.  
 .340.341.364.366.369.  
 Boucher (Marie).45.  
 Boucher (Paul).307.  
 Boucher (Pierre).19.22.  
 Boucher de La Bruère.112.  
 Boucherville (Charles de).173.177.  
 .189.198.234.235.  
 Boucherville (Pierre de).105.107.  
 .108.  
 Boucherville (René-Amable de).81.  
 Boudard (Jean).6.  
 Boudrias (Dominique).156.  
 Boulé (Romain).380.381.386.393.  
 .395.397.426.  
 Bourassa (Henri).261.270.288.289.  
 298.304.310.321.327.  
 Bourdages (Louis).106.  
 Bourdon (Charles).145.173.202.  
 .203.204.205.207.210.212.216.  
 .222.  
 Bourdon (Henri).305.  
 Bourdon (Jacques).21.22.24.  
 Bourdon (Jean-Louis).420.  
 Bourdon (Joseph).262.265.280.  
 .288.  
 Bourdon (J.-Rosaire).226.229.232.  
 .254.  
 Bourdon (Louis).131.  
 Bourgeois (L.-C.).229.  
 Bourget (Ignace).113.117.121.122.  
 .123.124.126.127.131.134.135.  
 à 140.143.144 à 150.152.153.  
 .155.159.161.162.163.167.168.  
 .170.171.185.189.190.194.212.  
 Bouteiller (André).36.



Charlex X.122.  
 Charron (Marie-Thérèse).33.  
 Charron (Paul).426.434.450.  
 Chartier (Etienne).117.  
 Chartrand (Michel).386.  
 Chartren (Thomas).17.  
 Chauveau (Pierre-Joseph-Olivier)  
 .181.  
 Chénier (Eugène).414.422.  
 Chénier (Victor).130.  
 Chesne (Pierre).24.  
 Chicot (Jean).6.  
 Chicouane (Pierre).17.18.  
 Chiniquy (Charles).132.135 à 140.  
 .144 à 150.151.162.189.190.194.  
 .272.283.322.  
 Chrétien (Madeleine).18.  
 Churchill (Winston).379.  
 Closse (Lambert).7.8.9.10.12.  
 Cloutier (François-Xavier).322.  
 Cloutier (Guy).436.  
 Coates (J.).235.  
 Coderre (Gérard-Marie).401.407.  
 .408.421.422.426.  
 Colbert (Jean-Baptiste).13.18.23.24.  
 .27.  
 Colborne (John).114.118.  
 Colet (Nicolas) dit Malouin.53.  
 Colin (Louis).221.  
 Collin (Marie).33.  
 Combeth (Antoine) dit Desjardins  
 .21.  
 Comtois (Joseph).91  
 Conefroy (Pierre).91.92.93.  
 Conway (O.S.).191.192.  
 Corbeil (J.-Bte-Avila).307.  
 Coonan (Thomas J.).383.  
 Cornellier (Hippolyte).197.216.234.  
 Corriveau (Albert-C.).264.  
 Cossette (Alphonse).383.  
 Côté (Jean-Pierre).446.  
 Côté (Omer).392.399.  
 Côté (Roger-A.).401.  
 Coulson (Samuel).250.  
 Courcelle (Daniel Rémy de).13.14.  
 .19.20.188.  
 Cousineau (Jean-Baptiste).169.  
 Craig (James).88.89.93.

Crête (Joachim).380.  
 Crevier (Georges-Alfred).190.  
 Crevier (Joseph-William).205.206.  
 .207.210.225.  
 Cross (Henry J.).283.290.293.303.  
 .313.317.327.328.331.  
 Croteau (Lucien).415.  
 Curzi (Jean).446.

## D

Daignault (Arthur).320.324.  
 Daigneau (Hubert).141.  
 Daigneau (Louis).169.  
 Dalhousie (George Ramsay, lord)  
 .99.102.  
 Dandurand (Damase).132.  
 Dandurand (U.-H.).300.319.  
 Daneault (Raphaël).385.  
 Dansereau (Adolphe).321.  
 Dansereau (Arthur).198.199.209.  
 .241.321.  
 Daoust (Charles).156.  
 Darche (Noël).157.  
 Darveau (Georges).451.  
 Dautat (Claude).43.45.  
 David (Aimé).334.337.  
 David (David).105.107.  
 David (François).178.  
 David (Laurent-Olivier).307.  
 Davignon (François-Joseph).114.  
 .115.154.173.  
 Davignon (Pierre).154.159.163.169.  
 .171.  
 Dearborn (Henry).94.  
 Debartzch (Pierre-Dominique).89.  
 .97.  
 Décary (Michel).36.  
 Décary (Paul).36.  
 Décary (Pierre).36.  
 Deguire (Joseph-François).102.  
 Delage (Octave).179.  
 Delage (Victor).356.  
 Demaray (Pierre-Paul).114.115.  
 Demers (Etienne).228.  
 Demeulles (Jacques).25.  
 Desmeules (Joseph-Etienne).74.75.  
 .76.



- Denaut (Marguerite).99.  
 Denaut (Pierre).76.77.79.80.81.82.  
 .83.84.85.88.95.100.111.  
 Deniau (Marin).76.  
 Denicourt (Eusèbe).226.253.254.  
 .280.284.  
 Deniger (Charles).154.  
 Deniger (Médard).414.  
 Denonville (Jacques-René de Brisay,  
 marquis de).29.30.31.  
 Désaulniers (Eugène-Merrill).298.  
 .311.312.337.  
 Désautels (J.-O.).96.  
 Désautels (Luc).91.  
 Deslandes (Jean).33.  
 Desmarais (Louis-Elie).307.  
 Desmarchais (Hector).404.407.  
 Despencer. Lord.64.67.68.  
 Desrochers (Jean-Baptiste).163.  
 Destrasse (Pierre).73.  
 Diefenbaker (John).412.429.  
 Dieskau (Jean-Armand, baron de).  
 .59.  
 Dion (Alcantara).393.  
 Dion (Alphonse).383.  
 Dollard des Ormeaux (Adam).10.  
 Dorchester (lord; voir auparavant;  
 Carleton).75.80.81.  
 Dorion (Antoine-Aimé).184.261.  
 Dorion (Wilfrid).177.  
 Doucet (Alfred-J.).387.398.402.  
 .408.  
 Dozois (Paul).439.  
 Drapeau (Jean).412.427.428.429.  
 .433.442.  
 Drinkwater (Ernest).335.  
 Drouin (Mark).428.429.  
 Drummond (George).97.  
 Dubé (Charles-Henri).408.  
 Dubert (Jean) dit Larose.21.  
 Dubuc (Hilaire).351.355.358.363.  
 Dubuc (Joseph).90.91.  
 Dubuc (J.-Elie).313.317.318.  
 Dubuc (Michel).21.48.  
 Dubuc (Thomas).402.428.  
 Du Cap (Wilfrid).346.  
 Ducharme (Jean).18.225.236.  
 Ducharme (Narcisse).270.  
 Duchesne (Adrien).5.  
 Duchesne (Judith).5.  
 Duchesneau (Jacques).22.24.25.  
 Dufresne (Augustin).179.  
 Dufresne (Jean-Baptiste-Jémirin).55.  
 Dufresne (Mélodie).127.  
 Dufresne (Ovide).200.  
 Dufresne (Ovide).11.239.273.  
 Dugas (Lucien).420.  
 Duggan (G.H.).352.  
 Dugré (Adélarde).344.  
 Dulhut (Daniel Greysolon).24.25.  
 Dumay (André).17.18.  
 Dumesnil (Mario).417.420.  
 Dupire (Louis).369.  
 Duplessis (Maurice).364.366.367.  
 .370.372.375.383.386.390.392.  
 .394.395.403.405.408.409.410.  
 .414.415.416.424.  
 Dupras (Ubald).273.290.292.294.  
 .303.309.316.320.323.324.325.  
 .328.362.377.  
 Dupuis (François-Xavier).312.313.  
 .314.  
 Dupuis (Jean-Baptiste).72.  
 Dupuis (Vincent).364.376.377.378.  
 .381.385.  
 Duquesne (Ange de Menneville,  
 marquis de).57.59.  
 Durand (F.-J.).188.  
 Duranleau (Alfred).346.354.355.  
 .363.364.  
 Durham (John George Lambton,  
 lord).117.  
 Durocher (Eulalie).123.124.126.  
 .127.  
 Durocher (Eusèbe).126.  
 Durocher (Théophile).123.  
 Dussault (Aimé).391.  
 Du Tremblay (Pamphile).341.  
 Duvernay (Ludger).102.105.106.  
 .107.109.124.126.  
 Duvernay (Olivier).432.  
  
 E  
 Ecrement (Anatole).329.  
 Edeline (Charles).17.22.

Edouard (prince de Galles).164.  
 Eisenhower (Dwight David).415.  
 .416.  
 Elgin (James Bruce, lord).134.143.  
 .152.157.  
 Elisabeth II.415.  
 Eschambault (Joseph Fleury d').61.  
 .65.67.  
 Eschambault (Louis-Joseph d').94.  
 Eschambault (Marie-Catherine  
 Fleury d').60.61.74.79.  
 Eyre (William).163.

## F

Fabre (Edouard-Charles).194.205.  
 .206.213.217.221.222.225.227.  
 .229.235.248.  
 Fairchild (Sherman M.).352.  
 Falaise (Antoine de Gannes de).  
 .78.  
 Faubert (Anne).18.  
 Fauteux (Francis).383.  
 Favre (Alphonse).373.376.  
 Favre (Armand).361.362.  
 Favreau (Edmond).312.315.317.  
 Favreau (Narcisse).278.279.286.  
 Ferron (Jacques).420.  
 Finlay (Hugh).64.65.67.68.70.75.  
 Flynn (Edmond James).234.241.  
 Forbin-Jeanson (Charles-Auguste  
 de).122.123.135.  
 Forget (Anastase).360.362.381.385.  
 .387.390.392.393.394.395.401.  
 .403.404.407.  
 Forget (Louis-Joseph).246.251.257.  
 .263.264.  
 Forget (Rodolphe).246.263.264.  
 Fortier (Alfred).190.  
 Fortin (Thomas).299.  
 Fournier (Alexis).123.126.  
 Fournier (Alphonse).398.  
 Fournier (Antoine) dit Préfontaine.  
 .17.30.33.  
 Fournier (Etienne) dit Préfontaine.  
 .90.91.92.93.95.96.112.190.  
 Fournier (Eugène) dit Préfontaine  
 .207.

Fournier (Olivier).115.  
 Fournier (Sarto).428.  
 Fournois (Jean).29.  
 Francheville (Pierre de).36.43.  
 Francoeur (Benoit).408.  
 Fréchette (Louis-Honoré).197.  
 Frédéric (frère).387.  
 Frontenac (Louis de Buade de).19.  
 .20.22.23.24.25.31.32.34.35.  
 Fulford (Francis).152.

## G

Gadois (Pierre).7.349.  
 Gage (Thomas).61.63.  
 Gagnon (L.-Paul).398.402.405.413.  
 .418.450.  
 Galaise (Cléophas).262.  
 Galetti (Lawrence).415.  
 Galt (Alexander Tilloch).142.152.  
 Gamache (Adrien).410.  
 Gamelin (Emilie Tavernier, Mère)  
 .127.  
 Garakontié.11.13.14.  
 Gareau (Alcide).426.  
 Gareau (J.-Arthur).337.342.345.  
 .346.349.351.355.363.370.372.  
 .373.376.379.  
 Gariépy (Jacob-Alfred).248.249.  
 .252.253.254.255.262.273.275.  
 .278.279.282.285.297.303.309.  
 .327.331.332.334.336.337.355.  
 .356.358.  
 Gariépy (Joseph).140.159.  
 Gariépy (Wilfrid).370.  
 Garin (André).128.  
 Gaston (Louis).415.  
 Gaudet (Augustin).143.  
 Gaudoin (Jacques).24.  
 Gaulin (René).139.  
 Gaultier de Varennes (Pierre La  
 Vérendrye).52.54.55.56.  
 Gaultier de Varennes (René).19.  
 Gauthier (Alexandre).373.  
 Gauthier (Georges).338.344.353.  
 .360.  
 Gauthier (Louise).125.  
 Gauthier de Levillier (Magdeleine).45.

- Gear (Anthony).303.312.  
 Gear (Henry).297.  
 Gear (William C.).290.  
 Gendron (Guillaume).17.18  
 Geoffrion (Amédée).284.285.286.  
   .288.289.290.291.292.294 à  
   .300.301.303.304.306.309.312.  
   .313.334.337.338.343.344.345.  
   .354.355.372.390.406.  
 Geoffrion (Christophe-Alphonse)  
   .217.241.242.243.251.  
 Geoffrion (Félix).240.  
 Geoffrion (Victor).252.257.266.  
   .267.275.276.290.310.  
 Georges IV.105.  
 Georges V.363.  
 Germain (Charles).84.  
 Gingras (Isaïe).236.247.250.  
 Girard (Pierre).140.  
 Girouard (Jean).255.273.274.277.  
   .282.285.286.287.298.300.328.  
 Giroux (Jean-Olivier).119.  
 Globensky (David).253.254.  
 Godbout (Adélard).366.375.383.  
 Godé (Nicolas).9.  
 Goff (Ed. H.).196.  
 Gouette (Joseph).103.119.133.153  
   .193.  
 Gonyau (Guillaume).29.  
 Gordon (Charles).300.319.  
 Gore (Charles).116.  
 Gosford (Archibald Atcheson, lord)  
   .114.  
 Gouin (Lomer).257.269.270.284.  
   .288.289.306.312.313.327.336.  
   .337.  
 Gouin (Paul).364.366.  
 Goyer (Edouard).383.  
 Goyette (Joseph).388.389  
   .395.  
 Goyette (Toussaint).188.  
 Grant (Charles Colmore).203.211.  
   .235.249.  
 Grant (Charles William).90.92.93.  
   .96.98.102.121.123.130.152.153.  
   .203.  
 Grant (David Alexander).74.76.77.  
   .78.79.83.90.102.123.  
 Grant (James Irwin).152.155.162.  
   .172.179.  
 Grant (Marie-Elisabeth).90.119.  
 Grant (Thomas David).90.  
 Grant (William).64.74.  
 Gravel (Gilles).438.448.  
 Gravel (René).376.378.379  
   .381.  
 Gray (Charlotte Catherine).54.  
 Gray (Joseph de).53.  
 Gray (Edward William).91.  
 Groseilliers (Médard Chouart des)  
   .10.25.  
 Grou (Mathurin).17.  
 Groulx (Lionel).344.  
 Guérette (frères).380.  
 Guérette (Mme Wilbrod).393.  
 Guigues (Eugène-Bruno).128.135.  
   .136.137.138.139.  
 Guilbeault (Léo).401.  
 Guilleboeuf (Madeleine).17.  
 Gundy (J.H.).352.

## H

- Haineault (Eugène).422.  
 Hamel (Théophile).138.  
 Hand (Frederick).283.  
 Harris (J.W.).289.  
 Hay (Pierre).33.  
 Hays (Charles Melville).240.251  
   .275.  
 Hazen (John T.).315.  
 Hazen (Moses).68.69.70.74.  
 Hees (George).416.  
 Héraclien (frère).174.  
 Hérelle (Daniel).250.262.  
 Hérelle (Frédéric).250.262.  
 Héroux (Eugène).380.401.424.  
 Hertel (Joseph).39.  
 Hill (Charles).326.  
 Hill (famille).321.  
 Hincks (Francis).142.157.  
 Hobbs (William).235.  
 Hocquart (Gilles).54.  
 Holmes (Henri).358.  
 Holt (Herbert).257.300.319.

Houde (Camillien).307.308.316.  
.320.322.323.338.339.345.346.  
.347.348.356.358.361.362.363.  
.364.369.373.376.380.383.386.  
.390.391.393.398.403.407.412.  
.414.  
Howe (Clarence Decatur).377.380.  
Hubert (Jacques).33.  
Hubert (Jean-François).76.78.79.  
.80.81.  
Hurteau (Isidore).119.122.130.131.  
.132.134.136.138.140.143.147.  
.151.153.155.156.161.163.173.  
.174.177.178.179.180.181.187.  
.189.191.192.193.198.199.200.  
.268.279.283.453.  
Hurteau (Pierre-E.).163.193.215.  
.221.231.

### I

Isambart (Joseph).46.48.49.53.54.  
.59.63.  
Ives (H.R.).184.205.206.227.

### J

Jannot (Martin).9.  
Jean (Joseph).340.  
Jodoin (Amable).184.185.190.  
Jodoin (Alexandre).18.  
Jodoin (Alexandre II).216.225.235.  
.236.  
Jodoin (Arthur).246.  
Jodoin (Augustin-Pierre).187.188.  
.189.216.  
Jodoin (Ferdinand).125.130.216.  
Jodoin (Isaïe).180.215.216.219.  
Jodoin (Jean-Baptiste).178.290.  
.292.303.  
Jodoin (Pierre).384.385.387.391.  
.407.408.438.448.  
Johnson (Daniel).437.443.447.  
Johnson (Maurice).425.  
Jolliet (Louis).23.  
Joly de Lotbinière (Henri-Gustave)  
.196.197.198.  
Joncaire (Thomas de).37.39.43.52.  
.56.

Joncas (Henri).438.  
Jones (Alfred Water).248.  
Joyal (Dowina-Evariste).375.383.

### K

Kalm (Pierre).57.  
Kempt (James).102.  
Kennedy (John).224.226.228.  
Kent (Edouard, duc de).77.94.  
Kernick (Georges).172.180.183.  
Kimber (Timothy).113.116.  
King (W.L. Mackenzie).336.353.  
.376.378.385.386.  
Krieghoff (Cornélius).125.131.138.  
.144.283.307.  
Kyle (David).313.317.325.327.331.  
.332.334.337.

### L

La Barre (Joseph-Antoine de).25.  
.26.27.  
Labelle (Antoine).189.  
Laberge (Damase).385.  
Labonté (Stanislas).273.  
La Bruère (Charlotte Boucher de).  
.78.  
La Chassaigne (Jean Bouillet de).38.  
.46.  
La Chesnaye (Aubert de).25.26.  
La Corne (Louis de).71.72.  
Lacoste (Alexandre).30.33.112.141.  
Lacoste (Alexandre II).189.207.209.  
.288.  
Lacoste (Louis).105.112.113.116.  
.129.131.141.151.157.173.177.  
.189.  
La Fayette (Marie-Joseph de).74.  
Lafleur (Eugène).273.310.  
Lafontaine (Louis-Hyppolyte).105.  
.109.116.125.129.133.142.157.  
.432.  
Lafrance (Léo).438.445.448.  
La Freydière (Balthasar de Flotte  
de).18.  
Lagacé (J.-B.).348.  
La Galissonnière (Rolland-Michel  
Barrin, marquis de).56.57.

Lagarde (André).440.  
 La Gaudélie (Charles).45.  
 La Jemmerais (Christophe Dufrost de).54.55.  
 La Jemmerais (Ignace Gamelin).59.  
 Lallemand (sorcier).93.  
 Lalonde (Edouard-C.).224.229.268.  
 .270.273.277.278.279.286.309.  
 .312.325.337.  
 Lalonde (J.-A.).390.392.  
 Lamarche (Gustave).412.  
 Lamarre (André).36.89.  
 Lamarre (Antoine).364.369.375.  
 .383.  
 Lamarre (Basile).225.234.306.  
 Lamarre (François-Séraphin).89.94.  
 .97.  
 Lamarre (Joseph).98.  
 Lamarre (Joseph II).260.273.274.  
 .278.279.281.289.320.324.333.  
 .346.347.364.  
 Lamarre (Louis-Honoré).358.359.  
 Lamarre (Michel).285.286.  
 Lamarre (Philippe).364.372.  
 Lambert (Paul).421.  
 Lamoureux (Jean-Baptiste).17.18.  
 Lamoureux (Louis).17.21.  
 Lamoureux (Marcel).398.400.401.  
 Langelier (François).197.  
 Langlois (Aimé).347.  
 Lapointe (Ernest).336.370.373.  
 Lapointe (Michel).45.  
 Laporte (Pierre).424.425.426.427.  
 428.435.436.437.439.440.447.  
 La Rabeyre (Arnaud de).31.  
 Lareau (Clovis).387.391.398.  
 Larocque (Alexandre).326.  
 Larocque (Gédéon).163.169.179.  
 .180.181.182.  
 Larose (Gilles).414.  
 Lartigue (Jean-Jacques).82.84.88.  
 .94.98.99.100.101.102.103.104.  
 .107.109.112.113.114.116.117.  
 .118.121.122.134.  
 La Salle (Robert Cavalier de).23.24.  
 .25  
 La Saudraye (Pierre-Rodolphe  
 Guybert de).33.34.  
 Lasnier (Ladislas).212.249.251.252.  
 .253.254.273.278.279.280.282.  
 .283.287.288.  
 Lassonde (J.-T.).359.  
 Latour (Jean-Baptiste).73.  
 Laurendeau (L.-P.).307.314.  
 Laurier (Wilfrid).177.216.240.241.  
 .242.248.252.257.261.266.267.  
 .269.274.290.296.307.312.327.  
 .331.336.364.  
 Laurin (Georges).383.  
 Lauzon (Charles de).12.  
 Lauzon (Jean de).7.9.12  
 Lauzon (Jean de II).9.12.  
 Lauzon-Charny (Charles de).9.14  
 Laval (François de Montmorency)  
 .12.24.  
 Lavallée (Arsène).300.306.  
 La Vérendry (Louis-Joseph).56.  
 La Vérendrye (Pierre). Voir: Gaultier de Varennes.  
 La Vérendrye (Pierre II).56.  
 Lavergne (Armand).289.298.323.  
 Lavoie (Joseph).103.  
 Lavoie (Jean-Noël).435.  
 Le Ber (Jacques).9.10.11.12.15.20.  
 .22.23.24.25.26.27.30.31.33.37.  
 .40.85.  
 Le Ber (Jeanne).24.40.  
 Lebeuf (Calixte).278.  
 Leblanc (Evariste).234.  
 Leblond (Roger).418.422.  
 Lebrun (Antonio).387.391.398.400.  
 .401.402.408.424.  
 Le Caron (Joseph).436.  
 Leclerc (Arthur).416.  
 Lecours (Joseph).134.  
 Leduc (François).370.372.  
 Leduc (Joël).233.  
 Lefebvre (Hubert).130.  
 Lefebvre (Jacques).52.53.  
 Lefebvre (J.-Omer).380.  
 Lefrançois (Germain).414.422.  
 Lefrançois (J.-A.).379.  
 Le Gardeur de Tilly (Marguerite).53.  
 Léger (Paul-Emile).426.  
 Legras-Pierreville (Pierre).78.  
 Lemaître (Bertrand).17.

Lemaître (Jacques).11.  
 Leman (Beaudry).352.  
 Lemay (Henri-Paul).437.439.443.  
 .446.  
 Lemieux (Jean-Jacques).438.448.  
 Le Moyne (Charles).5 à 15.17 à 27.  
 .30.75.129.212.227.266.391.411.  
 .412.441.453.  
 Le Moyne (Charles II).10.24.26.29.  
 à 36.37 à 42.43 à 49.51 à 54.  
 Le Moyne (Charles III).30.49.52.54  
 à 57.  
 Le Moyne (Charles-Jacques).57.59.  
 .60.61.94.  
 Le Moyne (Bienville, François de)  
 .31.33.  
 Le Moyne (Sainte-Hélène, Jacques  
 de).10.26.30.31.32.35.  
 Le Moyne (Bienville, Jean-Baptiste  
 de).33.41.55.57.445.  
 Le Moyne (Joseph).35.  
 Le Moyne (Joseph-Dominique-Em-  
 manuel).70.71.72.75.76.77.81.  
 .82.83.  
 Le Moyne (Louis).35.  
 Le Moyne (Marie-Charles).64.72.74.  
 .83.90.92.95.96.102.112.122.  
 .129.  
 Le Moyne (Marie-Elisabeth).36.  
 Le Moyne (Paul).30.33.35.  
 Le Moyne (Paul-Joseph).36.56.60.  
 .64.70.72.  
 Le Moyne (Pierre).5.  
 Le Moyne (Iberville, Pierre d').11.  
 .24.30.31.32.33.35.  
 Lequin (Jean).420.  
 Le Roy (Yves).30.33.  
 Léry (Gaspard Chaussegros de).39.  
 .43.  
 Lesage (Jean).419.423.424.426.437.  
 .440.  
 Lesage (Louis).191.  
 Lespérance (Amable).181.  
 Lespérance (Benjamin).130.  
 Lespérance (Edouard).125.130.134.  
 .161.164.173.174.178.180.  
 Lespérance (Joseph).162.179.  
 Letang (Théodore).84.

Letellier (Edouard).408.  
 Letellier de Saint-Just (Luc).195.  
 Lévesque (Jean-Louis).404.  
 Lévis (François-Gaston de).60.61.  
 L'Halle (Nicolas-Bernardin-Constan-  
 tin de).43.  
 L'Heureux (Arthur).325.352.359.  
 Lincourt (Alexandre).327.342.345.  
 .346.358.378.379.384.387.  
 Lonsdell (Richard).152.  
 Lord (Julien).407.  
 Lorimier (Charles-Nicolas-Guillaume  
 de).71.  
 Lotbinière (Eustache Chartier de).  
 .54.  
 Louis XIV.13.15.24.35.  
 Louis XV.51.  
 Lussier (Robert).446.447.449.

## M

Macdonald (John A.).198.209.216.  
 .240.274.  
 Macé (N.-P.).163.  
 Mackay (F.S.).385.  
 Mackenzie (John).390.  
 Mackenzie (William Lyon).105.  
 Maille (Hector).278.279.290.  
 Mailloux (Ulysse).406.408.  
 Mainville (Liguori).303.  
 Maisonneuve (Paul de Chomedey de)  
 .5 à 11.13.18.20.349.  
 Mance (Jeanne).6.8.9.11.  
 Manning (Isaac).130.184.  
 Manseau (Antoine).111.116.118.  
 .119.121.122.124.140.162.  
 Marchand (Félix-Gabriel).241.257.  
 .300.  
 Marchand (Louis).187.  
 Marcille (Jean).380.  
 Maria (Pietro di).360.  
 Marie du Rosaire.190.  
 Marie-Rose (Voir auparavant: Duro-  
 cher, Eulalie).135.137.138.143.  
 .162.224.  
 Marie-Victorin (Voir auparavant:  
 Victorin).329.337.338.345.348.  
 .358.369.381.387.395.412.

Marsil (Tancrede).298.325.327.  
 Martel (Stanislas-D.).196.197.219.  
 Martin (Médéric).325.338.345.347.  
 .348.350.  
 Martin (Salomé).127.  
 Massicotte (Edouard-Zotique).348.  
 Mathieu (Michel).298.299.  
 Matte (Ulric).327.331.334.  
 Mayrand (Oswald).305.320.325.  
 Mazenod (Charles-Joseph-Eugène  
 de).122.123.124.126.  
 McDougald (W.L.).352.353.  
 McLure (Fred J.).331.332.  
 McGill (James).91.101.  
 McGill (Peter).121.125.158.  
 McGillivray (William).88.  
 McGinnis (R.B.).140.155.  
 McTavish (Simon).80.87.88.  
 Meighen (Arthur).333.335.336.  
 Meilleur (Jean-Baptiste).146.147.  
 .156.  
 Ménard (Joseph).391.401.405.  
 Ménard (Sophie).156.  
 Mercier (Honoré).197.213.216.218.  
 .219.225.230.234.241.  
 Mercier (Honoré II).353.  
 Mesnard (Antoine) dit Lafontaine  
 .80.83.105.  
 Messier (Catherine).6.  
 Messier (Martine).6.7.  
 Messier (Pierre).450.  
 Metcalfe (Charles).129.  
 Mhun (Henri).439.  
 Michaud (Jean-Charles).416.  
 Michon (Fernand).454.  
 Millet (Pierre).34.36.  
 Millette (Alexandre).259.278.279.  
 Millette (Charles-Edouard).223.349.  
 .361.362.380.  
 Millette (Pierre).188.  
 Millette (Thomas).280.380.  
 Mills (John Easton).135.  
 Milnes (Robert Shore).83.85.  
 Mitchell (Alexandre).262.  
 Molson (William).158.  
 Mondelet (Charles).144.  
 Mongeau (Henri).126.313.317.318.  
 .331.

Mongeau (Marcel).414.419.422.431.  
 Monk (Frederick Debartzch).310.  
 Monk (James).79.  
 Montcalm (Louis-Joseph de).60.61.  
 Montenach (Charles-Fortuné).119.  
 Montgomery (George H.).352.  
 Montgomery (Richard).70.71.72.  
 Montmagny (Charles Huault de).5.6.  
 Moquin (J.-O.).401.  
 Moran (B.).54.  
 Moreau (Pierre).174.  
 Morin (Augustin-Norbert).102.  
 Morin (Louis-E.).202.224.225.226.  
 .227.228.229.231.254.259.  
 Mosher (Austin).233.  
 Mousseau (J.-Alfred).197.  
 Mountain (Jacob).81.83.  
 Murphy (E.P.).397.  
 Murray (Howard).352.  
 Murray (James).61.63.  
 Musseaux (Charles des).7.

## N

Nantel (Guillaume-Alphonse).234.  
 Napoléon (Voir auparavant: Bona-  
 parte).89.95.  
 Narbonne (Télesphore).351.355.  
 .358.  
 Neill (C.E.).352.  
 Nelson (Horace).82.  
 Nelson (Robert).117.118.121.  
 Nelson (Wolfred).113.115.116.124.  
 Nicholson (Francis).40.41.  
 Nicolet (R.R.).445.  
 Noël (Jacques).9.  
 Noël (Michel-François).84.  
 Normandin (Bruno).173.192.204.  
 .205.207.210.212.232.279.281.  
 .285.288.289.  
 Normanville (Godefroy de).6.  
 Notman (William).306.

## O

Ouellet (J.-H.).402.  
 Ouimet (Gédéon).205.

P

- Pages (Eustache).140.155.162.  
Pagnuelo (Siméon).229.  
Palmer (Frederick).349.  
Panet (Bernard-Claude).102.111.  
Panet (Jean-Antoine).78.  
Panet (Pierre-Louis).91.  
Papineau (Joseph).78.88.89.  
Papineau (Louis-Joseph).88.89.94.  
.97.99.102.105.106.107.109.  
.113.114.115.116.117.129.234.  
Paquette (Albiny).383.  
Paquin (Ubaldo).325.  
Paré (Joseph).431.432.437.  
Parent (Simon-Napoléon).257.269.  
Patenaude (François).140.  
Patenaude (Nicolas).140.  
Payette (Georges).263.268.272.283.  
.284.285.286.288.291.300.306.  
.309.317.322.329.344.360.362.  
.271.426.  
Pelletier (Georges).353.  
Penton (Fred A.).180.  
Périnault (Pierre-Joseph).80.  
Perks (Geo W.).398.  
Pérot (Gilles).17.18.  
Perrault (Charles-Ovide).177.  
Perrault (Maurice).211.229.242.  
.245 à 258.259.261.262.263.  
.265.269.270.271.272.275.277.  
.278.279.281.284.285.286.287.  
.288.289.292.294.297.298.300.  
.302.310.317.334.338.363.406.  
.434.454.  
Perron (Adjutor).409.  
Perron (Léonide).299.301.312.313.  
.314.345.348.352.353.354.355.  
.364.  
Perron (Marc).425.435.  
Perrot (François-Marie).23.25.26.  
.27.  
Petit (Jean).17.  
Philip (prince).415.  
Phillips (George).159.  
Phips (William).32.36.  
Piché (Albert).111.  
Piché (Joseph-Elzéar).346.351.  
Picotte (Aldéric).371.381.  
Pie VI.80.  
Pigeon (Elzéar).273.  
Pigeon (Victor).265.266.268.273.  
.279.288.289.290.312.313.317.  
.329.331.346.351.  
Pijart (Claude).8.  
Pinard (Roch).385.386.391.395.  
.397.398.402.  
Planté (Joseph).89.  
Plessis (Jean-Octave).81.82.87.88.  
.89.90.91.92.93.95.98.100.101.  
.102.103.124.  
Plouart (Madeleine).18.  
Poiré (Fernand).450.  
Poirier (C.-Edouard).399  
Poirier (François).187.189.213.  
Porteous (Archibald).283.297.298.  
Porteous (George).326.  
Poulin.328.329.  
Powell (G.R.).287.292.  
Pratt (Charles-A.).194.262.265.273.  
.362.  
Pratt (Charles-L.).261.262.273.289.  
Pratt (Guy).432.441.  
Pratt (John).177.261.  
Pratt (Paul).307.322.342.346.362.  
.363.366.369.370.373.376.377.  
.379.383 à 387.389.391.394.  
.398.402.406.407.408.411.414.  
.415.416.419.422.424.427.428.  
.429.431 à 434.436.437.438.441.  
.445.  
Préfontaine (Alexis-Etienne).112.  
Préfontaine (Alfred).292.319.  
Préfontaine (Etienne).Voir: Four-  
nier.  
Préfontaine (François-Xavier).190.  
Préfontaine (Henriette).190.  
Préfontaine (Joseph).91.  
Préfontaine (Raymond).190.195.  
.197.207.216 à 219.224.225.227.  
.234.236.240.241.242.243.246.  
.248.249.252.253.257.259.264.  
.269.275.294.348.  
Prescott (Robert).80.81.  
Preston. Colonel.69.71.  
Prévost (Eustache), dit Lafleur.18.



Prevost (George).93.94.97.  
Prevost (René).399.404.407.  
Primot (Antoine).6.8.11.  
Primot (Catherine).7.8.11.  
Prince (Jean-Charles).116.138.  
Proulx (Jean-Baptiste).263.  
Provost (Adolphe).410.

## Q

Quesnel (Frédéric-Auguste).99.102.  
.105.106.109.112.113.  
Quesnel (Joseph).99.  
Quesnel (Jules).108.117.  
Quiblier (Vincent).119.134.  
Quinn (Ed.).183.

## R

Rabeau (François-Xavier).237.249.  
.250.  
Racicot (Armand).395.411.448.  
Radisson (Pierre-Esprit).10.25.30.  
Raimbault (Pierre).39.49.  
Rainville (Henri-Benjamin).257.  
Rainville (Joseph-Hormisdas).310.  
.315.320.327.355.  
Rameau (Jean-Louis).431.  
Ramezay (Claude de).37.38.40.45.  
.51.  
Raudot (Jacques).38.  
Raymond (Alphonse).383.  
Raymond (Léo).417.  
Raymond (Maxime).386.  
Reeves (George B.).252.  
Rémillard (Léo).404.408.409.410.  
.417.421.423.425.426.447.448.  
Rémy (Pierre).24.  
Renaud (Jean-Pierre).438.448.449.  
.450.  
Réticius (frère).255.308.309.  
Rhéaume (Théodule).403.  
Richard (Wilfrid).370.  
Richardson (H.A.).274.276.293.  
Riel (Jean-Louis).126.132.181.  
Riel (Louis).181.212 à 219.235.  
Riendeau (Joseph).273.  
Rinfret (Fernand).353.361.

Robert (Léonide).281.288.292.320.  
Robert (Louis).309.327.331.  
Robidas (Marcel).416.422.424.427.  
.428.429.431.432.433.435.437.  
.438.439.440.441.442.444.445.  
.446.447.448.449.451.  
Robin (Jean), dit Lapointe.21.  
Robin (Jeanne).33.  
Roche (Redmond).390.391.392.  
.394.395.399.402.409.  
Rocheblave (Pierre de).75.89.  
Rocheleau (Antoine).218.224.234.  
.235.241.242.246.  
Rogers (Norman).369.  
Rolland (Damien).207.  
Rolland (Jean-Baptiste).190.  
Rolland (Jean-Damien).242.  
Rolland (P.-E.).392.  
Rolland-Germain (frère).272.304.  
.316.  
Rollin (Dominique).93.  
Ronceray (Isabelle).33.  
Ronceray (Marie).33.  
Roosevelt (Franklin Delano).379.  
Ross (Alexander).157.  
Ross (John J.).211.  
Rouillard (Jean-Baptiste).207.210.  
.216.389.  
Roussin (Jacques).70.71.  
Rouville (Hertel de).38.  
Roy (Arthur, fils).334.337.342.  
Roy (Elzéar).348.  
Roy (Jean-Charles).424.  
Roy (Philippe-Honoré).229.  
Roy (Roméo).379.387.

## S

Sabourin (Charles).145.151.152.  
Sabourin (Janvier).280.288.  
Saint-Amour (Antoine).95.  
Sainte-Marie (Cyprien).384.  
Sainte-Marie (Elie).269.  
Sainte-Marie (Georges-Henri).344.  
.411.  
Sainte-Marie (L.-A.).331.335.  
Sainte-Marie (Pierre).104.  
Sainte-Marie (Zotique).255.273.  
.290.303.309.

Saint-Ferréol (Jean Lyon de).54.  
 Saint-Germain (Jean-Baptiste)  
 .100.102.107.117.134.  
 Saint-Jacques (J.-L.).346.  
 Saint-Mars (François).164.202.266.  
 .290.  
 Saint-Mars (Henri).273.282.290.  
 .294.296.303.305.312.313.316.  
 .320.  
 Saint-Michel (Charles).134.179.  
 Saint-Ours (Pierre de).53.  
 Saint-Père (Jean de).7.8.9.  
 Saint-Vallier (Jean-Baptiste de La  
 Croix de Chevières de).29.47.51.  
 .56.  
 Salaberry (Charles-Michel de).94.  
 .95.97.  
 Salaberry (Ignace-Michel de).77.94.  
 Salières (Henri de Chastelard de).13.  
 .14.  
 Sarault (Louis).91.  
 Saulnier (Lucien).427.433.436.  
 Saurel (Pierre).23.  
 Sauriol (Timothée).190.  
 Sauvé (Arthur).345.  
 Sauvé (Paul).416.  
 Schuyler (Philip).70.  
 Seignelay (Jean-Baptiste Colbert,  
 marquis de).27.  
 Selkirk (Thomas Douglas, lord).98.  
 Sénécal (François).21.  
 Sénécal (Louis-Adélarde).182.198.  
 .199.200.201.204.207.209.210.  
 .212.214.246.251.  
 Sentenne (Léo-Alfred).213.  
 Séré (François).44.46.  
 Sévigny (Pierre).412.416.417.423.  
 .424.425.433.  
 Sevin (Jacques).344.  
 Sewell (Jonathan).92.  
 Sharrock (George).304.  
 Signay (Joseph).84.111.132.138.  
 Simard (Georges-Aimé).294.295.  
 .296.337.390.405.  
 Simard (Jacques).390.405.406.408.  
 .427.  
 Simard (Joseph).385.  
 Simon (Jean).313.317.319.327.331.

Sise (Charles Fleetford).201.  
 Smith (Donald).222.  
 Smith (John).156.  
 Smith (Julian C.).352.  
 Smith (Richard Wilson).236.242.  
 Smith (Sydney).304.  
 Souart (Gabriel).9.11.12.15.26.30.  
 Spickler (Antoine).402.408.  
 Steinberg (Samuel).436.  
 Stephens (George Washington).241.  
 Stephenson (Robert).157.  
 Stephenson (Thore E.).446.  
 Surprenant (Jacques).18.  
 Sylvain (frère).414.

## T

Taché (Alexandre).128.132.212.  
 .213.225.  
 Taché (J.-B.).149.  
 Taillon (Louis-Olivier).234.235.240.  
 .241.  
 Talham (Eugène).119.123.  
 Talon (Jean).13.14.15.18.19.23.  
 Tarte (Israël).255.259.261.269.  
 Taschereau (Alexandre).337.346.  
 .347.352.356.364.366.  
 Tassé (Joseph).216.  
 Tassé (Maximilien).206.211.213.  
 .216.217.218.221.222.224.225.  
 .227.229.235.236.248.249.250.  
 .253.254.262.263.291.  
 Tassé (Stanislas).235.  
 Tavernier (Nicolas).187.  
 Taylor (John Edward).342.346.351.  
 .355.358.370.373.376.379.387.  
 Tellier (Louis).278.281.287.  
 Telmon (Pierre).124.126.132.  
 Templer (colonel).69.  
 Tertullien (frère).255.272.290.305.  
 .308.309.313.  
 Théberge (Robert).409.419.424.  
 Therrien (Roland).419.437.439.  
 .444.447.448.449.  
 Thibaudeau (Rosaire).236.  
 Thibault (Charles).234.  
 Thibault (Jean).134.

- Thibaut (Georges-Amable).160.161.  
.163.167.171.173.174.179.184.  
.185.188.193.205.206.
- Thierry (Catherine).7.
- Thivierge (Léo).422.432.
- Thompson (John).240.
- Thurber (Alexandre).320.321.323.  
.324.325.327.331 à 338.340.341.  
.342.346.347.350.355.356.358.  
.359.362.364.366.367.375.
- Torrance (C.E.).188.189.
- Tourville (Louis).233.
- Townshend (J.Leighton).405.
- Tracey (Daniel).105.106.107.
- Tracy (Alexandre de Prouville de)  
.13.14.15.31.
- Tremblay (Alexandre).391.
- Tremblay (William).369.
- Troyes (Pierre de).30.
- Trudeau (Adolphe).133.
- Trudeau (André).169.
- Trudeau (Jean-Baptiste).116.
- Trudeau (Louis).140.255.273.277.  
.290.294.303.309.
- Trudeau (Narcisse).134.
- Trudeau (Paul).410.
- Trudel (François-Xavier).216.
- Truteau (Alexis).171.
- Truteau (François).103.
- Tupper (Charles).240.
- Turner (Jesse).446.
- V
- Valade (François-Xavier).143.151.
- Valade (Georges).404.425.
- Valiquet (Jean).17.18.
- Vallée (Yvan).359.
- Valois (Simon).167.
- Vanasse (Fabien).211.
- Van Horne (William Cornelius).209.
- Vaudreuil (Phillippe de Rigaud de)  
.35.37.38.39.40.42.43.44.45.51.  
.52.
- Vaudreuil (Pierre de Cavagnal de)  
.57.59.60.61.
- Verchères (François de).23.
- Verchères (Madeleine de).33.
- Véronneau (Gaston).414.422.427.
- Vervais (Augustin).109.
- Vézina (Euclide).379.380.
- Viau (Bertrand).18.48.53.
- Viau (François) dit Saint-Mars. 93.
- Viau (Eugène).307.
- Viau (Jacques) dit Lespérance.18.  
.22.24.34.
- Victoria (reine).164.
- Victorin (frère, Conrad Kirouac).  
.272.284.288.304.308.313.314.  
.316.329.
- Viger (Bonaventure).114.115.116.  
.117.118.125.146.154.173.412.
- Viger (Denis).359.
- Viger (Denis-Benjamin).88.89.97.  
.99.101.102.105.109.112.126.
- Viger (Désiré).17.21.
- Viger (François).83.87.
- Viger (Hilarion).118.
- Viger (François-Bonaventure).134.  
.157.193.218.
- Viger (Jacques).81.83.
- Viger (Jacques II).94.100.101.108.  
.348.
- Viger (Léon).280.282.288.297.
- Viger (Louis-Michel).105.106.109.  
.112.113.118.
- Viger (Michel).218.229.230.239.  
.242.250.261.262.280.282.285.  
.320.321.324.359.390.
- Viger (Rolland).390.
- Vignal (Guillaume).11.
- Vincent (Auguste).404.405.412.  
.425.
- Vincent (Joseph).101.106.107.108.  
.111.114.115.116.119.124.146.  
.147.191.412.
- Vincent (Joseph-Arthur).292.312.  
.313.317.318.322.323.324.325.  
.327.349.
- Vincent (J.-L.).18
- Vincent (Jean-Paul).428.435.436.  
.437.447.
- Vincent (Joseph-Louis).191.193.  
.200.203.216.225.227.231.236.  
.292.313.
- Vincent (Michel).116.

Vincent (Moïse).161.  
Vincent (Pierre).91.  
Vinet (Jacques-Janvier).103.  
Vinette (D.).250.

W

Wainwright (William).223.  
Waterous.188.191.192.  
Webster (R.W.B.).184.188.  
Weilbrenner (Joseph).112.123.133.  
Weilbrenner (Pierre).87.  
Weilbrenner (Pierre-Claude).105.  
.106.107.  
Wetherall (George Augustin).116.  
White (capitaine).112.  
Whitney (H.D.).224.

Willett (C.T.).300.  
Wilson (Woodrow).307.  
Wood (Edmund).170.184.

X

Xhignesse (Gustave).389.

Y

Young (James).350.  
Young (John).133.142.153.154.  
.157.164.  
Yôuville (Marie-Marguerite Dufrost  
de La Jemmerais, Mme d').55.61.  
.193.  
Yule (John).122.



## TABLE DES MATIÈRES

|   | Page |
|---|------|
| Préface   | 3    |
| 1. Charles Le Moyne                                 | 5    |
| 2. Débuts de la colonisation                        | 17   |
| 3. La baronnie de Longueuil                         | 29   |
| 4. L'étendard de Jeanne Le Ber                      | 37   |
| 5. La paroisse Saint-Antoine de Pade                | 43   |
| 6. Le deuxième baron de Longueuil                   | 51   |
| 7. Fin du Régime français                           | 59   |
| 8. La succession du troisième baron                 | 63   |
| 9. La "bataille" de Longueuil                       | 69   |
| 10. Mgr Denaut, évêque à Longueuil                  | 73   |
| 11. Tribulations du curé Chaboillez                 | 87   |
| 12. Le Comité de surveillance                       | 97   |
| 13. Longueuil donne le signal de l'insurrection     | 111  |
| 14. Les Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie | 121  |
| 15. Chiniquy à Longueuil                            | 129  |
| 16. Le Grand-Tronc                                  | 151  |
| 17. Les problèmes du curé Thibaut                   | 167  |
| 18. Le Montréal-Chambly-et-Sorel                    | 177  |
| 19. L'imbroglio de l'aqueduc                        | 187  |
| 20. Le chemin de fer sur la glace                   | 195  |
| 21. Premiers efforts industriels                    | 203  |
| 22. L'affaire Riel et les inondations               | 209  |
| 23. La troisième église                             | 221  |
| 24. On demande un pont sur le Saint-Laurent         | 231  |
| 25. Raymond Préfontaine                             | 239  |
| 26. Maurice Perrault                                | 245  |
| 27. L'électricité à Longueuil                       | 259  |
| 28. Bagarre à l'hôtel de ville                      | 271  |
| 29. Dispute autour du collège                       | 281  |
| 30. Administration Geoffrion                        | 291  |
| 31. "Une corbeille de verdure"                      | 301  |
| 32. Les inondations de 1913                         | 311  |
| 33. La guerre de 1914-1918                          | 319  |
| 34. Administration Thurber                          | 331  |
| 35. Campagne pour le pont                           | 339  |
| 36. Administration Brais                            | 343  |
| 37. Le pont Jacques-Cartier                         | 351  |
| 38. La grande "dépression"                          | 357  |
| 39. Vers la Seconde Guerre mondiale                 | 369  |

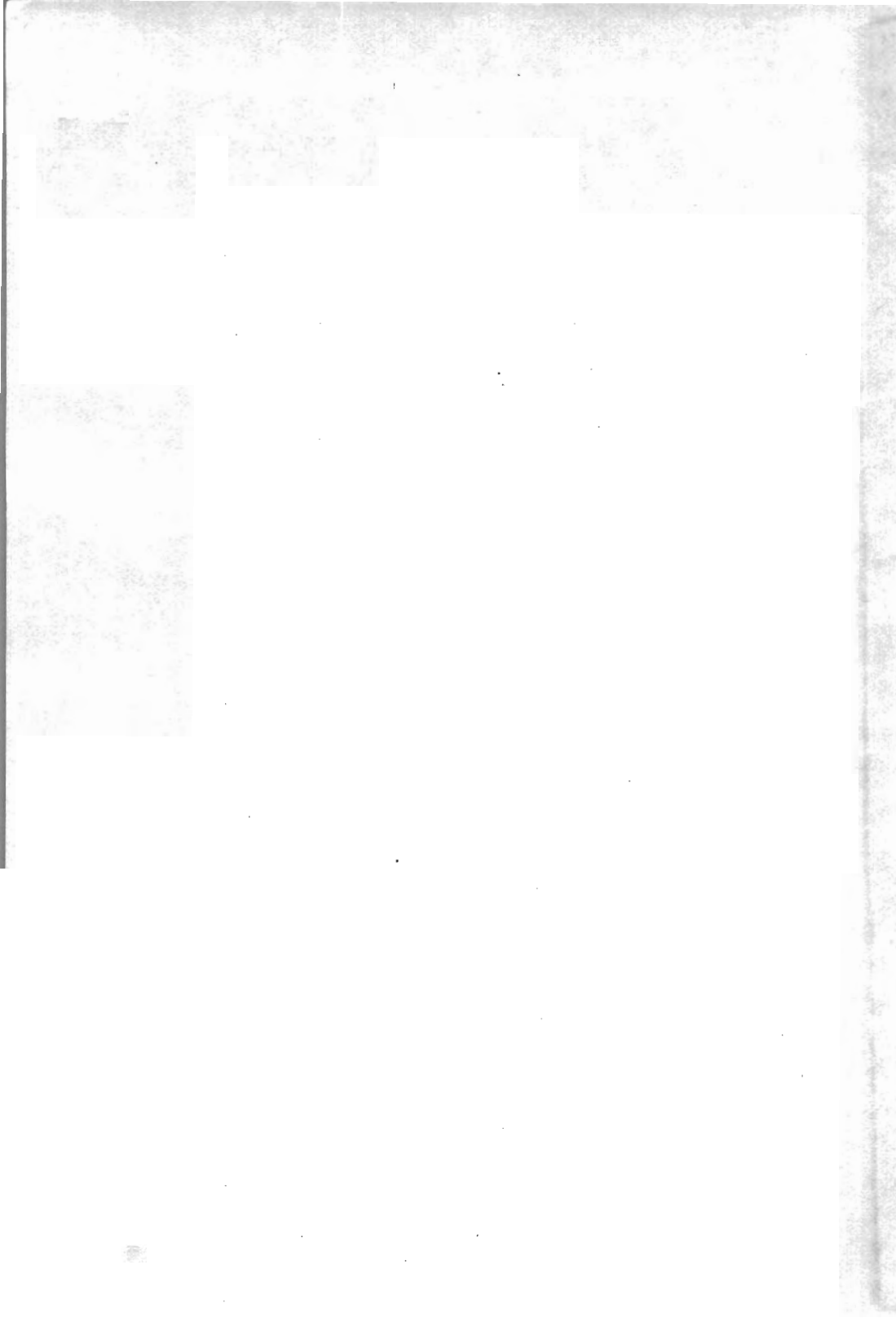
|     |                             |     |
|-----|-----------------------------|-----|
| 40. | Longueuil pendant la guerre | 375 |
| 41. | Ville Jacques-Cartier       | 383 |
| 42. | Le Conseil des maires       | 397 |
| 43. | Le troisième centenaire     | 407 |
| 44. | Annexion de Montréal-Sud    | 413 |
| 45. | Abolition des péages        | 421 |
| 46. | Fin du règne de Paul Pratt  | 431 |
| 47. | Longueuil et l'Expo 67      | 439 |
| 48. | Ville de cent mille âmes!   | 443 |
|     | Epilogue                    | 453 |
|     | Index                       | 457 |



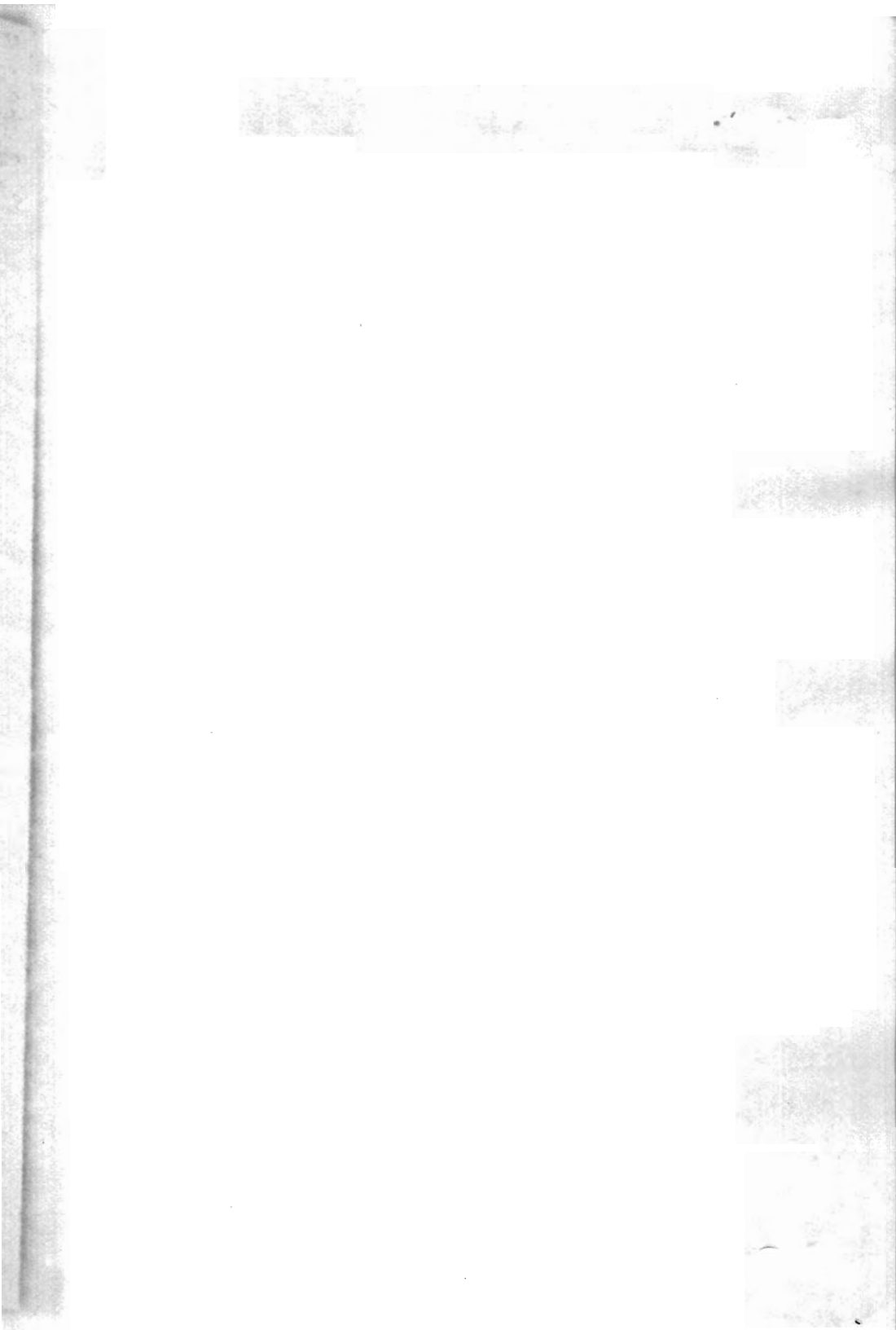
*Société de  
Généalogie de  
Drummondville*

545, rue des Écoles  
DRUMMONDVILLE, QC J2B 1J6













Longueuil est intimement lié à notre histoire nationale. Par les Le Moyne: du Mississippi jusqu'à la baie d'Hudson, avec base permanente sur les rives du Saint-Laurent. Par les évêques qui y sont issus: Mgr Denaut administra l'immense diocèse de Québec sans quitter son presbytère de Longueuil, dont il restait le curé, et certains de ses vicaires sont eux aussi devenus évêques. Par ses fils de naissance ou d'adoption: les Jacques Viger, les Camillien Houde, les Marie-Victorin. Cette geste de plus de trois cents ans est racontée ici jusqu'en 1969, année où la fusion avec Jacques-Cartier a fait de Longueuil la quatrième ville du Québec.

